هكذا من الأصل

TRENTE-SIXIÈME ANNÉE — N° 10 693 · 24 PAGES · DERNIÈRE ÉDITION — DIMANCHE 17 - LUNDI 18 JUIN 1979

ALORS QUE LE PROJET SEMBLAIT ABANDONNÉ

La centrale solaire Thémis sera finalement construite dans les Pyrénées-Orientales

LIRE PAGE 17



Fondateur : Hubert Beuve-Méry · Directeur : Jacques Fauvet

2,00 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 1,80 dir.; Tunisie, 1,80 m.; Allemagne, 1,20 DM ; Autriche, 12 sch. ; Belgique, 13 fr. ; Canada, $ 0,85 ; Côte-d'Ivoire, 155 F CFA ; Danemark, 4 kr. ; Espagne, 50 pes. ; Grande-Bretagne, 25 p. ; Grèce, 25 dr. ; Iran, 50 ris. ; Italie, 500 L. ; Liban, 250 p. ; Luxembourg, 13 fr. ; Norvège, 3 kr. ; Pays-Bas, 1,25 fl. ; Portugal, 27 esc. ; Sénégal, 160 F CFA ; Suède, 2,80 kr. ; Suisse, 1,10 fr.; U.S.A., 75 cts; Yougoslavie, 20 din.

Tarif des abonnements page 2

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

Le drame des réfugiés vietnamiens

L'ONU et les États-Unis demandent à la Malaisie de revenir sur sa décision d'expulsion

Au pied du mur

En décidant de refouler les réfugiés d'Indochine, la Malaisie, la Thaïlande et l'Indonésie ont de toute évidence agi de façon concertée. Elles recourent à la politique du pire pour obliger la communauté internationale à examiner un problème dont celle-*ci persiste à ignorer la gravité.* Bien sûr, l'attitude adoptée par les nations d'Asie du Sud-Est qui supportent la plus grande partie du *« fardeau » n'est pas* sans inconvénient pour elles. Refouler vers le Cambodge des réfugiés qui, s'ils ne sont pas massacrés par les Khmers rouges ou leurs ennemis vietnamiens, seront victimes de la famine ou ordonner à une armée de tirer sur les jonques chargées de familles vietnamiennes n'est pas de nature à rehausser l'image de la Thaïlande et de la Malaisie.

Toutefois, quand le haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés demande des « éclaircissements » à Kuala-Lumpur ou quand les Etats-Unis expriment leur « consternation », il y a beaucoup d'inconséquence dans leur conduite.

Pourquoi des pays en voie de développement seraient-ils plus généreux que les nations industrialisées ? *Depuis* 1975, certains équipages de bateaux appartenant à des pays riches ignorent les signaux de détresse des « boat *people » et abandonnent les réfugiés* à une mort affreuse en mer parce que les armateurs ont donné l'ordre de ne pas s'encombrer de passagers pour lesquels il est difficile de trouver un port de débarquement. Le gouverneur britannique de Hongkong a pris des mesures sévères contre les réfugiés à partir du moment où leur afflux a menacé l'équilibre économique de la colonie.

Après s'être longtemps désintéressée du problème, la Grande-Bretagne se sent concernée depuis que la route de l'exil pour les Vietnamiens passe aussi par Hongkong. Soutenu par Washington, Londres propose la réunion d'une conférence internationale. Les pays de l'Association des nations du Sud-Est asiatique (ASEAN) appellent aussi à l'organisation de cette réunion. Le président en exercice de l'Association vient de demander à Hanoï d'envoyer un délégué en Indonésie pour discuter d'un problème « qui crée une tension nouvelle dans la région ». Etrangement, l'agence Chine nouvelle a mis en relief une déclaration du ministre indonésien des affaires étrangères invitant le Vietnam à mettre fin à une situation « intolérable ». On comprend que Pékin fasse feu de tout bois pour la propagande contre Hanoï, mais il y faut une bonne dose de cynisme, alors que la Chine ne fait rien pour accueillir les réfugiés vietnamiens d'origine chinoise, qu'elle incite au contraire à fuir à Hongkong.

Le premier ministre britannique a adressé une proposition à M. Kurt Waldheim pour que la conférence sur les réfugiés ait lieu sous l'égide de l'ONU. De leur côté, les responsables de la Croix-Rouge internationale soulignent que malgré l'efficacité de certaines initiatives privées une solution au drame ne pourra être trouvée que « sur un plan politique », grâce à une concertation internationale. Le secrétaire général des Nations unies a fait récemment une tournée en Asie afin, notamment, d'examiner le problèmes des réfugiés.

La crédibilité de l'ONU est menacée par le scandale international que constitue l'abandon des réfugiés indochinois. A défaut de pouvoir prévenir certains conflits, les Nations unies *devraient au moins* avoir à cœur d'en atténuer les effets. S'il est un domaine dans lequel leur droit d'intervention n'eût pas été contesté, c'est bien dans celui de l'assistance aux « boat people ». Mais combien de pays, dans le « palais de verre », souhaitent-ils vraiment l'ouverture d'un débat qui mettrait inéluctablement en évidence les accablantes responsabilités du Vietnam ?

Les représentants de l'ONU et ceux de plusieurs gouvernements occidentaux — dont les Etats-Unis et l'Australie — tentaient, samedi 16 juin, de faire revenir le gouvernement de Kuala-Lumpur sur la décision d'expulser soixante-seize mille réfugiés vietnamiens installés sur son territoire et de faire tirer à vue sur les bateaux d'émigrés pénétrant dans ses eaux territoriales. Cette décision est considérée à Washington comme un « fait très grave », *a déclaré, vendredi, un porte-parole du département d'Etat.*

Washington rejette sur Hanoï la responsabilité de l'exode et l'accuse d'adopter délibérément une « *politique de déportation* » visant à « *l'expulsion complète des communautés ethniques chinoises du Vietnam et du Cambodge* ». Les Etats-Unis ont également confirmé qu'ils soutenaient la proposition britannique en vue de réunir une conférence internationale, sous l'égide de l'ONU, sur le problème des réfugiés d'Indochine (*le Monde* du 2 juin). Le gouverneur de Hongkong, Sir Murray MacLehose, s'est entretenu vendredi 15 juin de cette question avec le chef du gouvernement britannique, Mme Thatcher.

A Genève, le porte-parole du haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés a déclaré que « *l'on ne pouvait pas croire que la Malaisie puisse maintenant renoncer à ses idéaux humanitaires en refusant l'hospitalité à de nouveaux réfugiés et en renvoyant ceux qui sont actuellement hébergés dans des camps de transit* ».

La décision de la Malaisie est interprétée comme un appel spectaculaire à l'opinion mondiale plus que comme une menace véritable contre les réfugiés. Le Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.), dont la discrétion et la neutralité sont pourtant traditionnelles, a lancé vendredi un cri d'alarme et, souligne notre correspondante à Genève, Isabelle Vichniac, placé la communauté internationale devant ses responsabilités.

La situation devient telle que l'on craint à Genève que les délégués des organisations humanitaires dans les pays de premier accueil des *réfugiés n'aient plus* droit d'accès auprès des personnes auxquelles ils doivent porter secours.

(*Lire la suite page 5.*)

AU JOUR LE JOUR

Les damnés de la mer

Sur les passerelles de navires sillonnant le sud de la mer de Chine, on pourra assister dans les prochains jours à l'étrange spectacle de soixante-seize mille hommes, femmes et enfants dérivant à la recherche d'une terre ferme.

Ils n'iront pas du côté du Vietnam, ils en viennent ; ou du côté de la Malaisie : on les en chasse ; ni du côté de l'Occident : c'est trop loin et ils n'y sont pas souvent invités.

Peut-être, après tout, le destin de ces damnés de la mer est-il d'errer jusqu'à la fin des temps sur une mystérieuse planète océane dénuée de rivages et où jamais on n'a entendu une vigie crier : « Terre ! »

Mais ils seront si fatigués, si isolés, si loin de ces temps oubliés où il y avait des arbres, des oiseaux et des champs qu'ils n'auront peut-être pas la force de se demander pourquoi il y avait tant de gens, il y a dix ans, pour manifester pour le Vietnam, et si peu aujourd'hui pour manifester pour des Vietnamiens.

BERNARD CHAPUIS.

La rencontre de Vienne

MM. Brejnev et Carter veulent avancer sur la voie de la limitation des armements

Les premiers entretiens Brejnev-Carter ont commencé samedi 16 juin à 10 h. à l'ambassade américaine à Vienne. Il ne s'agissait pas d'un tête-à-tête, mais de discussions élargies. Au programme, un tour d'horizon de la situation internationale au cours duquel chaque chef de délégation devait exposer ses vues. Ce n'est que dans l'après-midi que les problèmes de SALT 2 et des suites à donner à cet accord, devaient être abordés. La journée devait se terminer par un dîner offert par M. Carter à l'ambassade des Etats-Unis.

Le sommet se poursuit dimanche, mais à l'ambassade *soviétique.* Deux séances de travail sont également prévues, ainsi qu'un dîner offert par M. Brejnev. La rencontre doit se terminer lundi, en fin de matinée, par la signature de l'accord SALT 2. Une ultime réunion de travail devrait précéder cette cérémonie *qui aura lieu au palais de Hofburg.*

Dans le communiqué final, les deux parties comptent marquer leur volonté commune de progresser sur la voie de la limitation des armements.

A Bogota, un communiqué du gouvernement colombien a annoncé vendredi que le président Turbay Ayala (actuellement à Genève après sa visite à Paris), a renoncé au voyage qu'il devait faire en Union soviétique du 18 au 25 juin, en raison de l'état de santé de M. Brejnev.

De notre envoyé spécial

Vienne. — C'est encore la prudence qui prévalait, vendredi soir, à Vienne, aussi bien parmi la délégation américaine que chez les journalistes soviétiques. Ne pas soulever des espoirs qui ont toutes les chances d'être déçus. Tel paraissait le mot d'ordre, d'un côté comme de l'autre, à l'issue d'une journée dont le seul événement « historique » avait été la première rencontre Brejnev-Carter. Contrairement à celles de ce samedi et de dimanche, elle se déroula en terrain neutre : au *palais de Hofburg, en présence de* M. Rudolf Kirchschlaeger, le président de la République autrichienne, et du chancelier Kreisky. Brève rencontre protocolaire, en fin d'après-midi, qui ne dura que quelques minutes et pendant laquelle rien de fondamental ne paraît avoir été dit.

M. Carter arriva le premier, suivi quelques minutes plus tard par un Leonid Brejnev aussi souriant que le matin, à son arrivée à l'aéroport de Vienne. Une vraie aubaine pour les photographes et les cameramen, les *frustrés de ce sommet discret,* qui purent enfin fixer sur la pellicule l'image des deux chefs d'Etat se serrant la main.

JACQUES AMALRIC.

(*Lire la suite page 4.*)

Les faux grands et les autres

par ANDRÉ FONTAINE

Protégés de l'éventuel enthousiasme populaire par une armée de gorilles, deux hommes confèrent à Vienne : les chefs des deux superpuissances, les Super-Grands. Chacun dispose d'immenses ressources et des moyens de détruire, en quelques heures, au prix il est vrai de la destruction des siennes, celles de l'autre. Ils vont conclure un accord, aboutissement d'années de négociations, destiné, à tout le moins, à ralentir *la course frénétique aux armements* qui dure depuis Hiroshima. Ils s'entretiennent gravement de tous ces conflits d'Afrique et *d'Asie auxquels ils sont toujours* plus ou moins mêlés, et souvent plus que moins, ne serait-ce que parce que les armes utilisées pro*viennent dans la plupart des cas* des arsenaux de l'un ou de l'autre.

Et si, de la puissance, ils ne *détenaient que les apparences ?* Si la nudité du roi transparaissait sous leur vêtement de majesté ? S'ils n'étaient que de faux grands ? Les détenteurs contestés, éphémères, d'un pouvoir qui leur échappe en grande partie et dont ils ne savent pas très bien, au *demeurant, que faire ?*

Les personnages, d'abord. De toute évidence, M. Brejnev, dans l'état de santé où il se trouve, ne *doit de demeurer en place qu*'au fait que ses lieutenants, dont la moyenne d'âge se situe autour de soixante-dix ans, ne sont tou*jours pas parvenus à s'entendre* sur sa succession. « *Ils savent très bien qu'ils ne lui survivront pas longtemps au pouvoir*, nous disait il y a quelque temps un chef d'Etat occidental retour de Moscou, *et ils n'ont d'autre idée en tête que de s'y maintenir le plus longtemps possible.* » Ce n'est pas d'une équipe ainsi motivée qu'un dirigeant à la démarche hésitante, à la mâchoire à demi paralysée, incapable depuis des années de soutenir une conversation en tête à tête avec un visiteur étranger, peut tirer la vision, l'énergie, l'audace nécessaires pour concevoir et appliquer ce qu'on est convenu d'appeler une grande politique.

En face du maréchal-président-secrétaire général, écrasé sous le poids des années, des titres et des médailles, le président des Etats-Unis fait presque figure de jeune homme. Mais son regard facilement éploré, les rides qui taraudent son visage, trahissent la fatigue de ce combattant de première ligne qui s'était un peu trop vite imaginé qu'il n'était pas sensiblement plus difficile de diriger les Etats-Unis que sa Georgie natale.

(*Lire la suite page 4.*)

La guerre civile au Nicaragua

Les insurgés relancent leur offensive dans le Sud

Une forte colonne de guérilleros sandinistes venant du Costa-Rica a franchi la frontière du Nicaragua le vendredi 15 juin et s'efforçait ce samedi 16 de consolider ses positions dans le sud afin, semble-t-il, de proclamer un gouvernement provisoire en territoire nicaraguayen. Une opération analogue menée par les insurgés il y a deux semaines avait échoué.

Selon l'Agence France-Presse, l'entourage du général Somoza serait décidé à demander à ce dernier de se retirer. De son côté, le ministre des affaires étrangères, M. Julio Quintana, a annoncé que le gouvernement nicaraguayen était disposé à accepter l'intervention d'une force de paix sous l'égide de l'Organisation des Etats américains et à négocier* « avec qui il faudra » *pour arrêter les combats.

Une accalmie relative était signalée ce samedi dans la capitale, où les combattants du Front sandiniste continuent d'occuper certains faubourgs populaires. Mais la cohésion et la puissance de feu de la garde nationale semblent intactes.

De notre envoyé spécial

Managua. — Alors que l'offensive du Front sandiniste de libération nationale paraissait s'enliser, un peu plus de quinze jours après son déclenchement, une troupe de quelque trois cents guérilleros a franchi, le vendredi 15 juin, la frontière qui sépare le Costa-Rica du Nicaragua.

Au cours d'une conférence de presse, le ministre nicaraguayen des affaires étrangères, M. Julio Quintana, a confirmé cette information en précisant que la colonne sandiniste était accompagnée de « *véhicules lourds chargés d'armement sophistiqués* ». L'objectif de ce groupe serait de prendre la petite ville de Rivas, à 30 kilomètres de la frontière, et d'y établir une tête de pont avant de créer un « gouvernement provisoire ».

Tel a été depuis le début de cette offensive, qu'il qualifie de « finale », le but du Front. Une première tentative, il y a deux semaines, avait été repoussée. La garde avait mobilisé pour la circonstance une énorme puissance de feu — roquettes sol-sol, bombardiers et une canonnière tirant depuis la côte pacifique. On s'est battu durement pour une colline — la cote 155 — prise un soir par la guérilla, reprise le lendemain par la garde.

Si la colonne qui est entrée au Nicaragua vendredi n'était pas repoussée dans les prochains jours, cela pourrait avoir un effet *décisif sur l'issue du conflit.* Les sandinistes pourraient acheminer des armes plus lourdes que celles dont ils disposent jusqu'à présent afin de réduire le camp retranché du général Somoza à Managua.

La nouvelle inquiète les milieux gouvernementaux. Certains ministres pensent à faire appel officiellement au CONDECA, l'organisme centro-américain de défense. A la différence de l'Organisation des Etats américains — à peu près impuissante, — le Conseil de défense centre-américain (qui regroupe El Salvador, le Guatemala, le Honduras et le Nicaragua) a été créé par des régimes d'extrême droite, avec la bénédiction des Américains, pour faire échec à toute « *menace communiste* ».

La garde nationale se bat avec un grand sens tactique, s'adaptant à la guerre de guérilla, n'engageant que les forces strictement nécessaires. Mais ses hommes accusent les fatigues d'une mobilisation permanente. Obligée de se disperser sur tout le territoire, *la garde doit bien souvent renoncer* à occuper les places qu'elle vient de dégager. Ses bulldozers sont à peine repartis que des barricades renaissent.

ALAIN-MARIE CARRON.

(*Lire la suite page 5.*)

Au Ghana

LE GÉNÉRAL ACHEAMPONG ANCIEN CHEF DE L'ÉTAT A ÉTÉ FUSILLÉ

(Lire page 24.)



SHMUEL TRIGANO ET BERNARD CHOURAQUI

Le réveil d'un mysticisme juif

Plus l'on 2000 approche, plus *la « grande peur » s'accroît.* Le renouveau des thèmes mystiques et religieux, même s'il a d'autres causes, en est aussi le signe. En *tout cas, l'incroyance n'est plus* très à la mode, ce printemps, dans les milieux intellectuels — comme en témoigne une récente floraison de *livres prophétiques. Et l'on peut* déjà, parmi ces derniers, tracer quelques lignes de démarcation.

Deux camps s'opposent : d'un côté, ceux qui — Clavel, Boutang, Girard — invoquent le judéo-chrétien, comme si les partenaires de cette étrange union s'étaient toujours bien entendus ; *et de l'autre,* ceux pour qui — comme pour Shmuel Trigano et Bernard Chouraqui — le retour à la judéité implique une répudiation totale du christianisme et de l'Occident. Entre les deux, Bernard-Henri Lévy, qui ne semble pas avoir nettement choisi ses positions.

Chez Trigano et Chouraqui, en revanche, le choix est net, catégo*rique et même mystique. Car ne* vous y trompez pas : si tous les deux parlent d'un retour à la « judéité » et non au « judaïsme », c'est parce que celui-ci se serait *fossilisé, serait devenu une institution morte* — tandis que la révélation dont ils se réclament se veut d'ordre poétique et personnel.

CHRISTIAN DELACAMPAGNE.

(*Lire la suite page 17.*)

Le Monde

UNE SEMAINE AVEC LE LIMOUSIN

Du 18 (numéro daté du mardi 19) au 23 juin (numéro daté 24-25) « le Monde » passera une semaine avec le Limousin.

Chaque jour, sur plusieurs pages, nous publierons dans toutes nos éditions les enquêtes et les reportages de nos correspondants et de nos envoyés spéciaux sur les trois départements de cette région.

Le Monde

idées

HISTOIRE

De l'éthique formatrice à la morale active

par JEAN LACROIX

LE *numéro double 43-44 de Comprendre,* revue de politique de la culture, est le premier qui paraisse depuis la mort de son fondateur, Campagnolo. Il *traite du sens de l'histoire et il est* en même temps une commémoration d'Umberto Campagnolo. Un remarquable directeur, Norberto Bobbio, a pris sa suite, avec les mêmes amis *et les mêmes collaborateurs* de divers pays. Ce volume a la profondeur et l'inspiration restées semblables depuis 1950, et *l'on* y retrouve ceux dont j'ai déjà souvent parlé dans *le Monde :* Ellul, Jemolo, Perelman, Perroux, Schaff, Tillich, Vercors, etc.

Ce problème est le plus difficile qui soit, et ce numéro sera pour ceux qu'il intéresse un document irremplaçable. *Au dix-septième et* au dix-huitième siècle, avec la philosophie des Lumières, on a cru découvrir le sens de l'histoire et pouvoir le réaliser. Notre civilisation, *la* civilisation *(occidentale) devait permettre à l'humanité* entière d'y parvenir. La terminologie même le manifestait : le mot civilisation, qui sous-tendait la recherche tout en n'étant créé que vers *1776, n'existait qu'au singulier* et avec une majuscule. Ce qu'il signifiait était présent, surtout en France, bien avant lui : le sens de l'histoire se réalisera toujours mieux par le développement de l'instruction et de *la culture (française).*

La découverte progressive de civilisations multiples et diverses mit fin à cet enchantement. Ces civilisations étaient des histoires différentes, *ayant chacune leur valeur propre.* Aussi, dès 1819, le mot de civilisation se transforma : il fut employé au pluriel et avec une minuscule. Ce simple exemple est caractéristique. *La colonisation était fondée sur bien des raisons* égoïstes, mais *elle* répondait aussi à un idéal, proposé voire imposé à tous. Le vingtième siècle a été celui de la décolonisation, de la fin d'un progrès *linéaire. En 1903,* Renouvier écrivait que l'utopie du progrès a mis un bandeau sur toutes les intelligences. Ce bandeau aujourd'hui est enlevé. Divers auteurs dans ce numéro, notamment Andres Roig et Léopold Zea, dénoncent la *conception « colonialiste » du sens* de l'histoire et montrent qu'il ne saurait plus y avoir entre les peuples de relations verticales de dépendance, mais une relation horizontale *de solidarité.*

« Désir du désir de l'autre »

Cette coupure de l'histoire reconnue, beaucoup d'études posent la *question en termes* actuels. *Jeanne* Hersch écrivait que la quête d'un sens à travers la connaissance historique était à la fois inévitable et vouée à l'échec. Sans retrouver le pseudo-optimisme antérieur, ne pourrait-on dépasser un tel pessimisme ? Pour *ma part,* je tente de montrer que c'est bien l'histoire qui fait l'homme, mais surtout l'homme qui fait l'histoire. Par là se trouve posé le problème de savoir ce qui *est désormais possible. D'une part,* nous vivons un moment de l'histoire et nous ne pouvons le rejeter entièrement. Il nous a formés (et déformés), il nous fait connaître et vivre une *tradition* issue de nos prédécesseurs. Nous la transmettrons à *notre tour en partie. Mais nous* pouvons aussi la juger, la critiquer, la rectifier. Pour cela, il faut découvrir au fond de tout homme un sens de l'histoire à réaliser, qui procède, *au-delà de tous les besoins,* d'un *désir* essentiel, désir de communion, de fraternité universelle. Ce désir, Hegel l'appelait, non pas désir de l'autre, qui pourrait être une volonté de puissance, de domination, mais *désir du désir de l'autre,* qui implique *réciprocité.*

C'est l'inspiration de tous les articles, *si* divers soient-ils. On la trouve d'ailleurs chez presque tous les penseurs, sous une forme ou *sous une autre. Dans ses Manuscrits* de 1848, Marx disait que dans la cité communiste il suffirait d'être *un* être aimant pour faire de soi un être aimé. C'est retrouver la « transparence » des consciences de Rousseau, Marx, un peu plus tard, a *exprimé* la *même idée* sous une forme différente, que reprendra Heidegger : il évoque dans l'avenir la réalisation d'un « habitat humain ». Dans son exposé, intitulé *Sens et non-sens de l'histoire,* Jacques Ellul fait une analyse aussi originale qu'impartiale en fonction, comme plusieurs autres, de l'inspiration chrétienne : le sens de l'histoire vers la communion ne peut naître que de la foi et ne parler qu'à elle. Pour Madaule, l'histoire a le sens *de tendre vers l'unité* réelle de l'humanité qui lui permettra d'accomplir sa tâche essentielle, aujourd'hui à sa portée : *l'aménagement de la Terre — non,* certes, en vue de la domination du *monde,* mais comme Marx et Heidegger, de la réalisation d'un véritable *habitat humain.*

C'est, en définitive, ce qu'a le mieux exprimé Campagnolo, qui avait *rédigé* un texte inachevé peu de semaines avant sa mort, systématisant la thèse qu'*il a toujours soutenue.* L'homme tient avant tout à la vérité et à la cohérence *intérieure. Cependant,* il s'égare sous la pression des événements et des circonstances. L'histoire se fait en fonction du redressement des objectifs de l'œuvre de l'homme. *« En cherchant la vérité, la droiture, la justice, il vise au bonheur, à la vertu qui aboutit d'après Kant à la paix, à l'universel de l'homme, à cette force qui opère sans discontinuer dans l'univers éternellement progressif. »* L'histoire peut et doit sortir de l'éthique. D'où sa conception d'une *politique de la culture.*

Cette politique, aujourd'hui possible, qui implique la suppression des Etats (et non des nations), remplacés *par un Etat mondial, établit que sa* nature profonde conduit l'homme à *faire la paix* : cette victoire de sa nature sur les obstacles qu'elle rencontre est la *création de l'homme.* L'avenir, ce sont les hommes en marche vers leur destinée : un jour *viendra où la vie morale sera* considérée comme la vie *naturelle* de l'homme. La recherche de la paix est l'expression du nouveau message la création éthique en est l'approfondissement *inépuisable. La morale* concrète, celle de la politique de la culture, est la réalisation de la société la plus parfaite possible, de la société de la paix authentique.

L'heure historique est venue de passer de l'éthique formatrice à la *morale active par le droit,* la justice et le respect des hommes.

★ *Le Sens de l'Histoire,* par dix-neuf auteurs. 400 pages du numéro 43-44 de la revue *Comprendre* (organe de la Société européenne de culture, San-Marco 2516, Venise, Italie).

Christianisme et société

par JEAN-MARIE MAYEUR (*)

IL est des hommes, particulièrement dans l'histoire de la vie religieuse, auxquels l'histoire générale, la « grande » histoire, risque de ne pas faire place, *alors qu'ils ont exercé par leur* rayonnement personnel, leurs initiatives, leurs idées, une *influence* considérable qui peut échapper à l'observateur extérieur. Bien rares sont sans doute ceux de nos compatriotes qui connaissent le nom de l'abbé Flory (1). Voici peu, pourtant, l'archiprêtre de la cathédrale de Strabourg, Pierre Boskel, dans *l'Enfant du rire,* avait évoqué cette figure que fait revivre Joseph Ball dans un livre attachant, *à la fois essai biographique,* recueil de documents et témoignages. Cet ouvrage ne voulait pas être, et n'est *pas, une* étude historique approfondie, celle-ci reste à faire, mais il apporte des pierres d'attente de première importance. Au travers de la biographie de l'abbé Flory, apparaissent une figure considérable et quelques-uns des problèmes majeurs du catholicisme français, des lendemains de la séparation à ceux de la seconde guerre *mondiale.*

Né à Lure en 1886, d'une famille alsacienne originaire de Thann, fils d'un directeur d'usine, Jean Flory est élève du grand séminaire de Besançon, puis vicaire d'une paroisse ouvrière de Belfort, Saint-Joseph. Aumônier militaire pendant la *première guerre* mondiale, il devient aumônier des lycées de Besançon, avant d'être, de 1937 à sa mort, en 1949, archiprêtre de Montbéliard. Au long de sa vie, il apparait d'abord comme un éducateur soucieux de former des personnalités. Lecteur de *Newman et du Père Laberthonnière,* de l'abbé de Tourville et de Demolins, l'auteur de *A quoi tient la supériorité des Anglo-Saxons,* il attache un prix particulier à la formation dans la liberté, et à l'éducation de la responsabilité. Il a le souci des contacts individuels, de ce qu'il appelle l'« apostolat par contagion ». Il suit avec sympathie l'essor de l'Association *catholique de la jeunesse française,* aux destinées de laquelle va présider son frère cadet Charles, gendre du philosophe Maurice Blondel. Plusieurs de ses anciens élèves sont aux origines de la Jeunesse étudiante chrétienne, la JEC, dont ce livre éclaire la *genèse.*

L'originalité de l'A.C.J.F. pour l'abbé Flory s'affirme aussi bien dans la reconnaissance de la vocation des laïcs, responsables de leurs engagements, que dans la recherche de la collaboration entre les classes sociales. L'*Association* catholique de la jeunesse française n'est pas comme l'*Action* catholique un bras séculier de la hiérarchie. Elle ne privilégie pas une classe ou un groupe *social, comme la Jeunesse ouvrière* chrétienne va le faire. On est aux origines de débats encore actuels. Mais *l'un des mérites* de ce livre, œuvre d'un témoin, est de restituer la vérité d'une histoire, dans sa complexité, sans réinterpréter le passé à la lumière du présent. J. Ball se demande avec quelque apparence de raison si, malgré les déclarations théoriques sur la place des laïcs, on n'a pas assisté à une « régression vers un statut qui *place les laïcs sous le contrôle* juridique d'un épiscopat fortement structuré et de toute une bureaucratie cléricale ».

Sur bien des points, éclate l'originalité de l'abbé Flory : les méthodes de la Jeunesse ouvrière chrétienne, la propagande, et les manifestations de masse le laissent sceptique. Il souhaite de petites équipes chrétiennes reliées dans une organisation vaste et *souple. On ne peut manquer* d'être frappé, après la crise qui a emporté un modèle de l'Action *catholique, de la netteté de ces* analyses. Non moins remarquable est le parti de l'abbé Flory sur *l'école publique, qui le conduisit* à désapprouver l'entrée des élèves des écoles libres dans la *Jeunesse* étudiante chrétienne. Il voyait là une déviation de la mission de la JEC, qui était *de porter témoignage* dans l'école publique, et il estimait que la méfiance *des milieux attachés* à la laïcité y trouverait une justification.

Au carrefour d'influences et de courants divers

L'hostilité au nationalisme de l'Action française, la lucidité face au nazisme et l'engagement dans la Résistance, l'ouverture à l'œcuménisme dans cette terre de confrontation entre catholiques et protestants qu'est le pays de Montbéliard, autant de traits *qui complètent la physionomie* d'un prêtre, qui sut forger des générations de disciples, clercs et laïcs. Comme toute personnalité représentative, il est au carrefour d'influences et de courants divers. Cependant, la volonté de rencontre avec le monde moderne, l'intérêt mis sur les valeurs de la personne, la place faite à l'initiative et à la *responsabilité révèlent le poids de* la tradition catholique libérale. Un tel livre contribue à faire mieux connaître un de ces prêtres, aujourd'hui trop oubliés, qui surent réconcilier l'Eglise, la réflexion intellectuelle et la liberté de l'esprit.

Sous un titre sans doute insuffisamment explicite (2), Jean Baubérot consacre un livre probe et médité à une petite publication « chrétienne sociale », qui parut de 1899 à 1911, *l'Avant-Garde.* Il a considéré avec raison que l'intérêt de cette revue bimestrielle, qui ne tira à guère plus de trois *mille* exemplaires, dépasse largement son audience. Dirigée par des pasteurs : Elie Gounelle, Wilfred Monod, Jean Roth, Samuel Delattre, *l'Avant-Garde* touche entre le tiers et la moitié du corps pastoral français. Par les perspectives *qu'elle propose, les débats et les* controverses auxquels elle fait écho, *l'Avant-Garde* constitue un excellent révélateur des problèmes du protestantisme français au début du siècle, aujourd'hui encore mal connu, et dont J. Baubérot a une sûre connaissance. La *première partie suit l'itinéraire de l'Avant-Garde.* On y retiendra particulièrement tous les développements qui portent sur les « solidarités », ces « maisons du peuple » chrétiennes sociales, sur les rencontre des chrétiens sociaux, avec les libres penseurs et les socialistes, les universités *populaires.* Suggestive aussi l'analyse des attitudes des protestants devant *la loi de séparation des Eglises et* de l'Etat, et des conséquences de la séparation sur la vie du protestantisme.

Cependant, le deuxième volet de l'ouvrage, qui porte sur le discours de *l'Avant-Garde,* offre les plus larges perspectives. Au-delà de l'histoire d'une modeste publication, aux préoccupations sans doute minoritaires au sein d'une confession elle-même minoritaire à l'intérieur de la société française, les réflexions de Jean Baubérot éclairent les problèmes que rencontre tout christianisme *social. W. Monod voulait « une société transformée par l'Evangile et le justifiant par là même » ;* E. Gounelle assurait : *« Le christianisme doit tout pénétrer, tout sauver, tout sanctifier (...), tout l'homme et toute la société. »* C'est bien un Evangile « intégral » que prêchent les chrétiens sociaux, qui ne se résignent pas au retrait partiel du christianisme hors de la vie sociale. Mais ils ne veulent pas s'attacher à un christianisme de chrétienté qu'ils jugent dépassé. Ils recherchent un christianisme de l'avenir qui s'élabore dans une confrontation avec le socialisme et la modernité culturelle. Ils aspirent à une réinterprétation des dogmes chrétiens. Celle-ci ne s'identifie pas, constate J. Baubérot, aux « *négations » du libéralisme théologique* du dix-neuvième siècle. On sera porté à lui donner raison, encore que le concept de libéralisme théologique couvre des réalités diverses, et que le contenu de croyances des chrétiens sociaux n'apparaisse pas toujours très *clairement. On verrait chez eux,* au total, quelque chose de l'esprit religieux du « Réveil », plutôt *que le rationalisme moralisant* des libéraux.

Un état provisoire

Critiques du christianisme traditionnel, les chrétiens sociaux de *l'Avant-Garde* portent une appréciation positive sur le mouvement de laïcisation, et l' « émancipation » de la pensée. Mais, à *leur yeux, il s'agit d'un état provisoire.* Ils sont en quête, estime J. Baubérot, d' « une nouvelle manière de christianiser le profane », en substituant à la chrétienté sacrale une manière de chrétienté profane, où le christianisme constituerait « le sous-*sol » des structures laïques ».* Cette brève analyse suggère à quel point l'itinéraire et la démar*che des collaborateurs de l'Avant-Garde* a une portée exemplaire et invite à des comparaisons qui débordent l'histoire même du protestantisme. Au cœur de tout christianisme social, qu'il trouve naissance au sein du catholicisme ou du protestantisme, on découvre *le refus fondamental* du reflux du christianisme dans la sphère privée, qui est le libéralisme même.

Le thème du royaume de Dieu

Un autre thème retiendra l'attention : celui du royaume de *Dieu. Pour Wilfred Monod « la* doctrine du royaume de Dieu est le terrain d'entente entre le vrai socialisme et le vrai christianisme ». Aux socialistes, le pasteur de Rouen reprochait de prêcher « un messianisme sans Messie crucifié », aux chrétiens de *proclamer « un Messie* ecclésiastique, ultra-spirituel et supra-terrestre, un Messie sans messianisme ». De la contagion, du rapprochement du christianisme et du socialisme, les chrétiens sociaux de *l'Avant-Garde,* comme nombre d'autres pasteurs du temps, de la Suisse à l'Allemagne et aux pays anglo-saxons, attendent la venue du Royaume, qui sera, comme l'écrit l'un d'eux, « l... confusion de l'athéisme social et du matérialisme aveugle, la réalisation de l'Evangile des pauvres, l'application de l'économie sociale d'Amos, d'Esaïe, de Jean et de la politique de Jérémie et de l'auteur de l'Apocalypse ». Imminence des temps messianiques, avènement proche du Royaume : J. Baubérot dit *justement* l'intensité de ces thèmes chez les chrétiens sociaux. Sans doute aurait-il pu insister *sur la lecture* que propose W. Monod de l'Apocalypse, notamment dans ses thèses sur l'espérance chrétienne. Mais il montre l'évolution de Monod, devant les critiques de certains de ses amis, vers une « conception moins catastrophique et plus spirituelle » de l'avènement du Royaume, selon le mot de Gounelle. Ce dernier voyait du reste dans la solidarité, la « traduction *laïque,* populaire et moderne » du royaume de Dieu. Ainsi les collaborateurs de *l'Avant-Garde,* là encore exemplaire, sont partagés entre un souffle prophétique et une certaine laïcisation du langage chrétien.

(1) *L'abbé Flory* (1886-1949), documents et témoignages recueillis par Joseph Ball. Images de Jean Garneret, Besançon 1978, 337 pages, en vente à la Procure, 3, rue Mézières, Paris. 60 F.

(2) Jean Baubérot : *Un christianisme profane ? Royaume de Dieu, socialisme et modernité culturelle dans le périodique « chrétien social » l'Avant-Garde* (1899-1911), bibliothèque de l'Ecole des hautes études, section des sciences religieuses, PUF, 1978, 295 pages.

De Florensky à Muray

par GABRIEL MATZNEFF

EN 1914, à la veille de l'apo*calypse, paraissait à Moscou* un livre étrange et génial du Père Paul Florensky : *la Colonne et le Fondement de la vérité* (1). Cet « essai de théodicée orthodoxe », ainsi que le définissait son auteur, annonçait les tragédies du siècle à venir : Staline et Hitler, la termitière des esclaves, les camps. *« Entre le Dieu chrétien Tri-Unique et la mort dans la folie,* prophétisait Florensky, *il n'y a pas de moyen terme, fût-il de l'épaisseur d'un cheveu. C'est l'un ou c'est l'autre. »*

On le sait, ce fut l'autre. Le programme de Chigalev, dans *les Démons,* réalisé point par point : les hommes de talent tués ou bannis, la langue de Cicéron arrachée, les yeux de Copernic crevés, Shakespeare lapidé, l'égalité dans la servitude. Florensky lui-même, arrêté en 1932, déporté, devait mourir en 1943 dans un camp de concentration. Les lecteurs de *l'Archipel du Goulag* peuvent *y lire son nom illustre parmi les* innombrables noms des martyrs inconnus.

La Trinité ou le Goulag

La Trinité ou le Goulag : l'unité trine qui donne la vie ou le multiple démoniaque de la mort. Pour la théologie orthodoxe, c'est le mystère trinitaire qui fonde la consubstantialité du genre humain ; c'est le tourbillon d'amour qui circule entre les trois Personnes divines qui rend *possible l'amour des hommes entre* eux. Mais, à l'opposé de cette pluralité vivifiante, grouille la multiplicité impersonnelle de la termitière. *« Il y a un nombre-antéchrist et c'est celui que décrit Soljenitsyne. »* Qui affirme cela ? Cette fois, ce n'est pas un théologien orthodoxe : c'est Philippe Muray dans *l'Opium des lettres* (2), *un livre d'une beauté* et d'une intelligence bouleversantes.

Qu'est-ce que le jugement dernier ? Pour Philippe Muray, c'est le trois qui juge le multiple, c'est la confrontation définitive du multiple. Une telle formule pourrait être signée des Pères les plus orthodoxes. Que Philippe Muray, quoique étranger à la tradition de l'Eglise, comprenne que le mystère trinitaire se situe au cœur de l'histoire de l'humanité, et qu'il en parle si bien, voilà qui marque, croyons-nous, un tournant décisif. Un grand saint russe du siècle dernier, Séraphim de Sarov, enseignait que le but de la vie chrétienne est l'acqui*sition de l'Esprit-Saint. C'est ce même* but que l'agnostique (?) Muray assigne à l'humanité, dès lors que celle-ci est désireuse d'échapper à ce qu'il appelle *« le malheur calciné de la fourmilière ».*

Dans sa préface à *l'Opium des lettres,* Philippe Sollers cite *l'Archipel du Goulag,* et s'écrie : *« Pourquoi personne n'a-t-il lu ce livre ? »* On pourrait poser la même question au sujet de *la Colonne et le Fondement de la vérité* : interdit et introuvable en Russie soviétique, le chef-d'œuvre *du Père Paul Florensky a dû attendre* plus de soixante ans son édition *en langue française, et* celle-ci est loin d'être un succès de librairie. La réponse est qu'il est difficile de sur*vivre à de tels livres, qu'on n'en sort* pas intact. Florensky, Soljenitsyne, et aussi cet autre prophète génial de l'apocalypse qu'est Rozanov, dérangent ceux qui, comme dit Muray, *« voudraient bien sous les ruines faire semblant qu'il ne s'est rien passé ».*

(1) *L'Age d'homme,* 1975.
(2) Christian Bourgois, 1979.

● *Précision.* — L'auteur de l'article intitulé « Les aléas de Thémis » *(le Monde* du 14 juin), nous demande *de préciser que le* point de vue qu'il a exprimé avait été adressé, à titre personnel, à *M. Roger Garaudy, et non en vue* d'une publication.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	128 F	235 F	343 F	450 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	228 F	435 F	643 F	850 F
ETRANGER (par messageries) I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	155 F	290 F	425 F	560 F
II. — SUISSE - TUNISIE	203 F	385 F	568 F	750 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde.*
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IX•
1977

Le Monde

étranger

LE SOMMET DE VIENNE

La défense de l'Europe sera l'enjeu de la prochaine négociation SALT 3

De notre correspondant

Washington. — Le problème qui se profile à l'horizon diplomatique après la signature des accords SALT 2 est déjà, au-delà de la ratification, celui des négociations SALT 3. Or, si SALT 2 a été *suffisamment compliqué*, il se présente comme un jeu d'enfants à côté du prochain cycle. Non seulement les *progrès technologiques* à venir, comme ceux des missiles de croisière et des engins balistiques mobiles, vont soulever de délicats problèmes de dosage et de contrôle entre les Deux Grands, mais la négociation devra aussi s'étendre aux systèmes dits « avancés » — par opposition aux systèmes centraux, basés sur le territoire des deux superpuissances, — donc aux armements installés en Europe.

Cette extension paraît quasiment inévitable aux responsables américains et à de nombreux Européens. La déclaration commune de principes jointe aux accords qui seront signés lundi 18 juin à Vienne reflète cette évolution en annonçant que chaque partie pourra soulever, au cours de SALT 3, toute question qui lui paraîtra désirable. Or, les Soviétiques ont déjà tenté à plusieurs reprises, pendant SALT 1 et 2, d'introduire les systèmes européens sur *la table* de conférence. Il n'y a aucune raison de penser que leurs intentions *ont* changé aujourd'hui, bien que le rapport des forces leur soit plus favorable ou, peut-être, pour cette raison même.

En revanche, le renforcement soviétique a eu des répercussions sur les positions des *Occidentaux*. Ceux-ci avaient rejeté avec horreur, ces dix dernières années, *toute négociation sur les systèmes* avancés, parce que la profusion des armes nucléaires tactiques *américaines sur* le Vieux Continent (cet arsenal a comporté jusqu'à sept mille charges) leur paraissait *indispensable* pour équilibrer la supériorité du pacte de Varsovie dans le domaine *conventionnel. Ce jugement n'a* pas changé, mais il n'est plus qu'un vœu pieux maintenant que *les Soviétiques ont fait*, sur le plan nucléaire européen, le même effort que dans les autres secteurs. Après bien d'autres perfectionnements, l'apparition du nouveau missile soviétique SS 20 a été la goutte d'eau qui a décidé les puissances atlantiques à faire mouvement.

A première vue pourtant, on ne voit guère ce que le SS 20 annonce de *fondamentalement* nouveau pour les Européens. Ceux-ci vivent depuis plus de vingt ans à l'ombre des fusées soviétiques, et Khrouchtchev les désignait lui-même comme ses *« otages »* à l'heure où ses missiles intercontinentaux ne lui permettaient pas encore de menacer réellement son rival américain. Les spécialistes admettent qu'il n'y a pas de changement de nature, mais ils ajoutent que les qualités du SS 20 permettent au Kremlin, s'il le veut, de mener un autre type de guerre en Europe : *plus sélective* et, *en* même temps, plus efficace. A la différence de ses devanciers, *SS 4 et SS 5 vieux de vingt ans* et non protégés, le nouvel engin est pratiquement invulnérable parce *que monté sur une plateforme* mobile. Il comporte trois ogives à guidage indépendant et peut *couvrir toute l'Europe jusqu'à* l'Espagne sans quitter le territoire soviétique. Surtout, il *est beaucoup plus précis et peut* attaquer avec succès des objectifs « durs » comme les silos *français du plateau d'Albion*. Une centaine de ces missiles sont déjà opérationnels, mais l'U.R.S.S. *pourrait* bien en acquérir assez pour remplacer les six cents à sept cents missiles démodés mis en place contre l'Europe.

Aussi bien les Américains parlent-ils d'un *« gap de la dissuasion européenne »*, *tout comme ils* parlaient d'un *« missile gap »* (1), tout court il y a vingt ans. Il *leur avait paru normal*, après la crise de Cuba, de démanteler les fusées Jupiter et Thor installées *en Turquie*, en *Italie* et en Grande-Bretagne, ces engins pouvant être avantageusement remplacés par des Polaris sous-marins. Mais aujourd'hui l'avantage repasse à l'U.R.S.S., et il leur paraît nécessaire d'installer de nouveaux dispositifs sur le territoire européen lui-même pour rétablir l'équilibre.

Ces nouveaux systèmes seraient une nouvelle version de la *fusée mobile* Pershing, *dont* la portée passerait de 500 à 1 500 kilomètres, mais peut-être aussi un véritable nouveau missile balistique de portée moyenne (M.R.B.M.), pouvant tirer à 3 600 kilomètres. Enfin les militaires américains et aussi européens s'intéressent à l'installation éventuelle en Europe d'un missile de croisière sol-sol ou mer-sol. Un mauvais départ a *été pris* dans ce dernier domaine avec le protocole des accords SALT 2, qui interdit jusqu'en 1982 toute mise en place de missiles de ce type si leur portée dépasse 600 kilomètres. Mais les essais en vol seraient autorisés dès maintenant.

Le « débrayage » nucléaire

Ces intentions suscitent des *inquiétudes, souvent contradictoires*, chez les intéressés. Certains y ont vu le signe d'une tendance à ce que le jargon atlantique appelle le *« decoupling »* : un *« débrayage »* de la garantie nucléaire offerte à l'Europe par les systèmes centraux américains, dans la mesure où Washington se bornerait à utiliser, en cas d'agression soviétique contre le Vieux Continent, ses seuls moyens disponibles sur le théâtre d'opérations, sans exposer son propre territoire aux représailles. D'autres font valoir que cette question ne se posait pas lorsque les fusées Jupiter montaient la garde en Turquie dans des conditions comparables et que l'emploi des Pershing devrait être au contraire la première étape d'une escalade pouvant conduire aux extrêmes, donc un élément essentiel d'une bonne dissuasion. En outre, il *n'est* pas *indifférent* que les Américains puissent frapper à partir du territoire de la victime *celui de l'agresseur principal*, plutôt que celui de ses satellites entraînés contre leur gré dans la *guerre*.

Il reste que la situation actuelle ne peut se comparer à celle d'il y a *vingt* ans, lorsque les Etats-Unis disposaient d'une supériorité nucléaire écrasante sur l'U.R.S.S. Et l'on peut affirmer que, avec ou sans Pershing, un certain *« decoupling »* a déjà eu lieu du seul fait de l'établissement de la parité nucléaire entre les Deux Grands : les Etats-Unis sont bien prêts à risquer quelque chose pour la défense de l'Europe, —ais pas tout, et probablement pas autant qu'il y a quinze ans.

C'est aussi la raison pour laquelle l'idée d'une négociation avec Moscou a progressé parallèlement à celle d'un renforcement du dispositif nucléaire allié. Officiellement, on affirme du côté américain que les deux questions ne sont pas liées, qu'elles pourraient même être entièrement séparées et que l'effort militaire doit de toute manière avoir la priorité. Mais il faut tenir compte des hésitations européennes, *notamment* de celles des Allemands. Le chancelier Schmidt a été l'un des premiers à réclamer, *dès l'automne 1977*, un *effort* nouveau face aux SS 20, mais il doit tenir compte de l'aile gau*che de son parti*, qui ne veut pas que l'Allemagne fasse obstacle à la détente et au contrôle des armements. C'est aussi la raison pour laquelle Bonn ne veut pas s'engager seul dans l'acquisition des Pershing « allongés » et souhaite que d'autres alliés en acceptent aussi.

On doit pourtant se demander quels pourront être l'objet et le résultat d'une négociation portant sur un armement déjà largement opérationnel — le SS 20 — et sur des systèmes qui n'existent encore que sur le papier (les nouveaux Pershing et autres engins). Les Européens s'en remettront-ils aux Américains pour *conduire en leur nom les négociations* ? Dans quel cadre ? (Plutôt celui de SALT 3 que celui des *entretiens de Vienne sur la réduction* des forces, pense-t-on ici.) Seront-ils alors consultés ou, au *contraire, exigeront-ils de participer* directement aux discussions ? La réponse à ces questions n'est pas claire.

De toute manière, si SALT 2 a présenté en fin de compte peu de problèmes aux Européens et est largement accepté par tous les gouvernements, SALT 3 se présente beaucoup plus comme cette négociation *« entre Super-Grands »*, conduite *« sur le dos des Européens »*, que redoutaient si vivement les dirigeants français du temps de Georges Pompidou. La France a annoncé qu'elle ne participerait pas à une telle discussion et s'opposerait à ce que sa force de dissuasion y soit évoquée. C'est pourquoi, comme l'a constaté récemment un colloque organisé à Washington sous le patronage de *l'université* de Georgetown et de l'Institut français des relations internationales, Paris a *adopté et continuera de* maintenir un « profil bas » dans toute cette affaire. Mais cette *« distanciation » ne suffira* sans doute pas à empêcher une évolution des pourparlers dans une direction déplaisante.

MICHEL TATU.

(1) « GAP » signifie « brèche », « ouverture » et peut se traduire en français par « fossé » (entre les capacités militaires américaines et soviétiques).

La réduction des troupes stationnées en Europe

Les propositions prêtées à M. Brejnev n'effaceraient pas le déséquilibre des forces

De notre correspondant en Europe centrale

Vienne. — Des conversations entre MM. Carter et Brejnev, on attend généralement qu'elles débloquent *la* négociation sur la *réduction* des forces en Europe (M.B.F.R.) engagée à Vienne même le 31 octobre 1973.

Les espoirs mis dans la signature du traité SALT 2 par les partisans d'une relance M.B.F.R. ont été renforcés, à la veille de la rencontre Carter-Brejnev, par une information d'origine soviétique et dont certains diplomates occidentaux se sont fait l'écho. *Selon cette rumeur, la partie* soviétique soumettrait aux Américains, pendant les conversations de Vienne, une proposition visant à la réduction dans une première phase de 60 000 hommes (soit l'équivalent de cinq divisions) des troupes soviétiques dans la zone concernée, et de 32 000 hommes pour les forces des Etats-Unis (*le Monde* du 16 juin).

Peu d'autres détails ont été divulgués, sinon que cette diminution des forces en présence concernerait pour l'Est les troupes stationnées en R.D.A. et, éventuellement, en Pologne et en Tchécoslovaquie, et, pour l'Ouest, celles qui se trouvent en Allemagne fédérale. D'autre part, Moscou n'exigerait plus, comme auparavant, des alliés de Washington un engagement précis à *réduire leurs dispositions militaires* dans une deuxième phase, selon les principes définis dès la première phase pour l'U.R.S.S. et les Etats-Unis. Il leur demanderait seulement d'accepter un « gel » de leurs effectifs pendant deux ou trois ans, le temps de négocier un nouvel *accord*.

En deux temps

Ce dernier aspect serait le plus *nouveau dans la proposition* soviétique. L'idée d'une réduction en deux temps, la première phase étant exclusivement américano-soviétique, avait été avancée par les Etats-Unis dès le début de la négociation. Elle avait été acceptée par les Soviétiques un an plus tard, en octobre 1974. L'OTAN avait précisé sa proposition en décembre 1975. Outre le retrait de 60 000 soldats soviétiques et de *29 000 américains, l'organisation* alliée suggérait le retrait par les *Etats-Unis de mille têtes nucléaires* stationnées en R.F.A. et de mille sept cents chars par l'U.R.S.S.

Le plan soviétique apparaît, à première vue, comme une concession aux Américains, *non seulement dans* son aspect *numérique* mais *surtout* sur les principes. En acceptant une *réduction de leurs forces double* de celle des Etats-Unis, les Soviétiques admettraient, au fond, le bien-fondé de la conception de l'OTAN concernant une réduction « asymétrique » des troupes en présence, afin de parvenir à une égalité des armées respectives de 700 000 hommes.

Un geste pour sortir de l'impasse

Mais, d'autre part, l'Ouest a toujours dit jusqu'à maintenant qu'il était impossible de faire une percée décisive dans la négociation tant que le désaccord sur le niveau des armées de l'OTAN et du pacte de Varsovie ne serait pas effacé. Contrairement à ce qu'affirment les *Soviétiques et leurs alliés*, les pays de l'OTAN estiment qu'il n'existe pas dans la zone concernée un équilibre numérique des forces entre l'Est et l'Ouest mais, au contraire, une supériorité au profit de l'U.R.S.S. d'environ 150 000 hommes.

Or, pour les Soviétiques, ce différend ne devrait pas empêcher un geste des deux grandes puissances pour sortir les pourparlers de l'impasse. Dans leur esprit, la question de la disparité numérique devrait être abordée plus tard, lors de la deuxième phase des discussions. Les Américains l'accepteront-ils ? *Que deviennent, dans toute cette* affaire, les autres types de réduction sur l'armement nucléaire, par exemple ? A quelles mesures de contrôle les Soviétiques sont-ils prêts à souscrire ? Si les idées prêtées à M. Brejnev sont encourageantes, elles sont cependant encore *connues de façon imprécise pour* qu'elles puissent faire naître, en ce qui concerne l'avenir de la négociation M.B.F.R., davantage qu'un prudent optimisme.

MANUEL LUCBERT.

EUROPE

République fédérale d'Allemagne

Le chancelier Schmidt tente d'éviter le blocage du programme nucléaire

De notre correspondant

Bonn. — Le chancelier Schmidt est sur le point d'engager une bataille décisive pour éviter le blocage du programme nucléaire ouest-allemand. A son *retour de Washington*, où il s'était entretenu avec le président Carter des *questions énergétiques*, il *avait* déclaré qu'il allait lancer une campagne d'explication sur ce sujet, et que, si *ses concitoyens* manifestaient leur désaccord avec les choix qui ont été faits, ils n'avaient qu'à *« l'envoyer au diable »*.

Ce n'est pas la première fois que M. Schmidt brandit la menace de *son* retrait pour rétablir l'ordre dans les rangs de son propre parti. Or le conflit du chancelier avec la « base » des sociaux-démocrates à propos du nucléaire est particulièrement sérieux.

Le cabinet présentera très bientôt son nouveau programme énergétique au Bundestag. Le ministre des affaires étrangères de Bonn, M. Genscher, et le comte Lambsdorff, ministre de l'économie, doivent *se rendre en Arabie* Saoudite dans l'espoir de favoriser entre pays producteurs et *consommateurs de pétrole* un accord qui rétablirait un peu de calme sur les marchés internationaux. *Cette* démarche est décisive aussi pour les deux ministres libéraux du cabinet Schmidt, qui se heurtent à l'opposition des militants du F.D.P.

MM. Genscher et Lambsdorff seront sans aucun doute contraints eux aussi de recourir à une menace de démission au cas où le congrès de leur parti, qui s'est ouvert ce samedi 16 juin, serait résolu à barrer la route au développement nucléaire. Les pressions sont en effet très fortes, non seulement en faveur d'un interdit contre toute nouvelle centrale atomique, mais aussi contre le maintien en service de celles qui existent déjà.

M. Lambsdorff s'est prononcé ces jours-ci de façon particulièrement résolue contre le courant antinucléaire, dont les thèses lui paraissent tout à fait irréalistes. Il a condamné sévèrement l'« irresponsabilité » du ministre-président chrétien-démocrate de la Basse-Saxe, M. Albrecht, dont l'opposition à la construction du centre de retraitement des combustibles atomiques à Gorleben relève selon lui de la pure démagogie. L'issue de toute élection en République fédérale dépend effectivement aujourd'hui des quelque 2, 3 ou 4 % de voix sur lesquels peuvent compter les écologistes. Ni les sociaux-démocrates ni les chrétiens-démocrates ne veulent plus prendre le risque d'une défaite électorale en se présentant de façon trop ouverte comme les partisans de l'*« économie du plutonium »*.

Un sombre tableau

Le congrès fédéral du S.P.D., qui doit se tenir à la fin de l'année, pourrait se prononcer catégoriquement pour un moratoire *nucléaire*. M. Eppler, président du parti social-démocrate du Bade-Wurtemberg, qui prétend représenter à la fois l'opposition de gauche et la « conscience » du S.P.D., défend cette position. Elle lui a valu une réaction sarcastique du chancelier Schmidt, selon lequel le fait que *« M. Eppler se rende à son bureau à bicyclette »* ne suffit pas à résoudre les problèmes énergétiques de la République fédérale.

Le chancelier est plutôt enclin à dramatiser les choses. A plusieurs reprises, ces dernières semaines, il a présenté le tableau très noir d'un monde qui renoncerait entièrement à l'énergie nucléaire, évoquant même les changements atmosphériques générateurs de sécheresse et de famine dans le tiers-monde qui pourrait provoquer le recours massif à l'utilisation du charbon, et l'hypothèse d'un nouveau conflit mondial qui pourrait naître de la lutte pour l'énergie, et tout particulièrement pour la possession du pétrole.

Dans l'immédiat, il s'efforce donc de consolider sa position à *à l'intérieur de la République* fédérale en mettant au point une stratégie énergétique, de concert avec les autres grands pays industrialisés. Cet effort sera poursuivi au Conseil européen du 21 juin, à Strasbourg, et plus encore au sommet de Tokyo à la fin du mois. De l'issue de cette campagne pourrait dépendre le sort du gouvernement Schmidt, avant même que les citoyens de la R.F.A. soient appelés aux urnes l'an prochain.

JEAN WETZ.

Espagne

L'ETA militaire revendique l'attentat contre la centrale nucléaire de Lemoniz

La branche militaire de l'organisation séparatiste basque ETA a revendiqué, *le vendredi 16 juin, l'attentat* à l'explosif, perpétré mercredi contre la centrale nucléaire en construction à Lemoniz, près de Bilbao. *Vendredi* également, *un nouvel* attentat non revendiqué a détruit à Eibar (province basque du Guipuzcoa) une camionnette appartenant à la société Iberduero, maître d'œuvre du chantier de Lemoniz.

La branche politico-militaire de l'ETA s'est attribué, pour sa part, les sept explosions qui ont endommagé, dans la nuit de mercredi à jeudi, des immeubles administratifs dans les villes basques de Saint-*Sébastien et Pasajes. L'ETA politico-militaire* a en outre réitéré ses menaces de mort contre l'ensemble des fonctionnaires *de l'Etat espagnol en poste au* Pays basque. Les douaniers du poste frontière d'Irun ont entamé, vendredi, une grève pour réclamer *leur* déplacement vers une autre région d'Espagne.

Le Parti pour la révolution basque (E.I.A.) envisage de rejoindre l'ETA politico-militaire pour construire *« un parti des travailleurs basques, basé sur le socialisme scientifique »*, a *annoncé* vendredi, à Bilbao, M. Mario Onaindian, secrétaire général de l'E.I.A. Légalisé en février 1978, ce *parti était né d'une scission de l'ETA* politico-militaire.

A Madrid, le président du gouvernement espagnol, M. Adolfo Suarez, a qualifié l'E.T.A. d'*« organisation terroriste qui veut implanter une République socialiste, marxiste et indépendante et naturellement, nous ne sommes pas disposé à le tolérer »*.

M. Suarez, dont les déclarations *sont publiées par l'hebdomadaire Cambio 16*, a ajouté qu'il n'a *« jamais craint un coup d'Etat, l'attitude constante des forces armées étant le respect permanent de la légalité »*. Le chef du gouvernement espagnol a toutefois admis que le processus politique *suivi par l'Espagne depuis la mort du général Franco « aurait été pratiquement impossible »* sans le roi Juan Carlos, qu'il a qualifié de *« cadeau de la providence »*.

D'autre part, le gouvernement espagnol a décidé, vendredi, de fermer six journaux et l'agence de presse Pyresa qui appartenaient au *Movimiento* (l'ancien parti unique franquiste). — *(A.F.P., Reuter.)*

Luxembourg

LE GRAND-DUC JEAN A NOMMÉ UN « INFORMATEUR » POUR RÉSOUDRE LA CRISE

(De notre correspondante.)

Luxembourg. — La formation d'un *nouveau gouvernement* se révélant très difficile après les élections législatives du 10 juin, le grand-duc Jean a *préféré* nommer un *« informateur »*, l'ancien ministre chrétien-social Jean Dupong, plutôt qu'un formateur. M. Dupong, éliminé des instances dirigeantes de son parti il y a quelques années, *représente* un courant libéral au sein du mouvement chrétien-social, ce qui lui *facilite la tâche pour engager* les discussions.

Pour l'instant, en effet, la situation *paraît bloquée, ni les libéraux ni les* socialistes n'étant désireux de former un gouvernement avec le parti de M. Pierre Werner. Les deux formations de la coalition battue de justesse le 10 juin semblent plus que jamais décidées à prendre leur temps. Certes, on finira tôt ou tard par aboutir à un accord, et la combinaison la plus probable paraît être celle qui unirait les chrétiens-sociaux et les libéraux, les deux partis qui ont gagné des sièges aux élections législatives. Mais, pour l'instant, les *dirigeants libéraux ont quelque mal* à oublier, et à faire oublier à leur « base », les vives attaques lancées pendant *cinq ans* par M. Werner et ses amis contre M. Gaston Thorn. Ce dernier se montre extrêmement réticent à conclure un accord avec les chrétiens-sociaux. Or, en tant que président du parti libéral, c'est lui qui mène les entrevues avec l'« informateur ».

Pour les socialistes, les choses semblent plus claires. Il n'est pas question pour eux de revenir sur des réformes qui leur tiennent à cœur. En outre, la « base » donnerait difficilement son accord à une coalition avec les conservateurs de M. Pierre Werner. Or c'est elle qui, le cas *échéant, devrait en décider au cours* d'un congrès.

DANIÈLE FONCK.

DIPLOMATIE

LE SOMMET DE VIENNE

Les faux grands et les autres

(Suite de la première page.)

Sa cote de popularité est au plus bas. Il s'est conduit de manière ridicule dans l'affaire d'Iran, n'hésitant pas, lui, champion des droits de l'homme, à saluer dans le chah, au début de l'an dernier, l'une des personnes qu'il respectait le plus et assurant ses pairs occidentaux, à la Guadeloupe, au début de cette année-ci, que les liens étroits tressés entre l'armée impériale et celle des Etats-Unis mettaient ceux-ci à l'abri de toute mauvaise surprise à Téhéran.

Après avoir pris des positions courageuses dans l'affaire de l'énergie, il a jeté l'éponge devant le refus de ses compatriotes d'accepter les majorations de prix nécessaires et il a été jusqu'à subventionner les achats de pétrole au marché noir. Il est de notoriété publique que ses deux principaux conseillers de politique étrangère, le faucon polonais Brzezinski et la colombe noire Andrew Young, le tirent à hue et à dia, grâce à quoi il s'est mis à peu près tous ses alliés à dos, des Saoudiens à Helmut Schmidt. Et surtout il s'est montré incapable de « vendre » sa politique au Congrès.

De l'opposition, très souvent injuste, à laquelle il se heurte, il a, assure *U.S. News*, « *plein le dos* » *(a bellyful)*, et il faut s'attendre, paraît-il, à le voir exploser à plus ou moins brève échéance : on l'a déjà entendu accuser ses compatriotes de se voiler les yeux devant l'évidence de la crise énergétique, et la classe politique américaine de donner dans la pire démagogie. Moyennant quoi il y aura une élection présidentielle à la fin de l'an prochain, et toutes les autres considérations passent après celle-là, d'autant plus que le dernier des Kennedy, Teddy, qui a les dents longues et peu de scrupules, ne laisse pas ignorer que, au cas où le parti démocrate trouverait que le malheureux Carter, décidément, ne fait pas l'affaire, il n'hésiterait pas à mettre ses talents à la disposition du peuple américain et du monde libre.

Un lourd passif

Jusqu'à la date fatidique du 4 novembre 1980, il faut donc s'attendre à voir M. Carter tout faire pour présenter à ses compatriotes un bilan global pas trop négatif de sa gestion. Or le passif est lourd : Iran, énergie, poussée de l'inflation, partie pour atteindre un taux record de 15 %, chute de la croissance, qui ne dépasserait pas 1,50 % en 1979, ralentissement spectaculaire de la vente des voitures et de la construction, queues aux pompes à essence, chômage qui frappe 5,8 % de la population.

Qu'inscrire à l'actif ? La normalisation des relations avec la Chine ? C'est Washington qui a fait l'essentiel des concessions. La paix israélo-égyptienne ? Elle a provoqué les plus vives réactions du monde arabe. Chacun sait que sa consolidation dépend essentiellement des nouveaux accords qui pourraient être conclus entre ses signataires, notamment à propos du problème palestinien. Or la proximité des élections et l'importance traditionnelle du vote juif pour les démocrates interdisent à la Maison Blanche d'exercer pour le moment la moindre pression sur M. Begin. D'où l'importance donnée à un accord aussi imparfait que les SALT, dont l'approbation par le Sénat est au demeurant tout à fait problématique.

D'où la nécessité de ne pas prendre à contre-courant une opinion qui ne se fait que lentement, lentement, à l'idée que le temps des vaches grasses est passé et qu'il faut se décider à payer l'essence plus cher et à en dépenser moins. D'où la tentation de faire financer par le budget — c'est-à-dire par l'inflation, c'est-à-dire en fin de compte par les alliés — une certaine relance de l'économie nationale.

Ni M. Brejnev ni M. Carter ne sont donc les hommes tout-puissants que suggère l'imagerie facile des rencontres au sommet. Ils arbitrent comme ils peuvent, avec un manque de plus en plus visible de conviction, les vues divergentes des forces de toutes sortes qui s'emploient à influencer leurs décisions. Aux Etats-Unis, les groupes de pression ont un caractère quasi institutionnel et ils savent utiliser à fond les possibilités que leur offrent le Congrès et la presse. En U.R.S.S., les choses sont plus diffuses. Mais l'Amérique n'a pas, c'est de notoriété publique, le monopole du « complexe militaro-industriel », justement dénoncé jadis par Eisenhower, et le poids souvent paralysant des bureaucraties et des technocraties ne pèse pas moins lourd à Moscou qu'à Washington.

Des contradictions inévitables

Les deux empires, de toute façon, sont pris dans les contradictions inhérentes à des politiques qui, tout en continuant de se parer des couleurs de l'idéologie, ont été amenées, de plus en plus, à sacrifier au pragmatisme et à la raison d'Etat. Champion de la démocratie libérale, M. Carter ne peut, sans scier la branche sur laquelle il est assis, contraindre ses alliés d'Amérique latine ou du Proche-Orient à en appliquer les règles. Il a fait quelques efforts pour amener l'U.R.S.S. à tenir un peu plus compte des droits de l'homme, mais on n'a pas entendu dire qu'il se soit beaucoup préoccupé de leur respect en Chine.

Son aversion pour l'apartheid se heurte à cette évidence que l'Afrique du Sud produit la moitié de l'or de la planète, qu'elle détient d'énormes réserves de platine, de chrome, d'uranium et qu'elle contrôle la route par où passent les deux tiers des matériaux stratégiques à destination du monde occidental. Après l'Iran, l'affaire du Nicaragua met en évidence l'inconsistance fondamentale de sa politique. Voilà un pays minuscule, mis en coupe réglée par une dynastie de tyranneaux sanguinaires et par les puissants groupes nord-américains avec lesquels elle a partie liée : la Maison Blanche aurait eu cent fois l'occasion de contraindre au départ le dernier des Somoza. Il a fallu des milliers de morts et une insurrection qui frappe maintenant au cœur même de la capitale pour que le vertueux Jimmy Carter fasse enfin donner au dictateur le conseil de s'en aller.

L'engluement existe aussi du côté soviétique. Le temps n'est pas si loin où le maréchal Idi Amin recevait des armes et des encouragements du Kremlin, et la « libération » du Cambodge par Vietnam interposé n'est intervenue qu'alors que le régime de Pol Pot avait déjà transformé le Kampuchéa prétendument démocratique moitié en goulag et moitié en cimetière. Aujourd'hui Moscou a deux Vietnams sur les bras : en Ethiopie, où, malgré la présence de milliers de soldats cubains, malgré les bombardements massifs de l'aviation et de l'artillerie soviétiques, la guérilla continue de tenir, à part les villes, l'essentiel de l'Erythrée et de l'Ogaden. En Afghanistan, où le soulèvement des tribus a atteint de telles proportions que le Kremlin semble n'avoir plus d'autre solution, s'il veut sauver le régime de M. Taraki, que d'engager plusieurs divisions de l'Armée rouge ; il hésite visiblement à le faire, craignant les répercussions dans le monde musulman d'une telle initiative, contre laquelle l'imam Khomeiny vient, de manière significative, de le mettre en garde.

Même avec ses alliés les plus proches, l'U.R.S.S. a des problèmes. Le voyage du pape à Varsovie a montré mieux que n'importe quel discours que c'est à une autre foi qu'au marxisme-léninisme que le peuple polonais, dans son immense majorité, fait allégeance. La Tchécoslovaquie a renoué avec la tradition de débrouillardise et de fatalisme que lui a enseignée une longue pratique de l'occupation étrangère. La R.D.A., dont les habitants captent religieusement, tous les soirs, les émissions de la télévision de la République fédérale, vit en symbiose économique avec celle-ci. Partout à l'Est le problème de l'énergie commence à se poser, entraînant des hausses dont l'ampleur, dans nos pays, provoquerait des émeutes, aggravant des conditions économiques partout difficiles, comme sont de plus en plus amenés à le reconnaître des dirigeants dont on ne pourrait plus relire sans rire les discours triomphalistes d'autrefois.

Diriger les empires à l'heure où ils s'installent dans la crise n'a jamais été aisé. Aujourd'hui c'est le dernier des métiers, et il faudrait des surhommes pour pouvoir dominer des situations d'autant plus complexes qu'aux difficultés habituelles du gouvernement des mortels s'ajoute maintenant l'extrême technicité de bon nombre de dossiers sur lesquels il faut se prononcer : ainsi des armements, de la monnaie, de l'énergie nucléaire... En vérité, c'est l'organisation même du pouvoir, et des moyens de le contrôler, qu'il faudrait, à l'âge « technétronique » dont parle M. Brzezinski, revoir de fond en comble. Rien d'étonnant à ce qu'aux prises avec tant de soucis les gouvernants donnent tellement l'impression, malgré l'abondance et l'équipement des organismes de renseignements, de recherche et de prévision dont ils disposent, de tâtonner, d'agir au jour le jour, de n'avoir aucune espèce de vision à long terme. L'idée même de détente à laquelle chacun des deux Super-Grands réaffirme en chaque occasion son attachement traduit surtout, en fin de compte, leur commun embarras, leur commune impuissance à aller au-delà de ce qui n'est qu'une forme plus civilisée de la guerre froide, un parti pris de prudence dont il n'est pas démontré que les batailles successorales à venir ne le remettront pas en cause.

Que l'U.R.S.S. veuille actuellement présenter au monde un visage pacifique est évident : voir les visas accordés massivement aux candidats à l'émigration vers Israël, les expulsions de dissidents et, *last but not least*, l'amélioration des relations avec la Chine, d'autant plus inattendue qu'on n'a pas encore oublié la « punition » que celle-ci s'est crue autorisée, l'hiver dernier, à infliger au Vietnam. L'enjeu des SALT suffit à expliquer ce comportement, et aussi le besoin où se trouve le Kremlin d'une assistance financière et technologique accrue du monde capitaliste, pour parvenir à satisfaire les besoins de ses populations et à mettre en valeur ses immenses ressources. Mais qui, à Washington comme à Moscou, va au-delà ?

Deux pouvoirs

Qui se préoccupe non plus de freiner mais d'interrompre une course aux armements qui fait peser à la longue sur l'humanité une menace mortelle ? D'imaginer des solutions à l'un des problèmes fondamentaux de ce temps, qui est l'approvisionnement équitable de l'ensemble de la planète en énergie et en matières premières ? A celui, non moins capital, des rapports entre monde développé et monde sous-développé ? Qui recherche les moyens de surmonter les divisions de l'Europe, de concevoir l'avènement du jour, qui viendra inévitablement, où il n'y aura plus de soldats occidentaux et soviétiques face à face le long du mur de Berlin ?

On ne peut pas indéfiniment se passer d'une stratégie à long terme. L'immobilisme, le conservatisme, la défensive passive, conduisent immanquablement à la défaite. Les détenteurs de l'or noir auraient les moyens d'imposer leur loi : ils s'en gardent bien, faute aussi, probablement, d'une vision cohérente de l'avenir. L'Europe, maintenant qu'elle a un Parlement élu, aurait une belle occasion de faire entendre sa voix, et pourtant on a toutes les raisons de douter qu'elle le fasse. A la vérité, dans l'impuissance générale, on ne voit guère que deux pouvoirs, dont l'un donne l'impression de savoir vraiment ce qu'il veut, et l'autre ce qu'il peut : la Chine et la papauté.

Pour comprendre les dirigeants de Pékin, il suffit de se référer à l'enseignement et à la pratique de Staline, dont ils sont les admirateurs quasi inconditionnels. Comme lui, ils veulent « *rattraper et dépasser* » le monde capitaliste, dans lequel ils rangent sans hésiter l'U.R.S.S., devenue depuis Khrouchtchev « *social-impérialiste* » : c'est tout l'objet de la politique dite des « *quatre modernisations* ». Comme Staline, ils sont convaincus que l'impérialisme fera la guerre à la Chine plutôt que de la laisser se transformer en grande puissance industrielle et militaire. Comme Staline encore, ils croient possible de gagner du temps, en jouant habilement des contradictions entre les deux versions dudit impérialisme, voire en les exacerbant. Leur pari n'est pas gagné d'avance, car la base matérielle de leur entreprise est extrêmement modeste, leur capacité d'emprunter pour cette raison limitée, la tradition unitaire du pays en fin de compte assez faible : déjà l'on voit les Américains, après les Japonais, revenir de l'étonnant engouement dont ils ont témoigné envers le cher M. Deng Xiaoping, qui a un peu trop montré, à vrai dire, qu'il entendait avant tout se servir d'eux.

Reste le *deus ex machina* de cette pièce depuis trente ans en quête de dénouement : qu'un athlète ait succédé à la tête de l'Eglise à des vieillards diaphanes est évidemment un événement de haute signification. Personne au monde aujourd'hui, et de loin, ne pourrait espérer attirer sur son passage les foules qui l'ont acclamé au Mexique et en Pologne. Qui se serait douté que *Jésus-Christ superstar* annonçait un pape superstar ? Dans le désert idéologique et moral où paraît plongé le monde, il se trouve, au moins provisoirement, investi, face à l'impuissance des puissants, d'une autorité exceptionnelle. L'usage de celle-ci est d'un maniement difficile, encore qu'il ait montré, tout au long de son voyage dans son pays natal, qu'on peut avoir une silhouette de bûcheron et faire preuve d'une grande habileté. Rien ne serait plus dangereux que d'essayer de ressusciter, d'une manière ou d'une autre, le vieux rêve du pouvoir temporel, du « sacerdoce » qui prétend commander à « l'Empire ». Dans la mesure, en revanche, où ce qui fait le plus défaut aux hommes pour surmonter leurs éternels problèmes, c'est le respect mutuel et la conscience de leur solidarité profonde, planétaire, qui mieux que Jean-Paul II pourrait persuader les privilégiés de l'ampleur des devoirs qui leur incombent ? Ses prédécesseurs s'y sont bien essayés, mais ils prêchaient dans le vide. Lui, en peu de temps, a su se faire écouter. Mystère du verbe. M. Carter et M. Brejnev ont des bombes atomiques, mais ils n'ont pas ce pouvoir-là. Et n'est-ce pas le seul, en dernière analyse, qui compte ?

ANDRÉ FONTAINE.

LES AMÉRICAINS ATTENDENT LE FEU VERT POUR AGRANDIR LEUR AMBASSADE A MOSCOU

(De notre correspondant.)

Moscou. — La France n'est pas le seul pays à avoir eu des problèmes avec la construction d'une ambassade à Moscou. Les Américains, qui, depuis dix ans, souhaitent disposer de nouveaux locaux, connaissent des difficultés analogues. Ils veulent construire un immeuble de sept étages de bureaux, ainsi que des appartements et des maisons d'habitation, une école, un gymnase, une piscine, etc., sur un terrain de 4 000 mètres carrés environ, situé non loin de l'actuelle ambassade.

Après un an de négociations détaillées, aucun contrat n'a encore été signé avec les autorités soviétiques pour le gros œuvre. Les Américains estiment, en effet, que le prix demandé (environ 340 millions de francs) est largement surévalué. En vertu d'un accord de « réciprocité », la nouvelle ambassade de l'U.R.S.S. à Washington est, elle, en voie d'achèvement. Six immeubles d'appartements étant déjà terminés, les diplomates soviétiques voulaient emménager dans les jours qui viennent. Le secrétaire d'Etat, M. Cyrus Vance, aurait cependant clairement indiqué à M. Dobrynine, ambassadeur soviétique aux Etats-Unis, qu'il n'en était pas question aussi longtemps que le contrat pour la nouvelle ambassade américaine à Moscou ne serait pas signé. L'ambassadeur des Etats-Unis en U.R.S.S., M. Malcolm Toon, aurait même menacé de démissionner si son gouvernement n'adoptait pas une position ferme sur cette question. L'affaire pourrait être évoquée au sommet de Vienne, sinon entre MM. Carter et Brejnev eux-mêmes, du moins entre les membres de leurs délégations. — D. V.

● LA PREMIÈRE SÉANCE DES POURPARLERS INTERCOMMUNAUTAIRES a eu lieu, vendredi 15 juin, à Nicosie (*le Monde* du 16 juin), en présence du secrétaire général adjoint de l'ONU, M. Peres de Cuellar. La délégation chypriote grecque était dirigée par M. Georges Ioannides et la délégation chypriote turque par M. Umit Souleman Onan. Les deux parties ont rappelé leurs positions respectives et réglé certaines questions de procédure. Il a été précisé, de source officielle, que ce premier contact s'est déroulé dans un climat « *détendu et cordial* », malgré un incident mineur : le négociateur chypriote turc était venu à la table des négociations avec un conseiller de nationalité turque. La partie chypriote grecque a protesté, et le délégué turc a été admis comme « *conseiller expert en droit constitutionnel* ».

MM. Brejnev et Carter veulent avancer sur la voie de la limitation des armements

(Suite de la première page.)

L'occasion était bonne aussi pour tenter de se faire une meilleure idée sur l'état de santé de M. Brejnev. Si le secrétaire général ne paraît plus éprouver trop de difficultés à se mouvoir, son visage est toujours aussi bouffi et son regard, après quelques minutes de concentration, a toujours tendance à se perdre dans des rêveries dont nous ne saurons jamais rien. On a beaucoup remarqué aussi que M. Brejnev, à un moment donné, ne parvenait pas, en dépit de ses efforts, à mettre sa main dans la poche de sa veste. Il s'est en revanche levé facilement d'un fauteuil assez profond.

Plus tôt, dans l'après-midi, il avait tenu à souligner le rôle joué par l'armée rouge dans la libération de Vienne, en déposant une gerbe au monument élevé à la mémoire des soldats soviétiques, tombés ici à la fin de la guerre, cérémonie rapide, sous un ciel radieux, devant un monument que les autorités autrichiennes se sont engagées solennellement à ne jamais détruire, au moment de la signature, en 1955, de l'accord sur la neutralité du pays.

Après quoi, M. Brejnev a fait un peu de tourisme dans la capitale autrichienne, installé, comme à son habitude à côté du chauffeur de sa limousine.

Le président Carter, lui, avait profité de la première partie de la journée pour aller déjeuner dans une auberge des environs de Vienne, avec sa femme, sa fille et quelques collaborateurs. Au menu : truite fumée et chevreuil. Pendant ce temps, MM. Vance et Gromyko, au cours d'une séance de travail, mettaient au point le programme des deux jours à venir et tentaient de clarifier certains désaccords qui subsisteraient encore sur la rédaction du communiqué commun. Ce texte, qui comprendrait plusieurs pages, ferait notamment état de la volonté des deux chefs d'Etat de se rencontrer plus fréquemment. Le fait qu'il ait fallu plus de deux années pour organiser ce sommet aurait même fait l'objet du rare échange de plaisanteries entre les deux hommes au palais de Hofburg.

Pas de complicité...

De source américaine, on se refusait à préciser sur quel point achoppait la rédaction du communiqué et l'on se déclarait persuadé de régler assez facilement ce problème. On affirmait, en revanche, que ce texte ne contiendrait « *rien de très concret* », sinon la réaffirmation par les deux parties de leur volonté de ne pas laisser dégénérer les crises régionales en affrontement ouvert, et de pousser plus avant leurs efforts sur la voie du désarmement.

Une relance des négociations de Vienne sur la réduction des forces et des armements en Europe centrale (M.B.F.R.) n'est pas exclue, en particulier, même si l'on estime que les propositions prêtées à M. Brejnev (échange de soixante mille soldats soviétiques basés en R.D.A. et en Tchécoslovaquie contre un retrait de trente mille Américains stationnés en R.F.A.) sont encore trop imprécises pour en évaluer l'intérêt. Toujours du côté américain, on attend également la réaction de M. Brejnev et de ses collègues, non seulement au projet de déploiement d'un réseau de deux cents missiles intercontinentaux mobiles aux Etats-Unis, mais aussi à celui de modernisation des fusées américaines de type Pershing installées en R.F.A. Avec ce dernier sujet nous entrons, il est vrai, dans le domaine des SALT 3, qui fait l'objet d'un protocole adjoint à l'accord SALT 2.

Dans la soirée, MM. Brejnev et Carter se sont de nouveau retrouvés, à l'Opéra cette fois-ci, pour assister à une représentation de l'œuvre de Mozart, *l'Enlèvement au sérail*. Assis de part et d'autre du président Kirchschlaeger, dans la loge d'honneur, ils n'échangèrent pas un mot et s'éclipsèrent dès le premier entracte, abandonnant Mme Carter en otage à l'aristocratie de Vienne réunie pour l'occasion. L'auditoire, il est vrai, avait peut-être réservé un accueil chaleureux aux deux protagonistes du sommet, mais s'était surtout déchaîné pour saluer le chef d'orchestre Karl Boehm. Comme s'il sentait qu'il valait mieux s'enthousiasmer pour un chef incontestable plutôt que pour deux hommes dont, certes, notre survie dépend en grande partie, mais entre lesquels, manifestement, le courant n'est pas passé vendredi. L'un a toujours paru comme cloîtré dans sa maladie, quant au second, il a semblé terriblement mal à l'aise, artificiel comme son sourire. Le temps est loin, décidément, de la complicité Brejnev-Nixon...

JACQUES AMALRIC.

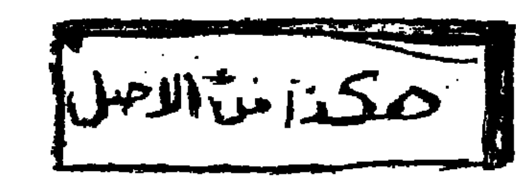
● *M. Vladimir Soboliev*, cinquante-cinq ans, a été nommé ambassadeur d'U.R.S.S. en Finlande, en remplacement de M. Vladimir Stepanov, a annoncé récemment l'agence Tass. Après avoir été en poste en Algérie, M. Soboliev avait été ambassadeur en Belgique de 1971 à 1975, puis chef du service scandinave au ministère soviétique des affaires étrangères. — *(U.P.I.)*

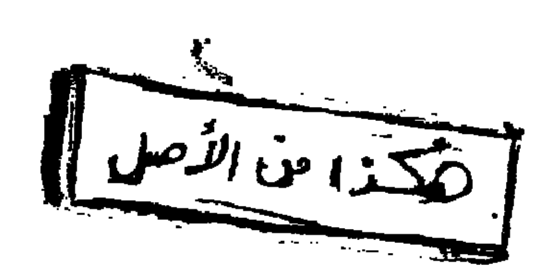
LES FONCTIONNAIRES DE L'ASSEMBLÉE EUROPÉENNE SE PRONONCENT POUR LUXEMBOURG COMME SIÈGE UNIQUE

(De notre correspondante.)

Luxembourg. — Pendant deux jours, les mille sept cents fonctionnaires du Parlement européen établis à Luxembourg ont été appelés à se prononcer par un référendum organisé par le comité du personnel pour ou contre un siège unique de l'institution parlementaire. Le résultat publié le vendredi 15 juin, accorde une majorité de 58 % (798 votants), à Luxembourg comme siège unique de l'Assemblée ; 18 % se sont prononcés pour Strasbourg et 4 % pour Bruxelles.

Huit cent quarante-neuf votants considèrent que le choix d'un siège unique est « très important ». Seuls 6 % des interrogés se prononcent en faveur du « statu quo », c'est-à-dire un siège itinérant entre Luxembourg et Strasbourg. Victimes d'un manque d'équipements évidents dû à l'absence d'investissements à long terme, les fonctionnaires ont voulu faire connaître leur point de vue à l'opinion publique, mais cette initiative ne changera rien aux décisions du Conseil de la Communauté, qui, pour l'instant, s'en tient au « statu quo ». — D. F.





AMÉRIQUES

La guerre civile au Nicaragua

(Suite de la première page.)

Les sandinistes manquent moins d'hommes que d'armement et de munitions. La garde connaît le problème inverse. Il n'est pas possible de grossir instantanément les rangs d'une armée entraînée de façon classique (même s'il est probable que le CONDECA fonctionne en sous-main et que des soldats salvadoriens et guatémaltèques ont renforcé la garde nationale). En revanche, la garde paraît disposer d'une réserve inépuisable de munitions. Un avion sans immatriculation a atterri il y a deux jours sur l'aérodrome. On a vu repartir de Managua des mécaniciens américains qui avaient travaillé au Vietnam pour l'ancienne ligne aérienne de la C.I.A., Air America. Le régime a les moyens de s'offrir l'assistance technique nécessaire et trouve sans difficulté des fournisseurs d'armes. L'armement léger des soldats de la garde est composé de pistolets mitrailleurs et de mitraillettes Galil et Usi, de fabrication israélienne.

Une confusion totale

Les guérilleros bénéficient, eux aussi, d'une aide extérieure — du Costa-Rica, de Panama et, à un degré moindre, sans doute, du Mexique et du Venezuela. Dans ce dernier pays, le successeur de M. Carlos Andres Perez à la présidence, M. Herrera Campins, semble beaucoup moins enclin que son prédécesseur à aider le Front. Bien que l'armement utilisé jusqu'ici par les sandinistes soit bien meilleur que l'année dernière, il reste insuffisant pour espérer venir à bout d'une armée régulière très bien équipée.

En septembre 1978, l'offensive du F.S.L.N. n'avait touché que certains quartiers de la capitale. Cette fois c'est dans tous les barrios que le soulèvement a eu lieu. Pratiquement privée de son centre depuis 1972 par un tremblement de terre, Managua est constituée par d'immenses quartiers populaires dispersés sur de grandes étendues. Pour venir à bout des sandinistes retranchés, l'aviation tire à la roquette sur des maisons en pisé qui n'offrent aucun abri aux populations civiles.

Pourtant, la lutte se poursuit, la journée, dans certains quartiers et, la nuit, des guérilleros peuvent défier ouvertement le couvre-feu, fixé à 19 heures, dans diverses zones de la ville. Ces derniers jours, la tactique sandiniste semblait être de progresser vers le palais présidentiel à partir des quartiers nord. Ce mouvement semble être suspendu. Les guérilleros paraissent désormais vouloir contrôler les barrios comme autant de petites villes, et isoler la capitale tout entière, en coupant ses voies d'accès.

Pourtant, si le macadam a été creusé en plusieurs endroits sur les routes menant à Managua, on peut encore pénétrer dans la ville. Les grandes artères restent contrôlées par la garde.

Pour le reste, Managua vit dans une confusion totale. L'économie du pays est complètement arrêtée et la garde nationale laisse en plein jour se perpétrer le pillage des magasins d'alimentation et des supermarchés. Il semble qu'elle ne souhaite pas se mettre davantage la population à dos et qu'elle ait trouvé là le moyen de « punir » les commerçants qui avaient mené deux très longues grèves l'année dernière. dont l'une en prélude à la première offensive des sandinistes. D'ici peu de temps, tous les vivres épuisés, la situation sera catastrophique. Déjà, beaucoup de produits de première nécessité sont devenus introuvables. Les réfugiés envahissent par milliers les centres d'accueil, ou bien errent sur les routes, à la périphérie de la capitale, en quête d'un hypothétique abri.

ALAIN-MARIE CARRON.

● *Le parti socialiste français* a demandé, le vendredi 15 juin, une rupture des relations diplomatiques entre Paris et Managua. « *Nul ne saurait soutenir aujourd'hui encore le régime au pouvoir. Toute intervention, directe ou indirecte, destinée à maintenir le pouvoir politique ou à préserver la domination économique du clan Somoza sur le pays doit être condamnée* », déclare le P.S., qui affirme sa « *solidarité avec les forces populaires qui luttent aujourd'hui au Nicaragua* ».

La Dominique

Un comité de salut public dominé par la gauche tente de constituer un gouvernement

Roseau (*A.F.P.*). — Le président est parti pour Londres, plusieurs ministres et députés ont démissionné, un comité de salut public s'efforce de constituer un gouvernement intérimaire, mais le premier ministre refuse de bouger. Telle était, le vendredi 15 juin, la situation politique dans l'île de la Dominique, située entre la Martinique et la Guadeloupe, dix-huit jours après le début d'une grève générale qui continue de paralyser ce petit pays de soixante-quinze mille habitants noirs et anglophones.

Le premier ministre, M. Patrick John, se refuse toujours à démissionner, bien que l'opposition, par ailleurs divisée, soit unanime à exiger son départ. Le président, M. Fred Degazon, a quitté la Dominique pour l'Angleterre en compagnie de sa femme, officiellement pour raison de santé. Entre autres défections dans les rangs du parti travailliste actuellement au pouvoir, on signale celle du speaker de l'Assemblée, M. Pershing Waldron.

Le ministre de l'agriculture avait démissionné du gouvernement la semaine dernière, et son collègue des affaires étrangères a été limogé à la suite à un mini-scandale provoqué par ses « *bons rapports* » avec le gouvernement sud-africain.

Le premier ministre ne dispose plus, au Parlement, que de l'appui de huit députés sur vingt et un. A la suite des élections de 1975, il en avait seize contre cinq à Miss Eugenia Charles, avocate et leader de l'opposition.

Quant au comité de salut public, dominé par les organisations de gauche, il regroupe une quinzaine d'organisations. Outre les syndicats, y figurent l'Eglise et des associations patronales.

L'opposition exige la démission de M. John depuis le 29 mai, jour où les forces de l'ordre avaient dispersé violemment une manifestation de plus de dix mille opposants, faisant deux morts et plusieurs blessés. Cependant, les adversaires du premier ministre sont divisés. Le parti de la liberté de Miss Charles veut l'imposer comme chef du gouvernement intérimaire. Mais l'ancien ministre de l'agriculture du gouvernement en place, M. Oliver Seraphine, ambitionne le même poste.

Les organisations de gauche, notamment le Mouvement de libération de la Dominique conduit par la pro-moscovite Miss Rosie Douglas, ne veulent pas d'un gouvernement des partis. Ils multiplient les appels à la vigilance.

États-Unis

AVOIR LA MAISON BLANCHE DERRIÈRE SOI...

« J'ai toujours pensé que la Maison Blanche était derrière moi comme un soutien, mais je n'avais jamais réalisé qu'elle était si proche. » *C'est par cette phrase à double sens que le sénateur Edward Kennedy a répondu à une « sortie » plutôt vive du président Carter. Ce dernier avait déclaré, puis répété à un représentant démocrate au cours d'un dîner qu'il « botterait les fesses » du sénateur démocrate du Massachusetts si ce dernier se lançait en 1980 dans la course à la Maison Blanche.*

Le risque représenté par le sénateur Kennedy, qui a pourtant réaffirmé qu'il ne tenterait sa chance que si le président sortant ne se représentait pas, avait déjà amené M. Carter à faire preuve il y a quelques mois d'un humour inhabituel chez lui. « Ma fille croit que Ted Kennedy ne sera pas candidat. Il ne faut pas lui en vouloir, elle n'a que onze ans. »

De son côté, M. Gerald Ford a estimé le 14 juin qu'il pourrait vaincre M. Carter s'il décidait de faire campagne. L'ancien président a ajouté que les propos « au vitriol » *du président Carter à propos du sénateur Kennedy étaient préjudiciables à* « l'esprit de coopération et d'unité dont les Etats-Unis ont besoin ».

● *Les deux tours jumelles du World Trade Center de New-York* sont à vendre, car elles coûtent trop cher, assure le quotidien *New York Post*. Selon ce journal, les sept années d'exploitation des deux tours de bureaux qui dominent de leurs cent dix étages la métropole américaine ont entraîné des pertes d'environ 20 millions de dollars par an.

Gérées par le Port Authority, les deux tours du World Trade Center, inaugurées en 1972 dans le quartier de Wall Street, seraient à vendre plus de 1 milliard de dollars. — (*A.F.P.*)

ASIE

Chine

L'Assemblée nationale pourrait décider la suppression totale des comités révolutionnaires

De notre correspondant

Pékin. — La suppression des comités révolutionnaires, organes du pouvoir local et régional en Chine populaire, sera probablement annoncée lors de la session de l'Assemblée nationale populaire, indique-t-on de bonne source. Les comités révolutionnaires, en place depuis la révolution culturelle, avaient déjà été supprimés au début de 1978 dans les usines, les écoles, les magasins, les administrations, et remplacés par de simples directions. Leur disparition à la tête des provinces, municipalités, communes populaires consacrera la liquidation de l'appareil mis en place pendant les années 60. On prévoit que les comités seront remplacés par le système en vigueur avant la révolution culturelle, et qui comprenait des gouverneurs, maires, etc., assistés chacun dans leur circonscription d'un conseil représentatif de la population, intégrant bien entendu dans ses rangs le comité du parti de l'échelon correspondant. La désignation des membres de ces conseils pourrait être l'occasion d'un renouvellement de personnel au niveau local et régional du pouvoir.

Précédant de trois jours la session de l'Assemblée nationale populaire annoncée pour lundi, le comité national de la Conférence politique consultative du peuple chinois s'est réuni vendredi. Les mille sept cent trente-quatre membres présents de cet organisme ont notamment entendu un discours de M. Deng Xiaoping, vice-premier ministre et président du comité. « *Pour réaliser les quatre modernisations,* a déclaré M. Deng Xiaoping, *il est indispensable de promouvoir la démocratie et de renforcer la légalité socialiste.* » Le vice-premier ministre a simultanément souhaité une libre expression des opinions, critiques et revendications et réclamé « *un renforcement de l'éducation idéologique et politique sur une grande échelle* », ainsi que « *l'application de la dictature du prolétariat envers un très petit nombre d'éléments antisocialistes* ».

D'après la version de ses propos rapportée par l'agence Chine nouvelle, M. Deng Xiaoping n'a pas abordé les sujets économiques qui doivent former la partie la plus importante de l'ordre du jour de l'Assemblée nationale populaire. Il a en revanche brièvement évoqué les « *principes généraux concernant le retour de Taiwan à la mère patrie* ». Il a enfin eu recours à une formule un peu perdue de vue ces dernier temps lorsqu'il a invité la Conférence consultative à pratiquer activement « *une diplomatie populaire* » en vue notamment de « *développer le front uni international contre l'hégémonisme* ».

ALAIN JACOB.

Le drame des réfugiés vietnamiens

(Suite de la première page.)

Le C.I.C.R. déclare dans un communiqué que la communauté internationale doit rechercher « *sur le plan politique* » des remèdes aux causes mêmes du drame, les organisations humanitaires ne pouvant que remédier à ses effets.

Jugeant « dérisoires » les efforts déployés par ces organisations, il propose un plan d'urgence prévoyant l'approvisionnement des populations civiles incitées par les combats ou la disette à quitter leur pays d'origine ou de résidence, le lancement de programmes de développement économique dans les pays de premier accueil, la délivrance d'un nombre accru de visas d'entrée par les autres pays, afin que le fardeau imposé aux pays et territoires proches de l'Indochine soit partagé.

A Bangkok, le premier ministre, M. Kriangsak Chamanand, avait déclaré vendredi que son pays était prêt à accueillir une conférence internationale sur les réfugiés (nos dernières éditions du 16 juin). Celle-ci, avait-il ajouté, devrait réunir toutes les parties impliquées dans les conflits en Indochine et non pas seulement les grandes puissances. Le Japon a annoncé qu'il allait prendre une initiative dans le même sens.

Le vice-premier ministre malaisien, M. Mahathir, avait indiqué que les opérations d'expulsion commenceraient très rapidement et s'effectueraient en plusieurs phases. « *Aucun bateau ne sera autorisé à pénétrer à l'intérieur de nos eaux territoriales. Si les réfugiés essaient de couler leurs embarcations, ils ne seront pas secourus.* » « *S'ils n'ont pas de bateau pour poursuivre leur voyage, la Malaisie leur en fournira* », avait ajouté M. Mahathir.

Les mesures annoncées par Kuala-Lumpur semblent difficiles à mettre en œuvre dans l'immédiat, estiment, selon l'A.F.P., les observateurs dans la capitale malaisienne. La Malaisie ne semble pas disposer des embarcations nécessaires pour reconduire hors de ses eaux territoriales les 76 000 réfugiés. Quant à l'ordre de tirer à vue, le vice-premier ministre malaisien a lui-même indiqué qu'il ne serait applicable que lorsque le Parlement de Kuala-Lumpur l'aurait sanctionné d'un vote favorable. Aussi bien la décision malaisienne semble-t-elle surtout destinée à décourager les éventuels réfugiés et à mettre la communauté internationale devant ses responsabilités.

Cependant, après la décision de l'Indonésie d'interdire également l'accès de son territoire aux réfugiés indochinois, ceux-ci devront fuir principalement vers Hongkong — qui en compte déjà plus de 50 000 — ou l'Australie. En Malaisie, le nombre de réfugiés est passé de 30 000 en décembre 1978 à 76 000 ; il y a eu 17 000 arrivées pour le seul mois de mai. La majorité se trouvent sur l'île de Pulo-Bidong, où ils sont hébergés dans des conditions insalubres. Ils seraient les premiers expulsés, a dit M. Mahathir. Le H.C.R. estime à 300 000 le nombre des réfugiés, qui, dans les pays de premier accueil, ont besoin d'une aide urgente, et à 134 000 le nombre de ceux qui ont été accueillis par des pays occidentaux.

En Thaïlande, la seconde phase du « *rapatriement* » des réfugiés cambodgiens — dont 36 000 ont déjà été renvoyés dans leur pays, — a commencé samedi.

● *Swami Shantananda, mystique indien*, disciple du maître Swami Muktananda, sera à Paris du 18 au 24 juin. Responsable d'une importante ashram, Swami Shantananda est né en 1908. Le mystique parlera à Paris au Centre Varenne, 18, rue de Varenne (7e), à 20 h. 45, le 18, le 19 et le 21 juin. Il dirigera un week-end de méditation les 23 et 24 juin (renseignements au Centre de méditation Siddah Yoga, 33, avenue de Christian-de-Bertin, 78440-Chatou, Tél. : 976-70-04). Il donnera une autre conférence à Lyon, 25, rue Neuve, le 20 juin à 20 h. 30.



PROCHE-ORIENT

Iran : révolution ou rénovation ?

V. — Caramanlis, Kadhafi ou Pinochet...

De notre envoyé spécial ERIC ROULEAU

La gauche iranienne, malgré sa puissance potentielle, est incapable d'arbitrer le conflit entre la « Mosquée » et le « Bazar ». La confusion entretenue par les clivages au sein du clergé et du monde politique laïque, ses propres divisions et ses dilemmes l'empêchent, entre autres, de choisir entre le « radicalisme autocratique » de l'imam Khomeiny et le « libéralisme conservateur » de M. Bazargan (« Le Monde » des 13, 14, 15 et 16 juin).

Téhéran. — « *J'ai toujours été un bon musulman. Partisan des Fedayan-Islam, j'ai soutenu la lutte qu'ont menée les mollahs contre la tyrannie du chah. Cependant, je vous adjure aujourd'hui de dissoudre tous les « comités islamiques », d'interdire aux religieux de s'ingérer dans les affaires de l'Etat, de laisser au gouvernement — que vous avez vous-même désigné — le soin de gouverner.* » Tel est l'essentiel d'une lettre ouverte adressée à l'imam Khomeiny par le patron d'une petite entreprise (600 ouvriers) de la capitale, M. Varzidehkar Teherani, et qu'a publiée le 4 juin l'un des grands quotidiens, *Etelaat*, doté pourtant d'un puissant « comité islamique ».

L'opposition à l'éventuelle instauration d'une théocratie se développe en Iran, du moins dans les milieux urbains. Depuis la réapparition d'*Ayandegan*, que le patriarche de Qom avait « excommunié » en faisant annoncer à grand fracas qu'il ne « *lirait plus jamais ce journal anti-islamique* », le tirage de ce quotidien résolument anti-clérical a fait un bond, passant de 250 000 à plus de 350 000 exemplaires. La grande presse d'information se fait l'écho de multiples prises de position contre la décision de Qom de faire adopter la nouvelle Constitution par référendum, et non pas — comme il avait été convenu — par une constituante élue au *suffrage universel*. Les contestataires font valoir les dangers d'une procédure qui ferait adopter, à l'esbrouffe, par une population non avertie, une loi fondamentale ne correspondant pas aux besoins et aux problèmes d'une société moderne. Le débat est en effet crucial pour l'avenir du régime républicain.

La nouvelle Constitution pourrait, selon le cas, résorber ou exacerber les tensions politiques, économiques, sociales et ethniques qui se conjuguent pour créer une situation explosive dans le pays. Tous les ingrédients d'une sanglante confrontation entre partisans et adversaires du clergé sont réunis. Les organisations paramilitaires et les milices prolifèrent, de part et d'autre. Des centaines de milliers d'armes à feu sont aux mains de la population. Nombre d'entre elles proviennent des arsenaux de l'armée, pillés lors des journées insurrectionnelles de février dernier ; beaucoup filtrent à travers des frontières devenues des passoires à la faveur d'une anarchie persistante. Des deux camps en présence, celui des cléricaux paraît le plus fort : les « comités », les gardiens de la révolution, les moujahidin de la révolution islamique, nouvelle et mystérieuse organisation née de la fusion de sept groupes de guérilleros intégristes, entassent leurs armes dans les mosquées et se livrent à un intense entraînement dans divers camps, dont la localisation est gardée secrète. Moins bien dotées, diverses formations de la gauche, notamment les fedayin et les moujahidin du peuple, étendent et équipent clandestinement leurs groupes de guérilleros, prêtent main forte aux insurgés autonomistes au Kurdistan, en Turkménie, au Khouzistan, notamment.

Cependant, les deux camps en présence cherchent à éviter une confrontation générale, la gauche en raison d'un rapport de forces qui lui est défavorable, le clergé intégriste parce que l'affrontement risque de radicaliser davantage des couches sociales exaspérées par la stérilité d'une révolution qu'elles avaient sans doute trop idéalisée. Toutefois, l'Iran — pas plus que le Liban naguère — n'est à l'abri d'une guerre civile. D'autant que sa position hautement stratégique et sa richesse fabuleuse en matières premières (pétrole, gaz, métaux précieux notamment) le rendent particulièrement vulnérable aux convoitises et aux intrigues étrangères. En outre, l'intolérance, l'incompétence ou l'incurie de nombre de ses dirigeants actuels, la multiplicité des centres de décision, favorisent les facteurs de désintégration.

Le « blocage » des aspirations des minorités ethniques

L'autocratie monarchique n'est plus là pour imposer l'unité artificielle d'un empire multi-ethnique. Kurdes, Turkmènes, Pachtoun, Arabes, Azerbaïdjanais — environ un tiers de l'ensemble de la population — ne veulent plus subir le joug de Téhéran. Ils entendent administrer leurs propres affaires, vivre librement leur culture, bénéficier d'une part plus équitable du revenu national afin de réduire les disparités sociales qui les séparent de la majorité de souche persane. Bref, ils revendiquent l'autonomie.

« *L'autodétermination, tant que vous le voulez ! Mais l'autonomie, jamais !* » s'exclamait l'imam Khomeiny lors de son premier entretien avec le dirigeant kurde, M. Ghassemlou, avant même que celui-ci ne puisse lui exposer son point de vue. La vive réaction du patriarche de Qom paraît dérisoire. D'abord dérouté, le président du parti démocrate kurde n'a pas tardé à se rendre compte que son interlocuteur, qu'il considère, dans le cas d'espèce, comme étant « *le plus ouvert, le plus progressiste, après l'ayatollah Taleghani, de tous les dignitaires religieux* » qu'il a rencontrés, n'est pas systématiquement hostile, dans la pratique, aux aspirations kurdes. L'indignation de l'imam Khomeiny s'est révélée être d'ordre doctrinal et sémantique. Le terme d'autonomie évoque dans son esprit des notions abominables pour un chef spirituel chiite : le nationalisme et, partant, le séparatisme. La nation musulmane, la « *oumma* », est une et indivisible. Ses composantes ethniques peuvent dès lors revendiquer les privilèges de la spécificité, mais non s'acheminer vers la sécession en prétendant constituer des nations à part entière.

Le panislamisme chiite se mêle et se confond avec un rigide nationalisme persan pour bloquer toute solution démocratique du problème des minorités. « *L'impérialisme*, nous déclarait le Dr Ibrahim Yazdi, chef de la diplomatie iranienne, *a divisé pour mieux la dominer, la Oumma en Persans, Arabes, Afghans, etc. (...) Nous sommes disposés à accorder des libertés culturelles et administratives aux Kurdes, qui ne demandent d'ailleurs pas davantage. Ce sont les communistes, les sionistes, les agents du chah qui entretiennent l'agitation autonomiste. Nous avons été lents à réagir aux émeutes de Sanandadj* (au Kurdistan) *et à Gombat-E-Kavous* (Turkménie), *mais notre victoire contre les provocateurs kurdes à Naghadeh, que nous avons frappés vite et fort, nous incitera à faire appel à l'armée toutes les fois que l'on mettra en péril l'unité de la République.* » Le gouvernement de M. Bazargan, mieux disposé que le clergé à l'égard de la terminologie occidentale, a admis, depuis, le principe de l'autonomie, mais lui a donné un contenu qui ressemble fort à une simple décentralisation administrative...

Unitaire, le panislamisme chiite serait également révolutionnaire. « *Les trotskystes de l'islam que nous sommes*, nous explique M. Yazdi, *sont persuadés que les peuples se soulèveront, tôt ou tard, pour se libérer de l'emprise impérialiste, occidentale ou communiste.* » Le chef de la diplomatie iranienne consent à désigner nommément l'Egypte, où, selon lui, le mouvement islamique ne tardera pas à renverser M. Sadate, affaiblissant ainsi au Proche-Orient l' « *hégémonie américano-israélienne* ». Pour leur part, les ayatollahs Sadegh Rohani et Chariat Madari renouvelaient il y a quelques jours leurs appels en faveur d'une intervention en Afghanistan « *pour libérer des millions de musulmans du joug des athées marxistes* ».

Mais il y a encore plus radical qu'eux. Pour M. Jalal Eddine El Faressi, l'un des idéologues de l'islam intégriste et activiste politique, M. Yazdi est sinon un contre-révolutionnaire — notre interlocuteur s'est gardé de le dire — du moins un homme « *indigne de diriger la diplomatie iranienne* ». Aux termes d'un projet qu'il a soumis à l'imam Khomeiny et que celui-ci aurait approuvé, le ministère des affaires étrangères serait supprimé et remplacé par celui de l' « *Oumma* », qui serait dirigé par un « *vrai musulman* », lequel aura à cœur de pratiquer « *non pas une diplomatie semblable à celle du chah* », mais de « *libérer, entre autres, les masses déshéritées* (mostazefin) *d'Egypte, d'Arabie Saoudite, du Maroc, des Emirats du golfe Persique, de l'Azerbaïdjan soviétique, de Palestine* »...

Ambitieux programme, qui n'est pas celui du gouvernement Bazargan. A vrai dire, celui-ci n'a pas défini de politique étrangère et n'a d'autre orientation que celle que lui a imprimée l'imam Khomeiny. Le « guide » de la révolution l'a virtuellement contraint à rompre les relations diplomatiques avec l'Egypte et a inspiré la plupart des mesures prises à l'encontre d'Israël et des Etats-Unis, véritables « bêtes noires » du patriarche de Qom et sans doute aussi de l'ensemble de la population, lesquels ne pardonnent pas à ces deux puissances leur soutien indéfectible au régime honni du chah.

Qui, de l'U.R.S.S. ou des Etats-Unis, a intérêt à l'échec de la révolution iranienne ? Les avis sont à cet égard partagés, tant à Téhéran qu'à Qom. Un membre du gouvernement Bazargan nous expliquait que les « sionistes » et les Soviétiques étant les plus grands perdants à la naissance de la République islamique s'étaient ligués pour entretenir l'anarchie, prélude — pour Moscou — à l'instauration d'un régime communiste sur une partie ou sur l'ensemble du territoire iranien. D'autres, l'imam Khomeiny en tête, estiment en revanche que l' « ennemi principal », en tout cas dans la phase présente, est l'Amérique. Pour cette dernière, *l'Iran n'est pas seulement une* source majeure d'énergie et de pétro-dollars (1) mais aussi l'épicentre de l' « arc de crise » qui menace les amis et les intérêts des Etats-Unis dans une région s'étendant du Pakistan à la Turquie. D'où, ajoute-t-on, les intrigues occultes de la C.I.A. et du Mossad israélien — dont les vastes réseaux en Iran seraient pratiquement intacts — visant à favoriser d'abord l'instabilité, ensuite l'avènement d'un gouvernement pro-occidental.

Le pouvoir à prendre

« *Si la présente situation continue à pourrir, les Américains parviendront à éliminer Khomeiny* », estime M. Bani Sadr, l'un des théoriciens de la révolution islamique, très proche du patriarche de Qom. Il ajoute, désabusé : « *Une connivence entre les laïques et la gauche amènerait alors au pouvoir un Caramanlis iranien, tout à la fois conservateur, libéral et pro-Occidental...* »

Cette analyse s'appuie sur une réalité, à savoir qu'aucun régime ne peut se stabiliser en Iran sans s'appuyer sur au moins deux des trois forces politiques qui animent largement l'opinion : la bourgeoisie libérale, la gauche et le clergé. Les deux dernières seront irréconciliables aussi longtemps que les religieux intégristes domineront le mouvement islamique. Dans ces conditions, le « Bazar », libéral et moderniste, peut difficilement, lui aussi, s'entendre avec la « Mosquée ». Pour le moment, le centre laïque ne dispose pas d'une formation politique suffisamment forte pour risquer une alliance avec la gauche, organisée et dynamique, ou assumer, seul, les responsabilités du pouvoir, comme ce fut le cas, lors de la révolution « constitutionnaliste » au début du siècle ou au moment de l'accession au pouvoir de Mossadegh en 1951.

S'il est vrai que le clergé n'a pas de cadres nécessaires ni de solutions aux problèmes économiques et sociaux que pose toute société moderne, il ne resterait plus que l'armée pour trancher le nœud gordien. Les pronostics à cet égard sont des plus risqués, pour des raisons évidentes. Trop de forces politiques visibles ou occultes, et dont il est impossible de mesurer la puissance et l'impact, s'imbriquent et s'affrontent dans une conjoncture éminemment instable, sujette à de multiples impondérables.

Mais s'il fallait retenir l'hypothèse d'un coup d'Etat, à moyen ou à long terme, bien entendu, on constaterait que deux tendances prédominent actuellement au sein de l'armée : les musulmans radicaux « tiers-mondistes » et les partisans de l'ancien régime qui n'ont pas été épurés. Si les premiers devaient l'emporter, avec l'appui tacite d'une partie du clergé et de la petite-bourgeoisie, dit-on à Téhéran, l'Iran aurait à sa tête « *un colonel Kadhafi* ». Si les religieux intégristes d'extrême droite devaient avoir le dernier mot, l' « ère d'un Pinochet » s'ouvrirait. Ce ne serait alors ni la révolution ni la rénovation, mais une restauration déguisée, le fascisme que beaucoup d'intellectuels *iraniens voient poindre* à l'horizon.

FIN

(1) La majeure partie des revenus du pétrole en cinq ans, 100 milliards de dollars versés au gouvernement du chah, a repris le chemin de Washington, en échange d'armements, de produits de consommation courante et de services.

AFRIQUE

Tchad

Une négociation pour la « réconciliation nationale » pourrait s'engager à Yaoundé

Le directeur des affaires africaines et malgaches au ministère des affaires étrangères, M. Guy Georgy, est arrivé, le vendredi 15 juin, à Yaoundé, pour une *visite de quarante-huit heures au* Cameroun.

Au cours de sa visite, M. Georgy pourrait envisager, avec le président Ahmadou Ahidjo, les possibilités d'organiser au Cameroun une nouvelle « table ronde » sur la « *réconciliation nationale au Tchad* ».

M. Georgy, qui séjournait au Tchad depuis le début de la semaine, a rencontré à N'Djamena, à deux reprises, MM. Hissène Habré, ministre d'Etat chargé de la défense et président du C.C.F.A.N. (conseil de commandement des Forces armées du Nord), et Goukouni Oueddei, ministre d'Etat chargé de l'intérieur et de la justice, et président du conseil de la révolution du Frolinat (Front de libération nationale du Tchad).

M. Georgy avait d'autre part passé la journée de mercredi à Sarh, chef-lieu de la préfecture « sudiste » du Moyen-Chari, en compagnie du lieutenant-colonel Wadal Abdelkader Kamougue, ancien ministre tchadien des affaires étrangères et ancien chef de la gendarmerie, qui a pris la tête des partisans de la sécession des provinces du sud du Tchad. Jeudi, les deux hommes s'étaient rendus à Doba et à Moundou, chefs-lieux des deux autres préfectures « sudistes » du Logone-Oriental et du Logone-Occidental.

L'émissaire du Quai d'Orsay s'est aussi entretenu avec M. Lol Choua, chef de l'Etat et président du gouvernement d'union nationale de transition.

D'autre part, selon le chef d'état-major par intérim du Frolinat, M. Mahamat Ali Younouss, les combats qui se sont déroulés lundi et mardi à N'Djamena entre le Frolinat et le M.P.L.T. (Mouvement populaire pour la libération du Tchad) ont fait au moins deux cents morts.

M. Ali Younouss a déclaré que ces combats n'étaient qu'une « *opération d'assainissement de la capitale car le M.P.L.T. était devenu un véritable ramassis de pillards assassins dont les seules activités « militaires » étaient le viol, le vol, le terrorisme, les liquidations physiques* ».

« *Le Frolinat n'avait d'autre choix que de laisser massacrer progressivement ses militants ou de riposter* », a estimé enfin M. Ali Younouss, qui a ajouté : « *Le Frolinat ne considère nullement cet épisode comme une victoire militaire. C'est même un nouvel échec pour le Tchad et, si victoire il y a, ce serait plutôt pour les ennemis du Tchad.* »

M. MIQUEL (C.D.S.) DEMANDE LA SUSPENSION DE L'AIDE FRANÇAISE AU RÉGIME CENTRAFRICAIN

M. Jacques Miquel, président de la commission des droits de l'homme du C.D.S., écrit dans *C.D.S.-Actualités*, bimensuel de sa *formation*, à propos de la situation en Centrafrique : « *Face à la multiplication des témoignages, s'en tenir aux prudences récentes et aux euphémismes pudiques évoquant les* « pseudo-événements » *constituerait une faute morale très grave que l'opinion ne saurait accepter* (1) (...).

» *Il n'est pas possible à notre pays de tenir au plan international un langage qui le présente comme le champion des droits de l'homme. Il ne lui est pas possible non plus de couvrir, par l'excès de réalisme de sa politique économique ou par l'alibi commode du droit des Etats, les atteintes les plus sanglantes et les plus graves perpétrées contre la dignité humaine. (...) Il est donc nécessaire de suspendre aujourd'hui toutes les aides françaises, militaires financières ou techniques, à l'actuel régime centrafricain.* »

(1) C'est M. Robert Galley (R.P.R.), ministre de la coopération, qui avait parlé de « *pseudo-événements* » à propos des massacres d'écoliers centrafricains (*le Monde* du 2 juin).

En Cisjordanie

Une nouvelle colonie de peuplement sera créée près de Naplouse

Jérusalem (A.F.P.). — La commission de l'implantation de l'Organisation sioniste mondiale et de l'Agence juive a décidé, vendredi 15 juin à Jérusalem, d'activer les travaux pour la création d'une nouvelle colonie de peuplement, Karnei-Shomron-2. Ces travaux commenceront dès dimanche.

Karnei-Shomron-2 renforcera Karnei-Shomron-1, établi il y a quelques mois par le Gouch Emounim (le Bloc de la foi), à 3 kilomètres à l'ouest de Naplouse. Il s'agira d'un village, créé sur des terres domaniales, qui accueillera dans une première phase de vingt à trente familles.

Le quotidien israélien *Haaretz* (indépendant) s'est élevé vendredi contre les implantations et « *l'isolement dans lequel elles placent Israël* ». « *Dans l'affaire des implantations, M. Begin a choisi Sharon comme rouleau compresseur. Il poursuit tout droit son chemin, sans se soucier de ce que peut dire l'opposition, et finalement Sharon et le Gouch Emounim font tout ce qu'ils veulent* », écrivait *Haaretz*.

M. Begin a, pour sa part, renouvelé son soutien à M. Sharon, que l'histoire, a-t-il dit, consacrera comme « *grand héros* ». « *Quant à moi*, a-t-il ajouté, *lorsque, après ma mort, je me présenterai aux portes du paradis, je dirai simplement : « j'ai créé » Elon-Moreh » et on me laissera entrer* » (*le Monde* du 9 juin).

La visite de M. Yadin en Égypte

Le vice-président du conseil israélien, M. Yigael Yadin, est rentré vendredi en Israël, après une visite de six jours en Egypte.

« *Je pense*, a dit M. Yadin à son arrivée à l'aéroport, *que cette visite aura posé un jalon de plus dans la voie de la normalisation des relations avec l'Egypte.* » Il s'agissait surtout d'une conversation préparatoire à la venue de M. Begin à Alexandrie, probablement le 10 juillet.

A propos des *implantations*, M. Yadin a déclaré que les Egyptiens avaient trouvé « *particulièrement inopportun le moment choisi pour la création d'Elon-Moreh* ». *Cette question gêne certainement les négociations sur l'autonomie* », a-t-il précisé.

A ce propos, on a indiqué vendredi au Caire que la commission d'experts issue des négociations égypto-israéliennes sur l'autonomie palestinienne se réunira avant la fin de la semaine prochaine à Herzliya, en Israël. La commission établira un projet des sujets qui figureront à l'ordre du jour des négociations, dont la troisième phase se tiendra à Herzliya, les 25 et 26 juin prochains. » — (*A.F.P.*)

Liban

DE NOUVEAUX COMBATS OPPOSENT LES MILICIENS DES PHALANGES A CEUX DU PARTI NATIONAL LIBÉRAL.

(De notre correspondant.)

Beyrouth. — Pour la troisième journée consécutive, de violents combats ont opposé, samedi 16 juin à Furn-El-Chebback-*Aïn-Remmaneh, dans la banlieue* de Beyrouth, les miliciens des Phalanges et ceux du P.N.L. (parti national libanais) de M. Chamoun. Un premier bilan fait état de cinq mort et d'une quarantaine de blessés.

Le chef des Phalanges, M. Gemayel, et celui du P.N.L., M. Chamoun, qui, malgré les appels pressants à leurs troupes, n'ont pas obtenu qu'elles cessent le feu, ont finalement demandé l'intervention de l'armée. Le redéploiement de l'armée libanaise est cependant lié à l'agrément de la Syrie sous la forme d'une « coordination » FAD-armée, et à l'acceptation, par les partis chrétiens, d'une liberté d'action réelle de l'armée à l'intérieur de leur secteur. Ces deux points sont en cours de négociation et si, devant leur impuissance à mater leurs miliciens, les chefs des partis, en particulier M. *Gemayel, semblent enclins* à donner un blanc-seing à l'armée, la Syrie voudrait inclure cette opération dans un plan d'ensemble couvrant tout le secteur chrétien.

Malgré ces graves incidents, le renouvellement pour six mois du *mandat de la FINUL* au Sud (*le Monde* du 16 juin) a apporté une note apaisante. Le chef du gouvernement, M. Hoss, a estimé que la résolution du Conseil de sécurité était le maximum de ce qu'il était possible d'obtenir. Il a rendu hommage à *l'attitude « claire et courageuse »* de M. Waldheim. — L. G.

L'imam Khomeiny formule des réserves sur le projet de Constitution

Téhéran *(A.F.P.)*. — De nouvelles difficultés sont survenues dans l'élaboration de la Constitution iranienne. Contrairement à ce qui avait été prévu, M. Yadollah Sahabi, ministre d'Etat, chargé des affaires de la révolution, a annoncé vendredi 15 juin que le projet de Constitution ne pouvait encore être rendu public. Une minutieuse procédure d'élaboration et d'adoption du texte avait été mise au point ces derniers jours : examen par le Conseil de la révolution, campagne de presse pour l'information du public, amendements par une Assemblée élue, puis référendum (*le Monde du 16 juin*).

Selon M. Sahabi, l'imam Khomeiny a émis des réserves sur certains points du texte préparé par le gouvernement. Le ministre a aussi indiqué que le projet de Constitution publié par *le journal Kayhan était très proche* de celui rédigé par le gouvernement. D'après le journal, la République islamique serait dotée d'un régime de type mi-présidentiel mi-parlementaire, limitant les prérogatives du pouvoir régional et garantissant les *libertés* publiques et le pluripartisme.

Les fondements de la République islamique reposent sur le Coran, indique le texte, mais aussi sur la « *volonté populaire* ». La religion officielle du pays est *l'islam chiite*, souligne le chapitre II, mais zoroastriens, juifs et chrétiens se voient garantir par la Constitution la liberté de pratiquer leur culte.

Le projet définit de façon limitative les prérogatives des régions. Elus, les conseils régionaux, selon ce texte, ne seront compétents que pour les « *réformes à entreprendre dans les domaines de la santé, de l'enseignement, de la culture et de l'économie régionale* ».

L'équilibre des pouvoirs entre législatif et exécutif correspond à un système mi-présidentiel mi-parlementaire : le président, obligatoirement musulman, est élu au suffrage universel pour quatre ans. Doté d'une bonne partie du pouvoir exécutif et de la possibilité de dissoudre une fois au cours de son mandat le Parlement (une seule Chambre élue, elle aussi, pour quatre ans), il nomme le premier ministre qui est responsable devant lui.

L'indépendance totale du pouvoir judiciaire est affirmée. Le texte stipule même expressément que le pouvoir judiciaire devra s'exercer « *dans le cadre officiel de l'organe étatique* ».

Le texte garantit la propriété. Enfin, il indique que la gestion de toute base militaire étrangère, « *même au titre du maintien de la paix* », est interdite en Iran.

La tension avec l'Irak

D'autre part la polémique qui oppose l'Iran à *l'Irak ne paraît* pas s'apaiser. Deux avions irakiens ont bombardé, dans la nuit de jeudi à vendredi, un poste frontière iranien situé près de la ville iranienne d'Ilam à 500 kilomètres au sud-ouest de Téhéran, a annoncé vendredi la Voix de la révolution. La radio n'a pas indiqué si ce bombardement avait fait des victimes.

La presse iranienne annonce, cependant, que les autorités irakiennes ont remis en liberté l'ayatollah Baqer Sadr, leader des musulmans chiites d'Irak, et que celui-ci a été invité à Qom par l'imam Khomeiny.

● *A propos des lettres de créance de l'ambassadeur d'Iran.* — On précise à l'Elysée que c'est en raison de l'absence d'autorités constitutionnelles en Iran que *M. Giscard d'Estaing* n'a pas demandé, jeudi 14 juin, au nouvel ambassadeur, M. Chamseddine Amir-Alaï de transmettre l'habituel message de courtoisie aux dirigeants de son pays (*le Monde* du 16 juin).

Le Monde

politique

APRÈS LE SCRUTIN DU 10 JUIN

AU COMITÉ DIRECTEUR DU P.S.

MM. Mauroy et Rocard estiment que l'attitude de la direction peut conduire au déclin du parti

Le comité directeur du P.S., au sein duquel sont représentés les principaux courants du parti, siège samedi 16 juin à Bondy (Seine-Saint-Denis). Les débats sont consacrés non seulement à l'analyse *des résultats des élections européennes*, mais aussi à la préparation du projet socialiste » (un canevas est présenté par M. Jean-Pierre Chevènement) et à diverses autres questions (réforme des collectivités locales, problèmes de l'énergie et de l'interruption volontaire de grossesse, etc.). Dans tous les domaines il s'agit, pour la direction, de radicaliser les positions du P.S. à l'égard du pouvoir.

La réunion, mercredi, du bureau exécutif laissait présager une discussion difficile entre la direction du parti et les amis de M. Pierre Mauroy.

***Ces derniers ont décidé*, après s'être concertés vendredi soir au Sénat, d'engager dès la réunion de Bondy le débat au fond sur ce que doit être l'action du P.S. dans les deux ans qui viennent, compte tenu des enseignements du scrutin du 10 juin. De son côté, M. Mitterrand veut empêcher toute remise en cause de la « ligne de Metz ».**

Quant à M. Michel Rocard, souhaitant éviter toute polémique, il en appelle au rassemblement du parti « à partir d'une analyse commune ». Le député des Yvelines, rejoignant en cela le maire de Lille, plaide pour le rétablissement d'un « climat de confiance » au sein du P.S.

MM. Mauroy et Rocard souhaitent avant tout tirer une sonnette d'alarme : tous deux craignent que le parti ne soit engagé sur une voie qui l'empêche de progresser. Mais chacun poursuit sa propre démarche et son propre dessein.

Est-ce pour prévenir toute tentative de remise en cause de la ligne du parti ? Toujours est-il que les membres du comité directeur qui se réclament des courants minoritaires, comme d'ailleurs les militants socialistes, ont été avertis par le directeur de *l'Unité* que « *l'heure n'est pas aux règlements de comptes* ». Dans le numéro de l'hebdomadaire du P.S. paru vendredi, M. Claude Estier écrit en effet : « *L'immense majorité des militants n'ont aucune envie de recommencer le congrès et jugeront sévèrement ceux qui prendraient la responsabilité de diviser le parti alors que, devant les assauts conjugués qu'il subit, il a plus que jamais besoin d'unité pour l'action.* »

Sous-entendre ainsi qu'il existe une sorte de complicité objective entre des minoritaires, qui haussent le ton, et le pouvoir, ou du moins ceux qui, à l'extérieur du parti, souhaitent le voir se diviser, n'est certes pas une innovation. Peu de dirigeants politiques récusent un tel procédé, qui consiste à déplacer la discussion, dès lors que celle-ci menace de s'engager sur une question jugée par eux inopportune. C'est ainsi que le problème de la discipline dans l'expression du parti domine les débats du comité directeur. M. Pierre Mauroy a d'ailleurs été mis en accusation dès mercredi avec l'argument qu'il appartient aux seules instances dirigeantes de décider de l'intervention des socialistes à la radio et à la télévision. Les amis de M. Mitterrand invoquent, à cet égard, la lettre de la motion que le premier secrétaire a fait approuver par le congrès de Metz et qui prévoit une plus grande rigueur dans le fonctionnement interne du parti.

Mais cette discipline peut-elle conduire à étouffer la voix des courants minoritaires ? Ces derniers le craignent d'autant plus que la question de la désignation du candidat socialiste à l'élection présidentielle est dans tous les esprits. « *Nous ne pouvons accepter que l'expression du parti soit le privilège de deux ou trois voix systématiquement choisies dans la majorité* », est-il affirmé dans l'entourage de M. Mauroy, qui précise : « *La minorité n'a-t-elle qu'à se taire ?* »

Le maire de Lille comme le député des Yvelines soupçonnent les dirigeants de chercher à imposer au parti un mode de fonctionnement étranger aux mœurs des socialistes, proche de celui du P.C. Certains, parmi leurs proches, n'hésitent pas à agiter le spectre d'un « *centralisme bureaucratique* », d'autant plus que la mise en place des secrétariats des *fédérations a donné lieu à de* rudes batailles. Les minoritaires ont acquis la conviction qu'ils sont en présence d'un « *verrouillage* » total de l'appareil.

Un sérieux avertissement

Proches par les réserves que leur inspire la façon dont le nouveau secrétariat national dirige le parti, les courants minoritaires le sont également lorsqu'il s'agit de tirer la leçon du scrutin du 10 juin.

Ces deux courants estiment que les résultats de la liste socialiste doivent être considérés comme un sérieux avertissement, et que se profile à l'horizon 1981 la menace d'un déclin du P.S. Ils attribuent la responsabilité d'une telle évolution, dont ils ont aperçu les prémices dans les chiffres du 10 juin, au discours politique de la direction qu'ils jugent confus ou ambigu. Tous deux réclament donc d'être associés à une réflexion sur la ligne du parti.

Malgré cette communauté de vues, MM. Mauroy et Rocard se séparent sur la marche à suivre. Le maire de Lille veut affirmer son autonomie et éviter d'apparaître comme le second du député des Yvelines après avoir été celui du député de la Nièvre.

Pour M. Michel Rocard, en revanche, l'objectif est d'affirmer son image présidentielle et de se poser en pôle de rassemblement au sein du parti. Il évite de se laisser entraîner dans de nouvelles polémiques et de croiser le fer avec la direction. S'il n'entend pas remettre en cause « la ligne de Metz », il tient à souligner les faits qui lui donnent raison afin de convaincre un plus grand nombre de militants de le rejoindre.

Les divergences d'intérêts ont ainsi conduit MM. Mauroy et Rocard à observer un comportement différent à l'occasion du comité directeur.

Les interventions des amis de M. Rocard se sont donc développées autour des thèmes suivants : dans un monde où réapparaissent les risques de guerre et où se multiplient les dictatures, la crise économique s'aggrave et provoque « *au moins autant d'aspirations à la sécurité que de souhaits de changement* ». Le vingt-troisième congrès du P.C. ne permet pas d'attendre des communistes une relance de la dynamique unitaire : *celle-ci dépend donc des* initiatives du P.S. ; il est important d'engager un travail « *de réflexion et de propositions* » qui permette de prendre en *compte* les réalités nouvelles et de reconstituer l'unité du parti.

Pour toutes ces raisons, les amis du député des Yvelines ont demandé qu'un prochain comité directeur *se penche sur* l'« *état du parti* », afin que le débat soit ouvert « *pour permettre aux militants de se rassembler à partir d'une analyse commune* ».

Contrastant avec cette prise de position modérée dans la forme, même si elle l'est moins dans le fond, les interventions des amis de M. Mauroy ont été plus vigoureuses, traduisant un état d'esprit particulièrement offensif.

Ainsi ont-ils dénoncé le « *double langage* » qui a prévalu pendant la campagne électorale en affirmant : « *Peut-on demander aux militants de tenir dans un premier temps un discours quasi nationaliste et de déclarer* in extremis, *à quelques jours du scrutin, que la social-démocratie est la panacée ?* »

Pour eux, il ne fait aucun doute que « *la faible détermination* » dont le parti a fait preuve avant le scrutin européen est la conséquence de la « *division artificiellement créée à Metz* ». Les amis de M. Mauroy estiment en effet que le congrès est resté « *inachevé* » et que l'ancienne majorité du P.S. a éclaté « *en raison de la volonté froide de quelques-uns de prendre seuls le pouvoir dans le parti* ». Il est donc urgent, affirment-ils, de refaire l'unité du parti et de la doter d'une ligne claire, unité et clarté « *sans lesquelles aucun candidat socialiste ne sera à même de remporter la victoire en 1981* ».

Au souci de rassemblement du député du Nord répond celui de l'homogénéité de l'actuelle direction mis en avant par le premier *secrétaire. L'unité, selon M. Mitterrand*, passe donc par le ralliement des minoritaires au texte qu'il a présenté à Metz et qui constitue la loi du parti. Car il *s'agit avant tout, pour la direction*, d'éviter de « *recommencer le congrès* », selon l'expression de M. Estier. « *Le congrès est achevé* », tel est le leitmotiv d'un *secrétariat national pour qui* l'heure n'est pas à l'élaboration, mais à l'application de la ligne politique adoptée à Metz.

Ainsi le P.S. se retrouve-t-il dans une *situation qui n'est pas* sans rappeler celle qui prévalait au lendemain de l'échec de mars 1978. Les uns, forts de la maîtrise de l'appareil, s'efforcent d'obtenir des minoritaires qu'ils rentrent dans le rang. Ces derniers ont clairement signifié leur volonté de n'en rien faire.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

Les questions orales à l'Assemblée nationale

Vendredi 15 juin, à l'Assemblée nationale, au cours de la séance consacrée aux questions orales, les sujets suivants sont notamment abordés :

● LE SALAIRE MATERNEL.

Répondant à une question de M. HAMEL (U.D.F., Rhône) sur le coût qu'entraînerait la création d'un salaire maternel, Mme Veil, ministre de la santé et de la famille, déclare que la diversité des évaluations faites sur ce point s'explique par les différentes catégories de mères de familles auxquelles pourrait être accordée cette aide. La deuxième incertitude, souligne-t-elle, concerne le montant qu'atteindra le salaire maternel. « *Sera-t-il fixé à la moitié, aux trois quarts ou au niveau du SMIC ?* » Les diverses solutions possibles en matière d'attribution, indique-t-elle « *relèvent chacune d'une philosophie différente* ». Mme Veil ajoute : « *Je pense que la conception d'un salaire maternel qui ferait croire à toutes les femmes qui élèvent des enfants qu'elles ont droit à une aide de la collectivité serait dangereuse. En effet, lorsqu'elles se retrouveraient seules, qu'elles soient veuves ou divorcées et qu'elles n'auraient plus droit à cette prestation, ces femmes risqueraient de se trouver complètement démunies.* »

● SEUILS D'EFFECTIFS DANS LES ENTREPRISES.

M. CHARLES (R.P.R., Nord) demande que soient modifiées les dispositions relatives au seuil de déclenchement des obligations des entreprises. M. Legendre, secrétaire d'État chargé de la formation professionnelle, rappelle que, selon une opinion fréquemment admise, les employeurs hésitent à embaucher un dixième salarié ou un cinquantième salarié en raison des contraintes liées au franchissement de ces seuils. Il indique : « *Il y a, en effet 17 000 entreprises de 9 salariés et 9 700 entreprises de 10 salariés, près de 1 200 entreprises de 49 salariés et un peu plus de 500 entreprises de 50 salariés. L'effet de seuil est donc réel.* » « *Mais*, ajoute-t-il, *la suppression des seuils n'aurait pas d'effets spectaculaires : celle du seuil de 50 salariés permettrait de créer un millier d'emplois.* »

Il distingue ensuite deux sortes de contraintes : « *1) Les obligations sociales, notamment la désignation de délégués du personnel pour les entreprises qui comptent plus de 10 salariés et de comités d'entreprise pour celles de plus de 50 salariés, et aussi l'augmentation du nombre des institutions représentatives du personnel, comme l'institution d'une protection spéciale des représentants du personnel en cas de licenciements.* » « *Ces seuils*, ajoute-t-il, *sont la contrepartie d'une protection sociale renforcée ;*

gnent 10 salariés sont assujetties
gnent dix salariés sont assujetties à diverses charges destinées à assurer le financement de la formation professionnelle, du logement ou des transports dans les grandes agglomérations. » A ce sujet, M. Legendre déclare: « *La formation professionnelle souffre déjà de l'absence de contribution des employeurs de moins de 10 salariés. Il serait grave d'exclure du bénéfice de ces actions les salariés des entreprises ayant entre 10 et 20 salariés. Ils sont près de 680 000, pour 10 000 emplois créés dans le meilleurs des cas.* » Il rappelle également que ce problème est évoqué dans le projet de loi sur le troisième pacte pour l'emploi.

Le P.F.N. lance un appel à M. Malaud

Commentant les résultats du scrutin du 10 juin, MM. Alain Robert et Pascal Gauchon, membres du bureau politique du Parti des forces nouvelles (P.F.N., extrême droite), ont estimé, jeudi 14 juin, que la liste de l'Union française pour l'Eurodroite conduite par M. Tixier-Vignancour avait réalisé un score « *très honorable* » (265 074 voix, 1,31 % des suffrages exprimés) dont leur formation n'avait pas « *à rougir* » compte tenu des conditions dans *lesquelles elle s'était engagée dans* la consultation.

Le P.F.N., qui revendique un élu à l'Assemblée européenne, se propose de déposer, lui aussi, un recours devant le Conseil d'État pour obtenir le remboursement de ses frais de campagne et d'intervenir à Strasbourg pour réclamer que soit modifiée la loi électorale. Au nom de l'Eurodroite, M. Giorgio Almirante, élu du Mouvement social italien, interviendra en ce sens en contestant la validité des mandats des élus français.

Le P.F.N. ouvre une souscription pour combler le déficit de sa campagne (environ 1 000 000 de francs) et va lancer une campagne d'adhésions en espérant porter le nombre de ses militants à vingt mille à la fin de l'année. La mise au point de ces actions fera l'objet d'une convention nationale, samedi 23 juin à Paris, puis d'un congrès en novembre.

MM. Robert et Gauchon ont lancé un appel à « *l'ensemble de la droite* », proposant la tenue d'une « table ronde » au cours de laquelle les formations intéressées pourraient examiner les possibilités de « *coordonner* » leurs activités et de « *travailler à l'avenir de façon harmonieuse* ». Les deux représentants du P.F.N. se sont adressés notamment à M. Malaud, qui conduisait la liste d'Union de défense interprofessionnelle pour une France indépendante dans une Europe solidaire (281 535 voix, 1,39 %), et en lequel ils ont salué « *un homme qui a eu le courage de rompre avec le sérail* ».

« *Nous estimons que nous sommes complémentaires de M. Malaud* », a indiqué M. Gauchon en souhaitant que l'ancien ministre accepte de prendre contact avec le P.F.N.

● *Les sénateurs du R.P.R.*, réunis jeudi matin 14 juin, sous la présidence de M. Marc Jacquet, ont estimé que « *le taux d'abstention rend toute conclusion politique sans portée, notamment si l'on considère l'orientation excessive de l'information* ». « *Les événements confirmeront les thèses défendues par le R.P.R., tant sur le plan européen que sur le plan national* », ont-ils ajouté. Lançant un appel au « *rassemblement et à l'unité de tous les gaullistes* », le groupe R.P.R., « *à l'unanimité* », a assuré Jacques Chirac de « *toute sa confiance* ».

● *Mme Pelletier*, ministre délégué à la condition féminine, estime que, avec dix-sept femmes élues sur quatre-vingt-un élus (21 %), la représentation française à Strasbourg est « *nettement en progrès* » par rapport à l'Assemblée nationale (3,7 %), au Sénat (1,3 %), aux conseils généraux (4,11 % en 1979) et aux conseils municipaux (8,4 % en 1977).

[N.D.L.R. — Le président de la République n'ayant pas accepté les démissions de MM. Deniau et Méhaignerie, la liste de Mme Veil aura une cinquième élue à l'Assemblée européenne : Mme Simone Martin, secrétaire générale de la chambre d'agriculture de la Haute-Marne. Il y aura donc au total dix-huit élues françaises à Strasbourg, soit 22,22 % de l'ensemble des élus du pays.]

LES PETITES LISTES PRÉPARENT UNE « RIPOSTE COMMUNE »

A l'initiative des représentants professionnels qui figuraient sur la liste conduite par M. Philippe Malaud, et en particulier de M. Philippe Valère, président de la chambre nationale des conseils juridiques et fiscaux, les avocats et conseillers de plusieurs petites listes (Cinquième liste Emploi-Egalité-Europe ; Eurodroite ; Trotskistes; Union de défense interprofessionnelle ; Europe-Ecologie) se sont concertés, vendredi 15 juin, pour préparer une « *riposte commune* » aux inégalités du système électoral appliqué le 10 juin. Ils se proposent notamment de soumettre aux groupes parlementaires le texte d'une proposition de loi visant à modifier la loi du 7 juillet 1977, puis d'intervenir auprès de l'Assemblée européenne pour obtenir une *harmonisation de la législation* au plan communautaire en préconisant l'application d'une proportionnelle intégrale lors des prochains scrutins.

Les représentants de ces petites listes revendiquent aussi le droit de s'exprimer aussi longuement que les grands partis sur les chaînes nationales de radio et de télévision. Afin d'obtenir le soutien de l'opinion publique, ils envisagent de lancer une pétition nationale et, éventuellement, de mener campagne contre le monopole de l'État en matière de télévision.

L'évolution des forces politiques d'une région à l'autre

L'analyse du scrutin du 10 juin *au niveau des vingt-deux régions* françaises confirme, comme il est naturel, le double mouvement de rééquilibrage que l'on avait pu enregistrer, d'une part, entre le P.C.F. *et le P.S.*, d'autre part, entre *l'U.D.F. et le R.P.R.*

Le parti socialiste *épaulé par* le M.R.G. maintient et renforce même, *mais à peine, ses positions dans* des secteurs où sa progression avait été remarquée au cours des dernières années. Par rapport au premier tour des élections législatives de mars 1978, il passe en Alsace de 20,13 % à 20,79 % des suffrages exprimés (+ 0,66 point), en Bretagne de 24,90 % à 24,99 % (+ 0,09 point), en Basse-Normandie de 22,73 % à 22,7. % (+ 0,04 %). Sa seule progression qui ne soit pas infinitésimale est enregistrée en Haute-Normandie avec 23,78 % au lieu de 22,56 % (+ 1,22).

Dans les dix-huit autres régions, la formation de M. Mitterrand recule. *Si elle cède peu de terrain en Ile-de-France et en Picardie* (— 0,51), en Champagne (— 0,56) et dans le Centre (— 0,60), elle connaît des déceptions plus ou moins sérieuses dans les huit *régions dont* le conseil est présidé par un socialiste ou un M.R.G. : l'Aquitaine de M. Labarrère (— 2,53), l'Auvergne de M. Pourchon (— 2,67), la Corse de M. Filippi, M.R.G. (— 8,62), le Languedoc-Roussillon de M. Tailhades (— 2,19), le Limousin de M. Chandernagor (— 2,92), le Midi-Pyrénées de M. Savary (— 4,36), *le Nord-Pas-de-Calais* de M. Mauroy (— 2,13) et la Provence-Côte-d'Azur de M. Defferre (— 1,18). Les autres régressions sont enregistrées en Franche-Comté (— 3,84), en Poitou-Charentes (— 2,75)), en Bourgogne (— 1,94), en Lorraine (— 1,86), dans la région Rhône-Alpes (— 1,66) et dans les *Pays de la Loire* (— 1,20).

Le bilan est beaucoup plus positif pour le P.C.F. qui ne connaît pas de variations de très grande amplitude mais progresse dans dix régions qui sont par ordre décroissant, la Corse (+ 4,27), la Picardie (+ 2,44), la Basse-Normandie (+ 1,70), le Midi-Pyrénées (+ 1,62), le Languedoc-Roussillon (+ 1,54) l'Auvergne (+ 1,36), l'Aquitaine (+ 1,29), le Poitou-Charentes (+ 1,04), le Limousin (+ 0,21) et la région Rhône-Alpes (+ 0,03).

Les seuls reculs non négligeables sont enregistrés en Haute-Normandie (— 2,86), en *Champagne* (— 2,37), en Lorraine (— 1,20) et en Ile-de-France (— 1,10). Ailleurs les variations *sont fort limitées : — 0,77* en Provence-Côte d'Azur, — 0,76 dans le Nord-Pas-de-Calais, — 0,70 dans le Centre, — 0,43 en Alsace, — 0,23 en Bourgogne et dans les Pays de la Loire, — 0,14 en Franche-Comté, — 0,05 en Bretagne.

Le R.P.R. insularisé

On peut parler de débâcle et d'« insularisation » pour le R.P.R., s'il est vrai qu'il progresse de 0,13 point en Corse où il recueille 33,42 % au lieu de 33,29 % des suffrages exprimés, mais recule partout ailleurs. Tel est notamment le cas dans les *six régions* dont le conseil *est présidé* par l'un des siens : la Champagne-Ardenne de M. Sourdille (— 9,07), l'Ile-de-France de M. Giraud (— 6,17), la Lorraine de M. Messmer (— 5,67), les Pays de la Loire de M. Guichard (— 12,54), le Poitou-Charentes de M. Francis Hardy (—7,24), la Franche-Comté de M. Edgar Faure, qui était candidat... sur la *liste de Mme Veil*, étant beaucoup moins atteinte (— 0,21).

Le fléchissement de la formation gaulliste est insignifiant en Auvergne (— 0,45) et en Basse-Normandie (— 0,75), mais il est sensible et parfois spectaculaire dans treize autres régions : Alsace (— 16,84), Aquitaine (— 11,94), Bourgogne (— 9,83), Bretagne (— 9,83), Haute-Normandie (— 9,11), Centre (— 9,07), Picardie (— 7,25), Nord (— 6,86), Provence-Côte d'Azur (— 5,97), Midi-Pyrénées (— 5,89), Limousin (— 3,94), Languedoc-Roussillon (— 2,72) et Rhône-Alpes (— 2,65).

Le tableau de chasse du « parti du président » est impressionnant, puisque l'U.D.F. ne recule qu'en Basse-Normandie (— 4,84) et en *Auvergne, où ses positions, très fortes*, sont très légèrement atteintes (27,81 % au lieu de 28,21 % des suffrages exprimés, soit — 0,40 point).

Ses progrès sont importants dans les six régions dont elle préside le *conseil*, qu'il s'agisse de l'Alsace de M. Schiélé (+ 11,86), de la Bourgogne de M. Lucotte (+ 11,61), de la Bretagne de M. Marcellin (+ 6,73), du Centre de M. Delaneau (+ 7,78), de la Haute-Normandie de M. Bettencourt (+ 6,87) *ou de la Picardie* de M. Mossion (+ 6,65). Les autres gains apparaissent dans les régions suivantes : Pays de la Loire (+ 12,32), Aquitaine (+ 11,58), Corse (+ 9,76), Nord (+ 9,75), Limousin (+ 8,91), Midi-Pyrénées (+ 8,54), Ile-de-France (+ 8,45), Poitou-Charentes (+ 7,04), Provence-Côte-d'Azur (+ 6,19), Champagne (+ 6,15), Franche-Comté (+ 4,88), Rhône-Alpes (+ 4,09), Languedoc-Roussillon (+ 3,04) et Lorraine (+ 1,22).

L'U.D.F. paraissant ainsi bien placée pour prendre la succession du P.S. dans le rôle de parti « attrape-tout », *on ne manquera pas de noter que la souffrante Lorraine* est, des vingt régions où elle a progressé, celle où ses gains sont des moins élevés, *mais on se gardera* d'en tirer des conclusions rigoureuses : dans cette même Lorraine l'opposition régresse globalement (— 1,88 % pour le P.S.-M.R.G. et — 1,20 % pour le P.C.F.).

Si le parti communiste peut se féliciter des résultats dans les régions directement concernées par sa campagne contre l'extension du Marché commun à l'Espagne, au Portugal et à la Grèce, puisqu'il progresse aussi bien dans le Languedoc-Roussillon (+ 1,54 %) que dans le Midi-Pyrénées (+ 1,62 %). Il n'y a pas *toujours relation, et il s'en faut de* beaucoup, entre l'évolution politique des régions et les difficultés qu'elles connaissent. Il n'y a pas que Saint-Nazaire dans les Pays de la Loire où le P.C. régresse (— 0,23 %) en même temps que le P.S. (— 1,20 %). Il n'y a pas que Denain dans le Nord-Pas-de-Calais où l'on constate la même évolution (— 0,76 % pour le P.C. et — 2,13 % pour le P.S.). Il n'y a pas que Saint-Etienne dans la région Rhône-Alpes où le P.C. progresse à peine (+ 0,03 %) et où le P.S. rétrograde (— 1,66 %). Et ainsi de suite...

On ne pourrait établir de lien étroit entre difficultés économiques et sociales et évolution politique que si les régions françaises étaient homogènes. Tel n'est pas le cas pour la quasi-totalité d'entre-elles.

RAYMOND BARRILLON.

En bref...

● *M. Roger-Gérard Schwartzenberg*, vice-président du M.R.G., a déclaré jeudi 14 juin : « *Tenter d'imputer le résultat moins élevé qu'espéré de la liste P.S.-M.R.G. aux radicaux de gauche, serait particulièrement irrationnel. D'une part, la liste commune obtient ses meilleurs résultats dans le Sud-Ouest où le M.R.G. est le mieux implanté (Lot, Hautes-Pyrénées, etc.). D'autre part, plusieurs des rares circonscriptions où la gauche non communiste améliore son score par rapport aux législatives de 1978, ont un député M.R.G.* »

● *RECTIFICATIFS.* — Dans le tableau relatif au rapport des forces au sein de l'opposition dans les circonscriptions législatives détenues par le P.S., (*le Monde* du 15 juin), nous avons crédité par erreur la liste socialiste de 37,6 % des suffrages exprimés dans la circonscription détenue par M. Defferre. Celle-ci n'a en réalité recueilli que 27,5 % des voix dans la troisième circonscription des Bouches-du-Rhône. Ce dernier chiffre infirme notre commentaire qui faisait figurer cette circonscription parmi celles qui, de *1978 à 1979*, ont vu s'accroître le score du P.S. Cette circonscription n'échappe pas au reflux socialiste constaté dans l'ensemble du département, puisque le P.S. *y est désormais devancé* par l'U.D.F. (alors que dans les départements du Pas-de-Calais et du Territoire-de-Belfort, socialistes et radicaux de gauche continuent de devancer l'U.D.F., malgré un net recul).

Dans la sixième circonscription de l'Isère, M. Nucci avait obtenu, en mars 1978, 26,15 % des suffrages et non 28,2 % comme nous l'avions indiqué. Dans la deuxième circonscription de la Corse-du-Sud, dont le député est M. Rocca Serra (R.P.R.), la liste DIFE a obtenu 43,9 % des suffrages exprimés (et non 31,09) et la liste U.F.E., 15,84 %.

● *M. Christian Pierret*, député socialiste des Vosges, a démissionné *du directoire de l'hebdomadaire* de gauche *Maintenant*, qui avait été lancé au début du mois de mars 1979. Cette démission intervient après celle de l'historien *communiste* Jean Elleinstein. Dans sa lettre adressée à M. Paul Noirot, directeur de la publication, M. Pierret explique « *qu'il est apparu que* Maintenant *prenait une orientation différente de celle qu'il avait initialement prévue : faible contenu politique, un certain parisianisme culturel, une accumulation de reportages littéraires au mauvais sens du terme* ».

Le Monde

société

LE DÉBAT SUR LA PEINE DE MORT

Le gouvernement proposera à l'automne une révision de l'échelle des peines

annonce le garde des sceaux

De notre correspondant

Nancy. — *« Il n'y a pas de valse-hésitation du gouvernement au sujet de la peine de mort étant donné que depuis que j'appartiens à ce gouvernement, tout a été fait pour mettre en place la recommandation n° 103 du comité d'études sur la violence »* (1), a déclaré M. Alain Peyrefitte, ministre de la justice, vendredi après-midi 15 juin, à Nancy, où il était venu présider l'audience solennelle de la cour d'appel (2).

« Il n'y aura pas de suppression possible de la peine de mort tant qu'une peine de dissuasion réelle, exemplaire et protectrice pour la population, ne sera pas mise en place, a précisé M. Peyrefitte. *C'est un préalable à tout règlement de cette affaire et les choses avancent progressivement dans cette direction. Ainsi, le vote de la commission des lois était intéressant et constitue une étape importante dans le processus qui va vers la disparition de la guillotine en France. »* Mais, a ajouté le garde des sceaux, *« ce ne sont pas treize commissaires qui peuvent prendre sur eux une décision aussi importante. Celle-ci n'appartient qu'au Parlement tout entier ».*

« Le problème, a dit M. Peyrefitte, *ne pourra être réglé qu'à la condition que disparaisse le décalage actuel qui existe entre les abolitionnistes et l'opinion publique française. »* Il a rappelé que c'est à cause de ce décalage et pour n'avoir pas su définir exactement la peine de substitution que 1791, 1848 et 1908 avaient vu l'échec des abolitionnistes : *« Je ne serai pas le garde des sceaux par la faute de qui arrivera un quatrième fiasco. Quand on est un intellectuel libre de toute pensée, on peut se permettre de belles théories, mais quand on agit en tant que responsable, il faut tenir compte de toutes les données réelles. »*

Invité à définir la notion de peine *« incompressible »* que certains estiment contraire à l'article 17 de la Constitution, qui prévoit pour le chef de l'Etat le droit de grâce, M. Peyrefitte a précisé : *« Plutôt que de parler de peine incompressible, j'aurais dû parler de peine irrémissible car il existera toujours une possibilité pour le chef de l'Etat d'intervenir. Disons que, entre le caractère absolu de l'exécution de la peine de mort et le caractère combien relatif qui existe entre une peine et son exécution, il y a un hiatus qu'il va falloir combler. »*

A propos du débat d'orientation qui aura lieu le 26 juin à l'Assemblée nationale, le ministre de la justice a indiqué qu'il ne serait suivi d'aucun vote : *« Ce débat ne sera pas pour autant académique. Il faut approfondir la réflexion sur la peine de mort, affiner les arguments et voir ainsi le fond du problème. »* A l'issue du débat, le gouvernement tirera la base d'un texte qui sera présenté au Parlement à l'automne. *« Ce texte portera sur la révision de l'échelle des peines. Il sera suivi d'un vote au cours d'un débat public car il est des questions qui ne peuvent se résoudre dans le secret des chancelleries ou dans les petits cercles politico-mondains de la capitale. La peine de mort constitue la clef de voûte de notre échelle des peines, vouloir l'enlever dans la précipitation ne pourrait que faire tout écrouler. »* — J.-L. B.

(1) Le comité, que présidait M. Peyrefitte, avait proposé *« l'abolition de la peine de mort et — dans le cas où le législateur prendrait une pareille décision, qui appartient à lui seul — son remplacement par une peine, dite de sûreté, qui pourrait être prononcée dans les cas suivants : rapt d'enfant et prise d'otage quand la victime n'est pas rendue vivante; assassinat de toute personne concourant directement ou indirectement au fonctionnement d'un service public ; assassinat d'une personne choisie comme victime en raison de sa faiblesse ; récidive de crime de sang. »*

(2) La section du Syndicat de la magistrature avait appelé ses adhérents à ne pas assister à cette audience pour ne pas *« cautionner par leur présence la politique menée par le ministre de la justice »* et dénoncer *« la pauvreté en hommes et en moyens matériels »* de la justice.

● *Un débat sur la réintroduction de la peine de mort en Grande-Bretagne* sera organisé aux Communes avant les prochaines vacances parlementaires, a-t-on appris vendredi 15 juin à Londres. Aucune date précise n'a été fixée. La peine de mort a été abolie en Grande-Bretagne en 1965. A deux reprises, en 1974 et 1975, les députés se sont prononcés à une forte majorité contre sa restauration, demandée par certains secteurs de l'opinion, en raison, notamment, de la montée du terrorisme en Irlande du Nord. Le manifeste conservateur publié avant les élections du 3 mai avait promis l'ouverture d'un débat sur ce sujet. — *(A.F.P.)*

Faits et jugements

Dix ans de réclusion pour l'auteur d'un viol.

M. Paul Chemineau, ingénieur à la société I.B.M. France, qui comparaissait devant la cour d'assises de Paris pour avoir commis un viol en 1975 sur une jeune Finlandaise, Mlle Paivi Landen *(le Monde* du 16 juin), a été condamné, vendredi 15 juin, à dix ans de réclusion criminelle. M. Paul Chemineau a proclamé son innocence et soutenu jusqu'au bout sa quatrième version des faits, d'après laquelle il aurait été victime des services d'espionnage des pays de l'Est et qu'il se serait tu pour protéger la vie de ses enfants. L'avocat général, M. Jacques Gagnieur, dans un bref réquisitoire, avait réclamé de dix à treize ans de réclusion criminelle.

● *Cinq années d'emprisonnement pour le viol d'une mineure de quinze ans.* — Un ambulancier âgé de vingt-deux ans, Jean-Claude Besançon, a été condamné, jeudi 14 juin, à cinq ans d'emprisonnement par la cour d'assises des Alpes-de-Haute-Provence, pour le viol d'une jeune fille de quinze ans. En octobre 1978, le jeune ambulancier avait conduit une dame âgée, accompagnée de sa petite-fille, dans un hôpital de Marseille. Après avoir déjeuné avec la jeune fille, il l'avait violée *(le Monde* daté 21-22 janvier). Le ministère public avait requis une peine de six à huit ans d'emprisonnement contre le jeune homme qui plaidait non coupable.

Deux condamnations après les incidents de Brest.

Le tribunal de grande instance de Brest, siégeant en audience de flagrant délit, a condamné, vendredi 15 juin, à trois mois d'emprisonnement ferme chacun, deux Brestois, MM. Bertrand Abgrall, vingt-quatre ans, ouvrier chaudronnier, et Jean-Jacques Quemeneur, vingt-trois ans, soudeur en chômage, poursuivis pour outrages à agents de la force publique, violences, voies de fait et destruction de monuments appartenant à l'Etat, après les affrontements qui avaient opposé, la veille, gendarmes mobiles et ouvriers de l'arsenal *(le Monde* du 16 juin).

● *Trois jeunes gens,* arrêtés après les incidents avec les forces de l'ordre lors de la « feria » de Nîmes (Gard), le 3 juin *(le Monde* du 6 juin), ont été condamnés, vendredi 15 juin, par le tribunal d'instance de cette ville à des peines de prison assorties d'un *sursis* : M. Jean-José Grau, âgé de vingt et un ans, maître d'internat dans un lycée de Nîmes, à quatre mois de prison dont trois avec sursis, et MM. Jean-François Belières et Benoît Caller, étudiants à Toulouse, à trois mois de prison dont deux et demi avec sursis. — *(Corresp.)*

● *M. Robert Garceau,* condamné à mort le 14 juin par la cour d'assises du Tarn, a signé son pourvoi en cassation *(nos dernières éditions).*

M. PEYREFITTE : les condamnés du 23 mars sont libérables au plus tard en août.

Répondant vendredi 15 juin, à l'Assemblée nationale, à une question de M. Roland Leroy (P.C.) sur le « caractère injuste » des condamnations prononcées après la manifestation du 23 mars à Paris, M. Alain Peyrefitte ministre de la justice, a précisé : *« Je n'oublie pas le sort humain des jeunes gens condamnés. Le gouvernement n'envisage pas de déposer un projet de loi d'amnistie qui ne serait en rien justifié. L'Assemblée nationale n'ignore pas que ce genre de peines ne sont pas totalement effectuées. La conjugaison des réductions de peine et la procédure des libérations conditionnelles fait que les jeunes gens seront libérés dans un délai très rapproché si le juge de l'application des peines en décide ainsi ».* Pour le garde des sceaux, *« il n'y en a aucun qui ne soit libérable, au plus tard au mois d'août ou au début de septembre, à condition qu'ils ne se pourvoient pas en cassation ».*

Série d'attentats à Paris et en Corse

Plusieurs attentats à l'explosif — trois à Paris et une quinzaine en Corse — ont été commis dans la nuit du 15 au 16 juin, après l'ouverture, la veille, du procès, devant la Cour de sûreté de l'État, à Paris, de vingt et un membres du Front de libération de la Corse. Le F.L.N.C. a revendiqué, dans un message téléphonique à l'Agence France-Presse, « les attentats perpétrés à Paris », mais les actions commises en Corse n'ont pas été « signées ». Dans la journée de vendredi, des tracts du F.L.N.C. écrits en langue corse avaient été distribués à Bastia (Haute-Corse), indiquant notamment : « L'Etat français a choisi de détruire notre peuple, nous avons choisi de libérer notre nation par la lutte armée révolutionnaire. » Tous ces attentats n'ont fait aucune victime.

Samedi 16 juin, peu après une heure du matin, une violente explosion a endommagé les locaux d'une annexe de la préfecture de la région de l'Ile-de-France, située 19 - 21, rue Miollis, dans le quinzième arrondissement, à Paris. A peu près à la même heure, des artificiers du laboratoire municipal et des pompiers de Paris, prévenus par des appels téléphoniques anonymes, parvenaient à désamorcer deux autres engins — et dans un cas, quelques secondes avant l'explosion — qui avaient été placés devant la poste centrale du quinzième arrondissement, rue d'Alleray, et sous un camion garé rue de la Convention, dans le même arrondissement.

Toujours à la même heure, quatre attentats étaient commis à Corte (contre la sous-préfecture, la gendarmerie, le bureau de l'Agence nationale pour l'emploi et contre la voiture d'un officier de la légion étrangère), un autre contre la gendarmerie de Venaco, qui avait été inaugurée par le premier ministre, M. Raymond Barre, en décembre 1978, deux à Calvi, tandis que deux détonations étaient entendues à Bastia.

En Corse-du-Sud, plusieurs autres explosions ont endommagé des locaux administratifs : cinq attentats ont été commis à Ajaccio. Des charges ont été placées notamment devant le bâtiment de la trésorerie générale, devant la façade de la Société générale et sous une voiture en stationnement.

On apprenait également, peu après deux heures du matin, que le centre pénitentiaire de Casabianda, situé sur la commune d'Aléria (Haute-Corse), avait été visé par un attentat. Enfin, à Ghisonnacia (Haute-Corse), le magasin d'un sympathisant du mouvement autonomiste a été endommagé par une explosion.

Le F.L.N.C. a aussi revendiqué, ce samedi matin, un attentat contre une entreprise privée de Caen : l'ordinateur de la société Promodes a été détruit, vers 1 h. 30, quelques minutes après le départ d'un employé qui travaillait dans la pièce. Un autre attentat — non revendiqué — a endommagé une succursale de la banque La Hénin, à Caen.

A la Cour de sûreté de l'État

PARLA CORSU ?

Parlaremu corsu ? Parlerons-nous corse ? Vendredi 15 juin, *les vingt et un membres présumés* du Front de libération nationale de la Corse qui comparaissent devant la Cour de sûreté de l'Etat à Paris ont répondu non. En quelque phrases, M. Jean-Paul Roesch Valesi, trente-deux ans — Adolphe dans la clandestinité — a tenu *à s'en expliquer devant « messieurs les juges de l'Etat français » : « Si nous emprunterons à l'expression française sa terminologie,* a-t-il dit, *c'est dans le seul souci de garantir aux journalistes français et internationaux la compréhension directe de notre message. »*

D'une voix forte, le porte-parole des « 21 » a poursuivi : *« Combattants du peuple corse hier, prisonniers de l'Etat français aujourd'hui, nous avons estimé utile à la juste cause que nous servons de ne pas décliner l'offre que vous nous faites d'une tribune exceptionnelle qui nous permettra de dénoncer, face à l'opinion internationale, l'œuvre illégitime et maléfique du colonialisme français en Corse, d'expliquer ainsi le sens et les raisons de notre combat. »*

Le représentant du F.L.N.C., debout entre deux gendarmes assis, a profité de la langue de Voltaire pour dire du mal de ses juges et même de les menacer : *« L'histoire, messieurs les juges français, nous jugera. Mais, prenez garde ! Elle jugera aussi tous ceux qui sont aux ordres du colonialisme français. Non seulement nous ne reconnaissons pas votre justice, mais nous la combattons car elle est l'émanation de l'Etat français, bourreau impitoyable de la nation corse. »*

« Je vous en prie, intervient le premier président, M. Claude Allaer, *vous vous égarez par moments. »*

« Viva a nazione ! »

M. Roesch Valesi poursuivit et parla politique : *« Tous les militants du Fronte di liberazione nazionale di a corsica qui se présentent devant ce tribunal d'exception français,* a-t-il affirmé, *tiennent à assumer leur responsabilité pleine et entière tant sur le plan politique que sur le plan militaire dans les actions de la lutte de libération nationale corse (...). »* Le porte-parole se rassoit, concluant par un ferme *« J'en ai terminé ».*

Des applaudissements éclatèrent parmi le public composé d'une centaine de parents et amis. M. Robert Olivier, avocat général, ne voulut pas être en reste et demanda *« aux accusés qui ne se sentent pas solidaires de se lever ».* La cour éluda la question.

Déjà le rituel *« Présentez aaarmes ! »* claquait dans le prétoire pendant que magistrats civils et militaires se retiraient. On entendit alors un vibrant *« Viva a nazione ! »*

LAURENT GREILSAMER.

SPORTS

TENNIS

LA FRANCE MÈNE CONTRE LA SUISSE EN COUPE DAVIS

Les lieux que les grandes concentrations du sport ont désertés paraissent toujours lugubres. Gradins clairsemés, aucun écho de cette vibration qui manifeste les sentiments passionnels de la multitude et, par là-dessus, un *temps de mars* avec giboulées glaciales en prime : telle était la morne ambiance du stade Roland-Garros, illuminé il y a encore une semaine par les Internationaux de France, ce vendredi 15 juin pour la rencontre de Coupe Davis France-Suisse. Le résultat de la première journée des simples ne laisse guère de doute sur l'issue du match, les Français menant par 2-0. Dominique Bedel (vingt-deux ans), qui faisait ses débuts en Coupe Davis, s'est vu longuement accroché par son adversaire suisse ambidextre, Roland Stadler (vingt ans), qu'il finit par battre 2-6, 6-2, 7-5, 6-4. Au cours du premier simple, Yannick Noah (dix-neuf ans) avait fait preuve d'une belle autorité en ne faisant pas de quartier au numéro un suisse, Heinz Gunthardt (vingt ans), battu sans rémission 6-0, 6-3, 6-2.

O. M.

VOILE. — *Avec plus de vingt-quatre heures de retard sur ceux d'Eric Tabarly et de Marc Pajot, trois autres voiliers ont viré aux Bermudes, à mi-parcours de la Transatlantique en double Lorient-les Bermudes-Lorient : d'abord, vendredi 15 juin,* Kriter-VI *d'Olivier de Kersauson et Gérard Dijkstra, puis* Télé 7 Jours *de Michael Birch et Jean-Marie Vidal ; enfin, samedi 16 juin, à 2 h 55 (heure de Paris),* Kriter-V *de Michel Malinovsky et Pierre Lenormand.* V.S.D. *d'Eugène Riguidel et Gilles Gahinet, arrivé à 7 h. 30 aux Bermudes, a fait relâche à Port-Saint-Georges.*

Paul-Ricard, *qui a couvert le trajet Lorient-les Bermudes à la moyenne de 7 nœuds (13 km-h), est maintenant sur le chemin du retour à moins de 5 000 kilomètres de Lorient*

ÉQUITATION

Au C. S. I. O. d'Aix-la-Chapelle

Bonne quatrième place pour les cavaliers français

De notre envoyé spécial

Aix-la-Chapelle. — Avec le concours de saut d'obstacles international officiel (C.S.I.O.) de l'Allemagne fédérale, disputé du 12 au 17 juin dans la cité de Charlemagne, nous atteignons les cimes de la compétition, accessibles aux seuls virtuoses de la cravache.

Sur l'immense ovale gazonné du Reitstadion, que soixante-dix mille fanatiques prennent d'assaut tous *les jours, on saute à des altitudes* inimaginables. Certes, on saute à Genève, Rome et Madrid, aujourd'hui confondues dans le même souci de tailler dans le colossal. Certes, ces lieux recherchés des amateurs de sensations fortes ne peuvent se sentir à la traîne de cette course touchant en fait au déraisonnable.

N'empêche qu'en débarquant pour la première fois à Aix-la-Chapelle les concurrents étrangers qui de leur vie n'« *ont jamais vu, ça », en restent médusés et même, risquons le mot, « baba ».* Nous en voyons plus d'un qui, sous l'effet de la surprise, ricane avec un petit éclat de glotte masquant en réalité une profonde anxiété...

Comme la carrière d'un champion, ou tenu pour tel en son pays, passe obligatoirement par la grande cité cavalière d'outre-Rhin, d'une année à l'autre le chroniqueur découvre de nouvelles têtes accourues des horizons les plus reculés du monde avec chevaux, palefreniers, vétérinaire personnel, harnachements, embouchures des plus douces aux plus féroces. Ils ont fait des voyages interminables et pour quel résultat ? Une galopade éclair, l'adieu sans retour aux honneurs. Voici en numéro un une barrière en beaceau, à la rigueur sautée sans incident ; voici en numéro deux un énorme oxer panoramique renversé dans un fracas abominable ; voici en numéro trois, avec sa mine rébarbative, un fossé d'eau bordé d'une clôture de parc. Là l'animal, qui lui non plus « n'a jamais vu ça », s'arrête brutalement et, pour l'homme, s'éteint le rêve abusivement caressé.

L'épreuve-reine du concours, le Prix des Nations, a été disputée, vendredi 15 juin, devant une affluence record sous un ciel de malédiction, averse torrentielle et vent glacial. Ici, nous sommes entre gens qui savent galoper avec une légèreté d'action tenant de l'immatériel et pilotant des *chevaux qui, face à l'effort, s'arc-boutent* furieusement, se prodiguent, ne cessent de s'étendre. Néanmoins, serons-nous économe de propos en évoquant cette épreuve, à notre avis surfaite, tout simplement parce qu'il n'en existe pas de plus soporifique, surtout à partir du moment où le nombre des nations engagées alourdit le programme au-delà du tolérable.

Aix nous en a fourni un exemple éloquent. Douze nations en ont décousu, de 14 heures à 20 h. 30. Au total, et compte tenu des deux manches conformes au règlement, nous avons dû subir quatre-vingt-quatorze tours d'un même parcours : quatorze obstacles nécessitant dix-sept efforts. Et la monotonie s'aggrave avec les fautes commises aux mêmes difficultés. Nations engagées : Irlande, République fédérale d'Allemagne, Grande-Bretagne, France, Autriche, Espagne, Belgique, U.R.S.S., Suisse, Italie, Pays-Bas et Pologne, citées ici dans l'ordre du classement final. *Représentée* par les jeunes loups de l'équitation nationale, Michel *Robert, Eric Leroyer, Hervé Godignon et Gilles Bertran de Balanda,* la France, on le voit, s'est comportée plus qu'honorablement, terminant même première *ex aequo* avec les Irlandais *et les Britanniques de la première* manche.

ROLAND MERLIN.

CYCLISME

LE GRAND PRIX DU « MIDI LIBRE »

Agostinho menace Saronni

Le jeune Italien Giuseppe Saronni, vainqueur du récent Tour d'Italie, a gardé la tête du classement général du Grand Prix du « Midi libre », après la troisième journée de course, mais *c'est un Portugais âgé de trente-six ans, Joachim Agostinho,* troisième du Tour de France en 1978, qui a gagné vendredi 15 juin l'étape Alès-Sète en couvrant les 156 kilomètres en 4 h. 11 min., et en surprenant à l'arrivée le leader de l'épreuve, mais aussi les Français Villemiane et Bonnet, et le Néerlandais Hennie Kuiper.

Les difficultés d'un organisateur

Organiser une course cycliste tient aujourd'hui du tour de force. *C'est sans doute la raison* pour laquelle, si la Fédération française de cyclisme a contrôlé et homologué plus de dix-huit mille épreuves en 1978, dont quarante-huit seulement ont été réservées aux professionnels, tant de compétitions importantes ont disparu, des Six-Provinces au Circuit des Boucles de la Seine en passant par le Tour du Sud-Est ou le Grand Prix du pneumatique.

Non seulement l'organisation d'une grande épreuve est un luxe que bien des organismes privés ne peuvent plus se permettre, étant donné le budget exorbitant qu'elle représente, mais, en outre, les organisateurs sont confrontés à des problèmes croissants : autorisations, financement, relations, avec les annonceurs engagement des coureurs et concurrence des autres manifestations.

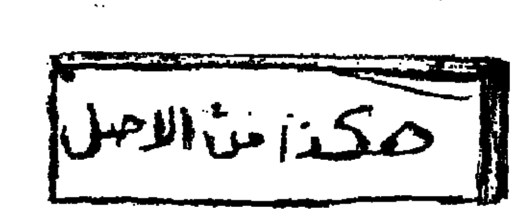
Ainsi, par la faute d'un calendrier international anarchique, le Grand Prix du *Midi libre,* qui est parti le 13 juin et arrivera le 17, *chevauche le Tour de Suisse* ainsi que le Tour des Asturies et *se déroule dans une période rapprochée* du Tour de France. Cela explique — mais ne justifie pas toujours — que certaines vedettes refusent d'y participer ou, ce qui est pire, y participent dans le seul but de s'entraîner. Une épreuve de cette audience, qui a favorisé depuis trente ans l'éclosion de nombreux talents, mériterait davantage d'égards et devrait surtout bénéficier d'une protection plus efficace. *« La mise en place d'une course est compliquée et coûteuse,* explique M. Roger Bene, directeur du Grand Prix du *Midi libre. Les organisateurs sont en fait des mécènes qui n'équilibrent généralement pas leur budget. Ce qui est notre cas. Seule, la présence des grands noms du sport nous aide à réduire notre déficit dans la mesure où elle nous permet d'obtenir des subventions plus généreuses. Naguère, il « fallait avoir » Poulidor ou Merckx pour faire recette. Maintenant, on réclame Hinault et Moser. »*

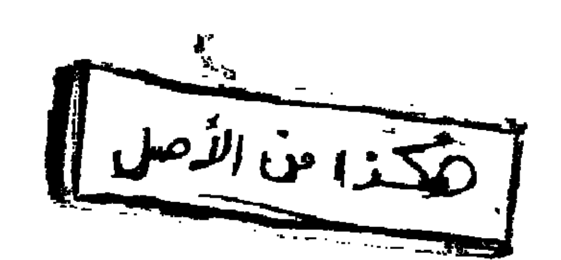
Or le Midi libre est parti sans eux. Le champion de France et le champion italien sont retenus pour se produire sur la piste du bois de Vincennes, dans les épreuves d'encadrement du Grand Prix de Paris de vitesse. Autrement dit, dans un critérium. C'est le type même de concurrence contraire à l'éthique du sport cycliste.

Mais d'autres coups bas sont portés aux organisateurs. Celui, par exemple, qui consiste, de la part d'un directeur *sportif,* à modifier au dernier moment l'équipe officiellement engagée en remplaçant les meilleurs éléments par des coureurs de moindre notoriété.

Un jour viendra où les mécènes risquent de se lasser. D'autant qu'ils ne peuvent évaluer avec exactitude les retombées publicitaires d'une manifestation sportive. Le Grand Prix n'augmente pas la masse potentielle des lecteurs du *Midi libre.* Il contribue essentiellement à la promotion du titre. Comme les concours de pétanque.

JACQUES AUGENDRE.





Le Monde aujourd'hui

VU DE BRETAGNE

Navires profanés

SI fins, si racés soient-ils, les sloops, les ketchs, les trimarans de la Transat en double, par les noms outrageusement commerciaux qu'ils affichent sur leurs coques, profanent la mer et leur propre splendeur. Il y a du « sponsor » là-dessous. Quel nom encore que « sponsor » ! Homme libre, tu ne chériras pas le fric... Et puis, dites-moi un peu ce que peut vouloir dire « V.S.D. » ou « Prisunic » dans le tapage de la houle ? Feuilletant le programme de la course, sur tous les bateaux engagés, je n'ai trouvé quelque grâce marine qu'à de très rares vocables : *Moby Dick*, *Fernande*, *Anzo*...

Les marins bretons ont assurément un sens plus affirmé de la liberté par rapport à leurs armateurs, voire un goût plus prononcé de la poésie. Ah, ces petits ports et ces havres où les poupes balancent sous le ressac les noms des saints et des saintes, et les prénoms des filles et des femmes, et les vocables des royaumes et des républiques, et ceux des pèlerinages et des villages ! Sur les quais, combien de fois ne me suis-je amusé à égrener ces litanies douces et verlainiennes, de Doëlan jusqu'à Concarneau ?

Ecoutez-les un peu, alors que chante la jolie brise dans les espars : *Pluie de roses* et *Fleur de bruyère*, *Marie-Jeanne* et *Marie-Christine*, *Santez-Anna* et *Stella-Maris*, *Roi Arthur* et *Prince de Cornouaille*. Et ce sont alors des poèmes et des hymnes qui s'allument dans votre âme tandis que d'étrave à étrave et de bord à bord, les *navires se* caressent et se racontent leurs campagnes sous le cri triomphal des goélands. Et, parfois, dans le lyrisme ruisselant des gens de mer, se glissent les noms de la peine et de la révolte, entre les drisses grinçantes, dans le vacarme des treuils : *Esclave du riche*, *Triste sort* et même *Libre penseur*, un nom que n'eût pas dédaigné Rimbaud pour son *Bateau ivre*...

Et cependant, de tous ces vocables, les plus émouvants sont souvent d'essence religieuse, qu'ils soient chrétiens ou panthéistes. Lire sur une pinasse *Notre-Dame-de-Rumengol*, ou sur un chalutier *Notre-Dame-des-Iles* ravit notre cœur. Et que dire alors de cette expression si souvent burinée sur les poupes anciennes *Ancre de miséricorde* ? C'est que les marins de jadis, humbles et malins devant la puissance de mer, savaient s'assurer de tous les atouts avant de s'embarquer, jusqu'à celui de la pitié de Dieu, qui, *seul*, gouverne les eaux et les vents. Le capital n'a pas cette faculté d'invocation, et allant, d'invention. Il ne peut pourtant rien contre les tempêtes et les naufrages...

XAVIER GRALL.

VIVRE

Le lavoir ou le retour à la source

EN achetant ce morceau de montagne où nous vivons, nous avons un *droit* sur l'eau d'une source ferrugineuse qu'un ruisseau amène près de la maison.

Un peu plus bas chez nous, *il y a une source qui fleurit* toute l'année au milieu des prêles, la meilleure de tout le pays paraît-il, où venaient boire ceux qui travaillaient dans les champs alentour, devenus des prés maintenant.

Pour nous, c'est un vrai retour à la source ; nous y allons chaque jour chercher deux cruches d'eau pour boire, au milieu des merisiers en fleur au printemps, dans le vert des feuilles de noisetiers l'été, leur ocre à l'automne ou dans le blanc de la neige l'hiver. Chaque fois, l'eau change de goût, accompagnée du paysage qui change avec les saisons. Quelle eau potable pourrait avoir plus de saveur que celle-ci, qui ne demande que deux jambes pour y aller boire ? L'eau du lavoir sert aux lessives et aux vaisselles. Souvent, le tuyau qui amène l'eau du ruisseau est bouché par la glace, une salamandre noire et jaune, un *chaton* ou une feuille d'arbre.

La plus grande des richesses

Les abreuvoirs en bois que l'on voit encore pour le bétail sont creusés dans des troncs d'arbres à la hache et à l'herminette ; ils peuvent durer trente ans. D'autres, plus haut, là où il y a moins de gros arbres, sont faits en lauzes, grandes et lourdes plaques de schiste arrachées à la montagne, assemblées avec de la chaux. Les deux abreuvoirs, à l'entrée du village, sont creusés dans d'énormes blocs de pierre. Toute une diversité qui peut apprendre à bâtir un lavoir.

A l'époque où les arbres étaient ravagés par les chèvres et les feux des bergers, les sources *tarissaient, à tel point qu'il* fallait souvent faire la queue aux fontaines pour remplir les cruches et aux abreuvoirs pour faire boire les troupeaux. En montagne, à la *moindre grosse pluie, des sources bourgeonnent* de partout et disparaissent aussi vite ; mais les sources qui coulent toute l'année, les habitants se les disputaient devant les tribunaux, *car avoir une source* était, et est toujours, la plus grande des richesses. Les forestiers ayant obligé au reboisement en haies, et interdit chèvres et incendies de forêts au dix-neuvième siècle, les sources ont recommencé à couler depuis.

Bien sûr, quand on boit l'eau à la source, il faut se donner la peine et le plaisir d'aller *la* chercher, la gagner en quelque sorte, et surtout de vivre à côté d'elle. Mais au moins on est sûr qu'elle n'est pas dévitalisée par de longs *séjours dans des conduites, des* bassins en béton, ou des bouteilles en plastique, ni tuée par l'ozone ou le chlore.

On ne peut acheter une source là où l'on vit. On ne peut que vivre à côté des sources...

MICHEL JOURDAN.

GRAFFITI

Une si jolie petite phrase

PRES du jardin du Luxembourg, entre un *immeuble* de bureaux et un immeuble d'habitations, il y a un grand mur blanc. Sur cet écran idéal, quelqu'un a déversé, *en grosses lettres à la peinture noire*, un : « Olivier je t'aime », qui sonne comme un véritable chant d'amour. Impossible pour celui qui passe là de ne pas le voir, ou, plutôt, de l'entendre.

Ayant reçu ce message, j'ai souri et, au fil de la promenade, me *suis* laissé aller à rêver. Ah l'amour !

Puis, dans ce quartier où flotte la pensée de Roland Barthes, je me suis mis en devoir, presque malgré moi, de décoder ce message, d'en extraire le signifiant. Bien mal m'en prit !

Je pensais alors que cet « Olivier je t'aime » pouvait être un hommage public de l'amant à l'aimé. Un hommage un peu fou, un peu voyant, un peu exhibitionniste, tout simplement. Mais ça pouvait être aussi une information indirecte du genre : « *Je te l'écris car je n'ose te le dire de vive voix, sais-tu, Olivier je t'aime.* » Dans ce cas, autant envoyer un mot par la poste, c'est tout aussi efficace et plus discret.

Si l'auteur du message ne *recherche pas la discrétion*, c'est peut-être que l'information qu'il transmet ainsi à l'objet de ses *flammes, plus qu'une information*, est une revendication. Le « je » du message entend clamer, noir sur blanc et à la face du monde, son amour pour Olivier. Si *cet* amour est invoqué comme un juste droit, c'est donc qu'il n'est pas reconnu. Alors là, au moins deux possibilités :

— Cet amour n'est pas reconnu *par Olivier lui-même*. Vous ressentirez le pathétique de cet « Olivier je t'aime » qui résonne comme une supplique désespérée !

— Cet amour est rejeté par les parents ou par la société et ne peut s'avouer franchement. Le « je » serait-il un homme ? Serions-nous en présence d'amours coupables du genre adultérin, ou bien une personne majeure aimant une personne mineure ?... Ainsi, le « Olivier je t'aime » est moins pathétique, car cet amour, quoique interdit, a de grandes chances d'être partagé. C'est plutôt la révolte qui sourd dans cette phrase. Révolte qui n'hésite pas à s'attaquer aux biens privés !

Toutes ces hypothèses ouvrant de nombreuses possibilités, j'imaginais cependant avoir circonscrit le problème, quand, plusieurs jours après, je m'aperçus alors *que j'étais loin d'en avoir fait le* tour.

En effet, pourquoi limiter le raisonnement à un amour d'amants ?

Si vous prenez en considération l'amour parental, vous pouvez très bien voir dans cette phrase le cri de douleur d'un père, d'une mère, à qui on a enlevé la garde de son enfant et qui vient lui dire, par le seul moyen possible, son amour ravi : « *Même si je ne peux plus te voir, sache que : Olivier je t'aime.* »

Ou encore, en tirant sur vos cheveux, vous pouvez admettre que la petite phrase soit l'œuvre d'un poète chantant la gloire de l'arbre *méditerranéen* : « Olivier je t'aime », comme il aurait pu dire : « Cyprès je t'adore, platane mon amour ou aubépine de mon cœur. »

Depuis, je *ne* cesse de m'interroger *sur* les possibilités signifiantes de cette petite phrase, si simple en apparence, et qui a pris, pour moi, des allures de casse-tête chinois !

Je vous épargnerai mes dernières conclusions. Si vous saviez combien je déteste Olivier !

Aussi, si l'auteur de cette si jolie petite phrase venait à tomber sur ces lignes, lui demanderais-je de bien vouloir me rendre la paix spirituelle en m'expliquant ce qui se cache sous cet « Olivier je t'aime ! »

JACQUES BAROZZI.

CÉLÉBRATION

Papas pas morts

LA mort du père... En a-t-on entendu sur ce thème depuis vingt ans ! Peine perdue : la famille tient bon — seule de toutes les institutions à n'avoir pas *été* sérieusement ébranlée par la crise des valeurs et *la* contestation. Et, avec *elle*, la fonction paternelle garde force et vigueur. Elle a plié sans rompre. Elle a changé, c'est tout.

Après 1968, on s'était demandé ce que les générations montantes laisseraient subsister, dans leur déferlement corrosif, des anciennes attitudes, des traditions familiales, en un mot des valeurs de leurs pères. Aujourd'hui, on peut faire le bilan.

Les papas modernes ont beaucoup d'ambition, mais peu de réussite. Ils prennent au sérieux leur fonction, mais, sur leur route, les obstacles *s'accumulent*. Et des projets généreux — partage, attention, disponibilité, etc., — il leur faut faire parfois un deuil qu'ils veulent croire *provisoire*. *Ils désirent changer* la vie à partir de leur vie, mais y parviennent rarement. D'abord, parce qu'ils ne sont pas seuls au monde et qu'il n'est jamais bon de *se* marginaliser par rapport aux normes sociales, même en évolution. Ensuite, parce que, au fond d'eux-mêmes, le passé pèse de tout son poids.

L'IFOP vient de réaliser, pour le compte de la revue *Parents*, une enquête d'opinion qui illustre bien le comportement mi-novateur, mi-traditionnel des « *nouveaux pères* ». En avril de cette année, deux cent soixante-douze couples ont été interrogés pour cerner les attitudes et les opinions des pères et mères de famille, de dix-huit à trente ans, sur le rôle du père. La génération considérée n'est pas celle des étudiants de 1968, mais de ceux qui avaient de sept à dix-neuf ans.

***

Ces papas modernes, chacun autour de soi, en connaît plusieurs. Ils sont pleins de bonne volonté et ne veulent pas rééditer les erreurs de leur propre père, supposé ne jamais avoir donné le biberon, suspecté d'avoir sacrifié sa famille à son métier, son bonheur à la réussite. Mais ils sont encore gauches. Au moindre accroc du premier-né, c'est l'angoisse, l'inexpérience, l'appel à l'aide. Pour la suite, de même : ils sont sur le front quand tout va *bien* et se *replient* en bon ordre quand tout va mal.

Quelques chiffres pour confirmer cette impression qu'on pourrait juger caricaturale : 74 % *d'entre eux, dans* l'enquête de *Parents*, donnent le biberon ou les repas à la cuillère, mais ils ne sont plus que 60 % à bercer l'enfant qui pleure, 53 % à le changer quand il est sale et 50 % à se lever la nuit s'il pleure. Le quart des jeunes papas ne mettent pas la main à la pâte, un autre quart se dérobe en cas d'urgence. Et ils sont 40 % à ne jamais accompagner leur enfant malade chez le médecin.

Ce n'est pas, pourtant, faute d'intérêt pour l'enfant, et dès avant sa naissance. La même enquête montre que les naissances résultent, dans 87 % des *couples*, de décisions arrêtées ensemble, par l'homme et la femme, et que 81 % des jeunes hommes estiment avoir participé à l'intimité qui existe entre une mère et le bébé qu'elle porte en elle. Certains vont loin dans ce partage, puisque plus d'un homme sur quatre affirme que la grossesse de sa femme a eu des répercussions sur son propre état physique (*insomnies, prises de poids*, déprime, etc.). Les deux tiers ont assisté à l'accouchement.

***

Dans une *enquête* (*le Monde* du 31 mai), M. Louis Roussel, de l'Institut national d'études démographiques vient de montrer, au sujet de l'évolution du mariage dans notre société, qu'on assiste à une « *survalorisation* » du couple. « *Tout ce passe*, écrit-il, *comme si seul le couple pouvait, aujourd'hui, délivrer les jeunes de leur angoisse et de la vacuité culturelle de notre société.* » Dans cette entreprise d'« *insularisation* » la venue d'un enfant est à la fois logique et redoutable. Logique, parce que le couple inscrit, à ce moment-là, dans la durée son existence. C'est le seul signe explicite du contrat (les autres formalités étant seulement concédées aux parents et *n'apparaissant comme nullement* vitales). Redoutable, parce que l'irruption d'un tiers dans une relation à deux, plus souvent que jadis fondée sur la seule affectivité, peut être explosive et déséquilibrante.

L'aspiration « *fusionnelle* » des jeunes couples d'aujourd'hui a modifié le rôle paternel. L'affectivité n'est plus l'apanage de la mère. Le sentiment devient — comme les courses, la vaisselle ou le travail professionnel — l'objet d'un partage égalitaire, ou qui se veut *tel*. Quand on demande, dans l'enquête de *Parents*, vers lequel des membres du couple un enfant se dirige plus volontiers lorsqu'il désire se faire « câliner », près de la moitié des jeunes papas affirment que l'enfant va « *indifféremment vers l'un ou vers l'autre* » : 35 % admettent que c'est plutôt la mère, dans ces cas-là, qui est requise, mais il se trouve 11 % d'hommes pour affirmer que l'enfant se dirige plutôt vers eux...

L'examen attentif des résultats de ces enquêtes révèle une contradiction qui rend moins agréable qu'on le dit le fait d'être, aujourd'hui, un jeune père. La nouveauté la plus sûre *réside dans l'aspiration* — chez une immense majorité — à ne négliger aucun aspect de la vie familiale et à ne pas faire l'économie du sentiment. Mais la réalité quotidienne s'oppose très souvent — sous peine de marginalisation — à la pratique de ce beau principe. Les papas modernes ne tirent plus leur gloire de leur position de *pater familias* (propriétaire, chef, patron), mais s'efforcent de faire place égale — dans leur vie — au dehors et au dedans.

Depuis quinze ans, on s'est beaucoup intéressé, à juste titre, à l'évolution des femmes. On n'a pas toujours *saisi* l'effet second de cette évolution sur la condition masculine. Les papas modernes savent ceux qu'ils ne veulent plus être. Ils entrevoient ceux qu'ils voudraient être. En attendant, ils ne sont pas forcément à la fête.

BRUNO FRAPPAT.

LES GRANDS FLEUVES

Le Gange : le ciel sur la terre

Par GÉRARD VIRATELLE

« *LE Gange est le fleuve de l'Inde aimé de son peuple, autour duquel s'intègrent ses souvenirs collectifs, ses espoirs et ses craintes, ses chants de triomphe, ses victoires et ses défaites. Le Gange a été un symbole de la culture et de la civilisation indiennes à travers les siècles, toujours changeant, toujours s'écoulant et néanmoins toujours le même. Le Gange me rappelle les pics couverts de neige et les profondes vallées des Himalayas que j'ai tant aimés, ainsi que les grandes et vastes plaines qui ont été le théâtre de ma vie et de mon travail. Souriant et dansant dans le soleil du matin, sombre, triste et plein de mystère quand tombe le soir ; un ruban étroit, lent et plein de grâce en hiver ; une masse rugissante pendant la mousson, presque aussi large que la mer et avec une part de son pouvoir destructeur, le Gange a été pour moi un symbole et un souvenir du passé de l'Inde se précipitant dans le présent et s'écoulant dans le vaste océan de l'avenir.* » Qui mieux que Jawahalal Nehru, écrivain et poète, a, dans son testament, aussi bien défini ce qu'est le Gange dans la tradition indienne ? André Malraux, qui fut lié d'amitié avec l'ancien premier ministre, évoque lui aussi dans ses *Antimémoires* (1) « *les flots différents du Gange toujours semblables* » sur lesquels il avait médité à Bénarès.

Voie de pénétration naturelle pour les Moghols et les Aryens, porteur de civilisations, le Gange est, en Inde, le fleuve sacré suprême. Par sa longueur — 2 700 kilomètres — il arrive loin derrière les autres grands fleuves mondiaux, mais son bassin, s'étendant sur 400 000 kilomètres carrés, couvre le tiers de l'Inde et pratiquement tout le nord du pays ainsi qu'une partie du Népal et du Bangladesh. Ses alluvions dispensent la fécondité à la terre, des contreforts de la chaîne himalayenne au plateau du Deccan et à la baie du Bengale, au point que la couche d'alluvions, s'accumulant dans une dépression comblée, atteint, selon les régions, plusieurs centaines de mètres ! Source de vie — mais aussi parfois cause de mort, — « *Mother Ganga* » — « *notre mère le Gange* » — est vénéré dans tous le pays et même au-delà de l'Inde dans l'Asie indianisée, car son histoire se confond avec la légende de la religion hindouiste.

Ethnologue, Pierre Amado est sans doute l'homme qui connaît le mieux l'histoire du fleuve et de sa civilisation (2). « *Pendant des centaines de siècles*, explique-t-il, *des yogis tentèrent en vain d'obtenir que le Gange céleste — la voie lactée, — l'une des formes de la déesse mère, descendit sur la Terre pour lui redonner la vie. Ce fut le privilège du roi Bhagiratha, à la suite de mille ans d'acèse, d'obtenir cette grâce de Brahma, le Dieu créateur, qui tient à la main le vase contenant l'eau primordiale. Mais le Ganga, Gange céleste, ne voulait pas descendre du ciel.* »

Bagiratha obtient de Civa, le plus fort des dieux, que tous les flots dévalent les pentes de l'Himalaya et s'étendent « *doucement dans la plaine, abolissant toute souillure sur leur passage et apportant enfin la vie à la terre. Si le Gange, fleuve de vie, est le fleuve sacré par excellence, l'eau lustrale qui dissout toutes les fautes et lave de toutes les impuretés, c'est parce qu'il est le ciel sur la terre : ainsi, prendre un bain dans le Gange, c'est prendre un bain dans le ciel...* » (3).

Une eau « aussi pure que Brahma »

Comment localiser la source d'un fleuve qui, ainsi, « *descend du ciel* » et qui, de surcroît, peut le groupe de glaciers de Gangotri, Kedarnath et Badrinath, à près de 7 000 mètres d'altien compter au moins trois dans tude ? L'empereur moghol Akbar, qui ne se satisfaisait pas des documents *officiels inspirés* par une religion étrangère à l'islam, envoya une expédition chercher l'origine de ce « *plus beau joyau de sa couronne* ». Les Anglais, qui voulaient en savoir plus sur le « *torrent qui traverse la montagne* », en firent de même, mais, de guerre lasse, rebroussèrent chemin. Ce n'est qu'au début du siècle, et après plusieurs explorations, que les géographes aboutirent à la conclusion que la Bhagirathi — la fille de Bhagiratha, — bien moins longue que l'Alaknanda, représentait le cours principal. La science s'accordait ainsi avec la mythologie indoue ! Au confluent des deux torrents, à Devproyag, la Bhagirathi prend cependant le nom de Gange. Et lorsque celui-ci déboule de la montagne, couleur vert-de-gris, tumultueux et glacial, à Hardwar — la Porte du *Seigneur*, — il n'a franchi que 300 kilomètres, mais il a déjà « perdu » 6 700 mètres d'altitude, et est aussi large que la Seine au Pont-Neuf. Sa faible pente depuis lors jusqu'à l'embouchure — 12 centimètres par kilomètre — et l'absence de relief, qui contribue à l'extrême monotonie de la plaine gangétique, vont rapidement le pacifier... en dehors de l'époque des pluies...

Engoncé près d'escarpements rocheux, Hardwar est l'une des sept villes saintes de l'Inde, où, malgré la température de l'eau, près de deux millions de pèlerins viennent chaque année se laver de leurs souillures impures. Le bain dans le Gange est, pour les orthodoxes indous, l'un des rituels obligatoires. Il rend, explique encore P. Amado, « *un homme capable de traverser l'océan de la vie et de transcender son existence mortelle. L'immersion dans l'eau sacrée du Gange est l'abolition de toute forme. Elle purifie et régénère. Le bain a l'intensité d'une prière.* »

La notion de pureté est une caractéristique essentielle de la religion hindoue. Or l'eau du Gange est « *aussi pure que Brahma* », car le fleuve sacré possède sur tout son cours indien des propriétés bienfaisantes, bien qu'il ne soit pas moins pollué que d'autres rivières. C'est là un sujet de graves controverses sur lequel il est *difficile*, en Inde, *de porter un jugement serein !* Quoi qu'il en soit, tout hindou aspire non seulement à s'y baigner au moins une fois dans sa vie, mais aussi, autant que possible, à ce que, comme celles de Nehru, ses cendres y soient jetées après sa mort. Et tout bon pèlerin conserve auprès de lui dans un flacon ou un récipient en cuivre un échantillon de l'eau sainte...

(*Lire la suite page 16.*)

(1) Gallimard.

(2) Il a également réalisé un film sur le Ganga. Production Serday-C.N.R.S.

(3) *Les Sources sacrées du Gange*, *Histoire* n° 7, éditions Le Seuil.

ETRANGER

REFLETS DU MONDE ENTIER

Le devoir

Un vicomte libidineux

Le quotidien de Montréal *le Devoir* raconte comment le vicomte Falkland, âgé de soixante-quatorze ans, descendant d'une des plus anciennes familles aristocratiques d'Ecosse, a été condamné par un tribunal de Bodmin (Cornouailles) à six mois de prison avec sursis et 1 140 livres d'amende pour débauche de jeunes filles mineures.

« Lucius Henry John Plantagenet Carey Falkland, « Charlie » pour ses jeunes protégées, écrit « *le Devoir,* » *a été reconnu coupable de divers actes de débauche entre 1973 et 1978, impliquant une quarantaine de très jeunes filles ou d'enfants âgées de huit à quinze ans. Dans son manoir de Cornouailles, la police a découvert des centaines de croquis de jeunes filles nues sur papier à en-tête de la Chambre des lords, ainsi que des photos pornographiques de ses jeunes protégées, dont plusieurs déguisées en lords.*

» Lord Falkland, a révélé l'avocat de la Couronne, invitait les jeunes filles dans son manoir en week-end ou en vacances, et leur donnait de l'argent de poche, des cigarettes et du sherry. Il leur faisait croire que l'une des chambres du manoir était hantée par un fantôme nommé Mr. Bennet, pour inciter les jeunes filles à partager son lit.

» Le vicomte Falkland, quatorzième du nom, ancien d'Eton, plaidait coupable, mais son avocat a fait remarquer qu'il était difficile dans les témoignages des jeunes filles de savoir où s'arrêtait la vérité et où commençait l'imagination... »

International Herald Tribune

John Ehrlichman et ses doubles

John Ehrlichman, l'ancien conseiller de M. Richard Nixon, a-t-il des sosies ? C'est la question que pose *l'International Herald Tribune,* à propos d'un couple originaire du Maryland qui affirme avoir rencontré Ehrlichman à Acapulco en 1977, à Noël, alors que ce dernier était censé purger sa peine pour sa participation au Watergate, dans une prison de l'Arizona.

« On m'a parlé de quatre déclarations du même genre, a remarqué Ehrlichman, cité par l'« *International Herald Tribune* ». *Je ne sais pas quelle en est l'origine. » « Il nous a affirmé qu'il avait eu une permission de sortie »,* a précisé Mme Jon Snider « *qui est sûre et certaine que l'homme qu'elle et son mari ont rencontré à Acapulco était Ehrlichman ».*

« C'est absolument impossible, rétorque ce dernier, *qui jure n'avoir jamais été de sa vie à Acapulco. Il est très malaisé,* ajoute-t-il, *de se rendre dans un pays étranger quand on est sous les verrous dans une prison fédérale. »*



Marxisme contre sorciers au Bénin

L'attitude officielle à l'égard des sorciers a changé au Bénin, écrit le quotidien de Lausanne *24 Heures.*

« En 1973, la saison des pluies se faisait attendre. Les sorciers faiseurs de pluie dirigeaient des cérémonies de plus en plus fréquentes. Mathieu Kérékou, au pouvoir depuis quelques mois, se rendait compte que l'appareil administratif et l'économie du pays étaient progressivement paralysés par les absences répétées des fonctionnaires et des travailleurs. Il s'adressa à son peuple en ces termes : « C'est très bien d'appeler la pluie, les » dieux apprécient le geste, mais ils sont tellement sollicités » qu'ils n'ont pas le temps de satisfaire toutes les demandes. » Comme le pays risque d'en souffrir, il faut espacer les céré» monies et la pluie viendra. » Le président imposa un rythme hebdomadaire. Le temps joua en sa faveur, la pluie tomba, et son prestige s'en trouva singulièrement raffermi. »

Depuis, l'orientation marxiste du régime a amené les autorités à lutter contre les croyances traditionnelles. L'article 12 de la Constitution béninoise de 1977 affirme : « *Toutes les pratiques obscurantistes créées par la féodalité pour terroriser, opprimer et exploiter les masses sous le couvert de la religion sont rigoureusement interdites.* » Il y eut une campagne d'abattage des arbres fétiches et des forêts sacrées, raconte *24 Heures.* Mais elle ne dura guère. On courait le risque de déboiser le pays.

« Ce sont des considérations économiques qui ont dicté la conduite du gouvernement, commente M. Allagbada, directeur de l'information. *On ne pouvait prétendre atteindre l'autosubsistance alimentaire et accepter qu'au moment de semer la moitié des paysans désertent les champs pour participer à je ne sais quelle manifestation religieuse, qui aurait très bien pu se dérouler pendant la saison sèche. »*



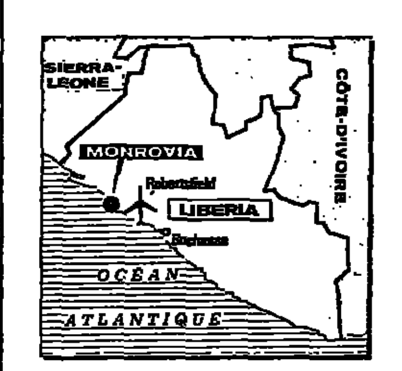
La fièvre du samedi après-midi

La vague « *disco* » n'épargne pas les enfants. A New-York, une demi-douzaine de boîtes de nuit ouvrent leurs portes chaque samedi et dimanche après-midi aux jeunes de six à dix ans, rapporte l'hebdomadaire ouest-allemand *Der Spiegel : « Il est juste 3 heures de l'après-midi,* raconte « *Der Spiegel* », *mais le jeune Steve, peigné habillé, façonné à la John Travolta, est déjà saisi par la fièvre du samedi soir. Avec application, avec acharnement même, il s'efforce d'imiter les postures et le jeu de jambes de l'idole disco. Les charmes de Jennifer, en décolleté et chaussures à talons, le laissent indifférent. Lui, il est « cool », avec ses dix ans. « Les gens me donnent » plus », précise-t-il. D'ailleurs, il n'en est pas à sa première « party » (...). Le Disc Jockey donne le même programme que la veille au soir pour les grands. Pour lui, « c'est pareil », seule la façon de danser est différente. Les garçons se bousculent plus qu'ils ne dansent, et plus que ne le souhaiteraient les petites filles en robe disco, soigneusement maquillées. »*

Certains organisateurs envisagent d'exporter vers l'Europe ce nouveau type de divertissement. « *A Paris, à Londres et en Allemagne aussi, les « parties » pour enfants remplaceront donc bientôt les traditionnels anniversaires au grenier, dans la chambre ou dans le jardin* », conclut *Der Spiegel.*

Lettre de Monrovia

Moiteurs tropicales



A peine débarqué sur l'aéroport de Robertsfield, l'homme d'affaires en goguette ou le touriste égaré se trouve plongé dans une étuve verte et brumeuse. Une ou deux heures plus tard, ayant échappé aux tracasseries conjuguées de la moiteur et de la douane, il se *dirigera, dans un taxi délabré* à 10 dollars la course, vers les délices surannées de Monrovia.

Fondée au siècle dernier par des descendants d'esclaves noirs *américains qui pensaient trouver* sur ces rivages impaludés la terre promise de leurs racines, la capitale du Libéria est, comme beaucoup de métropoles africaines, la vitrine brinquebalante d'un Occident de pacotille. Bien de l'eau a passé sous l'unique pont de la ville depuis l'époque mythique où les premiers colons, fraîchement sevrés de leurs chaînes, jetaient une ancre d'espoir devant l'îlot de la Providence ; bien des pluies ont érodé *l'image de cette époque pionnière* où, encore incertains d'eux-mêmes, les esclaves émancipés devaient lutter contre les moustiques, les lianes et les sagaies d'une terre qu'ils croyaient leur mère, alors que la magie du souvenir magnifiait en eux la cage dorée d'Amérique : bien des anophèles ont bourdonné depuis ces temps de fièvre où Mathilda Newport et les siens, ivres de la sève retrouvée, se jetaient, à grands coups de bibles et de canons, à la conquête des jungles, repoussant et terrorisant leurs frères forestiers.

Ce divorce intérieur d'êtres déracinés, rejetés par deux continents, explique en grande partie la dualité d'un pays dont le drapeau étoilé, la monnaie, l'hymne national, la langue et les églises sont américains, mais où tout confusément, obscurément, dans les esprits et les coutumes, se teinte aussi des ombres secrètes de l'animisme. Cela explique la catharsis hystérique des « églises de profit » où les fidèles entrent en transes dans la moiteur incantatoire des percussions, les sacrifices humains encore à l'honneur chez certains arrivistes des classes dirigeantes et cet enchevêtrement de béton et de cases qui compose la ville.

Tout ici a le double visage ou *plutôt le masque métissé* d'une société en gestation, oscillant avec embarras entre la tradition millénaire d'une civilisation organique et l'ivresse de toc des camelotes importées. Car Monrovia n'a rien renié, Monrovia n'est pas l'Occident, mais le point de rencontre de deux cultures, le marais où bouillonne la fièvre d'une osmose entre les certitudes continentales et les remous des alluvions marines. C'est, en effet, par son port, par ses bateaux, qu'inexorablement le pays se transforme.

DE Providence-Island, où débarquèrent les premiers colons, la ville a étendu des deux côtés son ruban paresseux de béton et de tôle. Au sud-est, *elle a occupé la langue de* terre comprise entre la lagune et l'Océan, depuis les hauteur de *Shapper-Hill et de Mamba-Point,* d'où l'Hôtel Ducor et les grandes ambassades narguent la ville, jusqu'aux faubourgs résidentiels de Sinkor et de Congotown. Le centre ville, situé entre ces deux pôles, se répartit autour de Broad-Street, la grande artère de Monrovia. C'est au nord-ouest, sur Bushrod-Island, que s'est installée la zone industrielle. La proximité du port autonome et l'existence d'un vaste terrain insalubre ont favorisé son implantation.

L'Hôtel Ducor domine la ville de ses deux cents chambres à moitié vides, baignées d'une musique sans pulpe. C'est un palace désuet et mélancolique. Autour de la piscine, des ondines défraîchies rêvent du surf californien ou des mondanités tropéziennes. Des hôtesses de l'air suédoises ou hollandaises y séjournent le temps d'une escale, l'espace d'un flirt. Une escouade de serveurs, impeccables et stylés, met une conscience infinie à ne pas servir aux deux ou trois clients du bar les rafraîchissements qu'ils ont commandés. L'écoulement du temps imprègne les moquettes d'une humidité immobile. Une vie de larve climatisée sur une plate-forme de béton qu'encerclent les serpents et les feuillages verts de Mamba-Point.

On quitte l'hôtel par une route qui plonge vers la ville. Une saleté vivace et grouillante vous entoure, ponctuée, çà et là, d'un édifice moderne : banque, ministère, compagnie aérienne. Des huttes de tôle, cabossées, rouillées, s'emmêlent aux lianes. Des gamins en haillons jouent avec des pneus ou poussent devant eux des autos en fil de fer. Partout de petits étals derrière lesquels trône une femme drapée d'étoffes colorées. Elle vend quelques citrons, des piments, une boîte de sucre, des maquereaux en conserve. Les hommes se réservent les cigarettes, le chewing-gum, les montres et les peignes.

Plus bas, dans les commerces libanais, règne un désordre sans trésor : bazar de pacotille, épicerie besogneuse, chaque boutique est la réplique presque exacte de sa voisine. On y trouve *des bouilloires de Hongkong,* des tee-shirts de Chine populaire, des assiettes polonaises. Toutes les fins de stocks, les rebuts, les scories du monde, semblent y échouer.

DANS la foule des rues, le marin en bordée côtoie la paysanne, l'élégante maniérée, les écoliers en uniforme. *Rouille, bitume et ciment* s'enchevêtrent, dans le fouillis hirsute des buissons, en une architecture disparate de nefs modernes, de vérandas coloniales, de pavillons orientaux et de bidonvilles roux. Dans les bars et les restaurants, où le ronronnement des climatiseurs tempère l'étreinte poisseuse des heures, une clientèle cosmopolite glousse les langues jumelles de l'argent et du plaisir. La ville est un entrepôt rouge, une manufacture *portuaire transmuant* en chromes sophistiqués la rugosité fauve des minerais et des sèves.

Car Monrovia, madone de lagune, avec ses magasins levantins, son *freeport,* ses entrepôts, sa fiscalité maritime de complaisance et ses rares usines, *est avant tout le centre commercial* d'un territoire que ses gestionnaires considèrent plus comme un vivier d'affaires fructueuses que comme un vrai pays.

LE sommet de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.), qui doit avoir lieu ici en juillet prochain, a été l'occasion d'un fastueux ravalement : le vieux pont sur la Mesurado (ce long marigot qui étreint la ville) a été doublé d'un *luxueux ouvrage* français en béton précontraint, les artères centrales de Sinkor et d'« au-delà du pont » (« *across the bridge* » : autre nom populaire de Bushrod Island) ont été élargies, illuminées, et un village de congrès flambant neuf, aussi coûteux qu'éphémère, a été édifié sur les bords de la rivière Saint-Paul, aux portes de la ville.

De ce genre de constructions de prestige, Monrovia n'a pas le privilège, en *Afrique ou ailleurs.* Mais on peut penser que les sommes investies dans ces bibelots urbains eussent été mieux employées au financement d'un programme de développement agricole qui eût peut être évité les sanglantes émeutes du 14 avril dernier.

En demi-cercle autour de la ville rampe la brousse, mousse *striée de brique.* La tôle des toits et des voitures mortes se débat parmi les tentacules silencieux de la *forêt. Çà et là se* dressent des bâtisses vétustes, de style colonial : pilotis, vérandas, *toits sans pente. Les grilles* de protection tracent devant les fenêtres leurs arabesques noires. Au loin, des collines d'hévéas, des lambeaux de forêt, des cascades d'eau boueuse, des affleurements de minerai ponctuent le fouillis vert.

Sur les pistes de latérite qui mènent à Zorzor, à Voinjama, à Harper ou en Sierra-Leone cahotent des camionnettes chargées à ras bord de gens, de riz, de manioc et de poisson séché.

En saison sèche, la poussière règne en ces lieux, recouvrant toute chose d'une mince pellicule terne. Puis viennent, avec la saison des pluies, la boue, les averses. On ne sort plus que par intermittence, entre deux ondées, et presque furtivement. La nuit, les pistes défoncées s'emplissent de vapeur, entre les murailles inquiétantes de l'ombre. Et la *végétation pousse tellement vite* qu'en prêtant l'oreille on entend ses cellules croître, se multiplier, *se mouvoir : c'est comme* un chuintement vert, délicat et fébrile.

MONROVIA forme une société complexe où se côtoient et se mêlent les peuples les plus divers. C'est d'abord la ville des anciens colons noirs — on les appelle souvent Congos, — qui y font régner leurs lois et leurs coutumes : ils y ont bâti un temple maçonnique, *une nuée d'églises* luthériennes, des tribunaux et des villas. Les « natives », eux, s'entassent le plus souvent dans les dédales confinés des cités de tôle : West-Point, Vai-Town, New-Kru-Town. Les musulmans noirs, la plupart francophones, possèdent leurs magasins et leur mosquée. Les Libanais, qui, depuis des décennies, ont ici le monopole du moyen commerce, se sont fondus dans le décor où ils recrutaient leur clientèle. *Quant aux Occidentaux, ils ne* font le plus souvent à Monrovia que de brefs séjours, commerciaux ou culturels ; seules quelques familles s'y sont vraiment installées, certaines à la remorque d'aventuriers en mal de tropiques.

Chacun de ces groupes a ses restaurants où, par la place d'une cuisine, on recrée le pays d'attache. Les Congos se réunissent volontiers « chez Rosalyn », près *de la poste, autour d'un beurre* de palme. Les Libériens de souche ont leurs gargotes aux sauces pimentées. *Les Libanais* préfèrent les kaftas et les chichkebabs de « la Gondole ». Les Américains se reçoivent entre eux ; les Espagnols font honneur aux paellas d'« El Meson » ; les Italiens, un sort aux lasagnes du « Lark » et les nostalgiques de la Russie des tsars fréquentent l'« Atlantic ». Quant aux Français de bonne compagnie, ils se *retrouvent « chez Julia »,* une tenancière à la faconde méridionale, où ils peuvent, autour d'un bifteck-frites, se gausser des naïvetés locales et, jonglant avec les diamants énormes et les combines miraculeuses, bâtir des châteaux en Afrique.

L'ensemble forme un réseau complexe où chaque culture emprunte à ses voisines quelques bribes, où chacun s'imprègne un peu du folklore de l'autre, où chaque différence devient tour à tour le plein d'une mode ou le délié d'une extravagance, où chaque exotisme se nourrit et se rit de l'exotisme voisin ; une société de tôle ondulée, barbouillée de rouille et d'électronique, gavée de romances indiennes et de *kung fu,* oscillant entre la complexité saine de la brousse et les fatras technologiques de l'Occident.

Malgré ses détritus, malgré sa misère, Monrovia conserve un charme inimitable. Bien sûr, les héros fatigués de jadis ont fait place aux nouveaux combinards, aux gentils coopérants et à la boulimie prêcheuse des missionnaires : Européens délavés, Phéniciens en maraude, épiciers mandingues et scouts de la paix (on dit ici « *peace co* ») s'y mêlent avec une suavité inconsciente et chaude, dans une *fièvre de matrice* ; mais l'aventure au sourire blond est toujours là, Waterside, où les mygales orientales tendent leurs rets de camelote clinquante dans mille garages aux bric-à-brac jumeaux, à West-Point, où les femmes « fanti » fument au bois le poisson des pirogues, dans les entrepôts du port et les usines poussiéreuses de la *freeway ;* dans ce centre-ville enchevêtré de banques, de compagnies d'aviation, de supermarchés et *de bars où une foule luxuriante* et rauque danse et palabre.

Monrovia, ville aux plages de macadam et de palme, aux vérandas de bois rouge, à la glauque moiteur épicée ; Monrovia, où les heures se consument lentement, à feu doux, indécises et *semblables ; Monrovia, où,* malgré la malaria et la misère, d'« éternels estivants » de toutes couleurs peuvent encore, une seconde ou un siècle, « passer leur vie en vacances ».

Mais c'est la nuit que le cœur de la cité bat vraiment lorsque, *comme le chante le barde nigé*rian Fela Ransome Kuti, la femme africaine danse la danse du feu près de sa marmite de feuilles de manioc ou de riz ouolof. Autour de Gurley Street, de Carey Street, de Coconut Grove, des nuées de gandins rigolards en cacquette criarde et bottines compensées défilent Harlem à grand renfort de gin *ou de club beer, parmi* les femmes-papillons, innocentes et hardies. Le *reggae,* la *soul music* et *le high life* brassent dans les artères endormies leurs pulsations capiteuses. Et le ciel est plein d'un crachin de lianes alors qu'au loin, calmes et dignes, les hévéas frémissent comme des dollars froissés aux haleines océanes.

MICHEL VINCENT.

Patins à roulettes à Central Park

ILS sont partout : sur les trottoirs, glissant avec des grâces aériennes à travers les passants ; dans les rues, le soir, quand le gros de la circulation s'est apaisé ; dans les jardins publics. La planche à roulettes est démodée, vive le patin à roulettes...

C'est la nouvelle folie new-yorkaise. A New-York, on est sûr qu'une mode « prend » quand elle s'exprime avec fougue le dimanche à Central Park. Au Park, la reine des patineurs fait un « tabac ». Il faut dire que le spectacle en vaut la peine : allégés, insonorisés grâce aux roulements en matière plastique, les nouveaux patins permettent bon nombre des figures de leurs cousins à glace. On s'en donne à cœur joie. On valse comme au temps de grand-papa sur les lacs gelés de la vieille Europe. On jerke, on boogie, on tangote, surtout, on se déguise.

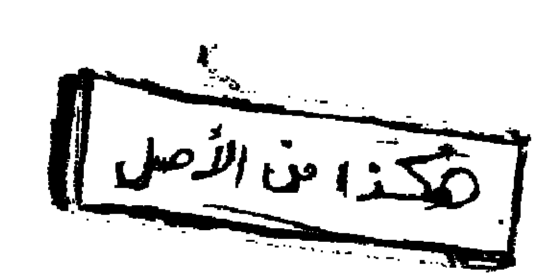
Un grand rouquin à lunettes arbore un bermuda à carreaux avec un tee-shirt à rayures ; un Noir s'est fait la tête du Che et glisse comme une ombre, tout en cuir de motard ; deux jeunes Asiatiques tournent comme des toupies. Les amateurs de vitesse portent des genouillères et des protège-coudes aux couleurs flamboyantes. Les amateurs de disco ont les écouteurs vissés aux oreilles. Le collant de satin framboise côtoie la cotte de mailles pailletée.

On s'amuse follement : les couples se forment sans discrimination de sexe, de couleur ou d'âge. Personne ne rit des maladroits ni des excentriques. On admire les acrobates en connaisseur. On est là non seulement pour s'amuser, mais aussi pour s'exprimer.

Les propriétaires des vieilles salles de patinage qui accueillaient autrefois les amours adolescentes voient avec ravissement les parents y accompagner maintenant leurs enfants pour s'adonner au « patin disco ». Les fabricants de vêtements spécialisés font fortune, mais moins que ceux de matériel : les nouveaux patins peuvent coûter jusqu'à 150 dollars, plus tout un assortiment de gadgets pour les occasions les plus diverses. Il existe même des patins motorisés capables de vous déplacer à 45 kilomètres à l'heure, mais les amateurs sérieux les snobent.

Le vrai problème maintenant est pour les piétons, qui, entre les cyclistes, les cavaliers, les joggers et les patineurs, commencent à avoir quelque difficulté à revenir intacts de leur promenade dominicale à Central Park.

NICOLE BERNHEIM.



RADIO-TÉLÉVISION

Le rapport Cluzel est accueilli avec réserve par les chaînes

LES diagnostics n'ont pas manqué depuis qu'existe la télévision sur le mal étrange dont celle-ci apparemment ne cesse de souffrir en France et que de multiples traitements, prescrits, au Parlement, par trois commissions de contrôle (en 1968, 1971 et 1973) et une mission d'information (en 1971), sans compter chaque année quatre rapports budgétaires, n'ont pas réussi à guérir. M. Jean Cluzel, à son tour, s'est installé à son chevet et, comme ses prédécesseurs, il a constaté, entre autres, les lourdeurs et les gaspillages qui en viennent aujourd'hui, selon lui, à bloquer le système.

Nous avons présenté dans « le Monde » du 13 juin un résumé des analyses et propositions de la commission d'enquête sénatoriale dont M. Cluzel était le rapporteur et qui s'était donné pour tâche d'examiner les conditions financières de fabrication des programmes. Nous publions ici quelques chapitres de ce rapport, consacrés respectivement au manque de rigueur dans la gestion des sociétés de télévision, à l'étude de six émissions jugées représentatives, à des titres divers, des méthodes de production, au recensement des « pesanteurs sociologiques » qui entraînent des « habitudes perverses » dans les conditions de travail, enfin, à la principale recommandation de la commission : la création d'un organisme central de contrôle financier.

M. Cluzel se défend de vouloir revenir à l'ancienne O.R.T.F. Il pense que la réforme de 1974 a été dénaturée dans son application (du fait de la reconstitution de sept « mini-O.R.T.F. » sur les décombres de l'Office), mais n'en conteste pas l'inspiration. Les solutions qu'il suggère peuvent donner un coup d'arrêt à la dégradation observée depuis cinq ans. Elles peuvent aussi l'accélérer. Tout dépend de l'application qu'en feront, éventuellement, le gouvernement et les chaînes.

D'ores et déjà, celles-ci ont réagi plutôt négativement. Antenne 2 a formulé « des réserves sérieuses » et souligné que sa gestion « a conduit à une situation financière saine enregistrée dans les comptes de 1978 et qui devrait être confirmée en 1979 ». FR 3, tout en notant que le rapport fait état de la « sagesse » de sa gestion, fait observer que « les critiques portées sur l'évolution des programmes sont à confronter avec l'amélioration de la qualité relevée au cours de l'année passée par les organismes qualifiés à cet effet » (1).

Enfin, M. Guillard a jugé non fondée la critique au sujet des difficultés financières de TF 1 : selon lui, les prochains comptes démentiront les affirmations de M. Cluzel. De même, il a indiqué que la première chaîne ne subissait aucune pression publicitaire sur la programmation.

(1) Les notes attribuées par la commission de la qualité ont été les suivantes : en 1976, 10 1/2 à TF 1, 10 à Antenne 2, 13 à FR 3 ; en 1977, respectivement 12, 12 1/2 et 13 ; en 1978, respectivement 12 1/2, 14 et 13 1/2.

Les pesanteurs sociologiques

M. CLUZEL montre comment les *« habitudes perverses »* résultant de « : *t un arsenal de coutumes issu d'accords implicites* » sont préjudiciables à une organisation rationnelle du travail. Il cite, par exemple, les accords Bourgeot, de *1968*, qui portent le minimum d'une vacation de trois à cinq heures (même si le temps de travail effectif est de deux heures, il sera décompté pour cinq heures dans la durée hebdomadaire du travail, hypothéquant d'autant la possibilité ultérieure d'emploi des personnels) et les accords Perez, de *1970*, qui considèrent les tableaux de service de la semaine à venir comme définitifs le vendredi précédent à *18 heures* (ce qui conduit au décompte des vacations initialement prévues même en cas d'annulation d'une émission).

Comparant la productivité du système français à celle des systèmes étrangers, le rapporteur note qu'à la B.B.C. des aménagements d'horaires ont pu être négociés pour le travail de nuit (réservé principalement au montage et au démontage des décors), ce qui permet d'utiliser plus rationnellement les studios et d'effectuer, sur un seul plateau, un enregistrement ou une diffusion vidéo par jour.

En France, le travail de nuit se limite aux journaux télévisés, aux nécessités de l'actualité et au tournage des scènes nocturnes. Il ne peut être étendu au montage ni au démontage des décors. Ainsi le cycle normal d'une dramatique de dix jours inclut-il quatre jours de construction et un jour de démontage des décors.

De plus, à la BBC, les décors, préfabriqués, sont réalisés et peints à l'extérieur des plateaux. En France, la construction de décors lourds et peu réutilisés s'exécute sur les plateaux qui se trouvent, de ce fait, immobilisés.

Autre exemple : à la Bavaria, une étroite collaboration entre le scénariste (qui devient producteur délégué pour le temps du tournage), le directeur de production et le réalisateur garantit le respect des devis initiaux, les pouvoirs des deux premiers limitant la sphère d'influence du troisième. En France, les chargés de production de la S.F.P. ne disposent pas des pouvoirs nécessaires pour faire prévaloir les impératifs de production sur les exigences du réalisateur ni pour s'imposer face aux liens privilégiés établis entre le réalisateur et l'équipe de production qu'il a choisie.

UNE STRUCTURE DE CONTROLE ET DE COORDINATION

LA principale réforme de structure proposée par le rapport Cluzel est la création d'un établissement public regroupant les participations de l'Etat dans les sociétés de programme et dans la S.F.P. Cet organisme « exercerait à visage découvert les fonctions pour lesquelles les autorités de tutelle ont été jusqu'à maintenant, et peut-être volontairement, défaillantes », c'est-à-dire : « le contrôle général » et « la coordination des activités de l'ensemble du groupe ». Son conseil d'administration (de douze membres) serait composé pour moitié de représentants de l'Etat nommés par le gouvernement et pour moitié de parlementaires. Afin qu'il ne dégénère pas en « une superstructure alourdissant le coût global des organismes publics de radio et de télévision », son budget pourrait être d'un montant très limité.

Cet établissement aurait notamment pour mission de proposer les mesures de rationalisation nécessaires, d'assurer une planification des investissements et de la production, de recevoir et de répartir le produit de la redevance et de la publicité, de veiller à la coordination des programmes.

Les « handicaps » de la S.F.P.

Analysant ensuite « les handicaps de la S.F.P. », le rapporteur note que ceux-ci portent à la fois sur les rythmes de travail et sur la composition des équipes. Alors que les sociétés privées acceptent volontiers les heures supplémentaires, les préoccupations de rentabilité des producteurs rejoignant les intérêts des personnels occasionnels, à la S.F.P. les heures supplémentaires *sont facultatives, sauf pour une* opération liée à l'actualité ou un travail en cours pour la continuité de l'antenne, le tournage d'une série ou d'une dramatique n'entrant pas dans le champ de ces exceptions.

Le rythme normal de tournage étant de huit heures par jour et cinq jours par semaine, M. Cluzel souligne que, pour certaines émissions réalisées en province, *le tournage s'arrêtait* le vendredi pour reprendre le lundi, avec maintien du personnel sur place en frais de mission. *« Tout se passe,* écrit le rapporteur, *comme si les personnels de la S.F.P. refusaient d'adapter leur rythme de travail aux aléas des opérations de tournage à l'extérieur »* : ainsi, en province, les équipes de production continuent de se voir appliquer le régime en vigueur à Bry-sur-Marne de paiement des heures de transport comme temps de travail, une heure de transport étant déduite de la durée quotidienne du travail malgré la proximité des lieux d'hébergement. Au total, les rythmes de tournage dépassent rarement quatre à cinq minutes utiles par jour contre sept à huit minutes dans le privé.

Pour la composition des équipes techniques, M. Cluzel note que l'exemple du cinéma a conduit à la multiplicité des professions et la pluralité des corps de métier de l'audiovisuel, l'incidence de l'évolution technologique s'étant traduite par l'adjonction de nouvelles qualifications et *non par une révision des* anciennes fonctions. (Ainsi les maquilleuses-film se distinguent-elles des maquilleuses-vidéo, les machinistes de tournage des menuisiers en décors, les électriciens de maintenance des éclairagistes de *tournage, etc.*).

Du « show Salvador » à « Un juge, un flic »

LA commission a choisi, à titre d'exemples, six cas qui illustrent « trois phéno*mènes essentiels pour analyser* les conditions de réalisation financière d'une émission » : le *prix de la qualité,* les risques de dérapage ou de débordement, l'influence des conditions de négociation.

Le « Show Salvador » (TF 1) et « le Grand Echiquier » avec Herbert von Karajan (A 2) ne *révèlent aucune dépense « manifestement anormale ou excessive »*, mais traduisent « le coût nécessairement élevé des réalisations de prestige ».

Pour le « Show Salvador », commandé le 2 mars 1978 par TF 1 à la S.F.P., un accord intervenu le 12 mai pour un prix forfaitaire de 1 million 800 000 francs, *un devis de 1 million* 959 153 francs adressé le 25 mai par la S.F.P. (la commission *s'étonne que l'envoi du devis ait* été d'une part postérieur à l'accord et d'autre part extrêmement tardif par rapport à la date prévue pour le tournage), un devis complémentaire de 476 131 francs présenté le 11 octobre, l'émission ayant dû être reportée en raison d'un accident survenu à Henri Salvador. Les principaux *postes sont les droits musicaux* (120 000 F), les costumes (65 000 F), les décors (340 000 F), *l'interprétation* (430 000 F).

Pour « le Grand Echiquier », un devis de 1 million 740 557 francs est envoyé le 12 juin par la S.F.P. à Antenne 2, l'émission devant avoir lieu le 24 juin. Antenne 2 propose le 19 juin un prix *forfaitaire* de 1 million 200 000 francs, la S.F.P. accepte une enveloppe de 1 million *450 000 francs comportant une* part de coproduction de 250 000 (correspondant à la prise en charge des frais imprévus et de la quote-part d'amortissement de ces frais). Le montant total s'élèvera à 1 million 378 418 francs grâce à une économie de 71 582 francs sur les frais imprévus. Ce prix de revient comprend *notamment* les cachets *versés* à l'Orchestre philharmonique (648 810 F) les frais généraux et assurances (167 302 F), les autres charges directes (562 306 F).

Deux émissions d'Antenne 2, « Monsieur Zola » et « Louis XI », illustrent, selon la commission, les risques de dérapage ou de débordement.

La dramatique « Louis XI » est considérée comme un cas de dérapage qui traduit « une *certaine inefficacité des procé*dures permettant de maîtriser les coûts ». La première partie, qui avait donné lieu à un devis se 3 millions 26 062 francs, ramené, après discussion, à 2 millions 600 000 francs, a coûté finalement 4 *millions* 194 740 francs, soit une perte de 1 million 594 740 francs.

Ce déficit a pour causes les perturbations dues à la grève des comédiens (estimée à 836 000 F), l'allongement du temps de tournage (de deux jours), la modification des décors, l'adjonction d'un assistant de réalisation à l'équipe de tournage (coût : 31 500 F), le glissement de tarif dû à la dif*férence entre la date effective de* tournage en 1977 et celle qui était initialement prévue en 1976. Compte tenu de tous ces éléments, le bilan financier dégage une perte encore considérable de 758 515 F.

Pour la deuxième partie de cette dramatique, la S.F.P. propose un devis de 2 millions *550 000 francs (dont 2 millions* 300 000 francs à la charge d'Antenne 2) alors que la société de programme a renoncé au tournage en studio pour le tournage en extérieur. Le déficit sera de 102 133 F.

« Débordement intolérable »

A propos de « Monsieur Zola », le rapporteur de la commission parle de « déborde*ments tout à fait intolérables* ». Après diverses négociations avec la S.F.P., menées par le réalisateur en tant que producteur délégué, un devis de 9 millions 928 692 francs (dont 800 000 F à la charge de la S.F.P.) est établi pour trois émissions d'une heure et demie chacune (Antenne 2 arrondit ensuite le devis à 9 *millions* de francs, non comprise la part de la S.F.P., ce qui représente un abattement *supplémentaire de* 128 692 F).

Le bilan financier fourni par la S.F.P. sera de 13 205 702 F. Si l'on déduit les conséquences de diverses modifications imposées par la S.F.P. (462 276 F) et les dépassements dus aux grèves (2 448 780 F), reste 10 287 646 F, soit, une fois soustraits les 800 000 F à la charge de la *S.F.P., 9 487 646 F à la charge* d'Antenne 2, qui doit donc payer 487 646 F de plus que le devis initial. Ce supplément est imputable, selon la S.F.P., à la réalisation d'un quatrième épisode, non prévu. La commission fait observer que *le cumul des* fonctions de réalisateur et de producteur délégué semble ren*dre encore plus difficile le* contrôle du *réalisateur*. Elle note également que la part de coproduction acceptée par la S.F.P. ne sert qu'à faire prendre en charge par celle-ci une fraction du coût de l'émission sans contrepartie *réelle* et constitue donc « une technique par laquelle la S.F.P. dissimule une perte rendue nécessaire pour maintenir son difficile chiffre d'affaires ».

Enfin, deux émissions — « La ronde de nuit » (TF 1) et « Un juge, un flic » (A 2) — montrent « le déroulement d'un processus de négociation normal aboutissant à une bonne étude technique du projet et à une maîtrise satisfaisante des coûts de production à la satisfaction mutuelle des deux portefeuilles ».

Pour la dramatique « La ronde *de nuit », TF 1 a adressé, le* 22 juin, à la S.F.P., une commande précisant que la remise du devis devait avoir lieu en novembre 1977 et la livraison en septembre 1978. Après discussion, et passage du support film au support vidéo, l'accord se fait sur un devis de 1 800 000 F. Le bilan fera apparaître un solde *positif, encore qu'illusoire,* puisque les barèmes utilisés ne reflètent pas les coûts réels.

Pour la série « Un juge, un flic », Antenne 2 et la S.F.P. s'entendent, en juillet 1977, sur un prix forfaitaire de 6 000 000 F (pour six émissions de cinquante-cinq minutes), puis, après nouvelle discussion, en novem*bre, de 6 500 000 F. Antenne 2* parvenant à faire financer la différence par une coproduction de la société suisse de radiodiffusion. Le bilan fera apparaître un déficit comptable en apparence limité mais qui, selon *M. Cluzel*, aurait été plus élevé si les coûts de la S.F.P. étaient évalués de façon plus réaliste.

Manque de rigueur dans la gestion

APRES avoir souligné que *« les graves insuffisances des systèmes comptables »* n'ont pas permis de mener à bien l'analyse approfondie du coût de l'administration générale et des frais généraux des différents organismes de télévision, et noté que *« le manque de rigueur dans la gestion commence donc avec le manque de rigueur dans la tenue des documents comptables, ce qui ne manque pas de jeter un certain discrédit sur le système tout entier »*, M. Cluzel étudie l'évolution des masses budgétaires, des effectifs, du parc automobile, des frais divers.

Budget (en milliers de francs hors T.V.A.). — 1975 : 2 701 ; 1979 : 4 837,3 ; variation : + 79 %. Ce pourcentage est du même ordre de grandeur que celui du budget de l'Etat (+ 77 %) et supérieur d'environ dix points à l'augmentation du produit intérieur brut, en valeur.

Effectifs. — *Du 1er janvier 1975* au 31 décembre 1978, les effectifs ont augmenté de 30,6 % à TF 1, 40 % à Antenne 2, 12 % à FR 3, 2,3 % à la S.F.P., 30,7 % à l'INA. Selon M. Cluzel, *« il semble qu'une nouvelle fois la responsabilité des autorités de tutelle doive être mise en cause, car si l'on considère l'ensemble du groupe des organismes issus de l'O.R.T.F., on ne peut que s'étonner de l'aberration d'une politique qui consiste à « dégraisser » les effectifs fin 1974 pour les laisser croître massivement les années suivantes et envisager alors de nouveaux allègements. Cela n'est pas très sérieux. »*

Salaires. — En se penchant sur l'évolution des plus hautes rémunérations (cinquante salaires et cinquante cachets) de 1975 à 1977, la commission a établi que l'augmentation du *coût moyen par agent a été* de 36,8 % à TF 1, 33,8 % à Antenne 2, 29,6 % à FR 3, 25,7 % à la S.F.P., 15,2 % à l'INA (la hausse de l'indice des prix à la consommation a été de 19,5 % pendant la même période). Elle a également constaté que la proportion des collaborateurs bénéficiant de hautes rémunérations est sensiblement plus importante à TF 1 et Antenne 2, et que le niveau moyen des rémunérations y est plus élevé. Le rapporteur souligne *« une certaine facilité »* du côté de TF 1 et Antenne 2, et *« une plus grande sagesse »* du côté de FR 3 et de la S.F.P.

Parc automobile. — De 1975 à 1978, le nombre des véhicules s'est accru de *27 %* à TF 1, *16 %* à Antenne 2, moins de 4 % à FR 3. Pour l'INA, la commission, citant la Cour des comptes, relève l'utilisation de véhicules de service en dehors des heures d'activité professionnelle, le coût élevé des locations de voitures, le recours systématique à des taxis.

Frais divers. — Les frais de mission ont augmenté, de 1975 à 1978, de 55 % à TF 1, 105 % à Antenne 2, 114 % à FR 3, 38,5 % à la S.F.P., 150 % à l'INA.

Des bottes de paille

L'accomplissement d'une tâche peut requérir l'intervention de plusieurs catégories de personnel. Par exemple, l'utilisation d'un poste de télévision dans le tournage d'une émission nécessitait la présence d'un accessoiriste, puisqu'il s'agit d'un objet, d'un électricien pour le brancher et d'un électronicien pour le régler. Ou encore, lors de la réalisation d'un film qui exigeait l'introduction de bottes de paille sur le plateau, les accessoiristes et les décorateurs se renvoyaient mutuellement la responsabilité de ce travail jusqu'à ce que le chargé de *production*, après une heure et demie d'interruption, mette fin au conflit. Ailleurs, des ouvriers de plateau refuseront de retirer une échelle oubliée par les électriciens.

Dans les sociétés privées, la polyvalence de certaines fonctions entraîne un allégement des équipes. Le recrutement de personnels annexes (maquilleuses, coiffeuses, habilleuses...) pourra être *limité ; en revanche,* les techniciens impliqués directement dans la réalisation (cadreurs, *opérateurs, preneurs de* son...) seront parfois plus nombreux.

« JOUR DU SOLEIL » SUR ANTENNE 2

Opération énergie

DEUX heures pour le solaire, le 18 juin, en direct des jar*dins de Versailles* — du château du Roi-Soleil, précisément : comme un prélude au « Jour du soleil ». Antenne 2 patronnant la version française du « Sun Day » — une opération qui, aux Etats-Unis, n'a pas peu contribué au développement d'un lobby défenseur *de cette éner*gie nouvelle. Jean-Pierre Elkabbach et Louis Bériot présentent ce numéro spécial de question de temps comme une « émission d'information et de variétés sur le soleil sous tous ses aspects ».

Tout commencera avec la mythologie : les Egyptiens adoraient Râ, l'astre, dieu né de la fleur du lotus. A Remiremont, les fêtes de la chanoinesse se perpétuent depuis le quatrième siècle. Et au Pérou, tou*jours le culte du soleil* est vivace, vieilles croyances aussi vieilles que le monde, (déjà les Aztèques sacri*fiaient au vainqueur de la nuit*).

En contrepoint des divers documents et reportages consacrés à l'histoire seront diffusées des chansons interprétées par Claude Nougaro, Julien Clerc et Gilbert Bécaud, *et une symphonie en trois mouve*ments, spécialement commandée au compositeur Jean Rivier en l'hon*neur du Jour du soleil. Un* ballet aussi sera retransmis, *Vers le soleil :* une chorégraphie de Ricardo Ninez qui a adapté l'œuvre de Claude Debussy, *Noir et Blanc.*

Mais surtout on pourra voir comment en Israël ou en Californie l'habitat solaire est devenu une *réalité,* comment avec le soleil on peut approvisionner en eau un village du Sahel. Joël de Rosnay, à l'aide d'une maquette, expliquera certains principes. Enfin, il y aura « débat ». Invités, MM. Jean-Claude Colli, Roger Garaudy, Aurelio Peccei, *président du club de Rome,* l'acteur Robert Redford, militant de l'énergie solaire, et M. Jerry Brown, gouverneur de Californie.

« Nous avons conçu ce programme un peu comme nous l'avions fait lors de notre émission consacrée à la paix, dit Louis Bériot. *Souvent l'information classique reste sans effet. Il faut pratiquement monter une sorte de coup pour éveiller l'attention du public. « Le jour du soleil » n'est d'ailleurs pas autre chose qu'une « opération » dont il faut espérer qu'elle sensibilisera l'opinion aux problèmes de l'énergie. Déjà, dès notre arrivée à Antenne 2, nous avons souligné que le discours politique traditionnel serait bientôt dépassé. Nous avons insisté à diverses reprises sur les phénomènes de société qu'entraînera très bientôt la pénurie d'électricité. »*

« Sur Antenne 2 depuis longtemps les écologistes se sont exprimés, et nous avons déjà fait une large place au débat sur le nucléaire... »

« Les comportements devront changer », ajoute Louis Bériot, dont la conviction ne fait pas de doute. Et l'effort consenti par Antenne 2, qui, depuis le 21 mai, consacre chaque jour une ou deux minutes du magazine *C'est la vie* aux appli*cations pratiques du solaire, en* témoigna.

D'autres émissions sont prévues le samedi après-midi du jour J en particulier, où seront retransmises quelques-unes des manifestations prévues, à travers le pays. Et aussi chaque *jour de la semaine qui vient,* au cours du journal de midi. Ainsi le mardi 19 juin doit être diffusé un *face-à-face sur* Thémis, la centrale que soudain, le gouvernement décide de construire, après avoir plus qu'hésité et tandis qu'il attend du C.E.A. des solutions, des systèmes légers destinés à réaliser (« nucléairement ») les économies d'énergies prêchées sous couvert de gaspi et autres gadgets.

Où la « question de société » *devient un peu... politique. Europe 1,* qui, de son côté, a promis son soutien au « Jour du soleil » ne l'a *encore pas trop évoqué à l'antenne,* mais promet de l'annoncer les jours qui viennent et d'organiser le 23 juin *trois grandes fêtes : à Biarritz, à Vil*leurbanne, et une à Paris, dans les jardins du Palais-Royal. — M. L. B.

RADIO-TELEVISION

Le premier Festival audiovisuel de Royan

Un rôdage difficile

LE premier Festival audiovisuel de Royan a réuni, du jeudi 7 au dimanche 10 juin, des professionnels de la radio et de la télévision. Plutôt que de ressusciter le Festival de musique contemporaine — le dernier eut lieu en 1977, — la municipalité a préféré se tourner vers l'audiovisuel, afin de stimuler le développement de la région et parce que ce secteur lui semble constituer un bon « créneau ».

FR 3 Poitou-Charentes, Radio-France et l'Institut national de l'audiovisuel (INA) participaient à cette manifestation. Le programme, conçu pour attirer également la population, proposait, outre différents concours, plusieurs rencontres ainsi que des projections, des séances d'initiation aux techniques audiovisuelles et l'enregistrement public d'émissions.

Les rencontres-débats, qui devaient confronter des responsables de divers organismes de radio-télévision aux auditeurs et aux téléspectateurs, se sont généralement limitées à des échanges de points de vue entre spécialistes, faute de contradicteurs. En dépit d'une certaine confusion au sujet des « radios à inventer » (premier thème abordé), on a pu entendre M. Pierre Wiehn, directeur des programmes à Radio-France, affirmer que le système actuel était dépassé : « *Nous sommes à l'aube d'un véritable changement, bien que personne n'en veuille : ni les pouvoirs publics, ni les systèmes financiers, ni la presse régionale* », a-t-il dit, reconnaissant ainsi que seule la volonté des auditeurs pourrait faire évoluer la situation. A sa suite, tous ont également insisté sur la nécessité des radios locales, émettant cependant des réserves à propos de l'encombrement des ondes, ce « capital naturel limité », et de la place faite à la publicité.

Didier Decoin, Pierre Moustier et Alain Robbe-Grillet, de leur côté, ont animé un débat sur « la radio et la télévision comme vecteurs de la culture ». Chacun a reconnu l'aspect dissuasif de l'étiquette « culturelle » apposée à une émission. Ils se sont interrogés sur les horaires dévolus à ce type d'émission, et aussi sur la réceptivité des auditeurs et téléspectateurs.

La plus animée et vraisemblablement la plus constructive des discussions aura finalement été celle qui était consacrée à « la radio et la télévision face aux jeunes ». Les jeunes étaient là, nombreux. Leur spontanéité à diverses reprises a transformé le Palais des congrès en tribunal. Tout a été dénoncé : le manque d'émissions pour la jeunesse, l'effet néfaste de la publicité, le « matraquage disco », la fascination du petit écran...

De son côté, Hélène Fatou, responsable des émissions pour la jeunesse à FR 3, invoquait l'absence de signification du mot « jeune », et la difficulté de concevoir des programmes qui satisfassent des enfants d'âge et de sensibilité divers.

L'an prochain...

Jugés « rébarbatifs pour les spectateurs », les films présentés dans les différents concours ont été l'objet de projections privées à l'intention des jurys, et seules les œuvres primées ont pu être présentées publiquement lors de la remise des prix. Dans la série « Regards sur les provinces », Denis Chegaray et Pascale Breugnot ont été retenus pour leur émission « La fête de l'ours à Prats-de-Mollo », chronique d'un village pyrénéen à l'heure de la fête annuelle. Le magazine « Voir », de Jacques-Gérard Cornu et André Pujol, a reçu le prix de la Création audiovisuelle et celui des Journaux télévisés régionaux FR 3 est allé à Christian-Marie Monnot, de Nancy. Un palmarès de la « radio idéale » 1979 a également été établi.

Tout au long de ces quatre jours, le Festival a pâti d'une absence presque totale de public, celui-ci n'ayant pas, ou peu, répondu à l'invitation — discrète il est vrai — de la municipalité. Et cette absence a été particulièrement ressentie lors des conférences, des projections et de l'exposition de matériel vidéo, spécialement organisées pour les visiteurs.

L'intérêt certain des expériences menées par le service de la recherche de Radio-France sur la tétraphonie (restitution sonore à quatre voies, improprement appelée quadraphonie), ou des exposés sur les plus récentes techniques audiovisuelles, n'a finalement été perçu que par une poignée de retraités et de vacanciers. Pire, la série « Grands moments », une sélection des meilleures émissions déjà proposées sur les trois chaînes (« la Prise de pouvoir par Louis XIV », de Roberto Rossellini, « Montand de mon temps », de Jean-Christophe Averty...) n'a pas obtenu le succès escompté ; pas plus que l'excellente rétrospective du magazine d'information « Cinq colonnes à la une » (1959-1965), un montage effectué à l'INA.

Pour sa deuxième édition, le Festival de Royan devra tenir compte d'un certain nombre d'erreurs qui cette année lui ont porté tort : ne pas limiter l'information à quelques panneaux énigmatiques disséminés dans la ville, faire sortir le Festival du Palais des congrès, projeter en public les films de la sélection officielle. M. Claude Fricaud-Chagnaud, commissaire à l'animation de Royan et délégué général du Festival, est conscient de ce qu'il reste à faire et songe à remanier l'organisation de la manifestation. Il prévoit pour l'an prochain de donner une importance accrue aux rétrospectives, il tentera une expérience de radio locale avec sonorisation de la ville. Des animations auront lieu hors du Palais des congrès. En outre, il sera question de francophonie à l'occasion du jumelage entre la Charente-Maritime et le Québec. — Y. C.

Palmarès de la radio idéale

- — *Aventure et évasion : « Comme on fait sa nuit on se couche », de Claude Villers, France-Inter.*
- — *Emission du week-end : « L'oreille en coin », de Jean Garretto et Pierre Codou, France-Inter.*
- — *Jeu et divertissement : « Le Sisco », de Pierre Bellemare, Europe 1.*
- — *Dialogue avec l'auditeur : « R.T.L. et vous », de Léon Zitrone et Michel Leblanc, R.T.L.*
- — *Emission 15-25 ans : « Loup garou », de Patrice Blanc-Francard, France-Inter.*
- — *Musique classique : « Vous avez dit classique ? », de Jean-Michel Damian, France-Inter.*
- — *Révélation 1979 : « A vos souhaits », de Stéphane Collaro, Europe 1.*
- — *Fantastique et insolite : « Les dossiers extraordinaires », de Pierre Bellemare, Europe 1.*
- — *Chanson française : « Les cinglés du music-hall », de Jean-Christophe Averty et Jacques Crépineau, France-Inter.*
- — *Emission réveil : Philippe Gildas et Maryse, Europe 1.*

Les films de la semaine

● L'HOMME TRANQUILLE, de John Ford. — Dimanche 17 juin, TF 1, 17 h. 20.

John Wayne en Irlande, pays natal de John Ford, ou l'histoire d'un boxeur américain qui ne voulait plus donner un seul coup de poing et se trouve contraint de remettre cela pour une affaire d'honneur. Tout un petit monde irlandais — en très belles couleurs — avec ses personnages truculents, ses traditions, ses beuveries, ses disputes. La rousse Maureen O'Hara est une moderne « mégère apprivoisée » par John Wayne, qui se livre avec Victor McLaglen à une bagarre homérique ameutant tout un village.

● LE JOUR LE PLUS LONG, de Darryl F. Zanuck, Ken Annakin, Andrew Marton et Bernhard Wicki. — Dimanche 17 et lundi 18, TF 1, 20 h. 35.

Une des plus sensationnelles entreprises de Darryl F. Zanuck. Il mit toute son énergie et tous ses appuis bancaires (au risque de se ruiner) dans cette production, qui connut, finalement, un triomphe international. C'est, d'après l'ouvrage historique de Cornelius Ryan, la reconstitution du débarquement allié en Normandie, le 6 juin 1944. L'attention est accordée autant à l'élément humain qu'à l'épopée spectaculaire (les scènes de combat sont d'une ampleur saisissante) et tous les personnages sont interprétés par des acteurs célèbres, français, américains, britanniques et allemands. Traité avec une grande honnêteté historique, ce film de trois heures (présenté en deux soirées) fut conçu pour donner au grand public l'illustration d'une page de guerre particulièrement importante. Mais il est desservi (on a pu s'en rendre compte lors d'une diffusion en novembre 1976 sur FR 3) par le petit écran.

● L'OMBRE D'UN DOUTE, d'Alfred Hitchcock. — Dimanche 17, FR 3, 22 h. 30.

Criminel qui se dissimule au sein d'une famille honnête, l'oncle Charlie (Joseph Cotten) est percé à jour par sa nièce adolescente, Charlie (même prénom, c'est Teresa Wright), que sa personnalité intrigue. En 1945, ce sixième film américain d'Hitchcock (établi à Hollywood en 1940) fut le premier à sortir en France, sans trop, d'ailleurs, retenir l'attention. Plus tard, lorsque Hitchcock fut réellement « découvert », on y vit les grands thèmes d'un univers où le conflit moral est plus fort que le jeu policier. A l'ambiguïté de l'oncle Charlie, homme aux deux visages, s'oppose l'innocence de la nièce Charlie, pourtant fascinée par le mal qu'il représente. *L'Ombre d'un doute* est aussi un solide film psychologique et la peinture très réussie d'un milieu de petits bourgeois américains de province.

● LA FEMME DE JEAN, de Yannick Bellon. — Lundi 18, A 2, 15 h.

La libération d'une femme qui n'a existé que par son mari et se retrouve abandonnée, après dix-huit ans de vie conjugale. Yannick Bellon propose, avec subtilité, une leçon d'ordre moral et pose en filigrane — sans didactisme — le problème de la condition féminine dans le mariage. Une interprète exceptionnelle : France Lambiotte, qui n'était pas comédienne lorsqu'elle a tourné *la Femme de Jean*.

● CLIMATS, de Stellio Lorenzi. — Lundi 18 juin, FR 3, 20 h. 30.

Examen de passage au cinéma, raté, en 1961, par Lorenzi, qui était, alors, un des grands réalisateurs d'émissions dramatiques à la télévision des Buttes-Chaumont. Cette adaptation d'un roman bourgeois (André Maurois), fignolée par une mise en scène académique, est parfaitement ennuyeuse.

● DALLAS VILLE FRONTIERE, de Stuart Heisler. — Mardi 19 juin, FR 3, 20 h. 30.

Le folklore de l'Ouest et le romanesque historique de la guerre de Sécession se mêlent ici comme dans certains films de Michael Curtiz. Gary Cooper, héros solitaire, triomphe, naturellement, de toutes les épreuves et trouve la femme de sa vie. Réalisation classique.

● GIORDANO BRUNO, de Giuliano Montaldo. — Mardi 19 juin, A 2, 20 h. 35.

Auteur de *Sacco et Vanzetti*, film politique à succès (et d'ailleurs surestimé), Giuliano Montaldo a reconstitué ici — toujours avec Gian-Maria Volonte et la musique d'Ennio Morricone, le dramatique procès du philosophe Giordano Bruno, victime de l'Inquisition, à Venise et à Rome, à la fin du XVIe siècle. Cette œuvre est inédite en France.

● LA LETTRE DU KREMLIN, de John Huston. — Mercredi 20 juin, FR 3, 20 h. 30.

Tiré d'un roman de Noël Behn, ce film de Huston est le tableau le plus noir, le plus démythifiant, du monde de l'espionnage qu'on ait vu au cinéma. L'équipe américaine chargée de s'infiltrer à Moscou est composée de personnages douteux sans mobiles idéologiques, et la lutte des espions à Moscou est une sorte de descente aux enfers, tous les services secrets étant identiques dans la corruption et le double jeu.

● THE ET SYMPATHIE, de Vinvente Minnelli. — Jeudi 21 juin, FR 3, 20 h. 30.

La passion mutuelle d'une femme mûre frustrée et d'un adolescent complexé, dans le milieu d'un collège américain. D'une pièce à succès de Robert Anderson (qui fut montée à Paris, en 1959, avec Ingrid Bergman dans le rôle créé par Deborah Kerr). Minelli a tiré une étude psychologique délicate jusque dans ses ambiguïtés. Le travail sur la couleur donne aux images un certain pouvoir nostalgique. C'est remarquablement joué par Deborah Kerr et John Kerr, dont l'homonymie n'est pas un lien de parenté.

● GRAND-RUE, de Juan-Antonio Bardem. — Vendredi 22 juin, A 2, 23 h.

Autour d'un personnage de « vieille fille » victime d'une blague cruelle, une société provinciale endormie dans l'ennui et l'hypocrisie, reflet de l'aliénation dans laquelle se trouvait tenue l'Espagne franquiste. Sociologique et non vraiment politique, malgré quelques allusions directes (et des ennuis, à l'époque, avec la censure du régime), ce film de Bardem ne se perd pas dans les recherches esthétiques de *Mort d'un cycliste*. C'est une « tranche de vie » un peu grisâtre, et Betsy Blair, l'actrice américaine alors lancée par *Marty*, de Delbert Mann, a de beaux moments dramatiques sur la fin.

● UN HOMME QUI ME PLAIT, de Claude Lelouch. — Dimanche 24 juin, TF 1, 20 h. 35.

Annie Girardot et Jean-Paul Belmondo filent le parfait amour dans une Amérique de rêve, en voulant oublier qu'ils sont, tous deux, mariés à un autre homme et une autre femme. Romance lelouchienne aux belles images très magazine, psychologie néo-bourgeoise, émotion sentimentale savamment fabriquée. Autant que la caméra pour la virtuosité les acteurs ont de quoi plaire.

● L'IMPASSE TRAGIQUE, d'Henry Hathaway. — Dimanche 24 juin, FR 3, 22 h. 40.

Exercice de « film noir » qui n'a pas le style d'un Huston, d'un Hawks, ou même d'un Delmer Daves. Pas plus que Mark Stevens, en détective privé, n'a la présence de Bogart. Mais le suspense policier tient suffisamment en haleine, et Clifton Webb apporte une note insolite.

● LEGUIGNON GUERISSEUR, de Maurice Labro. — Lundi 25 juin, A 2, 15 h.

Leguignon, le « lampiste », était le héros d'une émission radiophonique, de R. Pick et Pierre Ferrari, très prisée au début des années 50. Cette comédie de confection, typique de ce qu'était encore le « cinéma du samedi soir », brode sur ses aventures. Avec l'excellent Yves Deniaud.

● L'HOMME PRESSÉ, d'Edouard Molinaro. — Lundi 25 juin, FR 3, 20 h. 30.

Un roman de Paul Morand sur un homme pressé de vivre jusqu'à la névrose de la lutte contre le temps remis au goût (fort mauvais dans certaine scène qui se passe à Orly) des années 70. Le personnage a été retaillé aux mesures (au mythe) d'Alain Delon, dont les activités sont multiples. Nulle angoisse là-dedans. C'est une comédie qui fonce à toute allure, sur les routes de la distraction.

● LE FAISEUR DE PLUIE, de Joseph Anthony. — Lundi 25 juin, TF 1, 20 h. 35.

Une pièce à succès de Broadway, portée à l'écran, sans la moindre invention cinématographique, par le metteur en scène de théâtre qui l'avait montée. Un village du Texas au début du siècle. Un fond de superstition, de charlatanisme et d'étude de mœurs sans grande portée. Heureusement, il y a Katharine Hepburn. Sensationnelle !

Petites ondes - Grandes ondes

Régulières

FRANCE - INTER, informations toutes les heures ; 5 h., Bon pied bon œil, de M. Touret ; 7 h., P. Douglas (à 8 h. 45, La chronique de P. Bouteiller) ; 9 h., La vie qui va, de J. Paugam ; 11 h., Les cinglés du music-hall, de J.-C. Averty et J. Crépineau ; 12 h., *Quand un vicomte*, de L. Bozon ; 12 h. 45, Le jeu des 1 000 francs ; 13 h., Journal ; 13 h. 45, Micro-magazine, de P. Bouteiller ; 14 h., Le livre des contes, de F. Périer ; 14 h. 20, Avec ou sans sucre, de J. Artur ; 15 h. 30, Tout finit par être vrai, de H. Gougaud et J. Pradel ; 16 h., Vous avez dit... classique ?, de J.-M. Damian ; 17 h., Radioscopie, de J. Chancel ; 18 h., Les mordus, de D. Hamelin ; 20 h., Loup-garou, de P. Blanc-Francard ; 21 h., Feed Back, de B. Lenoir ; 22 h., Radio-télévision belge ; 0 h., Bain de minuit, de J.-L. Foulquier ; 1 h., Allô Macha ; 3 h., Au cœur de la nuit.

FRANCE - MUSIQUE FRANCE - CULTURE, informations à 7 h. (cult. et mus.) ; 7 h. 30 (cult. et mus.) ; 8 h. 30 (cult.) ; 9 h. (cult. et mus.) ; 11 h. (cult.) ; 12 h. 30 (cult. et mus.) ; 17 h. 30 (cult.) ; 18 h. (mus.) ; 19 h. (cult.) ; 19 h. 30 (mus.) ; 23 h. 55 (cult.) ; 0 h. (mus.).

EUROPE 1, informations toutes les heures. — 8 h. 45, A vos souhaits, de S. Collaro ; 11 h., La vie en or, de J. Martin ; 12 h., Sisco, de P. Bellemare ; 13 h. 30, Interpol ; 14 h., Histoire d'un jour, de P. Alfonsi ; 15 h., Qu'est-ce qui vous fait rire ?, de R. Willar ; 17 h., *Coca-cola music story*, de P. Lescure ; 17 h. 30, Hit-parade, de J.-L. Lafont ; 19 h., Le journal, de P. Lescure ; 19 h. 30, Disco 1000 ; 20 h. 30, Chlorophylle, de F. Diwo ; 22 h. 5, *Un livre, un succès*, de F. Kramer ; 22 h. 45, C. Morin ; 0 h., Longue distance, de G. Saint-Bris.

R.T.L. (informations toutes les demi-heures) ; 5 h. 30, M. Favières ; 8 h. 30, A.-M. Peysson ; 11 h., La grande parade, avec M. Drucker ; 13 h., Journal de P. Labro ; 13 h. 30, *Disques d'or*, d'E. *Pages* (et à 14 h. 30) ; 14 h., Menie Grégoire (et à 15 h.) ; 15 h. 30, Fabrice et Sophie ; 16 h. 30, Les grosses têtes ; 17 h. 55, A la télé ce soir ; 18 h., Journal de J. Chapuis ; 18 h. 30, Hit-parade ; 20 h. 30, Les routiers sont sympas (à 22 h., R.T.L. Digest) ; 0 h., Station de nuit.

Radioscopie

FRANCE INTER, 17 h. : Jacques Chancel rediffuse un entretien avec Jean-Louis Bory (lundi) et reçoit *Alberto Moravia (mardi)*, André Chastel (mercredi), Léonor Fini (jeudi), Roger Ikor (vendredi).

Tribunes et débats

R.T.L., 13 h. 15 : Robert Poujade (dimanche).

EUROPE 1, 19. h. : Alexandre Sanguinetti (dimanche).

Écouter-voir

● BANDE A PART : F COMME CATCHEUSES. — Lundi 18, A 2, 22 h. 40.

Pas comme les autres, ces femmes dont le métier est de se crêper le chignon et de lutter sur le ring ? Vraiment à part ? Oui, un peu et dans le même temps pas du tout. Marianne Gosset, accompagnée du réalisateur Claude Massot, a fait parler deux catcheuses. L'une, brune, dans le train qui la conduit à son travail, à un combat, l'autre, blonde, qui sera son adversaire... Tour à tour, elles évoquent les contraintes de leur profession, en quoi elle est « spéciale », en quoi elle n'a rien d'exceptionnel. On les verra s'affronter, puis se quitter besogne accomplie. Qui a dit que les catcheuses devaient nécessairement être grosses et laides ? Ces deux-là, croisées dans la rue, sembleraient à beaucoup séduisantes, féminines. L'une d'elles a une fillette de huit ans. Elle ne l'emmène pas dans les salles : la petite a trop peur pour sa mère. Ces deux portraits sont touchants à maints égards, même si la technique du catch est seulement survolée. Ce n'était pas la question...

● MUSIQUE : UNE JOURNEE AVEC HERBERT VON KARAJAN. — Samedi 23, France-Musique, de 8 heures à 2 heures du matin.

Programme non-stop consacré à un chef d'orchestre : René Koering présente celui qui dirige l'Orchestre philharmonique de Berlin. Il l'a rencontré lors d'une répétition de la Missa Solemnis *de Beethoven, ou bien encore lorsqu'il mettait en scène* Aïda, *l'opéra de Verdi.*

Au cours de cette journée seront diffusés les enregistrements de plusieurs symphonies de Mozart, Beethoven, Brahms, Brückner, réalisés par Karajan. On écoutera aussi des œuvres qu'il a exécutées en compagnie de solistes internationaux, comme Rostropovitch, Lipatti, Maria Callas.

Le concert donné à cette occasion au grand auditorium de Radio-France, à 20 heures, sera retransmis en direct. Différents ensembles du Philharmonique de Berlin joueront des pièces de Gabrieli, Mozart, Beethoven, Brahms, Blacher, Debussy, et la formation au grand complet interprétera, sous la baguette du « maître », le Till Eulenspiegel de Richard Strauss.

● HISTOIRE : BOLIVAR ET LE CONGRES DE PANAMA. — Dimanche 24, A 2, 21 h. 30.

L'histoire commence en réalité dans un studio de télévision où Bruno Martial, réalisateur (nouvelle forme du narrateur), essaye de persuader son producteur (et ami) de l'intérêt de faire un film sur Simon Bolivar plutôt qu'un western-spaghetti à la brésilienne. Pour le convaincre (il est toujours difficile de convaincre un producteur de faire quelque chose de sérieux), il sort des documents, des textes, des lettres écrites par Bolivar, et l'on se retrouve cent cinquante-cinq ans en arrière. Bruno Martial, devenu Jean-Michel Moreau, est un journaliste, il se passionne pour le Libérateur, et essaye de persuader son rédacteur en chef de la nécessité d'aller voir de plus près qui est ce général dont tout le monde dit qu'il est un dangereux dictateur.



Mario Gonzalez dans Bolivar et le congrès de Panama.

Paysages de l'Amérique latine, visages d'Indiens, et l'Eglise, la blanche, la catholique, qui semble « surveiller »... J.-M. Moreau, après des mois de voyage, rencontre un jeune homme mince au teint mat, aux yeux brillants, qui parle avec inquiétude des « deux volcans sur le point d'exploser » qui menacent la paix et l'unité des toutes nouvelles républiques d'Amérique latine : les dissensions entre les nations récemment libérées, les convoitises des puissances étrangères. Un dictateur ?

« C'est l'immense désordre de l'Amérique latine qui justifie ma conduite et les principes qui la guident », *dit Simon Bolivar. (Mario Gonzalez).*

Moreau-Martial (le réalisateur-journaliste-narrateur, interprété par Michel Duchaussoy) découvre un homme qui refuse d'être roi comme on le presse de l'être aux Etats-Unis et en Europe, il découvre un démocrate, objet d'une cabale parce que démocrate, un visionnaire qui rêve d'une fédération analogue à celle des Etats-Unis et qui aurait permis — si le Congrès de Panama avait été un succès — de maintenir la paix, de préparer un avenir autre que celui des dictatures actuelles. Passé-présent, fiction-documents réels, ce film tout en jeux et contre-jeux subtils n'est pas qu'un portrait psychologique de Bolivar, il est aussi, et de manière astucieuse, une réflexion personnelle engagée sur un problème pressenti par le Libérateur : le pouvoir absolu des gouvernants, la violence des dictatures militaires qui ont éclaté après les guerres d'indépendance.

● LA LEÇON DE MUSIQUE : VINKO GLOBOKAR. — Dimanche 24, TF 1, 22 h.10.

Compositeur, interprète, improvisateur au sein du New Phonic Art, responsable du département de recherches instrumentales et vocales à l'IRCAM, Vinko Globokar est un musicien complet, et il y aurait beaucoup à apprendre de sa leçon de musique si l'émission qui lui est consacrée se souciait d'être fidèle au thème de la série; malheureusement, le sous-titre : « Regards sur un compositeur-interprète actuel » justifie la superficialité désolante de cette réalisation où rien n'est jamais dit simplement parce qu'on a peu d'être ennuyeux en étant seulement clair et précis. Il y a loin pourtant de cette succession de clins d'œil très parisiens à la véritable personnalité de Vinko Globokar telle qu'on peut la découvrir dans ses œuvres ou lorsqu'il s'exprime sur sa musique, toujours soucieux de dire ce qu'il a à dire, sans artifice de langue et sans obscurité. Même si Mildred Clary, auteur de l'émission, et Nat Lilenstein, qui l'a réalisée, n'ont pas été sensibles à cet aspect essentiel de sa démarche, on saura du moins que l'instrument de Vinko Globokar est le trombone et qu'il en joue bien.

هكذا من الأصل

RADIO-TELEVISION

Samedi 16 juin

CHAINE I : TF 1

18 h., Trente millions d'amis ; 18 h. 40, Magazine auto-moto ; 19 h. 10, Six minutes pour vous défendre ; 19 h. 45, Les inconnus de 19 h. 45.

20 h. 35, Variétés : Numéro un (Thierry Le Luron).

21 h. 35, Série : Chapeau melon et bottes de cuir ; 22 h. 30, Sports : Télé-Foot 1.

CHAINE II : A 2

18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres.

20 h., Sports : Football (Finale de la Coupe de France) ; 22 h., Sur la sellette.

CHAINE III : FR 3

18 h. 30, Pour les jeunes : Thierry la Fronde ; 19 h. 20, Emissions régionales ; 19 h. 55, Dessin animé ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, Grâce à la musique : Schubert, de F. Reichenbach.

La personnalité, la vie, l'œuvre, les passions du grand compositeur par François Reichenbach. On entendra un mouvement du quintette la Truite, *par l'Ensemble de Jean-Pierre Wallez, un extrait de la sonate* Arpeggione *jouée par le violoncelliste Frederic Lodeon ; un mouvement de* la Jeune Fille et la Mort *par le Quatuor Melos, etc.*

22 h. 50, Aspects du court métrage français : Anatole, d'A. Bernardi, avec M. Sarcey, N. Cortopassi et R. Delarue.

FRANCE-CULTURE

18 h. 30, Pour mémoire : la matinée des autres (rediffusion) ; 19 h. 30, Hou bati Afghanistan ;

20 h., « le Prophète voilé », d'A. Khatibi (première partie, rediffusion) ; 21 h. 40, Disques ; 21 h. 55, Ad lib., avec M. de Breteuil ; 22 h. 5, La fugue du samedi.

FRANCE-MUSIQUE

19 h., Magazine des musiciens amateurs ;

20 h. 5, Concours international de guitare ; 20 h. 30, Année des abbayes normandes... Concert donné en l'abbatiale de Montivilliers : « Sonate en trio » ; « la Tombe de M. Blancroche » (Couperin) ; « Sonate en trio » (Haendel) ; « Sonate pour hautbois et basse continue » (K. P. E. Bach) ; « Sonate en trio » ; « Sonnerie de sainte Geneviève du Mont » (Marin Marais) ; 23 h., Ouvert la nuit : *jazz vivant ; 0 h. 5, Concert de minuit* ; 1 h. 20, Banc titres.

Dimanche 17 juin

CHAINE I : TF 1

9 h. 15, Emissions philosophiques et religieuses : A Bible ouverte ; 9 h. 30, Orthodoxie ; 10 h., Présence protestante ; 10 h. 30, *Le jour du Seigneur* ; 11 h., Messe célébrée en l'église Notre-Dame de la Résurrection à Parly-II. Préd. R.P. Benoit.

12 h., La séquence du spectateur ; 12 h. 30, TF 1-TF 1 ; 13 h. 20, C'est pas sérieux ; 14 h. 15, Les rendez-vous du dimanche ; 15 h. 35, Série : L'homme de l'Atlantide ; 16 h. 25, Sports première.

17 h. 20, FILM : L'HOMME TRANQUILLE, de J. Ford (1952), avec J. Wayne, M. O'Hara.

Un champion de boxe américain revient dans son Irlande natale et doit gagner quelques bagarres de sorties de pub avant de pouvoir épouser la sœur de son voisin.

19 h. 25, Les animaux du monde.

20 h. 35, FILM : LE JOUR LE PLUS LONG, de D. F. Zanuck, K. Annakin, A. Martin, B. Wicki (1962), avec I. Demick, Bourvil, J.-L. Barault, Arletty, J. Wayne, R. Mitchum, H. Fonda, R. Ryan, M. Ferrer, R. Burton, K. More, R. Todd, C. Jurgens, W. Hinz, G. Froebe. (Rediffusion.)

Première partie : *en mai 1944, les forces alliées, concentrées dans le sud de l'Angleterre, attendent le jour « J » du débarquement en Normandie. La date est fixée au 6 juin.*

22 h. 10, Concert : Sixième Symphonie, de Beethoven, par l'Orchestre national de France, dir. L. Maazel.

CHAINE II : A 2

11 h., Quatre saisons ; 11 h. 30, La vérité est au fond de la marmite ; 12 h., Chorus : Robert Gordon, Sniff and the Tears ; 12 h. 40, Cinémalices ; *13 h.*, Top-Club (et à 13 h. 40).

14 h. 30, Feuilleton : Drôles de dames ; 15 h. 20, En savoir plus ; 16 h. 20, Petit théâtre du dimanche (Jour d'orage) ; 16 h. 55, Monsieur Cinéma ; 17 h. 35, Chocolat du dimanche ; 18 h. 5, La légende d'Adams et de l'ours Benjamin ; 18 h. 55, Stade 2.

20 h. 35, Série : Hunter (Le sosie).

21 h. 30, Téléfilm : Du ciel plein le cœur, de S. Maloumian.

Deux auto-stoppeurs arrêtent non pas une voiture, mais un hélicoptère. Ils découvrent la France et leur amour.

22 h. 40, Sports : Catch à quatre.

CHAINE III : FR 3

10 h., Emission de l'ICEI destinée aux travailleurs immigrés : Images d'Algérie ; 10 h. 30, Mosaïque : le logement des immigrés.

16 h. 40, Prélude à l'après-midi : Autour d'Eric Satie ; 17 h. 35, M. Yourcenar lit M. Yourcenar ; 18 h. 30, L'invité de FR 3 : le professeur Hamburger ; 19 h. 45, Spécial DOM-TOM ; 20 h., La grande parade du jazz : Helen Humes.

20 h. 30, Documentaire : Le nouveau cartoon à Hollywood, de P. Doff et G. Cotto, réalisation G. Otto.

Cette première émission d'une série sur le cinéma d'animation montre les possibilités créatrices du cinéma « image par image » en Californie.

21 h. 40, Hommage à *David Griffith* : courts métrages inédits ; 22 h., Ciné-regards : Hollywood U.S.A. (J. Bisset).

22 h. 30, FILM (cinéma de minuit, cycle films « noirs » américains) : L'OMBRE D'UN DOUTE, d'A. Hitchcock (1943), avec J. Cotten, T. Wright, M. Donald Carey, P. Collinge, H. Travers, H. Cronyn (v.o. sous-titrée, N.).

Pour échapper à la police, un séduisant « tueur de veuves » vient vivre, en Californie, dans l'honnête famille de sa sœur. Sa nièce adolescente, qui porte le même prénom que lui, découvre peu à peu la vérité.

FRANCE-CULTURE

7 h. 7, *La fenêtre ouverte ; 7 h. 15,* Horizon, magazine religieux ; 7 h. 40, Chasseurs de son ; 8 h., Orthodoxie et christianisme oriental ; 8 h. 30, Protestantisme ; 9 h. 10, Ecoute Israël ; 9 h. 40, Divers aspects de la pensée contemporaine : la Grande Loge de France ; 10 h., Messe à la cathédrale de Luçon ; 11 h., Regards sur la musique ; 12 h. 5, Allegro ; *12 h. 37, La lettre ouverte à l'auteur ; 12 h. 45,* Concert de musique baroque ;

14 h., La Comédie-Française présente : « Ombre chère », *de J. Deval ; 16 h., Société* internationale de musique contemporaine ; 17 h. 30, Rencontre avec... F. Parturier ;

18 h. 30, Ma non troppo ; 19 h. 10, Le cinéma des cinéastes ;

20 h., Albatros : autour d'une génération (avec A. Tortel et Guillevic) ; 20 h. 40, Atelier de création radiophonique ; 23 h., Musique de chambre : S. Nokleberg, piano (Beethoven), Quatuor de Cleveland (Mendelssohn).

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Musique Chantilly ; 8 h., Cantate ; 8 h. 7, Echanges internationaux : l'orgue mystique ; 9 h. 20, Concert par l'Orchestre symphonique de l'O.R.T.F. (David, Hindemith, Reger) ; 11 h., Harmonia sacra ; 12 h., Musiques chorales ; 12 h. 35, *Chasseurs de son* ;

13 h., Portrait en petites touches : Liszt ; 14 h., La tribune des critiques de disques : « Nocturnes », de Chopin ; 17 h., Concert-lecture : Charles Ives ;

18 h., Opéra-bouffon : Moussorgski ; 19 h. 35, Jazz s'il vous plaît ;

20 h., Equivalences : musique baroque (Leclair, Haendel, Stanley) ; *20 h. 30,* Echanges internationaux : « Symphonie n° 6 en ut majeur » (Schubert), « Symphonie n° 9 en ré mineur » (Bruckner), par l'Orchestre symphonique de la radio bavaroise, direct. R. Kubelik ; 22 h. 30, Ouvert la nuit ; 23 h., Nouveaux talents, premiers sillons ; 0 h. 5, Filiations.

Lundi 18 juin

CHAINE I : TF 1

12 h. 15, Réponse à tout ; 12 h. 30, Midi première ; 13 h. 50, Les après-midi de TF 1 d'hier et d'aujourd'hui ; 18 h., TF 4 ; 18 h. 25, Pour les petits ; 18 h. 30, L'île aux enfants ; 18 h. 55, C'est arrivé un jour ; *19 h. 45, Les inconnus de* 19 h. 45.

20 h. 35, FILM : LE JOUR LE PLUS LONG, de D.F. Zanuck, K. Annakin, A. Martin, B. Wicki (1962), avec I. Demick, Bourvil, J.-L. Barault, Arletty, J. Wayne, R. Mitchum, H. Fonda, R. Ryan, M. Ferrer, R. Burton, K. More, R. Todd, C. Jurgens, W. Hinz, G. Froebe. (Rediffusion.)

Deuxième partie : *les opérations militaires du débarquement allié en Normandie, le 6 juin 1944, pour l'ouverture d'un second front contre les armées allemandes.*

22 h., Plein feux (spécial festivals).

Festivals de danse, de théâtre, de musique, il y a des festivals partout. José Artur en présente quelques-uns.

CHAINE II : A 2

12 h., Quoi de neuf? ; 12 h. 15, Série : Christa ; *13 h. 20,* Magazine : *Page spéciale ; 13 h. 50,* Feuilleton : Bonjour Paris ; 14 h., Aujourd'hui madame.

15 h., FILM : LA FEMME DE JEAN, d'Y. Bellon (1974), avec F. Lambiotte, C. Riche, J. Mitchell, *Hippolyte,* T. Mouchkine, R. Mazella. (Rediffusion.)

Nadine est quittée par son mari, après dix-huit ans de mariage. D'abord désespérée, elle apprend à exister par elle-même, à s'affirmer.

16 h. 45, Itinéraires : l'Asie ; 17 h. 30, Fenêtre sur... la carte de France ; 18 h., Récré A 2 ; 18 h. 35, C'est la vie ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Top-Club.

20 h. 35, Magazine : Le soleil demain.

Lire notre article page 11.

22 h. 40, Série : Bande à part (les catcheuses).

Lire nos « Ecouter-Voir ».

CHAINE III : FR 3

18 h. 30, Pour les jeunes ; 18 h. 55, Tribune libre : Olivier Clément ; 19 h. 20, Emissions régionales ; 19 h. 55, Dessin animé ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, FILM (cinéma public) : CLIMATS, de S. Lorenzi (1961), avec M. Vlady, E. Riva, J.-P. Marielle, A. Stewart, M. Piccoli, R. Devillers, G. Dorziat (N., rediff.).

Un homme d'affaires lasse sa femme par sa jalousie. Elle le quitte pour un journaliste. Il se remarie et fait souffrir sa seconde épouse.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Matinales ; 8 h., Les chemins de la connaissance... Cueillir sa vie ; à 8 h. 32, La nostalgie du présent ; 8 h. 50, Echec au hasard ; 9 h. 7, Les lundis de l'histoire : le *surréalisme* et le *cinéma* ; 10 h. 45, Le texte et la marge : « le romantisme 1843-1869 », de C. Pichois ; 11 h. 2, Evénement-musique ; *12 h. 5, Nous tous chacun ; 12 h. 45, Panorama ;*

13 h. 30, Atelier de recherche vocale ; 14 h., Un livre, des voix : « Anglo-lunaire », de P. Freha ; *14 h. 42, Bureau de contact ; 15 h., Centre de gravité :* culture, art et révolution ; 16 h. 50, Libre appel : Drieu la Rochelle ; 17 h. 32, Société internationale de musique contemporaine ;

18 h. 30, Feuilleton : « Le double crime de Valpinson », d'après E. Gaboriau ; 19 h. 30, Présence des arts : Daumier et ses amis républicains ;

20 h., « Rapport confidentiel », de P. Garelli ; 21 h., L'autre scène ou les vivants et les dieux ; 22 h. 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

7 h., Quotidien musique ; 9 h. 2, Le matin des musiciens : Leonore, Fidelio ; 12 h., Musique de table ; 12 h. 35, Jazz classique : le jazz en France ;

13 h., Les anniversaires du jour ; 13 h. 30, Les auditeurs ont la parole ; 14 h., Musique en plume ; 14 h. 20, Concerto (Paganini) ; 15 h., Musique-France-plus : *Berlioz, Barraud, Dukas, Rameau,* Schmitt ;

18 h. 2, Kiosque ; 19 h. 5, Jazz ;

20 h., Les grandes voix : Martha Angelici ; 20 h. 30, Cycle baroque et classique... en direct du grand auditorium de Radio-France : « Symphonie n° 1 en ré majeur : classique » (Prokofiev), « Concerto pour flûte en sol majeur » (Mozart), « Symphonie n° 102 en si bémol majeur » (Haydn), par le Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, direction E. Krivine, avec A. Adorjan, flûte ; 23 h., Ouvert la nuit : les nuits de New-York ; *1 h., Les chants de la terre.*

Mardi 19 juin

CHAINE I : TF 1

12 h. 15, Réponse à tout ; 12 h. 30, Midi première ; 13 h. 45, Le regard des femmes ; 14 h. 30, Télé-film : La plus belle fille du monde, de L. Philips ; 18 h., TF 4 ; *18 h. 25,* Pour les petits ; 18 h. 30, L'île aux enfants ; 18 h. 25, C'est arrivé un jour ; 19 h. 10, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Les inconnus de *19 h. 45.*

20 h. 35, Une heure avec le président de la République, M. Valéry *Giscard* d'Estaing.

En direct de l'Elysée, le chef de l'Etat, interrogé par des journalistes des trois chaînes de télévision, fait le point sur les élections européennes, évoque l'affaire des condamnés du 23 mars et répond aux questions sur l'éventuel remaniement ministériel.

21 h. 35, Feuilleton : Les aventures de David Balfour, d'après R.-L. Stevenson, réal. J.-P. Decourt, avec E. Belle, D. McCallum, A. Landry. Adapt. : W. Ulbrich et P. Graham Scott.

Après naufrage et piratage, David se retrouve en Ecosse. Sa tête est mise à prix.

CHAINE II : A 2

12 h., Quoi de neuf ; 12 h. 15, Série : Christa ; 13 h. 20, Magazine : Page spéciale ; 13 h. 50, Feuilleton : Bonjour Paris ; 14 h., Aujourd'hui *madame* (Qu'en pensez-vous ?) ; 15 h., Série : Les incorruptibles ; 15 h. 55, Magazine : Découvrir ; 17 h. 25, Fenêtre sur... Paris au temps de *Zola ; 17 h. 55,* Récré A 2 ; 18 h. 55, C'est la vie ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et les lettres ; 19 h. 45, Top-Club (Sacha Distel).

20 h. 35, Les dossiers de l'écran, FILM : GIORDANO BRUNO, de *G.* Montaldo (1973), avec *G.M. Volonte,* C. Rampling, H.C. Blech, M. Carrière, M. Burns, R. Scarpa.

A la fin du seizième siècle, un philosophe italien, accusé d'hérésie à Venise, est extradé à Rome, où son procès, par l'Inquisition, devient un procès politique.

Vers 22 h., Débat : l'Inquisition.

Avec MM. le Père Bruckberger, B. Bennassar, président de l'université de Toulouse, P. Pierrard, professeur à l'Institut catholique.

CHAINE III : FR 3

18 h., Emission du ministère des universités ; 18 h. 30, Pour les jeunes ; 18 h. 55, Tribune libre : Union rationaliste ; 19 h. 20, Emissions régionales ; 19 h. 55, Dessin animé ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, FILM (cinéma pour tous) : DALLAS, VILLE FRONTIERE, de S. Heisler (1950), avec *G.* Cooper, R. Roman, S. Cochran, R. Massey, B. Payton.

Après la guerre de Sécession, un ancien officier de l'armée sudiste, en rébellion contre le gouvernement fédéral, vient à Dallas pour se venger de trois bandits.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Matinales ; 8 h., Les chemins de la connaissance... Cueillir sa vie ; à 8 h. 32, La nostalgie du présent : théâtralité de la vie quotidienne ; à 8 h. 50, L'escalier d'or ; 9 h. 7, La matinée des autres : les momies ; 10 h. 45, Etranger, mon ami : « Œuvres romanesques », *de V. Woolf ; 11 h. 2, Société* internationale de musique contemporaine (et à 17 h. 32) ; 12 h. 5, Nous tous chacun ; 12 h. 45, Panorama ;

13 h. 30, Libre parcours variétés ; 14 h., Un livre, des voix : « Bellevue », de D. Martin ; 14 h. 42, Carrefour des Français ; 15 h. 50, Libre appel : les nouveaux mythes de la santé ;

18 h. 30, Feuilleton : « Le double crime de Valpinson », d'après E. Gaboriau ; *19 h. 30,* La *science* au service de l'art : Peintures malades des faussaires ;

20 h., Dialogues franco-canadiens... P. Normandeau et P. Cangardel : « Le Saint-Laurent ou la mer à l'intérieur d'un continent » ; 21 h. 15, Musiques de notre temps ; 22 h. 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Quotidien musique ; 9 h. 2, Le matin des musiciens : Beethoven ; 12 h., Musique de table ; *12 h. 35, Jazz classique : le jazz en France ; 13 h.,* Les anniversaires du jour : Stamitz ;

14 h., Musique en plume : Rossini, Dvorak, Massenet, Strauss, Schmeltzer ; 14 h. 35, Musique-France-plus : Franck ; 16 h., Musiques rares ; 17 h., La fantaisie du voyageur ;

18 h. 2, Kiosque ; 18 h. 30, Rideau de scène ; 19 h. 5, Jazz ;

20 h. 30, Musique à découvrir... Petites formations : « Poème pour quatuor à cordes » (Dupin) ; « Quatuor n° 3 » (Durey) ; « le Temps, cantate pour baryton et *ensemble instrumental* » *(Martelli)* ; « Gerbes de lumière » (Calmel), par le Quatuor Margand. Avec : F. Deslogères, M. Piquemal, G. Lauridon, dir. P.-M. Le Conte ; 22 h. 30, Ouvert la nuit ; 23 h., Les nuits de New-York ; 1 h., Jazz pastel.

Mercredi 20 juin

CHAINE I : TF 1

12 h. 15, Réponse à tout ; 12 h. 30, Midi première ; 13 h. 35, Les visiteurs du mercredi ; 17 h. 50, Sur deux roues ; 18 h., TF 4 ; 18 h. 25, Pour les petits ; 18 *h.* 30, L'île aux enfants ; 18 h. 55, C'est arrivé un jour ; 19 h. 10, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Les inconnus de 19 h. 45 ; 19 h. 53, *Loto.*

20 h. 35, Série : L'inspecteur mène l'enquête (Le prédateur), réal. G. Saguez.

22 h. 5, Documentaire : Nom : Allemagne fédérale ; âge : trente ans, de R. Volker, réal. F. Hubert.

L'histoire de la République fédérale d'Allemagne de ces trente dernières années, illustrée par des documents d'archives, des images de reportage et des interviews d'hommes politiques.

CHAINE II : A 2

12 h., Quoi de neuf ? ; 12 h. 15, Série : Christa ; 13 h. 20, *Magazine* : Page spéciale ; 13 h. 50, Feuilleton : Bonjour Paris ; 14 h., Aujourd'hui madame ; 15 h. 15, Série : Super-Jaimie ; *16 h. 15,* Récré A 2 ; *18 h. 35,* C'est la vie ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Top-Club (Petula Clark et les Compagnons *de la* chanson).

20 h. 35, Débat politique : Le nucléaire avec M. André Giraud, ministre de l'industrie.

21 h. 35, Mi-fugue mi-raison (Spécial Fugain).

22 h. 35, Magazine médical : Les jours de notre vie : l'hypertension artérielle.

CHAINE III : FR 3

18 h., Emission du secrétariat d'Etat à la condition des travailleurs manuels ; 18 h. 30, Pour les jeunes ; 18 h. 55, Tribune libre : La Jeune République ; 19 h. 20, Emissions régionales ; 19 h. 55, Dessin animé ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, FILM (un film, un auteur) : LA LETTRE DU KREMLIN, de J. Huston (1970), avec B. Andersson, M. von Sydow, R. Boone, N. Green, B. Parkins, P. O'Neal, G. Sanders (rediff.).

Des espions américains sont envoyés à Moscou pour récupérer une lettre faisant mention d'un accord possible entre les Etats-Unis et l'Union soviétique contre la Chine.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Matinales ; 8 h., Les chemins de la connaissance... Cueillir sa vie ; 8 h. 32, La nostalgie du présent : répétition et vie quotidienne ; 8 h. 50, Echec au hasard ; 9 h. 7, Matinée des sciences et des techniques ; 10 h. 45, Le livre, ouverture sur la vie : *« l'Alphabet fou », d'A. Rosenstiehl ; 11 h. 2, Société* internationale de musique contemporaine (et à 17 h. 32) ; 12 h. 5, Nous tous chacun ; 12 h. 45, Panorama ;

13 h. 30, Les tournois du royaume de la musique ; 14 h., Un livre, des voix : « le Poing de glace », de M. Drabble ; *14 h. 42,* L'école des parents et des éducateurs : l'information sexuelle en question ; 14 h. 57, Points d'interrogation : la rationalité philosophique, Hegel et Marx ; 16 h. 50, Libre appel ;

18 h. 30, Feuilleton : « le Double crime de Valpinson », d'après E. Gaboriau ; 19 h. 30, La science en marche ;

20 h., La musique et les hommes : Destinée humaine, destin des sons ; 22 h. 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

7 h., Quotidien musique ; 9 h. 2, Eveil à la musique (et à 14 h.) ; 9 h. 17, le matin des musiciens : Beethoven ; 12 h., Musique de table ; 12 h. 35, Jazz *classique : le jazz en France* ; 13 h., Les anniversaires du jour : Offenbach ;

14 h. 15, Musique en plume : Pouly, Betti, Lutereau ; 14 h. 35, Concerto : Stamitz ; 15 h., Musique-France-plus : Stravinsky, Couperin, Masson, Mozart ; 17 h., La pause tartine ;

18 h. 2, Kiosque ; 18 h. 30, La critique des auditeurs ; 19 h. 5, Jazz ;

20 h., Saison lyrique... en direct du grand auditorium de Radio-France : « Intermezzo », opéra (Strauss), par le Nouvel Orchestre Philharmonique, dir. C. Perick ; 23 h., Ouvert la nuit : les nuits de New-York ; 1 h., Les chants de la terre.

RADIO-TELEVISION

Jeudi 21 juin

CHAINE I : TF 1

12 h. 15, Réponse à tout ; 12 h. 30, Midi première ; 13 h. 50, Objectif santé : les ganglions ; 18 h., TF 4 ; 18 h. 25, Pour les petits ; 18 h. 30, L'île aux enfants ; 18 h. 55, C'est arrivé un jour ; 19 h. 10, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, Les inconnus de 19 h. 45.

20 h. 35, Feuilleton : L'étrange M. Duvallier (II. — Karaté-Caramel), d'après C. Klotz, réal. V. Vicas, avec L. Velle, S. Azéma, etc.

Terreur au Libertador. On torture, on exécute dans ce petit pays de l'Amérique latine. Raner, contacté à Paris, accepte d'aller aider la lutte du peuple...

21 h. 30, Magazine : L'événement (« Fringues Connection »).

Les industriels français s'inquiètent des importations « sauvages » de vêtements, pulls venus de Thaïlande, robes de Roumanie, jeans de Tunisie... Jean-Claude Narcy nous fait visiter les ateliers (en Thaïlande, à Macao), où des ouvriers travaillent dans des conditions effroyables pour des salaires de misère et fabriquent ces « fringues » particulièrement économiques.

22 h. 35, Ciné-première, d'A. Halimi (avec *G. Halimi*).

CHAINE II : A 2

12 h., Quoi de neuf ? ; 12 h. 15, Série : Christa ; 13 h. 20, Magazine : Page spéciale ; *13 h. 50, Feuilleton : Bonjour Paris* ; 14 h., Aujourd'hui madame (Les sœurs Bronte) ; 15 h., Série : Les incorruptibles ; 16 h., L'invité du jeudi : René Andrieu ; 17 h. 25, Fenêtre sur... le peintre Klarwein ; 17 h. 55, Récré A 2 ; 18 h. 35, C'est la vie ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; *19 h. 45, Les partis politiques* : l'opposition.

20 h. 35, Le grand échiquier : Lorin Maazel et l'Orchestre national de France (diffusé simultanément sur France-Musique).

Au programme : la Cinquième symphonie *de Beethoven, le* Concerto pour violon en la majeur *de Mozart,* l'Apprenti sorcier *de Paul Dukas, le* Carnaval romain *de Berlioz, le* Sanctus du Requiem *de Verdi et* l'Alleluia du Messie *de Haendel,* la Valse *de L. Maazel et le* Concerto pour orchestre *de Bartok.*

Avec des invités comme Mme I. Maazel, pianiste, épouse de Lorin Maazel, MM. S. Grapelli, S. Lama, S. Accardo, Mme K. Ricouet et deux reportages.

CHAINE III : FR 3

18 h. 30, Pour les jeunes ; 18 h. 55, Tribune libre : Fédération Léo-Lagrange ; 19 h. 20, Emissions régionales ; 19 h. 55, Dessin animé ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, FILM (un film, un auteur) : THE ET SYMPATHIE, de V. Minnelli (1956), avec D. Kerr, J. Kerr, L. Erickson, E. Andrews, D. Hickman, N. Crane, D. Jones (rediff.).

La femme d'un professeur de collège, négligée par son mari, se fait la consolatrice d'un étudiant trop sensible brimé par son père et ses camarades qui ne le trouvent pas assez viril.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Matinales ; 8 h., Les chemins de la connaissance... Cueillir sa vie ; à 8 h. 32, La nostalgie du présent ; à 8 h. 50, L'escalier d'or ; 9 h. 7, Matinée de la littérature ; 10 h. 45, Questions en zigzag : « A propos de Courteline », d'A. Gillois ; 11 h. 2, Société internationale de musique contemporaine (et à 17 h. 32) ; 12 h. 5, Nous tous chacun ; 12 h. 45, Panorama ;

13 h. 30, Renaissance des orgues de France ; 14 h., Un livre, des voix : « l'Arbre de Jessé », de D. de *Margerie* ; 14 h. 42, Départementale... à Lourdes ; 16 h. 50, Libre appel : les astronomes du pic du Midi ;

18 h. 30, Feuilleton : « le Double Crime de Valpinson », d'après E. Gaboriau ; 19 h. 30, Les progrès de la science et de la médecine : les enzymes ;

20 h., « le Mystère de la charité de Jeanne d'Arc », de C. Péguy ; 22 h. 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

7 h., Quotidien musique ; *9 h. 2, Le matin des* musiciens : Beethoven ; 12 h., Musique de table ; 12 h. 35, Jazz classique : le jazz en France ; 13 h., Les anniversaires du jour : Lagoya ;

14 h., Musiques : Milhaud ; 14 h. 15, Musique en plume : Leroy, Anderson, Huggens, Gould, Rhoads ; 14 h. 35, Concert Michaël Haydn ; 16 h. 30, Musiques rares ; 17 h., Les chants de la terre ;

18 h. 2, Kiosque ; 19 h. 5, Jazz ;

20 h. 30, En liaison avec A 2... Le grand échiquier : Lorin Maazel et l'Orchestre national de France ; 9 h. 5, Ouvert la nuit : les nuits de New-York.

Vendredi 22 juin

CHAINE I : TF 1

12 h. 15, Réponse à *tout* ; *12 h. 30, Midi première* ; 13 h. 35, Emissions régionales.

18 h., TF 4 ; 18 h. 25, Pour les petits ; 18 h. 30, L'île aux enfants ; *18 h. 55, C'est arrivé un jour* ; 19 h. 10, Une minute pour les femmes : Faire voyager ses animaux ; 19 h. 45, Les inconnus de 19 h. 45.

20 h. 35, Au théâtre ce soir : Une femme trop honnête, d'A. Salacrou, avec J. Magre, B. Lavalette, F. Lax, D. Deray, M. Barbulée, etc.

Par rectitude et souci de logique, une jeune intellectuelle donne de l'argent à son amant pour qu'il tue son mari. Mais l'amant n'est pas sérieux.

22 h. 10, Magazine : Expressions.

Les autoroutes-musées ; Paris-Moscou via Beaubourg ; les marathoniens de la danse ; peintures pour le théâtre ; un album musical sympathique.

CHAINE II : A 2

12 h., Quoi de neuf ? ; 12 h. 15, Série : Christa ; 13 h. 20, Magazine : Page spéciale ; 13 h. 50, Feuilleton : Bonjour, Paris ; 14 h., Aujourd'hui madame (Femmes au Larzac) ; 15 h., Feuilleton : Benjowski ; 16 h., Magazine : Delta ; 17 h. 25, Fenêtre sur... le monde de la danse ; 17 h. 55, Récré A 2 ; 18 h. 35, C'est la vie ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Top-Club (Sacha Distel).

20 h. 35, Feuilleton : Les folies Offenbach (La grande duchesse de Gerolstein).

21 h. 35, Magazine littéraire : Apostrophes (La passion d'écrire).

Avec Mmes S. Signoret (Le lendemain, elle était souriante), *M.-T. Humbert* (A l'autre bout de moi), *MM. B.-G. Landry* (Comédie à Bologne), *P.-J. Remy* (Orient Express), *C. Roy* (la Traversée du pont des Arts *et* Sais-tu si nous sommes encore loin de la mer).

22 h. 55, Ciné-club, FILM : GRAND-RUE, de J. A. Bardem (1956), avec B. Blair, J. Suarez, Y. Massard, D. Doll, L. Kédrova, R. Blancard, J. Calvo. (N.)

Dans une ville de province espagnole, des jeunes gens qui s'ennuient montent une blague cruelle à une fille vieillissante qui croit soudain avoir rencontré l'amour et un prétendant au mariage.

CHAINE III : FR 3

18 h. 30, Pour les jeunes ; 18 h. 55, Tribune libre : *Association pour l'enseignement et la* synthèse de la connaissance ; 19 h. 20, Emissions régionales ; 19 h. 55, Dessin animé ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, V 3 - Le nouveau vendredi : que sont devenues les fleurs ?

Que sont devenus les hippies des années 60 ? Patrick Pesnot et une équipe de la B.B.C. sont partis à leur recherche aux Etats-Unis, en Angleterre et en France. Certains sont devenus des pères de famille, d'autres continuent de contester... On y voit, entre autres, Jerry Rubin, Timothy Leary, Allen Ginsberg, Arthur Brown.

21 h. 30, Documentaire : Des caméras pour voir la vie (II. — Un rêve sans étoiles), de Ch. Paolini.

De l'eau en elle-même (eaux vives, eaux cachées, souterraines) aux rapports de l'homme et de l'eau (l'homme sur l'eau, l'eau sur l'homme), une réflexion sur un thème qui se termine par un document sur les peintures polydigitées — en voie de disparition — dans la grotte de la Baume-Latrone et un autre sur les peintures de la grotte de Lascaux.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Matinales ; 8 h., Les chemins de la connaissance... Cueillir sa vie ; à 8 h. 32, La nostalgie du *présent ; 8 h. 50, Echec au hasard ; 9 h. 7, Matinée* des arts du spectacle ; 11 h. 2, Société internationale de musique contemporaine ; *12 h. 5, Nous tous chacun* ; 12 h. 45, Panorama ;

13 h. 30, Jeu, thème et variation ; 14 h., Un livre, des voix : « Josepha », de C. Frank ; 14 h. 42, Un homme, une ville : Galilée à Rome ; 16 h., Pouvoirs de la musique ;

18 h. 30, Feuilleton : « le Double Crime de Valpinson », d'après E. Gaboriau ; *19 h. 30, Les grandes* avenues de la science moderne : le programme solaire français ;

20 h., *Serge de Diaghilev* ; 21 h. 30, Black and blue ; 22 h. 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

7 h., Quotidien musique ; 9 h. 2, Le matin des musiciens : Beethoven ; 12 h., Musique de table ; 12 h. 35, Jazz classique : le jazz en France ; 13 h., Les anniversaires du jour : Milhaud ;

14 h., Musique en plume ; 14 h. 35, Concerto (Mozart) ; *15 h., Musique-France-plus* : Franck, Ysaye, Marietan, Messiaen ; 17 h., Musique américaine ;

18 h. 2, Kiosque ; 18 h. 30, Café-théâtre ; 19 h. 5, Jazz ;

20 h., Des notes sur la guitare : les serviteurs obscurs de la guitare ; 20 h. 30, Les chants de la terre ; 21 h. 20, Echanges internationaux : « Concerto pour violon en ré majeur » (Beethoven) ; « Petrouchka » (Stravinsky), par l'Orchestre Symphonique de la radio de Stuttgart, dir. L. Forster, avec : I. Perlman, violon ; 23 h. 15, *Ouvert la nuit* : les nuits de New-York ; 1 h. 15, Douces musiques.

Samedi 23 juin

CHAINE I : TF 1

12 h. 30, La vie en vert ; 12 h. 45, Jeune pratique ; 13 h. 35, La bonne conduite ; 13 h. 45, Au plaisir du samedi ; 18 h. 5, Trente millions d'amis ; 18 h. 40, Magazine auto-moto ; 19 h. 10, Six minutes pour vous défendre ; 19 h. 15, Série : Monsieur Panivo passe toujours ; *19 h. 45, Les inconnus de 19 h. 45.*

20 h. 35, Variétés : Numéro Un (Michel Sardou).

21 h. 35, Série : Chapeau melon et bottes de cuir (Le piège).

22 h. 30, Les musiciens du soir :

Le jeune orchestre symphonique de Douai et des Hauts de France interprète Feux d'artifices *(Haendel) ;* le Baiser de la fée *(Stravinski) ;* Danse sacrée *(Debussy) ;* Concerto pour percussion et petit orchestre *(Milhaud).*

23 h., Sport : Athlétisme.

CHAINE II : A 2

11 h. 45, Journal des sourds et des malentendants ; 12 h., Samedi et demi (et à 13 h.) ; 12 h. 15, Série : Christa ; 13 h. 35, Magazine : Des animaux et des hommes ; 14 h. 25, Les jeux du stade ; 17 h. 5, Salle des fêtes ; 18 h. 15, Documentaire : Les grottes du soleil ; 18 h. 50, Jeu : Des chiffres et les lettres ; 19 h. 45, Top-Club.

20 h. 35, Feuilleton : Les folies Offenbach (La valse oubliée).

21 h. 30, Sur la sellette.

22 h. 30, Terminus les étoiles.

CHAINE III : FR 3

18 h. 30, Pour les jeunes : Thierry la Fronde ; 19 h. 20, Emissions régionales ; 19 h. 55, Dessin animé ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, Retransmission théâtrale : Hamlet, *de Shakespeare, par la Comédie de Saint-*Etienne, mise en scène D. Benoin.

Dans les arènes gallo-romaines de la belle ville de Saintes, un son et lumière théâtral qui fut loin de faire l'unanimité lors de sa création, très subventionnée, l'été passé. Les cavalcades équestres et les effets de jets d'eau ne suffirent pas à rendre les mots de Shakespeare...

23 h., Magazine : Thalassa (le phénomène de la planche à voile).

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Matinales ; 8 h., Les chemins de la connaissance : regards sur la science ; 8 h. 30, Comprendre aujourd'hui pour vivre demain : l'Islam ; 9 h. 7, Matinée du monde contemporain ; 10 h. 45, Démarches avec... P. Bruckner et A. Finkielkraut ; 11 h. 2, La musique prend la parole ; 12 h. 5, Le pont des arts ;

14 h., « Villes et mégalopolis », par E. Laurent ; 16 h. 20, Livre d'or : M.-F. Bucquet, piano (Haydn, Ives) ; 17 h. 30, Pour mémoire : Victor Hugo ; 19 h. 30, Nuits magnétiques : l'Afghanistan.

20 h., « le Prophète voilé », d'A. Khatibi (redif.) ; 21 h. 55, Ad lib, avec M. de Breteuil ; 22 h. 5, La fugue du samedi.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Musiques pittoresques ; 7 h. 40, Musiciens pour demain ;

8 h., Journée Herbert von Karajan *(lire nos « Ecoutez-Voir ») ; 8 h., Ouverture de la journée* : Mozart, Bach ; chants grégoriens, « Falstaff », musique du vaudou ; 12 h. 35, Sélection-concert ; 13 h., Exclusif : Debussy, Verdi, Wagner ; 16 h., G. Soudant : Tchaïkovski ;

20 h. 5, En direct du Grand Auditorium de Radio-France... « Canzona, Ricercare du 7e ton » (Gabrielli) ; « Gran partita, sérénade en si bémol K. 361 » *(Mozart)* ; « Septuor » (Beethoven) ; « Till Eulenspiegel » (Strauss) ; « Blues espagnola » ; « Rumba philharmonica » (Blacher), par le Berliner Philharmoniker, dir. H. von Karajan ; 22 h. 30, « Fidelio », extraits (Beethoven) ; « Symphonie n° 2 » (Brahms) ; Adagietto de « l'Arlésienne » (Bizet) ; 1 h. 35, Extraits de « Symphonie n° 6 » (Mahler), « Tristan et Isolde » (Wagner).

Dimanche 24 juin

CHAINE I : TF 1

9 h. 15, Emissions philosophiques et religieuses : A Bible ouverte ; 9 h. 30, La source de vie ; 10 h., Protestantisme ; 10 h. 30, Le jour du seigneur ; 11 h., Messe à l'église Sainte-Bernadette de Dijon ;

12 h., La séquence du spectateur ; 12 h. 30, *TF 1-TF 1 ; 13 h. 30, C'est pas sérieux* ; 14 h. 15, Les rendez-vous du dimanche ; 15 h. 35, Série : L'homme de l'Atlantide ; 16 h. 25, Sports première ;

18 h. 10, Télé-film : César et Cléopâtre.

19 h. 25, Les animaux du monde ;

20 h. 35, FILM : UN HOMME *QUI ME PLAIT*, de C. Lelouch (1969), avec A. Girardot, J.-P. Belmondo, M.-P. Conte, M. Bozzuffi, F. Fawcet, P. Bergman. (Rediffusion.)

Une actrice de cinéma et un compositeur de films venus de France se rencontrent à Los Angeles. Ils font à travers les Etats-Unis une randonnée sentimentale.

22 h. 10, La leçon de musique : Vinko Globokar.

Lire nos « Ecouter-Voir ».

CHAINE II : A 2

11 h., Quatre saisons ; 11 h. 30, La vérité est au fond de la marmite ; *12 h., Chorus* ; 12 h. 40, Cinémalices ; 13 h., Top-club (et à 13 h. 40).

14 h. 30, Feuilleton : *Drôles de dames* ; 15 h. 20, En savoir plus ; 16 h 20, Petit théâtre du dimanche ; 16 h. 55, Monsieur Cinéma ; 17 h. 35, Chocolat du dimanche ; 18 h. 5, La légende d'Adams et de l'ours Benjamin ; 18 h. 55, Stade 2 ;

20 h. 35, Série : Hunter (Barbe Noire est revenu) ;

21 h. 35, Histoire : Bolivar et le congrès de Panama, réal. E. Manet.

Lire nos « Ecouter-Voir ».

22 h. 30, La grande parade du jazz : Count Basie.

CHAINE III : FR 3

10 h., Emission de l'ICEI destinée aux travailleurs immigrés : Images du Maroc ; 10 h. 30, *Mosaïque : Le théâtre dans l'immigration.*

16 h. 40, Prélude à l'après-midi : Richard Strauss ; *17 h. 35,* Un comédien : J.-F. Poron lit Pierre Loti ; 18 h. 30, Rire et sourire ; 19 h. 45, Spécial DOM-TOM ; 20 h., La grande parade du jazz : James Caroll Boker.

20 h. 30, Documentaire : Le nouveau cartoon à Hollywood ; 22 h., Ciné-regards : Toto.

22 h. 40, FILM *(cinéma de minuit, cycle* films noirs américains) : L'IMPASSE TRAGIQUE, de H. Hathaway (1946), avec L. Ball, M. Stevens, C. Webb, W. Bendix, K. Kreuger, R. Hadley (v.o. sous-titrée, N.).

Un détective privé est pris dans une machination qui le rend responsable d'un meurtre. Aidé par sa secrétaire, il cherche à prouver son innocence.

FRANCE-CULTURE

7 h. 7, La fenêtre ouverte ; 7 h. 15, Horizon, magazine religieux ; 7 h. 40, Chasseurs de son ; 8 h., Orthodoxie et christianisme oriental ; 8 h. 30, Protestantisme ; 9 h. 10, Ecoute Israël ; 9 h. 40, Divers aspects de la pensée *contemporaine : l'Union rationaliste* ; 10 h., Messe au Collège Sainte-Marie d'Antony ; 11 h., Regards sur la musique ; 12 h. 5, Allegro ; 12 h. 37, La lettre ouverte à l'auteur ; 13 h. 45, Disques rares ;

14 h., La Comédie-Française présente : « Henri IV », de Shakespeare ; 16 h., Autour de F. Bebey ; 17 h. 30, Rencontre avec... Jean Hamburger ;

18 h. 30, Ma non troppo ; 19 h. 10, Le cinéma des cinéastes ;

20 h., Albatros : A. Fréhaud ; 20 h. 40, Atelier de création radiophonique ; 23 h., Musique de chambre : J. Gottlieb, piano (Clostre), S. Millot, violoncelle (Sauguet) et le Quatuor Parrenin (Stravinski, Cannon).

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Musique Chantilly ; 8 h., Cantate ; 9 h. 7, Charles Tournemire, l'orgue mystique ; 9 h. 30, Concert... Festival de Cheltenham (Mozart, Wagner, Schoenberg) ; 11 h., Harmonia sacra ; 12 h., Musiques chorales ; 12 h. 35, Chasseurs de son ;

13 h., Portrait en petites touches : Chopin ; 14 h., La tribune *des critiques de disques : « Tempête », de* Beethoven ; 17 h., Concert-lecture : Mendelssohn ; 18 h., Opéra-bouffon : Fourdrain, Rosenthal ; 19 h. 35, Jazz s'il vous plaît ;

20 h., Equivalences ; 20 h. 30, Echanges internationaux : « Requiem, opus 89, pour soli, chœurs, orchestre et orgue » (Dvorak), par l'Orchestre symphonique *de l'O.R.F., dir. V. Neumann,* et le Chœur des amis de la musique de Vienne, dir. H. Froschauer. Avec J. Marsh, soprano ; M. Lilowa, alto ; H. Zednick, ténor ; J. Stajnc, basse, *et R. Scholz, orgue* ; 22 h. 30, Ouvert la nuit ; 23 h., Nouveaux talents, premiers sillons ; 0 h. 5, Filiations.

Lundi 25 juin

CHAINE I : TF 1

12 h. 15, Réponse à tout ; 12 h. 30, Midi première ; 13 h. 50, Les après-midi de TF 1 d'hier et d'aujourd'hui ;

16 h. 25, FILM : UN CERTAIN M. JO, de R. Jolivet (1957).

Un ancien mauvais garçon (Michel Simon), qui tient une guinguette sur les bords de la Marne, se sacrifie pour sauver une petite fille que des criminels viennent de kidnapper.

18 h., TF 4 ; 18 h. 30, Un, rue Sésame ; 18 h. 55, *C'est arrivé un jour ; 19 h. 45,* Les inconnus de 19 h. 45.

20 h. 35, FILM : LE FAISEUR DE PLUIE, de J. Anthony (1956), avec B. Lancaster, K. Hepburn, W. Corey, L. Bridges, E. Holliman, C. Prud'homme (rediffusion).

Dans un village du Texas, au début du siècle, un charlatan qui prétend avoir le pouvoir de faire tomber la pluie s'introduit chez des fermiers préoccupés par la sécheresse et le célibat prolongé de la fille de la maison.

22 h. 30, Enquête : La radiesthésie.

CHAINE II : A 2

12 h., Quoi de neuf ; 12 h. 15, Série : Tang ; 13 h. 20, Magazine : Page spéciale ; 13 h. 50, Feuilleton : Bonjour Paris ; 14 h., Aujourd'hui, madame ;

15 h., FILM : LEGUIGNON GUERISSEUR, de M. Labro (1954), avec Y. Deniaud, J. Marken, N. Besnard, A. Brunot, M. Roux, L. Blanche, A. Versini. (N.)

Un brave employé se découvre un don de guérisseur par fluide magnétique. Il soigne les malades mais se fait des ennemis.

16 h. 45, Itinéraires ; 17 h. 30, Fenêtre sur... la peau et le soleil ; 18 h., Récré A 2 ; 18 h. 35, C'est la vie ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Top-club.

20 h. 35, Variétés : Exclusif.

21 h 40, Magazine : Question de temps.

21 h. 40, Magazine : Question de temps (*Quelle France ?* climats : Gironde).

22 h. 40, Chefs-d'œuvre en péril : les monuments et le soleil.

CHAINE III : FR 3

18 h. 30, Pour les jeunes ; 18 h. 55, Tribune *libre : Jacques Berque ; 19 h. 20, Emissions* régionales ; 19 h. 55, Dessin animé ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, FILM (cinéma public) : L'HOMME PRESSE, d'E. Molinaro (1977), avec A. Delon, M. Darc, M. Duchaussoy, M. Guerritore, *E. Labourdette, B. Kearns.*

Un antiquaire, attaché à la conquête des objets rares, mène sa vie à toute allure et cherche à entraîner celle qu'il a épousée dans une course éperdue.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Matinales ; 8 h., Les chemins de la connaissance... La route et le fleuve ; à 8 h. 32, La nostalgie du présent ; 8 h. 50, Echec au hasard ; 9 h. 7, Les lundis de l'histoire ; 10 h. 45, Le texte et la marge : 11 h. 2, Evénement-musique ; 12 h. 5, Nous tous chacun ; 12 h. 45, Panaorama ;

13 h. 30, Atelier de recherche vocale ; 14 h., Un livre, des voix : « l'Epouvantail », de P. Highsmith ; 14 h. 42, Bureau de contact ; 15 h., Centre de gravité ; 16 h. 50, Libre appel ; 17 h. 32, Boris Vian : Du jazz à l'opéra ;

18 h. 30, Feuilleton : « le Double Crime de Valpinson », d'après E. Gaboriau ; 19 h. 30, Présence des arts *: l'Exposition Paris-Moscou* ;

20 h., « Lucile pour mémoire », de S. Roumette ; 20 h. 45, Disques ; 21 h., L'autre scène ou les vivants et les dieux : le Testament de Dieu ; 22 h. 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

7 h., Quotidien musique ; 9 h. 2, Le matin des musiciens : Haendel ; 12 h., Musique de table ; 12 h. 35, Jazz classique : Count Basie ; 13 h., *Les* anniversaires du jour ;

14 h., Musique en plume : Gilbert, Strauss, Waldteufel ; 14 h. 20, Concerto (Monn) ; 15 h., Musique-France-plus : Charpentier, Vaughan-Williams, Lovano, Berlioz, Ropartz, Gounod ;

18 h. 2, Kiosque ; 19 h. 5, Jazz pour un kiosque ;

20 h. 5, Echanges internationaux... en direct de Vienne : « Six Pièces d'orchestre, opus 6 » (Webern), « Wozzeck, opus 7 », extraits (Berg), « Concerto pour piano *en ré mineur, opus 15 » (Brahms), par l'Orchestre* symphonique de Vienne, dir. C. Abbado. Avec M. Pollini, piano ; 22 h., Ouvert la nuit ; 23 h., La radio d'hier ; 1 h., Douces musiques.

Les écrans francophones

Lundi 18 juin

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., l'Etrange Monsieur Duvallier ; 21 h., *Au paradis à coups de revolver*, film de Lee H. Katzin.

TELE-MONTECARLO : 19 h. 15, *Les Incollables* ; 20 h. 5, *Matt Helm* ; 21 h. 5, *la Bataille de la Neretva*, film de V. Bulajic.

TELEVISION BELGE : 19 h. 55, Conseils juridiques : l'Adoption ; 20 h., Un matin d'été dans le Sud tunisien ; 21 h. 10, Magazine scientifique : les perceptions visuelles, RTB bis ; 20 h. 35, *le Harpon rouge*, drame de H. Hawks.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h., Les petits Suisses ; 20 h. 20, Destins : Aimé Césaire ; 21 h. 50, *All Star Swing Festival.*

Mardi 19 juin

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., La petite maison dans la prairie : Une éternité ; 21 h., *Cléo de 5 à 7*, film d'A. Varda.

TELE-MONTE-CARLO : 19 h. 25, Les incollables ; 20 h. 5, La petite maison dans la prairie : la discipline ; 21 h. 5, *les Pieds dans le plat*, film de F. Tashlin (comédie farfelue).

TELEVISION BELGE : 19 h. 55, La grande aventure de James Onedin ; 20 h. 45, Hommes de la Wallonie ; 21 h., Histoire de la marine ; *RTB bis*, 20 h. 35, *Le jeune homme vert*, 3e épisode.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : *20 h. 20, Claude Léveillée, la froide* Afrique ; 21 h. 15, En direct avec... ; 22 h. 15, Interprètes prestigieux ; 22 h. 45, Basket-ball.

Mercredi 20 juin

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Hit-parade ; 21 h., *Catherine*, film de B. Borderie.

TELE-MONTE-CARLO : 19 h. 25, Les incollables ; 20 h. 5, La légende des Chevaliers aux 108 Etoiles, 9e épisode : Le piège ; 21 h. 5, *le Vicomte règle ses comptes*, film de M. Cloche (policier).

TELEVISION BELGE : 20 h., Joël Brand, Histoire d'une affaire ; 22 h. 15, L'Enfant et la Société, n° 5 : la Formation des enseignants ; *RTB bis*, 21 h. 15, *L'Amour du métier, 3e épisode.*

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 15, *On n'achète pas le silence*, film de W. Wyler ; 22 h., Entretien avec W. Wyler ; 22 h. 45, Basket-ball.

Jeudi 21 juin

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., L'Amour du *métier (1er épisode)* ; 21 h., *King Kong*, film de W. Daniels.

TELE-MONTE-CARLO : 19 h. 25, Les incollables ; 20 h. 5, Hawaï Police d'Etat : Le grand voyage ; 21 h. 5, *Vivre un grand amour*, film *d'E. Dmytryk* (drame psychologique).

TELEVISION BELGE : 20 h. 20, *le Dossier O. D. E. S. S. A.*, *film* de R. Nearne (drame) ; 22 h. 40, Le Carrousel aux images et le Monde du cinéma.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 20, Temps présent ; 21 h. 20, La Couronne du diable, 12e épisode : *Le Roi souillé* ; 22 h. 10, L'antenne est à vous.

Vendredi 22 juin

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Sergent Anderson : Enquête au Mexique ; 21 h., *les Chiens verts du désert*, film d'U. Lenzi.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h. 5, Jean-Christophe, 2e épisode : L'Adolescent ; 21 h. 5, *A tout casser*, film policier parodique de J. Berry ; *22 h. 35, Chrono. Magazine* d'actualités automobiles.

TELEVISION BELGE : 19 h. 55, *A suivre* ; 22 h. 5, *Isabelle devant le désir*, film de J.P. Berkmans ; *RTB bis*, 19 h. 55, Les yeux bleus (5e et dernier épisode) ; 20 h. 45, Ce que parler veut dire : le Temps de la Science et le Temps de l'Histoire.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h., Les petits Suisses ; 20 h. 20, *Richard III*, film de L. Ovilier ; 22 h. 35, *Trois jours en Australie, un pays heureux ?*, film d'O. Honegger.

Samedi 23 juin

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Un shilling par jour ; 21 h., *l'Enquête de l'inspecteur Morgan*, film de J. Losey.

TELE-MONTE-CARLO : 19 h. 30, Télécinéma ; 20 h. 5, La malle de Hambourg, 9e épisode ; 21 h. 5, *le Souffle de la violence*, western de R. Mate.

TELEVISION BELGE : 19 h. 55, Le jardin extraordinaire ; 20 h. 35, Hélène de Troie, fresque antique de R. Wise ; 22 h. 15, *La parole à la* défense.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 19 h. 45, *Les brebis égarées* : Le retour du Saint : une mort si peu accidentelle ; 21 h. 10, Ringling Brothers and Barnum and Bailey *Circus ; 22 h. 5, Jennifer*, film de G. Bovay.

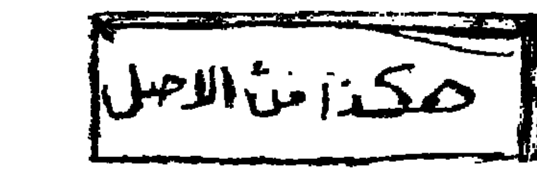
Dimanche 24 juin

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Vivre libre : le docteur volant du Kenya ; 21 h., *Des fraises et du sang*, film de S. Hagmann.

TELE-MONTE-CARLO : 19 h., British hour ; 20 h. 5, *Le monde en guerre*, n° 5 : Barbarossa ; 21 h. 10, Le concierge, comédie satirique de J. Girault.

TELEVISION BELGE : 20 h. 10, Variétés ; 21 h. 50, *la Compagne de la nuit*, film de G. Nelson.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 19 h. 45, Les brebis égarées ; 21 h. 15, La longue quête (2). Les religions dans le monde aujourd'hui ; 22 h., Un regard s'arrête : des bateaux pour rêver ; 22 h. 25, Vespérales.



SOCIETE

GÉNÉALOGIE

L'entraide et ses limites

LA grande majorité des chercheurs ne se rend pas aux réunions des associations pour y écouter des exposés plus ou moins ésotériques sur tel ou tel point très particulier d'une recherche. Ce détail peut vivement les intéresser, mais ce qu'ils viennent chercher d'abord c'est l'échange d'idées avec d'autres passionnés, c'est la rencontre de nouveaux généalogistes, peut-être la découverte d'une parenté jusqu'alors inconnue. C'est aussi l'espoir d'une entraide : deux chercheurs travaillant sur le même domaine.

Les expositions, colloques et congrès réunissent quelques simples curieux, peu ou pas encore atteints par le virus, mais ceux-ci sont relativement rares. La plupart des participants cherchent également le contact avec d'autres généalogistes s'intéressant à des recherches proches des leurs, soit dans un même isolat, soit sur un patronyme commun. Eux aussi espèrent l'entraide.

Prenons, par exemple, le grand rassemblement des dernières Journées généalogiques de Port-de-Bouc (1). L'un des participants converse longuement avec un autre généalogiste très sympathique. Ce dernier porte un nom répandu sur la côte méditerranéenne : *Arnaud*. Au cours de la conversation, celui-là — dont le nom est beaucoup plus rare. — lui signale que, parmi les aïeux de sa femme, certains des ascendants se nommaient également *Arnaud*. Et, n'y croyant guère, il ajoute en souriant qu'il y a peut-être parenté.

— « *Dans quelle région vivaient ces personnes ?* », rétorque aussitôt M. Arnaud. — « *Dans les Alpes-de-Haute-Provence* », dit l'autre. — « *Mes ancêtres également : donnez-moi les coordonnées de ceux de votre épouse, j'essaierai de rechercher. J'ai d'ailleurs un ami généalogiste sur place. Il est très coopératif. Il habite à Digne et son bureau jouxte le dépôt des archives départementales. Je vais lui demander.* »

Et ainsi commença l'entraide...

Le premier nommé ne peut guère se déplacer à plus d'un demi-millier de kilomètres de chez lui pour effectuer la recherche. Ceci, parce que les dépôts d'archives ferment tous le dimanche et celui des Alpes-de-Haute-Provence également le samedi en dépit de la demande répétée de démocratisation de la culture (2). Outre les frais de déplacement, il lui faudrait donc consacrer quelques jours de vacances, en veillant bien à éviter la première quinzaine de juillet pendant laquelle le dépôt ferme pour congé annuel (3). C'est pourquoi le dénombrement des ancêtres est encore limité sur cette ligne : Marie-Louise *Arnaud*, fille de Pierre et de Magdeleine *Isoard*, serait née vers 1750 à Saint-André-les-Alpes. C'est tout ce qu'il sait.

Premières données de l'entraide

L'ami de Digne se rend donc aux Archives départementales, dont le dépôt est tout près pour lui, et il explore le terrain. Pour Saint-André-les-Alpes, les minutes de catholicité s'étendent de 1725 à 1790 et possèdent un répertoire. L'acte de baptême est retrouvé à la date du 22 novembre 1749. Huit autres enfants s'échelonnent avant et après, du 26 février 1735 au 15 mars 1760, *soit sur vingt-cinq années*.

Cette période correspond largement au maximum habituel de fécondité d'un couple, et il est donc peu probable que d'autres naissances aient eu lieu précédemment dans une autre paroisse. Pourtant, une certaine Anne Arnaud, « fille dudit Pierre » fut marraine en 1758 de Joseph, le huitième enfant. Il n'a pas été découvert de baptême d'Anne, mais seulement d'Anne-Marie en 1739, première née des filles retrouvées du couple en question. Il est plausible qu'Anne et Anne-Marie soient une seule et même personne, d'autant plus probable que la marraine d'Anne-Marie s'appelait elle-même Anne et que l'usage jadis aimait que la marraine donnât son prénom.

Si cette première éventualité est bonne, le mariage a été célébré sans doute en 1734 ou dans les années immédiatement antérieures. *Toutefois, celui-ci* n'est pas inscrit à Saint André. Il faut donc penser que l'un des époux n'est pas de la même paroisse et que c'est à son domicile que nous devons le découvrir. Oui, mais où ? Les parrains et marraines, surtout ceux des premiers-nés, sont généralement des membres très proches de la famille. Lorsqu'il sont originaires d'un pays non contigu, ce dernier est généralement indiqué dans l'acte. Ici, aucune précision n'est donnée.

De l'impossibilité d'en demander tant

Logiquement, les minutes de catholicité d'une des paroisses limitrophes contiennent donc l'acte désiré.

A moins que les époux, obligés de faire baptiser leurs enfants dans la religion catholique, ne fussent en réalité protestants (4), ou encore que... La recherche demeure toujours aléatoire !

En tout cas, la première réaction, donc épidermique, serait d'abandonner l'état civil de Saint-André, qui ne pourrait donner grand-chose de plus. Est-ce raisonnable ? N'y-a-t-il vraiment rien d'autre à trouver ? La réponse a déjà été suggérée plus haut. Les parrains et marraines sont à peu près toujours des proches, d'autant plus proches, qu'ils apparaissent aux premières naissances (5). Ici, le premier-né Lazare, est le filleul de Lazare *Giraud* et d'Isabeau *Gillaud*. Ils sont théoriquement grands-parents ou oncles, directs ou par alliance. Isabeau *Gillaud* peut être une des grands-mères, mais Lazare *Giraud* ne porte pas le patronyme d'un des père et mère et il ne peut donc, s'il est placé à la génération des grands-parents, qu'être le deuxième mari d'une des aïeules. L'un et l'autre *peuvent aussi être grand-oncle* ou grand-tante, par alliance, ou non (pour Isabeau). Il semble que les deux aïeuls soient décédés et que les deux premiers parrain et marraine soient de leur génération, puisque les patronymes des parents n'apparaissent pas avant la deuxième naissance et que, manifestement, aucun parrain retrouvé ne peut — vu son nom — être un aïeul.

La première tentative consiste donc à rechercher le mariage dès le début des archives (elles commencent ici en 1725) d'Isabeau *Gillaud*. Si le mari retrouvé est un Arnaud ou un Isoard, il ne peut s'agir d'un aïeul (car son mariage serait trop récent), mais c'est sans doute un grand-oncle. Sinon, il faut penser à un deuxième mariage d'une aïeule. Pour Lazare *Giraud*, si l'épouse porte un patronyme non encore rencontré, il est probable qu'il est le second *mari d'une aïeule. Si le patronyme est Arnaud* ou *Isoard*, il s'agit sans doute d'un grand-oncle. Si les mariages ne sont pas retrouvés, peut-être les couples le seront-ils avec la possibilité d'une recherche concomitante sur les parrain et marraine des enfants.

D'autres expectatives seront à rechercher, les mariages, puis les baptêmes d'enfants, des couples Jean-Jacques *Bœuf*-Anne *Arnaud* et Honoré *Juglar*-Catherine *Roux*, parrains et marraines aux deux naissances suivantes, qui ont de fortes chances d'être oncles et tantes. Les premiers *nommés sont vraiment parents* proches puisque leur fille Marguerite fut marraine de la dernière-né, Marguerite, en 1760. Quant au patronyme *Roux*, il se retrouve à la quatrième naissance en 1745, où le parrain fut le sieur Jean-Joseph *Roux*, bourgeois du lieu de Clumanc : cette fois le domicile est donné !

Tout cela n'est établi, évidemment, que sur des éventualités, des constructions de l'imagination, à confirmer ou infirmer. Toutefois, il est évident que l'état civil de Saint-André-les-Alpes n'a pas fourni tout ce qu'il *possède. Ne serait-ce, en outre,* que par les actes de décès de Pierre *Arnaud et de Magdeleine Isoard* qui peuvent théoriquement, s'ils ont été dressés après 1792, donner leurs lieux et dates de naissance... En effet, Magdeleine *Isoard* est très probablement née vers 1718 (date qui lui donne dix-sept ans à la naissance de son premier enfant et quarante-deux à celle du dernier). Elle aurait donc eu environ soixante-quinze ans à la Révolution et aurait fort bien pu vivre encore quelques années, et son époux également.

Chaque indice à exploiter apparaît au fil de chaque découverte. L'imagination doit jouer sans cesse et sans cesse remettre en cause, jusqu'à ce qu'une preuve *formelle change le rêve* en certitude. C'est ça la recherche, et le jeu aussi, mais comment le demander si l'autre n'est pas profondément motivé, si la découverte ne le concerne pas directement ? Quels que soient sa bonne volonté, son courage, je doute qu'il le puisse.

PIERRE CALLERY.

(1) Voir : « Des « Journées généalogique » au prix du meilleur ouvrage » (*le Monde* daté 17-18 décembre 1978, page 21).

(2) Voir : « Pourquoi les dépôts d'archives n'ouvrent-ils pas le dimanche ? » (*le Monde* daté 21-22 mai 1978, page 15) ; « Le téléphone fut, lui aussi, considéré comme un luxe inutile » (*le Monde* daté 8-9 octobre 1978, page 31) ; « Pour l'accès de tous à la culture » (*le Monde* daté 28-29 janvier 1979, page 23).

(3) Voir : *la Généalogie : une science* (Editions du Seuil, page 18).

(4) Voir : « L'aïeul cherché en vain était-il protestant ? » (*le Monde* daté 3-4 juin 1979, page 13).

(5) Voir « De la recherche des collatéraux contemporains » (*le Monde*, daté 18-19 janvier 1979, page 15).

HOLD - UP

Les affres d'un témoin

J'ATTENDAIS ce jeudi avec impatience : ayant tiré des *chèques la veille, je n'étais* pas très sûre que mon compte en *banque soit approvisionné.* Les cours de philosophie ne rapportent guère et, une fois encore, *je fus étonnée de la modicité* du chèque alloué pour huit heures de cours par semaine. Il ne me *déplaît pas de penser que les cours de philosophie relèvent de* l'apostolat...

Il était plus de *midi, ce matin* du 31. J'avais hâte, en sortant de mon cours, de porter mon chèque à la banque proche de chez moi. Fait rarissime, une superbe place pour se garer m'attendait face à la banque. Je *traverse la rue sous une pluie* diluvienne. Au moment précis où je vais franchir la porte vitrée de la banque, j'aperçois en un éclair un homme, à droite près de la caisse, qui me regarde les yeux écarquillés et les bras levés. Je ne comprends pas tout de suite. A gauche, plusieurs personnes *semblent* étrangement immobiles, comme pétrifiées. En*fin, je réalise. En une fraction* de seconde, j'imagine plusieurs possibilités : *on tourne un film* (on en tourne bien dans l'école de ma fille en ce moment), on fait une répétition générale en cas de hold-up. Non, pour une fois la réalité est là, elle a une tout autre *résonance* que dans les multiples séries B américaines.

Que faire ? M'a-t-« on » vue de l'intérieur ? Dois-je continuer et pénétrer dans ce *lieu où* règne une atmosphère figée ou dois-je *ressortir ? Je prends l'air le plus* dégagé possible et je ressors. Je repousse énergiquement l'idée qu'une gâchette nerveuse puisse prendre mon dos pour cible : la contre-influence du cinéma. Indécise, je reste sur le trottoir après avoir fait quelques pas. Il y a un choix à faire, encore une *fois*. Ou je rentre tranquillement chez moi en faisant un récit excitant à mes fils, ou je télé*phone à la police. Je viens de* faire un cours à mes élèves sur Rousseau et le *Contrat social.* Ce serait lâche de m'enfuir *comme si* je n'avais rien vu. Je ne peux décemment m'y résoudre après avoir tant vanté le pacte d'association.

Soudain, devant moi, un homme *sort de sa voiture et se dirige* vers l'entrée de la banque. Le *prévenir ? Et s'il s'agissait d'un* complice ? Avant que je puisse me décider, l'homme, comparse ou non, disparaît dans l'entrée.

J'ai beau enseigner la philosophie, je sens mes jambes flageoler et je suis saisie d'un tremblement. J'aperçois un petit bistrot à quelques mètres sur *le même trottoir.* Impossible de maîtriser ce maudit tremblement. *Je demande le téléphone. Alors* qu'il trône sur le comptoir devant moi, on m'indique une cabine dans l'arrière-salle. « *Non, il faut téléphoner tout de suite, il y a un hold-up dans la banque à côté* », dis-je d'une voix mal assurée. On me regarde incrédule. Je m'empare du télé*phone et compose le numéro de* police. Quelqu'un me répond qu'en ce moment précis, et je l'entends fort bien également, la sonnerie d'alarme de la banque résonne dans leurs bureaux. On me croit enfin autour de moi.

La rapidité du raisonnement

Je ressors et me dirige à *nouveau vers la banque, indécise sur* la conduite à tenir. Ses abords semblent étrangement calmes. Vais-je prendre ma voiture et rentrer tout simplement chez *moi* ? A quelques mètres devant moi, un homme sort de la banque, un grand sac noir de voyage à la main. Il marche *normalement, d'un pas vif et* décidé, mais il ne court pas. Je *le vois de dos, grand et brun,* tourner le coin de la rue à gauche. Ce ne peut être que l'auteur du hold-up. Si jeune, si « joli garçon »...

Quelques instants plus tard, la police arrive. Encore une autre *décision* à prendre. Dois-je me manifester et dire ce que *j'ai vu ou filer à l'anglaise ?* C'est étonnant, la rapidité de *raisonnement qu'on peut avoir* dans de tels cas. Je sais ce qu'implique un témoignage : d'une part, une déposition en bonne et due forme (conséquence directe, perte de temps dans les locaux peu avenants), d'autre part, il y a tout de même un quelque chose de l'ordre de la délation, à *laquelle* je me *suis* toujours opposée, quelles que *soient les circonstances. En re*vanche, je suis tout aussi fermement opposée à la passivité. Comment sortir d'un tel dilemme ?

L'homme qui sort de la voiture de police est jeune et a un air sympathique. Une vieille dame lui dit au passage d'un ton très excité : « *C'est un nègre masqué.* » J'éprouve alors l'irrésistible besoin de dire ce que j'ai vu. Au diable les raison*nements, les tergiversations,* être du côté du service d'ordre *ou pas. Je raconte rapidement* ce que j'ai vu à celui que je suppose être un jeune inspecteur. Il transmet immédiatement par la radio de sa voiture les maigres renseignements et me demande de l'accompagner. La banque est à présent barricadée. Il sort sa carte et la montre à *travers la porte vitrée. On lui* fait signe de passer par derrière. *Nous sommes toujours* sous une pluie battante. Je lui laisse mes coordonnées et, délivrée, me dirige vers ma voiture.

CLAUDE DE MÉOQ.

FAMILLE

LES COUSINS DE PARIS

« C'EST ta grand-mère paternelle qui était cousine avec ma mère, mais je ne sais plus à quel degré. » *Ils sont venus, les cousins de Paris, voir les cousins de province. Ils ont fait halte à Amiens en revenant d'un voyage en Belgique. C'est presque sur le parcours. Ils sont passés par Bruxelles pour venir dans la capitale picarde : l'occasion. Pourtant Paris n'est qu'à une heure et demie d'Amiens par l'autoroute. Mais les cousins d'Amiens et les cousins de Paris n'ont pas fait le chemin pour se rencontrer depuis des années. Les enfants, la vie professionnelle, les vacances au sud de la Loire. Ni les uns ni les autres n'ont su franchir les 140 kilomètres qui les séparent.*

La Bourgogne, la Picardie, la Vendée sont réunies autour de la table. De quoi parle-t-on entre cousins ? De ceux qui sont morts, de ceux qui vieillissent, de ceux qui grandissent. Les jumelles, déjà vingt-trois ans. Que font-elles comme études ? Le fils ? 1,82 m et étudiant en droit à Assas. Le temps court vite. Déjà le café. Vous allez faire connaissance de nos bébés. La sieste est finie. C'est l'heure du goûter. Elles sont bien gentilles ces petites filles. La plus grande ira à l'école l'année prochaine sans doute. Oh ! vous avez bien le temps de vous en séparer. C'est si mignon à cet âge. Ainsi vous habitez juste à côté de l'église. Vous n'avez pas d'excuse si vous êtes en retard à la messe. Ça fait très province cette petite place avec des arbres. Et juste les feuilles qui commencent à pousser. Tu es à un quart d'heure de ton travail à pied et tu prends la voiture.

Le cousin de Paris, lui, habite en banlieue ; il prend le train chaque matin. Comment peut-on prendre sa voiture pour faire un kilomètre ? Le cousin de Paris a raison. Les provinciaux ne savent pas profiter de la chance qu'ils ont d'habiter en province.

Alors, les cousins de Paris, venus à Amiens en passant par Bruxelles, sont remontés dans leur voiture et sont allés se mêler au flot de véhicules rentrant sur Paris le dimanche soir par l'autoroute du Nord.

MICHEL CURIE.

AIMER

LE CHAT

« Pourquoi as-tu quitté ton mari ?

— *Il n'aimait pas le chat. Il le battait, le brûlait avec des cigarettes.*

— Il te battait ?

— *Non, mais il battait le chat.*

Monique habite une chambre d'hôtel depuis un mois dans le quartier Montparnasse, à Paris. Elle n'a pas alerté sa famille, à Marseille. Ils ne comprendraient pas la *séparation*. Dans un vieux panier, une boule noire s'étire. Monique a vingt-neuf ans. Secrétaire dans une banque, équilibrée de l'avis de ses proches. Ces derniers temps, ils la trouvaient plus triste. La fatigue... Elle a recueilli le chat en rentrant du travail, il y a un an. Il errait devant la porte de l'immeuble.

— Il était jaloux du chat ?

— *Il disait que je le préférais à l'enfant que nous n'avons pas. Je ne peux pas avoir d'enfant.*

— Ton mari, tu disais qu'il était merveilleux, qu'il te comblait. Tu disais que...

— *Depuis le chat, il a changé. C'était son ennemi, le chat.*

— Tu ne le reverras pas...

— *Non.*

Le chat se déplie et salue l'intrus. Trois brûlures rondes tachent sa fourrure.

— Et maintenant, tu va aller où avec ton chat ?

— *Je divorce... Après je verrai.* »

ALAIN LAVILLE.

UNDERGROUND

Les musiciens des couloirs

S'IL est un secteur de notre artisanat qui a su à temps se « redéployer » à en faire pâlir d'envie canards boiteux et technocrates de tous poils, c'est bien celui des musiciens du métro.

Gardant encore le souvenir ému de ce pathétique *Temps des cerises* que l'unijambiste rougeaud des *dimanches* nous « accordéonnait » avec amour dans le couloir de la station République, je me demande avec angoisse quel ethnologue inconscient se risquerait à présent à exhumer Pottier et Clément de la réserve à dinosaures où l'époque, à double tour, les a remisés.

Nos stations ont fait notes neuves et résonnent à présent d'arpèges plus exotiques, sinon *toujours du meilleur goût. Ainsi* à Strasbourg-Saint-Denis, où cohabitent tant bien que mal à 50 mètres de distance un groupe arabe qui parvient à faire recette entre deux rafles en serinant les méloppées d'Oum Kalsoum et un clarinettiste moustachu.

Rengaines en conserves

Quant aux irréductibles du piano à bretelle, avec le magnétophone à cassettes, ils ont épousé leur mécanique époque. *Leur joujou sur les genoux* selon l'humeur et pour le même prix, ils nous octroient carrément Verchuren ou nous réchauffent sans façons le Guy Lux de la veille au soir, baratin compris. Ceux-là savent leur public sur le bout des touches, vieux titis qu'une pièce dans la *timbale en étain console de* la mort du Paris des boulevards.

De même, en passant la Seine, dame Guitare sèche, ci-devant souveraine de la rive gauche, n'a pas meilleure mine, qui voit ses *sempiternels Jeux interdits* moqués par d'innocents violons du *Conservatoire dont les dix-huit* printemps insolents se risquent parfois sous les voûtes blanches. Passée l'heure où les honnêtes gens ont soufflé la bougie, la flûte des Andes prend possession de toutes les stations du quartier Latin.

A La Motte-Picquet-Grenelle (et non à Montparnasse comme on pourrait logiquement le penser), la harpe celtique égrène en plein vent son espérance océane, tandis que, à six stations de là, à Odéon, c'est un vieil Inca buriné qui suscite les questions sous les boucles blondes des chers petits en caressant un étrange animal, mi-harpe mi-guitare, dont la lente plainte cristalline fait ralentir le pas aux plus pressés. *Dans toutes ces sébilles régiona*listes ou réfugiées l'obole tinte comme un acte militant.

Marketing

Mais, en dépit de ces ouvertures sur le monde, l'écrasante majorité demeure fidèle aux papes des « sixties », bien de chez nous ceux-là, Dylan et Cohen. Cependant, pour être traditionalistes, les modernes baladins qui poussent la goualante dans un anglais parfois plus *approximatif encore que* leur rasage du matin n'en ont pas *moins été prompts* à faire leur armes en marketing. Ainsi, débordant des couloirs, cela fait belle lurette qu'ils sont venus traquer l'aumône là où se trouve le public : dans les wagons. Il est reconnu, en effet, qu'une *main sollicitée* trouvera plus spontanément le chemin du portefeuille ou du sac à main en position assise, et dans l'état de disponibilité que provoque tout voyage, si quotidien et urbain soit-il, que lors d'une *aléatoire* course contre la correspondance.

Il est, en outre, plus délicat aux assis de rejeter une requête parfois souriante, souvent féminine et juvénile, toujours insistante que de dédaigner un béret crasseux posé à même le sol dans un *couloir* glauque. En cela, les musiciens ne font que mettre en pratique le B.A.BA de tout gérant de supermarché qui se respecte.

Anges bronzés des tunnels, vos maladresses insolentes tendent un miroir sans complai*sance à notre morosité. Votre* adieu ample et souriant quand, chanson avalée et poches pleines, vous nous laissez à notre vague mauvaise conscience de métro-boulot-dodo nous rappelle chaque matin que, assis sur la même banquette, nous ne serons jamais du même voyage.

DANIEL SCHEIDERMANN.

LES GRANDS FLEUVES

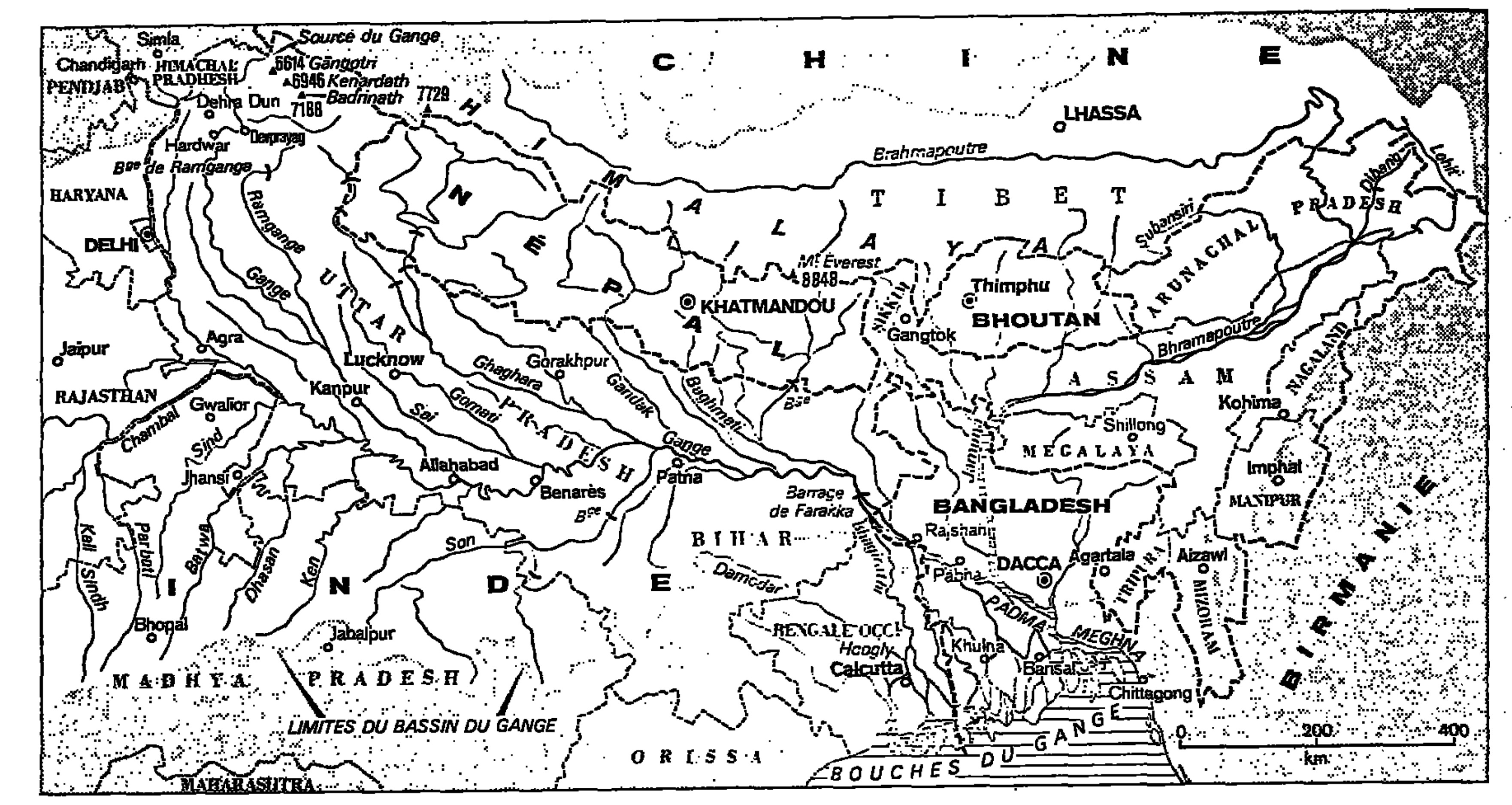
Le Gange : le ciel sur la terre

(Suite de la page 9.)

Hardwar est également le point de départ d'un pèlerinage vers les sources du Gange — ou du moins à Devprayag, à 4 100 mètres d'altitude, — redoutable épreuve physique pour les pèlerins qui font le trajet à pied : une partie de cette « longue marche » s'effectue cependant de nos jours en autocar. Et il n'est plus guère de dévot allant, comme le voulait naguère la tradition, de l'embouchure aux sources !

Près de Hardwar, le colonisateur a réalisé quelques prouesses techniques pour construire des canaux, maîtriser, en aval, les débordements furieux du fleuve à la mousson, et permettre l'irrigation à la saison sèche. La production agricole de l'ouest du monumental Etat de l'Uttar-Pradesh rivalise avec celle du Pendjab, « grenier à blé » du pays, surtout parce que cette infrastructure a été étendue depuis l'indépendance.

Kanpur, à quelque 500 kilomètres, avec ses manufactures de briques rouges noircies, représente aussi les vestiges de la puissance d'hier. La ville, où le fleuve est grossi de la Kali, au sud, et de la Ramganga, au nord, a conservé sa tradition industrielle, et elle est le centre principal de quelques-unes des activités modernes de l'Inde, comme la construction aéronautique. Réputée pour la fertilité de sa terre, la vallée du Gange l'est depuis longtemps aussi pour ses ressources minérales (fer, charbon, manganèse) et l'usage des outils en fer semble avoir commencé à s'y répandre depuis environ mille ans avant Jésus-Christ.



Le Gange doit pourtant l'essentiel de sa notoriété à sa vie religieuse. Et c'est sans doute à Allahabad (la ville d'Allah), baptisée ainsi par l'empereur Akbar, que, singulièrement, les hindous forment, avec le Khum mela, le plus impressionnant rassemblement religieux, la plus importante manifestation de « masse » au monde. Pour eux, Allahabad, il est vrai, c'est plus précisément Prayag, le confluent tout proche du Gange et de son puissant affluent quelque peu sacré, lui aussi, la Yamuna, sur la rive de laquelle se trouve Delhi. Venant elle aussi de l'Himalaya, et drainant plusieurs cours d'eaux méridionaux du Rajasthan et du Madhya-Pradesh, la Yamuna, apparemment plus puissante et plus stable que le Gange éperonne celui-ci au milieu d'un océan boueux à la saison des pluies et de sable à la saison sèche. Les deux fleuves suivent auparavant un cours sensiblement parallèle.

Un lieu souverain de pèlerinage

Le confluent est un lieu souverain de pèlerinage, car celui qui s'y baigne, nous indique encore P. Amado, « *gagne ainsi le fruit des plus grands sacrifices védiques et sauve toute sa lignée* ». Aussi bien les hindous y affluent-ils chaque année à la fin de l'hiver — quelque dix millions en 1977 ! — par trains, autobus spéciaux, chars à bœufs, ou même à pied. Aucun des nombreux pèlerinages de l'Inde ne donne autant que cette communion collective, grandiose et disciplinée, le sentiment que la religion est peut-être, du moins d'un point de vue profane, l'« opium du peuple ». Prayag a pris une telle importance que son organisation est devenue une affaire publique parfaitement orchestrée à laquelle les fervents se préparent depuis longtemps, comme la visite à Bénarès.

Car, note encore P. Adamo, « *si le Gange lave de toutes les impuretés, Bénarès est considérée comme le lieu de pèlerinage où l'on atteint la libération suprême. Ceux qui y meurent sont assurés de n'être plus réincarnés.* » De même ceux dont y jette les cendres. Majestueux et d'une puissante sérénité, le fleuve y fait un large coude entre sa rive « sacrée », appuyée sur le plateau, et sa rive « impure », où un maharadjah installa néanmoins un palais qui tombe aujourd'hui dans l'abandon. Ville médiane, entre la baie du Bengale et le nord de la plaine gangétique, Bénarès était, il y a plusieurs millénaires, une étape portuaire à la croisée des échanges de la soie, du sucre, de l'étain et du fer. « *Le Gange n'y était pas il y a trois mille ans le fleuve majestueux que l'on admire aujourd'hui, coulant au milieu d'une riche plaine. Son cours incertain et changeant, aux bras multiples, se confondait avec ceux de ses affluents ; ses méandres de déversement divaguaient capricieusement... Il était enserré dans une vaste forêt infestée de bêtes sauvages, dense et impénétrable.* »

La forêt a pratiquement disparu aujourd'hui de tout le bassin supérieur. Et Bénarès doit surtout sa renommée à la vénération que lui portent les hindous. Plus que dans de nombreux temples c'est sur les « ghats », les escaliers de pierre, descendant vers le fleuve que se déroulent les rites des fidèles. Le bain semble ici marqué d'une ferveur plus intense encore qu'à Allahabad. Misérables sans ressources venus mourir dans la ville sainte et représentants des milieux les plus favorisés font, côte à côte, leurs dévotions dans les eaux brunes. Le fleuve, lorsqu'il est chargé par les crues se rue à l'assaut des « ghats » et des immeubles riverains, rongés par l'humidité et presque chancelants ; son niveau s'élève de plus d'une dizaine de mètres ; il s'étale sur plusieurs kilomètres sur l'autre rive.

Changement de cours et « détournement » d'eaux

Lorsqu'il a dépassé Ballia, dont le site a changé d'emplacement à plusieurs reprises sous la poussée des eaux, reçu sur son flanc nord la Ghaghara et sur le flanc sud, le Son, et atteint Patna — l'ancien Pataliputra bouddhique — le Gange possède toute sa force calme. On distingue déjà mal une rive de l'autre. Plusieurs de ses affluents, le Ghaghara, le Gandak, la Baghmati, la Kosi, venus de l'Himalaya, y arrosent le nord du Bihar. Cet Etat recèle malgré tout les populations les plus pauvres de l'Inde. C'est que l'eau du fleuve ou de ses affluents ne profite qu'aux propriétaires terriens disposant de moyens d'irrigation ; et le Bihar, contrairement au reste de l'Inde, compte encore de grandes exploitations qui conservent un système agraire arriéré et maintiennent la paysannerie dans une persistante oppression.

Le cours du fleuve suit alors un tracé sinueux et se partage même parfois en plusieurs bras le long du 24e parallèle avant d'infléchir vers le sud dès qu'il aborde le Bengale occidental dont il sert par endroits de tracé aux frontières administratives. Il y a plusieurs siècles, le bras principal du Gange « descendait » vers la mer, du nord vers le sud. Aujourd'hui, ce bras, appelé Bhagirathi — le même nom que le torrent originel — sur sa partie septentrionale et Hoogly sur sa partie méridionale, n'est plus qu'une branche atrophiée du grand fleuve dont l'ensablement menace l'activité du port de Calcutta. Il était pourtant très navigable à l'époque où les conquérants le remontaient pour installer des comptoirs, comme les Français à Chandernagor, maintenant fondu dans l'agglomération de l'ancienne capitale de l'empire des Indes. Mais c'est toujours cependant, pour les adeptes de l'hindouisme, aux abords de l'île de Sagar, à l'embouchure de l'Hoogly, que les eaux du Gange « *s'unissent à l'océan* ».

L'ensablement auquel contribue la baisse du débit du Gange en saison sèche est, dans une large mesure, la conséquence des abondantes ponctions faites sur tout le cours du fleuve par l'irrigation. Devant le préjudice causé par cet ensablement du port de Calcutta, autrefois le premier de l'Inde, les Indiens décidèrent de construire à Farakka, à environ 400 kilomètres au nord de la grande métropole, un barrage de 2 kilomètres pour en détourner une partie des eaux et améliorer le drainage de la Bhagirathi et de l'Hoogly. A l'époque où ce projet fut conçu, l'Inde faisait peu de cas du point de vue du Pakistan, son adversaire, et des conséquences que le « détournement » pourrait avoir sur la vie économique de la province orientale du Pakistan. Depuis l'indépendance de celle-ci devenue le Bangladesh en 1971, le barrage est entré en service et il est, bien entendu, devenu une pomme de discorde entre Dacca et New-Delhi.

Car le Gange, « *qui a pris la ligne droite* » en traversant le Bengale-Occidental pour aller se jeter dans le Brahmapoutre et changé de nom en entrant en territoire bengalais pour prendre celui de Padma-Lotus en bengali, n'a pas moins d'importance économique et sociale pour les Bengalais que pour les Indiens. Les uns et les autres le désignent d'ailleurs souvent par la même formule : « *The mighty river* » (La rivière puissante), mais il a perdu pour les hindous son caractère sacré dès qu'il a pénétré en territoire musulman.

Lorsque deux fleuves géants se rencontrent, ils ne peuvent former qu'un delta gigantesque. Leur cours commun, la Meghna, a pourtant un débit beaucoup moins important que celui du Congo et de l'Amazone, mais le delta s'étale sur tout le fond de la baie du Bengale, frayant sa voie au milieu du Sunderband, région marécageuse et couverte de mangroves, repaire du fameux tigre du Bengale.

A la vérité, tout le Bengale est une partie de l'année sous l'empire de l'eau. Au moins un tiers du territoire du Bangladesh s'en trouve recouvert, un autre est partiellement inondé lorsque, à la mousson, de juin à septembre, l'eau part à la conquête des levées où sont traditionnellement installés les villages bengalis. Les rives de l'embouchure se confondent d'autre part avec la mer, luttant avec l'énorme poussée des masses limoneuses qui s'accumulent en vastes îlots aux contours changeants, proies des paysans à la recherche de « terres vierges ». Des ports implantés à l'époque de la colonisation lorsque, riche et actif, le Bengale exportait des mousselines vers l'Europe et le Proche-Orient, ont été ainsi refoulés vers l'intérieur des terres.

Des crues catastrophiques

Encore plus au Bangladesh qu'au Bengale indien, l'eau du fleuve est un élément vital. C'est elle qui permet la croissance des éléments de base, de la nourriture (riz, poisson) et, pour une partie, les communications. Peu pratiqué de nos jours en Inde, le transport fluvial l'est encore beaucoup chez son voisin. La densité des voies d'eau y fait, il est vrai, obstacle aux autres modes de communication et empêche la construction de ponts, par exemple, qu'il faudrait innombrables. Ainsi doit-on emprunter des bacs pour se rendre de Dacca à Pabna, au nord, ou à Chittagong, seconde ville du pays, à l'est... De village à village, les liaisons se font souvent en « bateau pays », sorte de barque, ou en petit caboteur ; de pittoresques barges poussées par des voiles rapiécées ou par des mariniers manœuvrant de longues perches, ou encore halées de la berge, assurent le transport de certaines marchandises, tandis qu'il est encore possible de se rendre de Dacca à Barisal ou Kulna, à l'embouchure, en empruntant d'antiques bateaux à aubes, dont quelques-uns sont surchargés de passagers, parfois au point de sombrer.

Habitués à vivre avec le Gange, Bengalais et Indiens doivent s'accommoder de ses caprices. Ils ne sont parvenus que pour une période limitée, en avril, et provisoirement, à se partager ses eaux à Farakka, de façon que le jeune Etat n'en soit pas en grande partie privé pendant la période critique de l'année ; ils n'ont pas réussi à s'entendre sur les moyens de lutter contre les inondations toujours catastrophiques. Les dégâts matériels ont d'ailleurs plus d'ampleur que les pertes humaines. Les experts de New-Delhi estiment pour leur part que 12 millions d'hectares sont « *sensibles aux inondations* », que favorise un déboisement intense, et 2,7 millions seulement « *protégés* » par des digues, des canaux, des travaux de drainage. Comment drainer efficacement un monstre possédant une si faible pente et qui véhicule 300 millions de tonnes de limons par an ? Combien de fois le Gange n'a-t-il pas changé de lit pour laisser dans le paysage des méandres marécageux peu à peu fermés et gagnés par les rizières ?

Pas assez d'eau en hiver, beaucoup trop à la saison des pluies (la fonte des neiges faisant plutôt sentir ses répercussions à la fin de la saison sèche), le bassin du Gange est aussi soumis à un cycle extrême et capricieux, auquel tentent de pallier les techniciens, soucieux de maîtriser les crues et de voir mieux utiliser des eaux encore perdues en grande quantité. Un projet indien prévoit de collecter celle des affluents himalayens à leur sortie du Népal et de les acheminer vers le sud plus sec du pays par un audacieux canal annulaire le long de la péninsule ; un autre, un peu moins ambitieux, envisage de relier le Gange à la rivière Cauvery, à l'extrême sud du Deccan ; le dernier en date propose ni plus ni moins de transférer une partie du Brahmapoutre dans le Gange depuis l'Assam jusqu'à la hauteur de Farakka, toujours afin de régulariser l'Hoogly et de mieux répondre aux besoins de l'irrigation à l'est de l'Inde. Mais au prix de quelle amputation écologique au Bangladesh ?

Les responsables de ce pays ne sont pas prêts de souscrire à une telle entreprise, dont les conséquences économiques, sociales et politiques pourraient être incalculables. Ce projet compte cependant, en Inde, d'ardents défenseurs. Ainsi l'écrivain B. G. Verghese, qui voudrait voir utiliser « *le potentiel fantastique du grand bassin du Gange* (celui des deux fleuves réunis). *Car*, dit-il, *il ne peut rester largement sous-utilisé pendant de nombreuses années encore, alors que les coûts vont augmenter considérablement, tandis que la masse démographique se sera additionnée d'une « seconde Inde »*.

GÉRARD VIRATELLE.

★ Dans sa série « Les grands fleuves », « le Monde » a déjà publié l'Orénoque (11-12 février), la Garonne (25-26 février), le Tage (11-12 mars), la Loire (25-26 mars), le Mississippi (8-9 avril), le Yangzi (22-23 avril), le Rhin (6-7 mai), le Zaïre (20-21 mai), le Nil (3-4 juin).

VILLE

Manhattan par-dessus les toits

Au ras de ma fenêtre, des immeubles. Pas un arbre à l'horizon ; dans l'avenue, dix-neuf étages plus bas, les cerisiers sont de dérisoires bouquets poussés au fond d'une vallée encaissée. Rien qu'un gigantesque jeu de construction où s'imbriquent pêle-mêle des parallélépipèdes trapus ou élancés avec leurs façades noires cerclées ou rayées de blanc, des cubes de verre éclatants de reflets et quelques carcasses d'immeubles en construction. Les gratte-ciel du centre de Manhattan barrent l'horizon d'une imposante muraille crénelée, trouée çà et là par la percée d'une avenue et d'où émergent quelques « têtes connues » : la flèche de l'Empire State Building au-dessus de la masse compacte du Rockefeller Center ; dans le lointain, à la faveur d'une échancrure, les silhouettes jumelles et brumeuses du World Trade Center ; et enfin, se détachant comme un clocher de village, l'élégant Chrysler Building tout en reflets métalliques, jusqu'à ce que le Citicorp, nouveau venu dans le ciel de Manhattan, l'écrase de sa haute masse blanche. Je lui reprochai de rompre l'harmonie de mon paysage quotidien, mais les petites lumières de son chantier de construction me tinrent compagnie tant de nuits quand il fallait me lever pour donner un biberon à des bébés goulus que je finis par l'adopter.

Au premier plan, l'enchevêtrement des toits de l'East Side dominé, là, par une nouvelle tour d'habitation, ici, par la « pièce montée » de l'hôtel Carlyle, et, un peu partout, par les innombrables réservoirs d'eau camouflés dans de grands cubes de briques ou dans des constructions pseudo-gothiques ou, les plus nombreux, dans de curieux cylindres de bois à toit conique, autant de moulins dont le vent aurait emporté les ailes et maintenant perchés sur un amoncellement de tuyaux et de cheminées qui, avec leurs petits chapeaux à bords relevés, ont l'air de marins en goguette. Au printemps, ce qui reste d'espace libre devient une petite terrasse fleurie : un cerisier entre deux cheminées, un rosier rouge qui éclaire pendant quelques semaines le mur d'en face.

A l'étage au-dessus, il y a le ciel, toujours renouvelé : voir les lourds nuages d'orage courir au ras des gratte-ciel ; voir la ville s'engrisailler dans la moiteur de l'été sous une chappe de brume ; la voir scintiller de toutes ses pierres par une belle journée d'hiver, quand, avivés par les vents du Nord, l'air devient transparent et le ciel d'un bleu métallique ; et surtout, chaque soir de beau temps, assister au coucher de soleil : quand Brooklyn baigne déjà dans une ombre marine, du côté de l'Hudson s'éclairent d'étranges et pâles lueurs roses et bleues traversées de soleil rouge, suivies de crépuscules mauves avant que s'installe une nuit violette balayée parfois par des coups de projecteurs venus d'on ne sait où. La nuit tombée, la muraille des gratte-ciel devient un gigantesque écran lumineux qui s'assombrit au rythme du travail des équipes de nettoyage dans les bureaux.

Enfin, ciel jamais vide de New-York, toujours traversé par la ronde bourdonnante des hélicoptères et celle, plus régulière, des jets qui, remontant Manhattan, s'en vont en file indienne se poser plus au nord sur les pistes de La Guardia, en faisant, au passage, rêver les petits enfants, le nez collé à la fenêtre.

Mais demain, je redescends au ras du sol ou presque : au quatrième étage, avec, pour tout horizon devant mes nouvelles fenêtres, un grand arbre éclatant de verdure. Un autre monde...

DENISE VALLAT.

DÉFENSE

AVEC SES NOUVEAUX MATÉRIELS EN EXPÉRIMENTATION

L'artillerie française triplera sa puissance de feu

De notre envoyé spécial

Canjuers (Var). — Lorsqu'il aura reçu son équipement définitif, avec les nouveaux matériels qui sont en expérimentation *ou qui vont entrer progressivement en service*, un régiment d'artillerie français aura une *puissance de feu triple de celle* d'aujourd'hui. Il aura sur le terrain une capacité de cent quarante-quatre coups en moins d'une minute au lieu de quarante-cinq à présent.

C'est l'assurance qu'a pu donner le chef d'état-major de *l'armée de terre, le général* Jean Lagarde, au ministre de la défense, M. Yvon Bourges, qui s'est *fait présenter, vendredi* 15 juin au camp de Canjuers (Var), les nouveaux matériels de l'artillerie : tubes, radars, mortiers et informatique.

Si l'on en croit l'état-major, l'artillerie doit pouvoir à l'avenir assurer d'emblée et sans réglage préalable le maximum de frappe dans le minimum de temps face à des objectifs mobiles *et mieux protégés*. L'évolution en cours porte sur plusieurs points :

1) Le calibre des pièces, qui se traduit par l'abandon du canon de 105 millimètres au profit de celui de 155 millimètres ;

2) Les portées, qui, d'une vingtaine de kilomètres, passeront à une trentaine de kilomètres avec les projectiles dits à charge additionnelle ;

3) Les cadences de tir, qui atteindront six coups en quarante-cinq secondes grâce à l'adoption de systèmes de chargement *automatique* ;

4) La munition qui sera améliorée avec l'apparition des obus à fragmentation prédéterminée ou des obus à guidage terminal ;

5) La généralisation de la mobilité, avec l'emploi de pièces automotrices, capables d'emporter par elles-mêmes leurs servants et leurs obus, à la différence des matériels actuels qui sont nécessairement suivis de camions pour le personnel et les munitions.

A compter de 1981, le régiment d'artillerie sol-sol de chacune des huit divisions blindées actuelles recevra le canon automoteur modèle F.1 de 155 millimètres que les Parisiens *pourront voir*, pour la première fois, lors du défilé militaire du 14 juillet et qui est en expérimentation au 40ᵉ régiment d'artillerie de Suippes, en Champagne. La mise au point de ce matériel, autrement baptisé 155 *G.C.T. (grande cadence de tir)*, a pris plus de temps que prévu, mais le général Lagarde assure, *aujourd'hui*, que ces difficultés, dues à la douille combustible, *ont été* surmontées par les techniciens.

L'équipement des divisions blindées devrait être achevé en 1986.

De leur *côté*, les sept divisions *d'infanterie commenceront* de recevoir en 1983 les canons de 155 millimètres *tractés* par un camion Berliet ou par un véhicule de l'avant blindé (VAB), qui doivent équiper chacun de leurs régiments d'artillerie sol-sol. Ce canon est encore à l'état de prototype et il subit actuellement les essais de son constructeur à Bourges.

Enfin, *chaque* corps d'armée — il y en a trois — sera doté de deux régiments d'artillerie sol-sol, équipés du 155 automoteur F. 1.

Le nombre de batteries par régiments a été porté à quatre au lieu de trois, et le nombre de *pièces par batterie est passé* à cinq et pourrait être de six pièces par batterie dans un proche avenir. *L'ensemble* de ce *système* d'armes — il existe parallèlement cinq régiments d'artillerie nucléaire Pluton et il existera, au total, neuf régiments d'artillerie sol-air Hawk et Roland au niveau des corps d'armée — disposera d'un environnement (télémètre-*laser*, *station sonde-météo*, mini-radar à effet Doppler et systèmes informatiques) pour chercher, acquérir, identifier et suivre un objectif et déclencher automatiquement le tir.

Globalement, affirme l'état-major, le nombre de tubes d'artillerie et de mortiers de *120* par tranche de dix mille hommes dans les armées françaises passera de vingt-cinq à quarante.

« Ce sera unique au monde, explique M. Bourges, *et l'effort ainsi consenti au profit de l'artillerie replacera la France au niveau des principales puissances étrangères. »* Mais un tel objectif ne sera approché qu'au milieu de la décennie prochaine.

J. I.

RELIGION

Le réveil d'un mysticisme juif

(Suite de la première page.)

Voici donc deux ouvrages qui provoqueront bien des polémiques à l'intérieur des milieux juifs orthodoxes, sans parler du tollé qu'ils soulèveront chez les « occidentaux », *croyants ou pas.*

Il est vrai que leurs auteurs, l'un *et l'autre d'origine séfarade, revendiquent, contre le rationalisme issu* de la Renaissance, une religiosité orientale aussi étrange que fascinante. *Mais, à part cette sensibilité commune, bien des choses* les séparent.

Trigano, en effet, ne se propose rien de moins que de réinterpréter deux mille ans d'histoire juive. Pour lui, la judéité est partie en exil au début de l'ère chrétienne, *et cet exil a produit l'Occident.* En effet, l'Occident commence avec la Diaspora : mais il commence mal, puisqu'il n'a de cesse qu'il n'ait exterminé le judaïsme. Les pogroms médiévaux, l'Inquisition, la naissance de l'Etat moderne, qui force les juifs à s'assimiler, Auschwitz enfin, sont les moments connus de ce douloureux calvaire. Il n'en demeure pas moins que les juifs *eux-mêmes n'ont rien cherché avec plus de passion,* depuis des siècles, que l'assimilation, outrement dit la normalisation : devenir semblable aux autres, tel a été longtemps leur idéal. La *création de l'Etat d'Israël* — un Etat comme les autres — n'est-elle pas l'ultime étape de ce processus ? C'est du moins ce que pense Trigano. Et c'est pouquoi l'essentiel de son livre est consacré à une vibrante critique de ce qu'il appelle *le « sionisme politique »*.

Mais, dira-t-on, sans le sionisme, les juifs ne seraient jamais revenus vers la Terre promise. Et n'est-ce pas parce qu'il avait été frappé par la montée de l'antisémitisme que Théodore Herzl, conscient de *ce que les juifs ne parviendraient jamais à se faire accepter,* avait proposé la création d'un Etat d'Israël comme unique voie de libération ? Sans doute. *Mais,* ajoute Trigano, il ne faut pas confondre « petit retour » et « Grand Retour ». *Autrement dit, la création* d'un Etat juif est une étape, elle n'est nullement le but ultime de l'histoire juive. D'ailleurs, le modèle de l'Etat d'Israël, comme de tout Etat occidental, reste un modèle chrétien, *fondé sur la séparation* du temporel et du spirituel, du public et du privé : or toute la tradition juive s'insurge contre une telle séparation.

Faut-il alors abandonner l'Etat laïc, revenir à la théocratie ? Fort *heureusement, ce n'est pas du tout* ce que prône Trigano. Selon lui, l'Etat juif devrait plutôt se dissoudre dans une forme politique nouvelle, fondée sur un mode de vie *« communautaire »* et plus conforme à l'idéalisme social de la Thora. En outre, dans cette nouvelle communauté, les minorités les plus traditionnellement opprimées — outrement dit les femmes, les jeunes et les séfarades eux-mêmes — *devraient recevoir une importance nouvelle*. Car ce sont ces exclus de toujours, ces marginaux rebelles à la domination des valeurs occidentales, qui portent en *eux l'espoir de la judéité, la promesse du Grand Retour et, par là même,* d'une véritable renaissance spirituelle de l'âme juive. C'est donc en pensant à eux que Tigano gano peut conclure, sur un ton prophétique : « Israël est nouveau *ce matin...* »

Par son bouillonnement poétique, « la Nouvelle Question juive » est bien autre chose qu'un essai historique : *c'est un livre de combat* et de foi. *Mais, avec « le Scandale juif »,* de Bernard Chouraqui, nous passons à un genre encore plus subjectif et plus « glissant » : *celui de l'autobiographie sentimentale.*

Le « monde-sans-mort »

Pour Chouraqui, le retour d'Al*gérie (1962), l'arrivée à Paris et* la découverte de la philosophie occidentale ont été le point de départ d'une révolution spirituelle qui l'a amené à rejeter toute pensée « *logique* ». *Selon lui,* en effet, le nihilisme occidental serait *déjà en germe chez les pré-socratiques* ; en fait, toute la philosophie ne serait qu'une immense construction logique destinée à justifier la mort, à faire admettre *l'inadmissible. Il n'est pas étonnant*, dès lors, que l'homme contemporain soit en proie au désespoir.

Pour le sortir de cette impasse, Chouraqui le presse donc d'opérer une véritable conversion, un retour à la Thora — la seule parole qui ait jamais osé prétendre que *l'homme était totalement libre*. Et libre, cela veut dire, pour Chouraqui : capable d'atteindre à l'immortalité, de surmonter le néant, de vivre enfin sa vie dans l'innocence et dans la joie.

Ainsi donc voici, curieusement, la morale nietzschéenne, celle de Zarathoustra, reprise et défendue dans une perspective juive. Au passage, *saint Paul*, coupable d'avoir *divinisé le « rabbi de Nazareth »* et d'avoir perverti son enseignement, est sérieusement égratigné ; Hegel, rejeté dans les poubelles de l'histoire, et Freud, voué aux gémonies. *Les seules sources d'inspiration* que Chouraqui se reconnaisse sont à chercher du côté des grands « existentialistes » : Kierkegaard et Dostoïevski, Berdiaeff et, surtout, *Léon Chestov, auquel il* consacre de très belles pages. Eux seuls peuvent guider l'homme sur le chemin de ce « monde-sans-mort » qui est son véritable lieu.

Ce lieu, Chouraqui tente de nous y conduire d'un seul bond, en plus de trois cents pages haletantes et enfiévrées, troublantes comme une *nuit blanche* et *quelquefois radieuses comme l'aube*. Sans doute peut-on juger *naïve* sa révolte contre la science et tenir our désuet le vieux débat entre foi et pensée rationnelle ; mais tout cela, pas plus que les (nombreuses) *maladresses d'écriture*, ou que le ton parfois trop emphatique de ce livre, ne doit nous empêcher d'être attentif à cet étrange discours : « Il n'y a qu'un seul crime, c'est *de consentir à mourir...* Mais les morts reviendront parmi nous et nous cesserons nous-mêmes de mourir lorsque nous cesserons enfin de nous croire mortels... »

CHRISTIAN DELACAMPAGNE.

★ Shmuel Trigano, *la Nouvelle Question juive*, Gallimard, collection « *Idées* », 311 p., 14 F. ; Bernard Chouraqui, *le Scandale juif ou la subversion de la mort*. Editions libres Hallier, 341 p., 49 F.

SCIENCES

Lançant un programme de développement du thermodynamique solaire

Le gouvernement décide finalement de construire la centrale Thémis

La centrale thermodynamique solaire Thémis, d'une puissance d'environ 2 mégawatts électriques, sera finalement construite. Le gouvernement vient, en effet, indique un communiqué du ministère de l'industrie publié vendredi 15 juin dans la soirée, « de décider un renforcement important des projets français de thermodynamique solaire ». Ces programmes, précise le communiqué, « s'inscrivent dans l'effort prioritaire de développement de l'énergie solaire consenti » par la France. « Le concours financier *de grande ampleur décidé par le gouvernement doit* permettre à la France de maintenir l'avance technologique qu'elle a su acquérir dans ce domaine. »

La construction, sur le site prévu de Targassonne (Pyrénées-Orientales), de la centrale Thémis étudiée par E.D.F. et le Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.), et qui était sur le point d'être abandonnée (*le Monde* des 18 avril et 25 mai), entrera, précise le communiqué du ministère de l'industrie, dans le cadre d'un *« programme de recherche et d'expérimentation des différentes techniques d'application thermodynamique de l'énergie solaire »*.

Ce programme mobilisera 160 millions de francs sur quatre ans (1979 à 1982), *financés* par des contributions de 85 millions de francs du Commissariat à l'énergie solaire (COMES) et de 60 millions de francs d'E.D.F. ; comme il était acquis au départ, le complément sera pris en charge par la région Languedoc-Roussillon et le département des Pyrénées-Orientales, qui participent à l'acquisition et à l'aménagement du site de Targassonne.

La construction en cet endroit (les travaux débuteront avant la fin de l'année) du plus grand champ de miroirs solaires (héliostats) européen, d'une puissance nominale de 10 mégawatts thermiques, et qu'utilisera la chaudière de Thémis, permettra la constitution, avec le four solaire voisin d'Odeillo, d'un *« centre d'essais unique au monde qui sera utilisé par E.D.F. et le C.N.R.S. pour une série de recherches et de réalisations avancées »*. Ainsi pourra être lancé un programme de recherches *« sur des technologies à température croissante, utilisant Odeillo pour les essais des maquettes et le champ d'héliostats pour les expérimentations en vraie grandeur »*.

D'autre part, le renforcement du programme thermodynamique solaire favorisera *« le développement et l'industrialisation de collecteurs paraboliques solaires à moyenne température du type Thek* (ce type de collecteurs, travaillant dans des puissances de l'ordre du kilowatt thermique, a été mis au point par le C.N.R.S. et permet par exemple la production de chaleur industrielle) *dont les éléments seront expérimentés en Corse et dans la région de Perpignan »*. Le communiqué confirme également l'installation à Ajaccio d'une centrale solaire à *moyenne température* (centrale Bertin « à collecteurs distribués » associée à un laboratoire du C.N.R.S.

Le communiqué, qui a été publié à la veille d'une réunion extraordinaire du conseil régional du Languedoc-Roussillon, ce samedi 16 juin à Perpignan, et dont l'objet était justement d'élever une protestation contre l'abandon du projet Thémis, précise enfin que *« pour renforcer la vocation solaire des Pyrénées-Orientales et des départements corses, un contrat de programme triennal leur sera proposé par le COMES en vue de développer conjointement avec les collectivités locales les applications de l'énergie solaire dans le bâtiment. Un centre de documentation solaire, plus particulièrement tourné vers les pays en voie de développement de la façade méditerranéenne, sera implanté à l'université de Perpignan. »*

Au C.N.R.S.

DES CONFÉRENCES PUBLIQUES SUR L'ÉNERGIE SOLAIRE

Le Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.) organise un cycle de conférences publiques dans le cadre du programme interdisciplinaire de recherche *pour le développement* de l'énergie solaire (PIRDES) : « Le soleil et son énergie », par M. Pierre Rodot, directeur du PIRDES (lundi 18 juin, à 18 h. 30) ; « Bioconversion de l'énergie solaire en milieu aquatique » (mardi 19, à 16 heures) ; « Energie solaire et chaleur industrielle » (lundi 25, à 16 heures) ; « L'espace et l'énergie solaire » (lundi 25, à 18 h. 30) ; « Les centrales électrosolaires de puissance » (mardi 26, à 18 h. 30).

Les conférences auront lieu dans l'amphithéâtre central du C.N.R.S., 15, *quai Anatole-France*, 75007 Paris. Entrée libre.

ÉDUCATION

AU CONGRÈS DE VILLETANEUSE

Les responsables du SNE-Sup reconnaissent une baisse du nombre d'adhérents

Le congrès du Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-Sup), affilié à la Fédération de l'éducation nationale, s'est ouvert vendredi 15 juin dans les locaux de béton coloré de l'université de Villetaneuse (Paris-XIII). Il a lieu alors que les enseignants font, dans de nombreuses universités, une grève administrative pour obtenir le renouvellement des arrêtés de nomination des assistants non titulaires.

« Nous tenons notre congrès à un moment crucial de nos luttes pour la défense des enseignants du supérieur et la promotion du service public universitaire », a déclaré M. Pierre Duharcourt, secrétaire général du SNE-Sup, en présentant aux deux cents délégués le rapport d'activité du bureau national. Depuis le mois de juin 1977, date du dernier congrès d'orientation, les universitaires sont de plus en plus menacés, selon M. Duharcourt, dans leur emploi : *« Victimes de glissements de fonction, bloqués dans leur carrière et privés de perspectives de promotion. »* Le décret du *20 septembre 1978* sur les carrières, les menaces de licenciement de vacataires et de non-renouvellement des assistants non titulaires ont marqué, au cours de l'année 1978-1979, la *« politique d'agression du ministre des universités »*.

La bataille prioritaire, aujourd'hui, pour le SNE-Sup est *« la défense des collègues non titulaires »*, mais cette lutte est rendue difficile, a reconnu le secrétaire général, par le découragement, la crainte de la répression, l'usure des militants et *« une conception insuffisamment combative de la présence dans les instances élues et surtout une tendance des enseignants au repli sur eux-mêmes »*. Ces facteurs expliquent, pour les dirigeants du SNE-Sup, le *« tassement des effectifs »* du syndicat qui a enregistré une baisse du nombre d'adhérents d'environ 12 à 13 % en deux ans (huit mille neuf cents adhérents en 1979 contre dix mille huit cent cinquante en 1977).

Au cours du débat qui s'est engagé sur le rapport d'activité, les représentants des quatre tendances minoritaires ont critiqué l'action menée par la direction nationale (tendance Action syndicale, *proche des communistes*). Ainsi, M. Théry, de l'Ecole émancipée (animée par des trotskistes de *la Ligue communiste*), a reproché au bureau national d'avoir lancé l'action pour le renouvellement des contrats des assistants non titulaires *« université par université sans fixer de mot d'ordre national »*, ce qui n'a pas permis, selon lui, une réelle mobilisation des adhérents.

Au cours de la journée de vendredi, de nombreux invités ont pris la parole devant les congressistes. Si la déclaration de M. Sainjoin, de la fédération de la métallurgie C.G.T., n'a pas étonné, la présence de M. Michel Gevrey, du bureau national du Syndicat national des instituteurs (SNI-P.E.G.C.) qui est dirigé par la *tendance Unité, indépendance* et démocratie (proche des socialistes), a plus surpris. Le représentant du SNI s'est félicité de l'appréciation positive portée par le SNE-Sup sur la réforme de la formation des instituteurs (*le Monde* du 27 avril) en soulignant le rôle important que doivent jouer les enseignants du supérieur dans cette formation.

SERGE BOLLOCH.

● **AGREGATION**
Hébreu moderne : 1. Mmes Letitia Costa et René Viera.

Le Monde

culture

LE JOUR DES MUSIQUES

La chanteuse mexicaine Lola Beltran à Paris.

La chanteuse mexicaine Lola Beltran donnera un récital à l'Olympia le 18 juin. Lola Beltran est la meilleure interprète actuelle de la « cancion ranchera », c'est-à-dire de la chanson de l'homme du rancho. La « cancion ranchera » porte témoignage du mode de vie des paysans du Mexique, de leur vision du monde, de leurs aspirations et de leurs sentiments. Chanson de travail traditionnelle, la « cancion ranchera » a été portée de village en village par des chanteurs ambulants avant d'attirer des compositeurs mexicains populaires comme Mario Tlavera et Tomas Mendez et de recevoir un accompagnement orchestral plus sophistiqué. C'est ainsi que Lola Beltran sera accompagnée par un groupe de dix mariachis.

Nouveaux albums.

Yves Simon : *Dans l'éditorial de* Vagabondages *d'avril, consacré à Bob Dylan, Yves Simon écrit qu'*« une chanson est un anneau de pouvoir qui sert à aller au-delà des mots, des sonorités et des rythmes : ce sont des pas vers d'autres mondes qui nous conduisent au plus profond de nous, vers ce que nous avons de plus beau et de plus immédiat ». *Auteur-compositeur fin, sensible, Yves Simon parle du cœur et de l'âme en une suite d'images impressionnistes, de croquis, de regards sur la réalité quotidienne. Le dernier album qu'il nous présente contient des chroniques et des ballades qui gardent une sorte de spontanéité naturelle et rare. (33 tours R.C.A. 37 264.)*

Doc et Merle Watson (Live and Pickin'). — *La tradition musicale blanche américaine par Doc Watson, guitariste naturel, spontané, qui nous vient de la Caroline du Nord, avec de beaux hillbilly (*Day break blues *du légendaire Jimmie Rodgers), des blues* (Milk cow blues) *et des ballades chantées avec une voix simple et chaude. Une musique et des mots liés à la terre. (33 tours Dist. Sonopresse S.P. 251.)*

Le calendrier du rock.

Festival de Ménilmontant, avec Gino's Band, David Rose Group, Moving, Didier Braun, Scandale, au T.E.P., le samedi 16 juin, de 18 à 23 heures ; Joe Jackson, le 21 juin, au Bataclan ; Troisième Génération du rock, avec Coma, Suicide Romeo, Taxi Girl, Stinky Toys, le 26 juin, à 20 h. 30, au Palace ; Weather Report, le 5 juillet, au Pavillon de Paris, le 10 à Boulogne-sur-Mer, le 11 à Vienne, le 12 à Nîmes, le 15 à Antibes ; Doc Watson, le 9 juillet, à l'Olympia.

LES CONCOURS DU CONSERVATOIRE

Direction d'orchestre. — Pas de premier prix. Deuxième prix : Alain Voirpy.

Saxophone. — Premiers prix : Bruno Verdier, Roger Michel-Frederic, Jean-Pierre Baraglioli, Christian Joyeux.

Au ministère de la culture et de la communication

M. RENÉ GACHET NOMMÉ CHEF DE LA MISSION DE DÉVELOPPEMENT CULTUREL

M. René Gachet, directeur régional des affaires culturelles, est nommé, par décret publié au *Journal officiel* du 16 juin, chef de la mission de développement culturel au ministère de la culture et de la communication.

[*Né le 14 janvier 1932, à Grenoble*, M. René Gachet a été professeur de lettres modernes au Maroc avant de créer les centres culturels d'Oran et de Tlemcen, en Algérie, puis de diriger celui d'Alger. De 1970 à 1975, il a été attaché culturel auprès de l'ambassade de France à Tunis. Nommé ensuite au secrétariat d'État à la culture, à Paris, il s'y est occupé particulièrement des chartes culturelles. En avril 1976, il est devenu directeur régional des affaires culturelles pour la Lorraine. Il a notamment pris part à l'installation de l'Orchestre philharmonique de Lorraine, à la création du Ballet-Théâtre de *Nancy*, à l'extension des musées de Metz.

La mission de développement culturel a été créée par un décret du 7 mai 1979, à l'occasion de la réorganisation du ministère de la culture et de la communication (*le Monde* du 22 mars 1979). Elle a reçu la tutelle des maisons de la culture et autres établissements d'action culturelle, rattachés jusqu'ici à la direction du théâtre.]

Danse

« BARBE-BLEUE » par Pina Bausch

C'est un fait, elle dérange. Ses « Sept péchés capitaux » ont ulcéré ceux pour qui la danse reste l'art du beau par excellence (« le Monde » du 12 juin). Les outrages que Pina Bausch fait subir aux corps, son parti pris de misérabilisme et d'austérité, son refus obstiné de la moindre concession *à l'agrément du geste, relèvent* de la provocation.

« Les Sept péchés capitaux » *étaient une relecture de Brecht et* Kurt Weil, dans le meilleur style expressionniste allemand, « Barbe-*Bleue » (1) est beaucoup plus révé*lateur du travail de la chorégraphe et restera comme l'œuvre *marquante de cette saison de danse.*

Une mise à nu psychologique

Partant de l'opéra symbolique de Bartok sur la *transgression* du secret, Pina Bausch a construit un drame de l'incommunicabilité. Dans un décor de Rolf Borzik, très kafkaïen, un homme et une femme vont jusqu'au bout de leurs sentiments. Chacun, arrachant lambeau par lambeau le vernis de la convention, de l'habitude et de l'illusion, *retourne aux pulsions fondamen*tales de son être, à son animalité.

Cette mise à nu psychologique s'accomplit grâce à une bande sonore — celle de l'opéra de Bartok, — que l'homme manipule frénétiquement. Au fil de la musique et surtout des airs chantés, surgissent des impressions, des souvenirs du passé. *C'est un déferle*ment de courses éperdues, d'étreintes désespérées, d'abandons *passifs, de brutalités et de révoltes.* Casser les corps pour mettre l'âme à nu ; les vêtements glissent comme des peaux, *on les enlève et on les* remet sans cesse avec d'amers sentiments de frustration, où chacun *finit par se frapper désespéré*ment la tête contre les murs.

Parler de guerre des sexes ne signifie *rien. S'il y a viol, c'est* viol des esprits et des âmes. Pina Bausch ne privilégie *ni* les femmes ni les hommes dans cet affrontement mortel où chacun joue de ses armes : femmes captatrices, hommes dominateurs, mais tous malades de leur enfance.

« Barbe-Bleue » est un rituel terrible, un rituel d'amour et de mort, implacablement réglé, qui s'achève dans une scène d'une grande beauté — malgré quelques longueurs — où la femme, chargée de sept robes des épouses mortes de Barbe-Bleue, est traînée longuement sur le sol jonché de feuilles mortes, au gré d'un désespoir infini.

« Le mouvement ne ment pas », disait Martha Graham. Chez Pina Bausch, tout part du mouvement, *et tout n'est que mouvement.* La recherche de vérité passe par le corps entier. Ses danseurs crient, *gémissent, tombent, se tordent au* sol, tentent de s'échapper par quelques arabesques vite brisées, ou *s'enlacent* dans des dérisions de valse. La chorégraphe a largement utilisé les procédés répétitifs. Les mêmes phases gestuelles recommencées sept, huit fois de suite, accélérées ou inversées comme des séquences de films, provoquent l'en*voûtement. Il y a d'extraordinaires* effets de mise en scène, des gestes en leitmotiv et de fort belles *images, celle, par exemple,* des femmes épinglées comme des papillons et qui cousent les murs.

Le langage est efficace. Peut-on se choquer, à l'époque où nous vivons, si c'est celui du désespoir, de la violence, des corps bafoués, méprisés, de la solitude. Hiltrud Blanck et Jan Minarik terminent leur prestation dans un état second. Et les vingt-six danseurs du Ballet de Wuppertal sont tous épuisés par le climat paroxystique de l'ouvrage. « Barbe-Bleue » a paru difficilement supportable à une partie du public. Mais c'est une *œuvre essentielle que l'on ne* peut refuser, à moins de considérer que le ballet n'a pas encore atteint *l'âge adulte.*

MARCELLE MICHEL.

(1) Théâtre de la Ville, jusqu'au 18 juin.

● *Les obsèques de l'écrivain Jean-Louis Bory*, qui s'est donné la mort dans la nuit du 11 au 12 juin, auront lieu lundi 18 juin, *à 15 heures, en l'église de Méré*ville (Essonne). L'inhumation aura lieu immédiatement après le service religieux dans le cimetière de la commune.

Jazz

LE GROUPE AIR A LA CHAPELLE DES LOMBARDS

Elégance du geste, rigueur de la mise en place, esprit de méthode et d'analyse, le tout mis au service de l'imagi*nation, la musique du groupe Air pos*sède ces qualités. Avec trois musiciens, un batteur, un bassiste et un saxophoniste-flûtiste, Air propose d'innombrables combinaisons et alliages de sonorités. Quand par exemple Fred Hopkins, à la basse, saisit l'archet et et que Steve Mac Call fait ruisseler doucement ses baguettes sur les seules cymbales de sa batterie, on perçoit alors la clairvoyance de ces musiciens qui, avec les moyens les plus simples, obtiennent les effets les plus variés.

Les trois personnalités de Air n'ont pas le souci de dégager un son d'ensemble, mais d'exploiter leurs diffé*rences respectives, de se stimuler* mutuellement pour que chacun aille plus au fond de lui-même. Le groupe repré*sente aujourd'hui une sorte de symbole* de la « Creative music » américaine. Leur avant-dernier album, *Open Air Suite*, a été primé cet hiver par l'académie du jazz comme le meilleur témoignage de la tendance « avant-garde ». Le dernier, *Montreux Suisse Air*, plus achevé encore, devrait les confirmer dans cette position.

PAUL-ETIENNE RAZOU.

★ *Montreux Suisse Air*, Arista Novus (distribution Pathé-Marconi).
★ Jusqu'au 19 juin, 22 h. 30, à la Chapelle des Lombards.

Rock

REGGAE ET CAETERA

Depuis quelque temps une effervescence s'est créée en France autour du reggae, le public se déplace en nombre aux concerts, les disques se vendent plutôt bien et font l'objet de «passages» réguliers sur les ondes. Que Serge Gainsbourg, par exemple, connaisse le sucès le plus rapide de sa carrière avec un album, *Aux armes et caetera*, enregistré en Jamaïque en compagnie des musiciens de Peter Tosh, est un fait révélateur de cet engouement. D'ailleurs le mot est donné : face à l'accueil favorable qui leur est *réservé, les groupes de reggae* s'attardent en France pour y effectuer des tournées. Celles de *Peter Tosh et de Steel Pulse* se sont soldées, ces deux dernières semaines, par des réussites au-*delà de toute* attente.

La France s'aligne donc sur l'Angleterre et la Hollande, seuls *pays où le reggae bénéficie d'une* réponse substantielle. En revanche, cette musique dépasse à peine le stade de *l'écoute* confidentielle aux Etats-Unis. Le pays vit au rythme du disco et, en plus de Bob Marley, *dont* la renommée ne sort pas des grandes villes, il n'est guère que Third World et Peter Tosh — ce dernier enregistrant sous le label des Rolling Stones — pour faire une entrée timide sur le *marché* discographique.

L'influence du reggae, comme celle du blues ou du country, est de plus en plus présente dans la production du rock. La plupart des groupes font aujourd'hui appel à ses rythmes pour les adapter à leur musique, comme ceux des années 60 ont pu le faire avec le rhythm'n blues. En ce sens le reggae ne peut être assimilé à un simple phénomène de mode, ce serait oublier son histoire, dont les origines remontent à la même période que le rock, ce serait ignorer tout ce que cette musique implique, l'importance des textes qui l'accompagnent, l'urgence de son message, le combat d'un peuple pour ses droits.

Car si le public découvre aujourd'hui Peter Tosh à travers *une musique remarquablement* orchestrée et construite, c'est le même Peter Tosh qui chantait, *en 1962, dans les ghettos de* Kingston, aux côtés de Bob Marley et de Bunny Wailer, lorsque *les Wailers n'étaient encore* qu'un trio vocal ; si les gens dansent sur *Don't look back*, une *composition chantée en duo avec* Mick Jagger, c'est aussi le même Peter Tosh qui, en enregistrant quelque temps plus tôt *Get up stand up*, ou *Equal rights*, invitait le peuple noir à se lever pour défendre ses droits ; lorsque Steel Pulse, sans doute le meilleur groupe de reggae anglais, étonne par la richesse et la splendeur de sa musique, le foisonnement des subtilités qui l'habite, ce ne peut être que le fruit de longues répétitions ; enfin, lorsqu'on écoute les compositions sophistiquées de Third World, la fierté de ses échos, l'incroyable chaleur des voix et le brio des interventions, il est impossible d'imaginer l'éclosion du reggae comme un un simple feu de paille destiné à faire danser les amoureux, l'espace d'un été.

ALAIN WAIS.

★ *Third World, le 17 juin, à* l'Olympia.

Théâtre

« UN CŒUR SIMPLE », de Flaubert, à Ivry

Au « Printemps d'Ivry », une actrice de l'équipe Vitez, Laurence Roy, présente une lecture-mise en scène du conte de Gustave Flaubert *Un cœur simple*.

L'une des qualités de ce texte célèbre est de faire comprendre aux *lecteurs pourquoi certaines* vieilles personnes un peu cocasses, un peu « parties », ne sont pas du tout risibles.

Félicité, le personnage central du conte, est une servante de la campagne, analphabète, qui a eu son caractère, sa présence d'esprit (aucun fermier n'était capable de l'escroquer au marché), son courage (Flaubert la montre tenant tête à un taureau fou furieux). Puis elle a été usée par les échecs, du travail ou de l'amour, par les deuils, notamment la mort de son neveu Victor, auquel elle s'était raccrochée. Peu à peu elle perd pied, se *renferme, elle tourne le dos* au monde, elle se fait même sourde, elle ne daigne plus entendre que ce que lui dit son perroquet Loulou, parce qu'elle associe Loulou au souvenir de Victor (Victor est mort en Amérique, d'où *Loulou est originaire*).

Telle que la décrit Flaubert, quelque temps avant qu'elle meure, on imagine Félicité comme une vieille femme en bois, muette, exilée sur place, dont certains comportements pourraient prêter *à rire. Par exemple*, puisqu'elle « est sourde », Félicité hurle ses confessions, à l'église, si bien que le curé, finalement, la reçoit ailleurs. Mais rien justement n'est moins risible que les faits et gestes de Félicité.

Alors la question se pose de savoir si n'importe lequel d'entre nous, rencontrant une Félicité sans rien connaître de son passé, de ses raisons, serait susceptible de deviner, de prévoir, *ce passé et ces raisons*, serait capable de ne pas réagir bêtement aux conduites « folles » d'une inconnue.

C'est sans doute cela qu'a voulu montrer Laurence Roy en jouant seulement la fin du *conte, à partir du moment où le* perroquet Loulou meurt. Il faut supposer le début du conte non connu. L'expérience est attachante. Elle serait tout à fait claire, puisque le costume et la mise en scène sont bons, si Laurence Roy disait le texte d'une manière plus neutre, plus libre, au lieu de contrefaire la direction supposée d'une femme âgée, voix chevrotante et cassée, d'une monotonie niaise. Cet artifice est trop voulu, et n'apporte pas grand-chose. Et il oblitère l'écoute, pas au point, il est vrai, de nous masquer l'emploi insistant et très personnel que pratique Flaubert de l'imparfait de l'indicatif, quand on ne l'attend pas, en fin de phrase, après plusieurs temps du présent.

Ces imparfaits à brûle-pourpoint provoquent bizarrement une éclaircie, un changement de lumière, comme si soudain nous tournions un peu la tête et songions à autre chose, ou comme si une porte s'ouvrait sur une perspective différente de l'histoire. Puisque Laurence Roy accompagne bien, de sa voix, ces ruptures sensibles, pourquoi n'y voit-elle pas un exemple à suivre, pourquoi ne jouerait-elle pas elle aussi de ruptures modérées, qui lui permettraient d'oublier par moments sa récitante artificielle et trop « nerveuse », de reprendre un courant plus calme ?

MICHEL COURNOT.

★ Studio d'Ivry, dimanche 17, mercredi 20, samedi 23, à 20 h. 30.

Formes

Le dialogue Orient-Occident

Un mois de juin pléthorique, comme tous les mois de juin, contraint à pas mal d'injustes omissions, car tout n'est pas médiocre dans cette surproduction. CHU TEH-CHUN ne saurait en être victime (1). Aux antipodes de l'abstraction, il nous entraîne dans des régions inconnues, n'existant qu'en lui-même, réinventées peut-être en souvenir d'une Chine lointaine dont il n'a pas oublié les très anciens peintres, ni les paysages nés de leurs méditations. La clé nous en est donnée par Hubert Juin, dont le Musée de poche vient de publier une fervente monographie, et qui parle à peu près, en ce qui concerne Chu Teh-Chun, non d'une représentation de la nature, mais de son imprégnation. Qu'on ne cherche donc pas une transcription du visible dans un déferlement de lumière sur un chaos incandescent où l'on distinguera, si l'on veut, l'eau, le ciel et la *terre*, des forêts, des gouffres, des cascades. Incandescent ? Pas toujours. Les plus belles, je crois, de ces *visions* sont *traduites* en couleurs froides, le bleu ou le vert. En tout cas, le dialogue a *été engagé* entre l'Orient et l'Occident, dans un art qui procède à la fois du style chinois *traditionnel et des techniques* de nos peintres héritiers de Cézanne.

∴

L'emprise occidentale, en revanche, semble plus complète sur le Coréen CHONGHYOCK LEE (2), encore qu'une évidente spiritualité aille de pair avec les exigences, satisfaites, de l'expression picturale. Car c'est un vrai peintre. On l'avait déjà décelé, il y a trois ans et demi, à Paris. Est-il en progrès ? Sans doute. Ce qu'il y a de sûr, c'est que sa manière ne stagne pas. L'azur où baignaient la plupart de ses compositions a peu à peu viré à l'émeraude. Ailleurs les rouges, *vifs ou pâles, prennent* le *relais*. Plus récemment, la polychromie s'accentue. Mais où l'évolution est le plus flagrante, c'est dans le traitement des volumes qui, si l'on peut dire, prennent du poids et arrivent à former des architectures fuyant en profondeur et répondant à un appel du jour.

∴

Je suis depuis longtemps sensible à la simplicité raffinée de THERESE BOUCRAUT (3), *qui* confère une noblesse, celle du cœur, aux choses les plus banales. Et un mystère : il est en effet énigmatique que, à force de respecter le réel, de faire preuve de rigueur dans l'exercice de son métier, une aura transparente s'amplifie. Les gouaches qu'elle présente, — rosées, champagne, havane... — d'une touche si légère qu'on dirait du pastel, restituent nettement son monde familier : les paysages urbains vus de ses fenêtres, son intérieur, sa table, ses objets, jusqu'à une trousse d'écolier ; et une telle poésie (non voulue) en émane qu'on aurait mauvaise grâce à s'en défendre.

∴

CRISTINA MARTINEZ travaille (*depuis près de vingt ans*) un peu dans le même registre. Mais au moins, cette fois, ses encres-crayons de couleur, d'un graphisme très étudié, s'affranchissent de toute représentation, sinon allusive (4). *Les* teintes se fondent en douceur, même lorsque des traits rectilignes, des angles *droits, creusent quelque* bassin imaginaire. Mais tout dans cette œuvre follement subtile parle à *l'imagination. Et d'une de ces* compositions est issue une étonnante lithographie en noir et *blanc, en gris plutôt, de toutes* les nuances de gris.

∴

JEANNE SOCQUET rompt ce calme... et non ce charme. Tout, dans ses œuvres récentes (5) comme dans les autres, est signification, revendication, dénonciation, affirmation d'une détresse qui peut être (qui sait ?) la manifestation d'un cas personnel, mais qui, autour, au-dessus de lui, se fait l'écho d'un désespoir universel. C'est le drame de *la Solitude* (la bouche ouverte, comme toutes les bouches de ces toiles, pousse un cri qui se heurte au silence), du *Dialogue* impossible au sein du couple, de *Philémon et Baucis*, une Baucis à l'adipeux dos rose. Femmes avachies, mâles acéphales et mutilés, et ces paroles que la mère adresse à un manteau vide : *« Tu seras un homme, mon fils. » Trêve de sym*bolisme. Si cette peinture nous prend aux tripes, c'est parce qu'elle *est de la peinture* authentique, aux formes et aux couleurs puissantes et harmonieuses, dont *on* apprécier*a aussi la qualité* dans les huiles plus « esthétiques », souvenirs d'un voyage en Grèce, la nature morte du *Résiné* par exemple.

JEAN-MARIE DUNOYER.

(1) *Galerie* Suillerot, 2, rue d'Argenson et Musée de poche (petits formats, gouaches et dessins), 122, boulevard Raspail.
(2) La Cour d'Ingres, 7, rue de la Bûcherie.
(3) Simone Badinier, 15, rue Guénégaud.
(4) Galerie Maître-Albert, 6, rue Maître-Albert.
(5) Galerie Principe, 12, rue de la Ferronnerie.

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra : Ballets (sam., 19 h. 30).
Salle Favart : Ecole de danse de l'Opéra (sam., 19 h. 30).
Comédie-Française : Dom Juan (sam. et dim., 20 h. 30) ; Six personnages en quête d'auteur (dim., 14 h. 30).
Centre Pompidou, petite salle : Conteurs d'aujourd'hui (sam., 19 h.).

Les salles municipales

Carré Silvia Monfort : Cirque Gruss à l'ancienne (sam. et dim., 15 h. et 18 h. 30).
Théâtre de la Ville : Nuova Compania di canto popolare (sam., 18 h. 30) ; Ballet Wuppertal (sam., 20 h. 30 ; dim., 14 h. 30).

Les autres salles

Aire libre : Spectacle Ionesco (sam., 20 h. 45).
Antoine : le Pont japonais (sam. et dim., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Artalect : Lira (sam., 20 h. 45) ; la Prose du Transsibérien (sam., 22 h. 30).
Arts-Hébertot : Mon père avait raison (sam., 20 h. 45, dernière).
Atelier : Siegfried 78 (sam., 21 h.).
Athénée : le Roi Lear (sam., 20 h. 30, dim., 15 h.).
Biothéâtre : Trois visages (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Cartoucherie de Vincennes, Théâtre de l'Aquarium : Pépé (sam., 20 h. 30 ; dim., 16 h., dernière). — Epée-de-Bois : Spectacle XII, d'après les Justes (sam., 20 h. 30 ; dim., 16 h.). — Théâtre du Soleil : Méphisto (sam., 14 h. 30 et 20 h. ; dim., 15 h. 30). — Atelier du Chaudron : Au ciel, il y a un grand projecteur de cinéma (sam., 18 h. 45).
Chapiteau de l'avenue de Breteuil : Yerma (sam. et dim., 21 h. 30).
Cité internationale, Resserre : Tango (sam., 20 h. 30). — Galerie : Faust (sam., 20 h. 30).
Comédie des Champs-Elysées : le Tour du monde en quatre-vingts jours (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Daunou : Remarie-moi (sam., 21 h. ; dim., 15 h.).
Ecole de l'acteur Florent : les Lustres ; Palabres (sam. et dim., 20 h. 45 ; dim., 18 h. 45).
Fontaine : Je te le dis, Jeanne, c'est pas une vie la vie qu'on vit (sam., 21 h.).
Galerie 55 : la Disparition d'Onésime K (samedi, 21 h.).
Galerie de Nesle : la Belle et la Bête 79 (sam. et dim., 21 h.).
Gymnase : Coluche (sam., 21 h. ; dim., 15 h.).
Huchette : la Cantatrice chauve ; la Leçon (sam., 20 h. 30).
Il Teatrino : l'Epouse prudente (sam., 21 h.).
Lucernaire, Théâtre noir : Une heure avec Baudelaire (sam., 18 h. 30) ; Journal d'une infirmière (sam., 22 h.). — Théâtre rouge : Une heure avec R.M. Rilke (sam., 18 h. 30) ; la Baignoire (sam., 20 h. 30) ; les Etoiles rouges (sam., 22 h. 15).
Madeleine : le Préféré (sam., 21 h. ; dim., 15 h., dernière).
Mathurins : Oui (sam., 20 h. 45 ; dim., 15 h. 30).
Michel : Duos sur canapé (sam., 21 h. 15 ; dim., 15 h. 15 et 21 h. 15).
Michodière : Une case de vide (sam., 21 h. ; dim., 15 h.).
Mogador : la Périchole (sam., 15 h. et 20 h. 45, dernières).
Montparnasse : le Philanthrope (sam., 21 h.).
Nouveautés : C'est à c't'heure-ci que tu rentres (sam., 21 h. ; dim., 17 h.).
Oblique : la Passion de Jeanne d'Arc selon G. de Rais (sam., 20 h. 45 ; dim., 16 h.).
Orsay, II : Zadig (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Palais-Royal : Je veux voir Mioussov (sam., 20 h. 45 ; dim., 15 h.).
Poche-Montparnasse : le Premier (sam., 21 h.).
Porte-Saint-Martin : les Deux Orphelines (sam., 20 h. 30 ; dim., 16 h.).
Présent : Sans issue (sam., 20 h. 30 ; dim., 17 h.).
Ranelagh : Quarante carats (sam., 20 h. 45).
Saint-Georges : les Nouveaux Garçons de la rue (sam., 21 h. 30).
Théâtre 18 : Christophe Colomb (sam., 21 h. ; dim., 15 h. 30 et 21 h.).
Théâtre d'Edgar : les Belges (sam., 20 h. 45).
Théâtre-en-Rond : Sylvie Joly (sam., 21 h. ; dim., 15 h.).
Théâtre du Marais : Arlequin superstar (sam., 20 h. 30).
Théâtre Marie-Stuart : Est-ce que tu m'aimes (sam., 20 h. 30).
Théâtre 13 : Jacques le Fataliste (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
Variétés : la Cage aux folles (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).

La danse

Bouffes-du-Nord : le Four solaire (Vos rêves et les miens) (sam., 20 h. 30, dernière).
Palais des congrès : le Ballet du Bolchoï (Léda, Roméo, Promenades, Mozart). (Sam., 20 h. 30).
Tristan-Bernard : Oh ! America (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. et 18 h. 30).
ASCI : Loin et au sud (sam., 18 h. 30).
American Center : Compagnie le Cercle J. Honor (dim., 21 h. 30).
La Forge : Indépendanse (sam. et dim., 18 h. 30).
Chapelle de la Salpêtrière : Danse événement libre (sam., 20 h. 30, dernière).

Les concerts

Lucernaire : B. Berstel, M. Podeur (Bach, Krebs, Couperin) (sam. et dim., 19 h. 30) ; Ensemble Perceval (le Jeu de Robin et de Marion) (sam., 20 h. 30 ; dim., 17 h. 30) ; M.-C. et F. Doublier, piano (Schubert) (sam. et dim., 21 h.).
Conciergerie : Quatuor R. Maldonado, guitares (sam. et dim., 17 h. 30).
Eglise Saint-Julien-le-Pauvre : Ensemble 12 (Bach, Telemann, Vivaldi...) (sam., 21 h.).
Ranelagh : Ensemble Euterpe (musique du seizième au dix-huitième siècle) (sam., 18 h. 30)
Palais de Chaillot : le Jeu de sainte Agnès (musique de M. Constant) (sam., 21 h.).
Eglise Saint-Merri : Trio d'anches Ozi (Beethoven, Haydn, Constant) (sam., 21 h.).
Eglise américaine : E. Musa, guitare (Dowland, Bach, Paganini) (sam., 21 h.).
Point-Virgule : M. Kasal, J. Boswel (musique de l'Inde) (dim., 20 h. 30).

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Samedi 16 - Dimanche 17 juin

Notre-Dame : J. Charpentier (dim., 17 h. 45).
Sainte-Chapelle : Ensemble d'archets français, sol. S. H. Kwak, J.-C. Dewaele (Schubert, Vivaldi, Paganini, Bach) (dim., 21 h.).
Chapelle de la Salpêtrière : M.-C. Alain (Grigny, Balbastre, Bach...) (dim., 17 h.).
Eglise Saint-Thomas-d'Aquin : B. Pineau, orgue (dim., 17 h. 45).
Eglise Saint-Louis des Invalides : F. Rieuner (Mozart, Liszt, Alain, Messiaen) (dim., 16 h.).
Eglise des Billettes : Ensemble 12, sol. P. Bride, A. Adorjan (Bach, Devienne, Telemann...) (dim., 17 h.).

Jazz, pop', rock, folk

Campagne-Première : District (sam., 18 h.) ; Insomnie (dim., 18 h.) ; La Velle (sam., 20 h.) ; Sugar Blue, Mud Ball Sweet (dim., 20 h.).
Caveau de la Huchette : F. Guin, B. Vasseur (sam. et dim., 21 h. 30).
Chapelle des Lombards : Tamia, P. Charpy, B. Phillips (sam., 20 h. 30) ; Air (sam., 22 h. 30).
Le 28-Rue-Dunois : Voltage 8 (sam., 20 h. ; dim., 15 h.).
Gibus : Cap Horn (sam., 22 h.).
Olympia : Reporter ; Trust (sam., 17 h. 30) ; Third World (dim., 21 h).
Petit-Opportun : G. Arvanitas, C. Guilhot, J. Samson (sam. et dim., 23 h.).
Golf Drouot : Sphinx (sam., 22 h.).
Institut néerlandais : Théo Loevendie Consort (sam., 20 h. 30) ; Quatuor Osao (dim., 17 h. 30) ; Léo Cuypers (dim., 20 h. 30).
Petit-Journal : Swing at Six (sam., 21 h. 30).

Dans la région parisienne

Argenteuil, parc Camélinat : Estudiantina d'Argenteuil, dir. M. Monti (dim., 16 h.).
Athis-Mons, parc d'Avancourt : les Frères Jacques (sam., 21 h. ; dim., 15 h.).
Bezons, Théâtre : J.-P. Verdier (sam., 21 h.).
La Courneuve, C. C. J.-Houdremont : Mama Bea Tekielski (sam., 20 h. 45).
Dourdan, château et église : Concert-promenade, avec l'Orchestre Merle-Portalès (Vivaldi) (dim., 16 h.).
Etampes, église Saint-Gilles : Ensemble Kuijken (Hacquart, Hotteterre, Loeillet) (sam., 21 h.). — Hôtel d'A. de Pisseleu : K. Boeke, W. Van Hauwe, flûtes (dim., 17 h.).
Fontenay-sous-Bois, Gymnase : Au bonheur des dames (sam., 21 h.).
Fontainebleau, église Saint-Louis : Orchestre P. Merle-Portalès (Vivaldi) (dim., 21 h.).
Grignon, Institut national agronomique : Dernier rock avant 1984 (sam., 17 h.).
Ivry, Théâtre des Quartiers : Il faut (sam., 16 h.) ; Zina (sam., 20 h. 30) ; la Rencontre de G. Pompidou et de Mao Zedong (dim., 16 h.) ; Un cœur simple (dim., 20 h. 30).
Marly-le-Roi, parc : Vibrations (sam., 23 h.) ; la Fête au village (dim., 12 h.).
Neuilly, Athlétic : El Lobo Cante y Alma Gitana (sam., 21 h. 30).
Royaumont, abbaye : A. Adorjan, H. Dreyfus (Bach) (sam., 20 h. 45).
Saint-Maur : Animation jazz quartiers de Saint-Maur (dim., à partir de 10 h.).
Sceaux, Chapiteau : Nuits du blues (sam., 21 h.).
Villeparisis, C. C. J.-Prévert : Juliette Gréco (sam., 20 h. 30).
Yerres, Gymnase : Fête de la danse (sam., 21 h. 30).

Festival du Marais

Hôtel d'Aumont : Salomé (sam., 21 h. 30).
Hôtel de Beauvais : les Maringouins (sam., 20 h. 30) ; Parle à mes oreilles, ma tête est en vacances (sam., 22 h.).
Essaïon : l'Enfer à repasser ou les Grandes Sartreuses (sam., 20 h. 30) ; Danse de mort (sam., 22 h. 15).
Marché Sainte-Catherine : Montre petits (sam., 19 h. 30) ; Gli Scalzani (sam., 20 h. 30).

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans
(**) aux moins de dix-huit ans

La Cinémathèque

Chaillot, sam., 15 h., Vingt-cinq ans de cinéma italien : Pâques sanglantes de G. de Santis ; 18 h., Cannes 79 : Johan, de P. Valois ; 20 h., Cannes 79 : l'Héritage, d'A. Breien ; 22 h., Hommage à Ramsès Marzouk : le Lâche et l'Amour, de H. Youssef (en présence de R. Marzouk). — Dim., Vingt-cinq ans de cinéma italien : la Tempête, d'A. Lattuada ; 18 h., Vingt-cinq ans de cinéma italien : Disons un soir à dîner, de G. Patroni Griffi ; 20 h., Vingt-cinq ans de cinéma italien : l'Audience, de Marco Ferreri ; 22 h., Hommage à Ramsès Marzouk : Non, de N. Babgat ; la Rencontre, de S. Chafik.

Beaubourg, sam., 15 h. : le Vieux Manoir, de M. Stiller ; 17 h. : Show People, de K. Vidor ; 19 h., Hommage à Mary Pickford : Secrets, de F. Borzage ; 21 h. : la Nouvelle Babylone, de Kozintzev et Trauberg. — Dim., 15 h. : la Légende de Gosta Berling, de M. Stiller ; 19 h., Hommage à Mary Pickford : les Moineaux, de W. Beaudine ; 21 h. : Polikouchka, de Sadine.

Les exclusivités

AGATHA (A., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Balzac, 8e (561-10-60) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43).
AMERICAN COLLEGE (A., v.o.) : Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29).
A NOUS DEUX (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Germain-Studio, 5e (033-42-72) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
L'ARBRE AUX SABOTS (It., v.o.) : Studio Cujas, 5e (033-89-22).
AU BOUT DU BOUT DU BANC (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Helder, 9e (770-11-24) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-32) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
LES BELLES MANIERES (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47), h. sp.
CALIFORNIA HOTEL (A., v.o.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45).
LE CANDIDAT COCO LA FLEUR (Ant.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98).
CAUSE TOUJOURS TU M'INTERESSES (Fr.) : Bretagne, 6e (222-57-97) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Normandie, 8e (359-41-18).
LE COUP DE SIROCCO (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Panthéon, 5e (033-15-04) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Colisée, 8e (359-29-46).
LE COUTEAU DANS LA TETE (All., v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
DE L'ENFER A LA VICTOIRE (A., v.o.) : Mercury, 8e (225-75-90) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
LES DEMOISELLES DE WILKO (Pol., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (033-34-83) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Parnassien, 14e (329-83-11) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
LA DROLESSE (Fr.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Saint-Germain-Huchette, 5e (633-87-59) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Parnassien, 14e (329-83-11) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
L'ECHIQUIER DE LA PASSION (All., v.o.) : Marais 4e (278-47-86).
ET LA TENDRESSE ?... BORDEL ! (Fr.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Parnassien, 14e (329-83-11) ; Capri, 2e (508-11-69) ; Français, 9e (770-33-88) ; Calypso, 17e (754-10-68).
FELICITE (Fr.) : Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Olympic, 14e (542-67-42).
FEMME ENTRE CHIEN ET LOUP (Belg., v. flam.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Athéna, 12e (343-07-48).
FLIC OU VOYOU (Fr.) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
GAMIN (Col., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Bonaparte, 6e (326-12-12).
CES GARÇONS QUI VENAIENT DU BRESIL (A., v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-City, 8e (225-45-76) ; v.f : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
GOLDORAK (Jap., v.f.) : Madeleine, 8e (073-56-03), H. spécial.
HAIR (A., v.o.) : Quartier-Latin, 5e (326-84-65) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont-Rive-Gauche, 6e (548-26-36) ; Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Wepler, 18e (387-50-70).
HAMBURGER FILM SANDWICH (A., v.o.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Cinémonde-Opéra, 9e (770-01-90) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02).
LES HEROINES DU MAL (Fr.) (**) : Omnia, 2e (233-39-36).
L'HYPOTHESE DU TABLEAU VOLE (Fr.), Le Seine, 5e (325-95-99).
INTERIEURS (A., v.o.) : Studio Alpha, 5e (033-39-47).
JE TE TIENS, TU ME TIENS... PAR LA BARBICHETTE (Fr.) : Elysées Point Show, 8e (225-67-29).
LA MADRIGUERA (Esp., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90).
LE MAITRE-NAGEUR (Fr.) : Biarritz, 8e (723-69-23).
MELODY IN LOVE (A., v.f.) (**) : Maxéville, 9e (770-72-86) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-53-99).
MEME HEURE, L'ANNEE PROCHAINE (A., v.o.) : Paris, 8e (359-53-99).
MESSIDOR (Suis.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).
MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).
LES MOISSONS DU CIEL (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Saint-Michel, 6e (326-79-17) ; Concorde, 8e (359-92-84) — V.f. : Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Lumière, 9e (770-84-64) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
MOLIERE (Fr.) : Bilboquet, 6e (222-87-23).
MORT SUR LE NIL (A., v.o.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97). — V.f : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90).
NORMA RAE (A., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; France-Elysées, 8e (723-71-11) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; P.L.M.-Saint-Jacques, 14e (589-68-42). — V.f. : Gaumont-Opéra, 9e (073-95-48), 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
OLIVER'S STORY (A., v.o.) : Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : Caméo, 9e (246-66-44).
PATRICK (Aust., v.f.) : Richelieu, 2e (233-56-70).
LA PLUS BELLE SOIREE DE MA VIE (It., v.o.) : Epée de bois, 5e (337-57-47).
PROVA D'ORCHESTRA (It., v.o.) : Saint-Germain Village, 5e (633-87-59), Pagode, 7e (705-12-15), Balzac, 8e (561-10-60), Colisée, 8e (359-29-46), Parnassien, 14e (329-83-11), Mayfair, 16e (525-27-06). — V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33).
QUINTET (A., v.o.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37).
REBECCA (A., v.o.) : Madeleine, 8e (073-56-03). H. Sp.
LE RENARD DE BROOKLYN (It., v.f.) : Moulin-Rouge, 18e (606-34-25), Maxéville, 9e (770-72-86), Napoléon, 17e (380-41-46).
RETOUR A LA BIEN-AIMEE (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42).
SERIE NOIRE (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33), Quintette, 5e (033-35-40), Colisée, 8e (359-29-46), Hollywood Bd, 9e (770-10-41), Fauvette, 13e (331-56-86), Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23), Les Tourelles, 20e (636-51-98).
LE SKIEUR DE L'EVEREST (Can.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).
LES SŒURS BRONTE (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33), Quintette, 5e (033-35-40), Marignan, 8e (359-82-82), Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23).

Les films nouveaux

AMOUR DE PERDITION, film portugais de Manuel de Oliveira. — V.o. : Action République, 11e (805-51-33).
HISTOIRES ABOMINABLES, courts métrages français de P. Bokanowsky, Moïse Maatouk, A. Lichy, J.-P. Torok, Gébé, H. Colomer. — Le Seine, 5e (325-95-99).
NEW-YORK, SALSA CITY, film américain de Léon J. Gast. — V.o. : Saint-Séverin, 5e (033-50-91).
CE REPONDEUR NE PREND PAS DE MESSAGES, film français d'A. Cavalier. — 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; 14-Juillet-Bastille (357-90-81).
L'INCROYABLE HULK, film américain de K. Johnson. — V.o : George-V, 8e (225-41-46). — V.f. : A.B.C., 2e (236-55-54) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Madeleine, 8e (073-56-03) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
ENIGMES DU SPHINX, film anglais de Laura Mulvey. — V.o. : Olympic, 14e (542-67-42). Heures spéciales.
MEURTRE PAR DECRET, film américain de Bob Clark. — V.o. : Boul'Mich, 5e (033-48-29) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23). — V.f. : Max Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Bastille, 11e (343-79-17) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Secrétan, 19e (206-71-33).

LE SOUFFLE DE LA TEMPETE (A., v. o.) : Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14).
LA TAVERNE DE L'ENFER (A., v.f.) : Caméo, 9e (246-66-44).
LE TEMPS DES VACANCES (Fr.) : Paris, 8e (359-53-99).
TORRE BELA (Port., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86)
LES 39 MARCHES (A., v.o.) : Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37).
LE TRESOR DE MATACUMBA (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; U.G.C Gobelins, 13e (331-06-19) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Napoléon, 17e (380-41-46).
3e GENERATION (All., v.o.) : Racine, 6e (633-43-71).
UTOPIA (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86)
LA VILLE A PRENDRE (Fr.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98).
VIVA EL PRESIDENTE (Mex., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).
VIVRE EN TOKYOCHROME (Jap., v.o) : Le Seine, 5e (325-95-99)
VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (A., v. o.) : U.G.C Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Miramar, 14e (320-89-52).
ZOO ZERO (Fr.) : La Clef, 5e (337-90-90) ; Palais des Arts, 3e (272-62-98).

CARNET

Réceptions

— A l'occasion de la visite du chef d'état-major de l'armée de l'air indienne et de Mme Latif, l'ambassadeur de l'Inde et Mme Rasgotra ont donné vendredi une réception dans les salons de l'ambassade.

Mariages

— M. et Mme Roland Bru,
Mme Jean Legaret,
sont heureux de faire part du *mariage de leurs enfants*
Véronique et Jean-François
qui sera célébré le samedi 23 juin, à 15 h. 30, en l'église de Louvilliers-lès-Perche (Eure-et-Loir).
26, rue de la Pépinière, 75008 Paris.
12, rue des Nonnains-d'Hyères, 75004 Paris.

Décès

— Alain, Barbara, Véronique, Olivia Aptekman,
Nelly Bisello,
ont la douleur de faire part du décès de

Moura APTEKMAN

survenu en son domicile, le 14 juin 1979, après une longue et douloureuse maladie.

L'inhumation a eu lieu ce jour à 11 h. 30, au cimetière de Thiais parisien dans le caveau de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— On nous prie d'annoncer le décès subit du
Docteur Dominique DILENGE
professeur de radiologie
au centre hospitalier universitaire de Scherbrooke.
247 - Victoria, Scherbrooke, P.Q. Canada.

— Ecully (Rhône),
Mme Pierre Halbique,
née Evelyne Bardin,
et ses enfants François, Isabelle, Fabrice et Sophie,
les familles parentes et alliées
ont la profonde douleur de faire part du décès accidentel de
M. Pierre HALBIQUE
survenu à l'âge de quarante-cinq ans.
Les funérailles religieuses auront lieu en l'église d'Ecully, le samedi 16 juin, à 13 h. 30, suivies de l'inhumation au cimetière d'Ecully.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Saint-Genis-Laval.
Le président,
la direction,
et le personnel de la Société d'application des gaz,
ont la tristesse de faire part du décès accidentel de
M. Pierre HALBIQUE
directeur technique.
Les obsèques auront lieu le samedi 16 juin, à 13 h. 30, en l'église du Centre à Ecully.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Jean Laloum,
M. et Mme Alain Laloum,
M. et Mme Gilles Laloum,
Alban, Arnaud, David, William, son épouse, ses enfants, petits-enfants,
ainsi que sa sœur, son frère, son beau-frère, ses neveux, nièces, petits-neveux, petites-nièces, ses cousins et cousines
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Daniel LALOUM
conseiller honoraire
de la Cour d'appel de Paris,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre
de la République du Togo,

survenu le 7 juin 1979 à l'âge de soixante-dix ans.
L'incinération et l'inhumation ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

37, rue Saint-Fargeau, 75020 Paris.

— Il a plu au Seigneur de rappeler à lui sa fidèle servante
Marie LEVESQUE DU ROSTU
décédée dans sa quatre-vingtième huitième année, le 14 juin 1979, munie des sacrements de l'Eglise.
De la part de
Mme Georges Levesque du Rostu,
Mme Jacques Levesque du Rostu,
ses belles-sœurs,
Mme Bernard Levesque du Rostu,
ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme François Lenté,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme André Levesque du Rostu et leurs enfants,
Comte et comtesse Pierre-Etienne de Boynes et leurs enfants,
M. et Mme Jean Levesque du Rostu et leurs enfants,
Vicomte et vicomtesse Melec de Poulpiquet du Halgouet et leurs enfants,
ses neveux et petits-neveux.
Les obsèques religieuses seront célébrées le lundi 18 juin 1979, à 16 h. 30, en l'église de Vairé (Vendée), suivies de l'inhumation dans le caveau de famille.
Ni fleurs ni couronnes.

— L'Union des socialistes juifs en France « Bund »,
le Cercle amical,
le journal « *Unzer Stimme* » (Notre Voix),
font part du décès de
F. OSTRYNSKI-SCHRAGER
le 13 juin 1979, à l'âge de soixante-douze ans.
Les obsèques auront lieu le lundi 18 juin 1979.
On se réunira à 14 h. 15 à l'entrée principale du cimetière de Bagneux.
Selon les vœux de la famille, ni fleurs ni couronnes.

— L'association O.R.T.,
l'Union mondiale O.R.T.
ont le regret de faire part du décès de
F. OSTRYNSKI-SCHRAGER
chevalier de la Légion d'honneur,
directeur général honoraire
de l'O.R.T.-France,
ancien directeur du bureau parisien de l'Union O.R.T.
survenu le 13 juin 1979.
Les obsèques auront lieu le lundi 18 juin, à 14 h. 15, au cimetière de Bagneux.

— On nous prie d'annoncer le décès du
Général François WAGNER (CR)
commandeur de la Légion d'honneur,
survenu le 14 juin 1979, à Fontainebleau.
De la part du :
Capitaine R. Bernard et Mme,
Docteur W. Gueniche et Mme.
De la part de :
M. et Mme J. Martin et leurs enfants, Laurent, Jérôme, Emmanuelle, Florence, Isabelle, ses petits-enfants.
Les obsèques auront lieu le lundi 18 juin 1979, à 10 heures, en l'église Saint-Louis de Fontainebleau.
Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.
5, parc Sainte-Marie,
77210, Avon-Fontainebleau.

Anniversaires

— En ce deuxième anniversaire de la *mort de*
Jean-Pierre BRET
une pensée est demandée à ceux qui ont gardé son souvenir.

— Pour le quatrième anniversaire de la mort de
Henry LEBÈGUE
une pensée est demandée à tous ceux qui gardent fidèlement son souvenir.

Bienfaisance

— Camara Laye, auteur de « l'Enfant noir », lance un appel pour « un quart de lait à quarante mille enfants noirs du Sahel ». Camara Laye est membre du comité de patronage de S.O.S. - Sahel, C.C.P. 35 999 99 H la Source. B.P. *99-91370, Verrières-le-Buisson.*

Visites et conférences

LUNDI 18 JUIN

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — 11 h., entrée de l'exposition au Grand Palais, Mme Vermeersch : « L'art en France sous le Second Empire ».

14 h. 30, place Saint-Sulpice, Mme Garnier-Alberg : « Quartier de l'Odéon ».

15 h., Invalides, grille d'honneur, Mme Bouquet des Chaux : « Napoléon à Paris ».

15 h., 62, rue Saint-Antoine, Mme Meyniel : « Charles de Wailly ».

21 h. 30, sortie métro Saint-Paul, Mme Meyniel : « Le Marais illuminé » (Caisse nationale des monuments historiques).

15 h., 12, rue Daru : « La cathédrale russe » (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

15 h., 65, boulevard Arago : « Quartier Saint-Jacques » (Mme Hager).

15 h., musée des monuments français : « Provence et Languedoc au XIIe siècle » (Histoire et Archéologie).

15 h., 20, rue Pierre-Lescot : « Le Marais » (M. Teurnier).

CONFERENCES. — 18 h. 30, 21, rue Cassette, Mme Bérengère Fortuner : « Un royaume dans le désert » (Arcus).

18 h. 30, 35, avenue Franklin-Roosevelt, Dr David Ella : « Le point sur la loi Veil et l'avortement » (Grandes Conférences de Paris).

20 h. 30, centre Rachi, 30, boulevard de Port-Royal : « Le second Israël » (l'Arche et les Temps modernes).

PRESSE

● PRECISION. — A la suite de l'article consacré au groupe *Progrès - Dauphiné libéré* (*le Monde* du 16 juin), Mme Jacqueline Richerot nous prie de préciser que, outre ses fonctions de chef de la rédaction parisienne et responsable politique du *Dauphiné libéré*, elle est administratrice de ce journal.

Le Monde

équipement

A PROPOS DE...

LES CONSÉQUENCES DES GRÈVES DE DOCKERS

Marseille encalminé

L'Association provençale d'exportateurs (APEX) qui regroupe quatre-vingts P.M.E. de la région marseillaise représentant 12 milliards de francs de chiffre d'affaires à l'exportation et cinq mille salariés, a tenu le jeudi 14 juin, à Marseille, une conférence de presse pour insister sur la gravité des répercussions du conflit qui oppose depuis plusieurs mois les entreprises de manutention et les dockers au plan national et aussi, surtout, dans le premier port français, Marseille.

« *Jusqu'ici*, a déclaré M. Francis Dupont, président de l'APEX, *nous nous sommes volontairement abstenus d'exprimer notre opinion sur le conflit lui-même, et nous continuons à refuser de prendre parti. Cependant, nous attirons solennellement l'attention des pouvoirs publics et de l'opinion sur la responsabilité que prennent les parties en présence en poursuivant leur action et sur les conséquences qu'elle entraîne à court terme sur l'avenir de nos entreprises.* »

Le président de l'APEX dit sans ambage que la continuation du conflit actuel menace non seulement l'équilibre financier mais aussi l'emploi dans les sociétés groupées dans cette association où un tiers des salariés travaillent pour l'exportation.

A cause de l'encombrement du port de Marseille, est actuellement appliquée aux marchandises embarquées vers l'étranger une surtaxe qu'exigent les armements regroupés au sein des conférences maritimes. Elle est de 10 % pour les transports vers la Tunisie et l'Algérie depuis le 4 juin dernier et sera de 18 % sur les bateaux desservant la côte occidentale d'Afrique à partir du lundi 18 juin. Ce qui fait dire à l'un des membres du bureau de l'APEX, M. Robert Alzano : « *Si, par chance, entre une grève et un lock-out, nous pouvons charger nos marchandises sur les navires, nous paierons 10 % à 15 % de surtaxe de fret à l'exportation, ce qui porte gravement atteinte à la compétitivité de nos entreprises.* »

Pour les exportateurs provençaux, une poursuite du conflit entraînera inévitablement de nouvelles évasions de fret vers les ports étrangers. Certains d'entre eux n'ont pas caché qu'ils avaient déjà étudié les modalités d'exportation au départ de Gênes, de Rotterdam et surtout d'Anvers.

« *Pour ne pas aggraver la situation catastrophique du port de Marseille, nous osons espérer que le bon sens l'emportera sur l'irresponsabilité* ».

Les retombées des grèves provoquées par la fédération C.G.T. des ports et docks ont des répercussions nationales et internationales puisque beaucoup d'industriels du Nord et de l'Est ainsi que des Suisses et des Allemands, qui utilisaient Marseille pour leurs exportations à destination de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, ont changé leur fusil d'épaule.

« *De plus*, précise M. Dupont, *il est très difficile de faire changer les habitudes lorsque « le pli est pris ». D'autant plus que la méfiance actuelle des armements envers Marseille sera difficile à dissiper. Le transit par Marseille n'est pas, contrairement à ce que certains pensent, une chose naturelle. Nous le savons bien puisque huit fois sur dix il faut se battre pour que les marchandises transitent par nos ports. Nos clients se moquent bien de savoir si nous connaissons ou non des difficultés pour acheminer leurs commandes. Lorsqu'un fournisseur ne fait plus face, ils en changent...* »

Peu à peu, c'est non seulement la situation financière, mais la fiabilité même des ports français qui se dégrade. Marseille, dont la réputation a déjà eu à souffrir des conflits liés à l'affaire Terrin (qui n'est pas définitivement réglée), ne pourra pas indéfiniment résister aux nouveaux coups qui lui sont portés.

JEAN CONTRUCCI.

TRANSPORTS

McDonnell-Douglas fait appel de la décision d'interdire les DC-10

La firme McDonnell-Douglas a fait appel, le 15 juin, auprès du Bureau national de la sécurité des transports (N.S.T.B.) — l'agence fédérale qui coordonne l'enquête sur la catastrophe de Chicago — de la décision d'interdire de vol ses avions DC-10 aux Etats-Unis. Le constructeur fait valoir que la suspension du brevet de navigabilité de son triréacteur « n'est pas justifiée par des preuves substantielles, sûres et probantes ».

Un porte-parole du N.S.T.B. a indiqué que le bureau chargerait un juge d'étudier l'appel *et qu'une audition des deux parties pourrait* se tenir à Los Angeles, au plus tôt, après le 25 juin.

D'autre part, les représentants des autorités aériennes et des treize compagnies aériennes européennes qui utilisent des DC-10 ont commencé le 15 juin, à Zurich, des conversations à huis clos destinées à mettre sur pied un programme d'inspection des DC-10 qui pourrait préluder à leur remise en service.

En attendant une décision éventuelle des autorités américaines ou européennes, les compagnies qui utilisent les DC-10 ou avaient l'intention d'en commander continuent de manifester leur *inquiétude* ou leur mauvaise humeur. La réaction d'Alitalia en est la preuve.

Alitalia va-t-elle annuler sa commande de six gros porteurs ?

De notre envoyé spécial

Rome. — Alitalia va-t-elle renoncer à acquérir les six DC 10-30 dont elle avait tout récemment passé commande au constructeur américain McDonnell Douglas ? « *La question est ouverte* », a reconnu M. Umberto Nordio, président de la compagnie italienne, lors d'une conférence de presse réunie à Rome, le vendredi 15 juin. « *Ce sont les évènements qui dicteront notre décision.* » Au demeurant, le gouvernement, qui devrait approuver cet achat au plus tard le 30 juin prochain, a différé sa réponse.

La mise en quarantaine des DC-10 par l'administration fédérale de l'aviation américaine (F.A.A.) pénalise lourdement l'activité long-courriers d'Alitalia qui en possède huit exemplaires. Le *coût d'immobilisation de ces appareils* s'élève déjà à 4,239 milliards de lires (22,9 millions de francs). Pour M. Nordio, « *la réaction des autorités d'outre-Atlantique a été précipitée et superficielle. Autant il était justifié à ses yeux de procéder à de minutieuses vérifications des avions, autant il est grave de retirer à ces dits avions leur certificat de navigabilité* ».

Si, en définitive, les contrôles en cours laissaient apparaître de graves défaillances dans la conception du DC-10, Alitalia ne manquerait pas d'en tirer les conséquences et d'équiper sa flotte d'autres avions long-courriers et gros porteurs. « *En attendant, nous serions obligés de retarder la vente de nos neuf DC-8 dont nous voulions nous débarrasser, car ils sont peu économes en carburant et beaucoup trop bruyants* », a précisé le président de la compagnie italienne.

L'immobilisation des DC-10 contrarie le développement d'Alitalia qui a réalisé, l'an dernier, un bénéfice net de 14,1 milliards de lires (76 millions de francs) au lieu de 11,1 milliards en 1977. Ses dirigeants attendent de « *moins bons résultats* » pour l'année en cours. Ces prévisions prennent aussi en compte le coût de la grève des hôtesses et des stewards qui, pendant quarante jours — du 20 février au 31 mars dernier, — a paralysé l'activité de la *compagnie italienne, puisque 30 %* de ses vols ont dû alors être annulés. Au total, un manque à gagner de 40 milliards de lires.

Le renouvellement des conventions collectives que la direction d'Alitalia a négocié avec son personnel navigant, technique et commercial alourdira d'environ 27 milliards de lires le bilan de l'année en cours par rapport à celui de 1978. Là encore pilotes et hôtesses ne sont pas satisfaits de leur nouveau contrat. « *Nos conditions de rémunération sont de très loin inférieures à celles de nos collègues français* », constatent-ils avec amertume.

La crise de l'énergie ne manquera pas non plus de pénaliser l'expansion d'Alitalia. « *Je suis persuadé que nous aurons des difficultés d'approvisionnement en carburant dans nos escales* », a indiqué M. Nordio. « *Mais, à mon avis, il ne s'agit là que d'un phénomène temporaire, d'une tactique visant à augmenter le prix du pétrole.* » Alors qu'en 1972 les frais de carburant entraient pour 10 % seulement dans les coûts d'exploitation de la compagnie italienne, ils y entraient pour 22 % en 1974, « *et il faut attendre qu'ils en représentent sous peu pas loin du tiers* », a noté M. Nordio. « *Cette inflation des charges devra inévitablement se traduire par une augmentation des tarifs* », a-t-il averti. Même M. Fredy Laker, l'inventeur du « train du ciel » entre Londres et New-York, plaide pour un relèvement des barèmes.

Devant cette montée des périls, les compagnies européennes, et notamment Alitatia, prônent une certaine organisation du marché et continuent de dénoncer les effets nocifs de la politique de « déréglementation » du transport aérien que les Etats-Unis tentent d'imposer à leurs partenaires. Les autorités de Bruxelles seraient-elles tentées de se ranger aux vues de Washington ? « *Je ne vois l'intérêt pour personne d'une politique ciel ouvert à l'intérieur de l'Europe qui déclencherait une concurrence sauvage* », a remarqué M. Nordio. « *Dans une telle situation de compétition, les compagnies se contenteraient de desservir les meilleures destinations aux meilleures heures. Les consommateurs n'y gagneraient rien.* »

Autre souci d'actualité pour Alitalia : le respect des horaires. L'an dernier, la compagnie italienne a dû annuler 10 000 vols pour des raisons diverses ; le mois dernier, 40 % de ses vols ont subi des retards. Selon ses dirigeants, la saturation des moyens de contrôle de l'espace aérien explique pour une large part ces vicissitudes. « *A Rome et à Milan, ces difficultés sont chroniques* », a dit M. Nordio qui, en la matière, n'entrevoit pas d'éclaircie avant longtemps.

JACQUES DE BARRIN.

RETARDS ET SUPPLÉMENTS

La S.N.C.F. a supprimé depuis belle lurette les troisièmes classes, mais elle a créé une super première classe avec les trains à supplément, qui ont le double avantage de plus de rapidité et d'un confort remarquable mais parfois un peu superflu. Il arrive cependant que des retards — il y en a, il faut bien le dire, de plus en plus souvent, — réduisent sensiblement un avantage horaire qui, sur certaines lignes, comme Paris-Lille, est finalement assez négligeable.

Mais que dire lorsque, comme cela s'est produit le 15 juin sur la ligne Strasbourg-Paris, le retard du rapide sans supplément est tel — deux heures en l'occurrence pour le train 1 162 — que le seul moyen d'en réduire un peu la portée et l'inconvénient est de prendre le T.E.E., qui part normalement une heure trente plus tard ?

Est-il logique de demander à un voyageur monté à Nancy d'acquitter un supplément, non négligeable, de 40 francs, pour le mettre à même de rattraper — partiellement — un retard dont la S.N.C.F. peut difficilement refuser d'assumer la responsabilité, même si son origine se situe, en la circonstance, hors du territoire français ? — A. F.

ENVIRONNEMENT

Une lettre du maire de Milly-la-Forêt

Après l'article publié dans le Monde *du 12 juin, sous le titre « Milly-la-Forêt : les malheurs d'une déviation », M. Clovis Lelong, maire de Milly-la-Forêt, invoquant son droit de réponse, nous adresse la mise au point suivante :*

Milly-la-Forêt, dans l'Essonne, est traversée par les routes départementales 948 et 837 ; cette dernière est utilisée par un nombre important de gros poids lourds qui, outre la gêne considérable dans le trajet à travers la ville, causent des dégâts importants à la voirie et aux habitations, sans compter le bruit, les maisons étant en bordure du trottoir. Une déviation a été demandée en 1968. Le financement est maintenant assuré par l'Etat et non par le département comme il est dit.

Cette déviation passe à travers la plaine et la forêt. Les propriétaires des maisons qui ont été construites depuis dix ans savaient à quoi s'en tenir, puisque le tracé existait déjà sur le plan d'urbanisme intercommunal 67. Ils ont d'ailleurs bénéficié de terrains à des prix beaucoup plus avantageux qu'ailleurs.

Le tracé actuel, qui respecte l'environnement, passe à 45 mètres de la maison la plus proche, celle du président de l'association, M. Perrier, qui, lors du permis de construire, a signé sur celui-ci la présence de la déviation.

Ce document est à la disposition de chacun en mairie. Il est particulièrement mal venu aujourd'hui de s'en plaindre.

De plus, il est convenu d'un talus anti-bruit ; la forêt à cet endroit forme également un écran.

J'ai reçu M. Perrier et d'autres personnes de son association à plusieurs reprises ; le tracé a été modifié à la limite du raisonnable par les services de l'équipement et de l'agriculture, et le conseil municipal l'a adopté.

● *Plainte contre le chef de l'Etat.* — Comme nous l'avons indiqué dans nos dernières éditions de vendredi, la Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature a déposé une plainte contre M. Valéry Giscard d'Estaing pour infraction à la réglementation concernant le survol des réserves naturelles. Le président de la République s'était fait déposer en hélicoptère, le 16 avril dernier, sur un sommet de Haute-Savoie pour en effectuer ensuite la descente à ski. Or ce sommet, le mont Buey, est dans une réserve naturelle dont le survol à basse altitude est interdit.

AUJOURD'HUI

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2412

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II	■								
III				■		■			
IV			■				■		■
V									
VI								■	
VII				■	■				
VIII						■			
IX		■						■	
X				■					
XI					■				

HORIZONTALEMENT

I. Peut manifester son admiration quand il est devant un souverain. — II. Se précipitent dès que le sac est ouvert. — III. Trou dans un mur ; D'un auxiliaire. — IV. Sous la ligne ; Est plus que mûr quand il est avancé. — V. Rend plus noir. — VI. Travailla avec Phidias. — VII. Qui a donc beaucoup à cacher ; Nom qu'on donne à une souris. — VIII. Peut être assimilé à un jeu de cartes ; C'est un va-et-vient quand il est petit. — IX. Très difficile à gagner. — X. Peut fournir des scènes pittoresques ; Portée par un pontife. — XI. Parfois mathématique ; C'est parfois se montrer tranchant.

VERTICALEMENT

1. Nom qu'on peut donner à ce qui n'est pas propre. — 2. Peut permettre de sonner quand il est bien placé ; Bout de l'occiput. — 3. Sous la croûte ; Nom qu'on peut donner à une loge. — 4. Pronom ; Peut être considéré comme le futur quand il est petit ; Peut nous donner la main. — 5. Doit frapper pour mieux convaincre ; Est aussi lourd que l'andouille. — 6. Tiers de mesure ; On y forme des Anglais ; Pour être bon ne doit pas être trop dur. — 7. Vieux poète allemand ; Nom de reine. — 8. Sortes de ficelles ; Symbole ; Note. — 9. Endroit où l'on voit le jour ; Tirer des traits.

Solution du problème n° 2411

Horizontalement

I. Millionnaire. — II. Aveux ; Sept ; Ré. — III. Goulot ; Œuvres. — IV. Ni ; Editées ; Soins. — V. Ur ; Aérostation. — VI Mer ; Entôlés ; Mes. — VII. Ecus ; El ; Nu. — VIII Quart ; Brins ; Far. — IX. Lu ; Quitus. — X. Epi ; Oc ; Bulletin. — XI. Resquille ; Etal. — XII. Esaü ; Vie ; Assied. — XIII. Laborieuse. — XIV. Liliale ; Eraillé. — XV. Eté ; Té ; Blessée.

Verticalement

1. Magnum ; Querelle. — 2. Ivoire ; Pesait. — 3. Leu ; Réalisable. — 4. Luléa ; Cru ; Quoi. — 5. Ixode ; Ut ; Ou ; Rat. — 6. Tirés ; Civile. — 7. NS ; Ton ; Bu ; Liée. — 8. Né ; Ester ; Bleu. — 9. Apostolique ; Sel. — 10. Ite ; Al ; Nul ; Aéré. — 11. Ustensiles ; As. — 12. Envol ; Têts ; Is. — 13. Riom ; Futaille. — 14. Renne ; Asile ; Le. — 15. Mess ; Sûr ; Due.

GUY BROUTY.

Paris

● *Le vingtième en fête.* — Les associations du vingtième arrondissement, réunies dans le collectif Vivre ensemble dans le vingtième, proposent une animation de quartier, du 17 au 24 juin, avec un programme très divers : parade, théâtre en plein air, concerts classiques, chanteurs (*Paco Ibañez, Cuarteto* Cedron), musique rock, folk, jazz, expositions, repas en plein air, foire au troc.

La semaine s'achèvera par une sortie en train, qui partira d'une gare du vingtième de la petite ceinture... pour une destination surprise. La plupart des manifestations seront gratuites. Collectif Vivre ensemble dans le vingtième, 80, rue Vitruve ; tél. 363-95-74.

Journal officiel

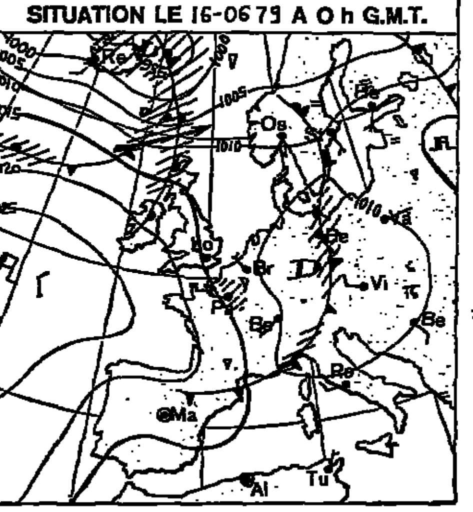
Sont publiés au Journal officiel du samedi 17 juin 1979 :

DES DECRETS

● Relatif à l'émission de l'emprunt d'Etat 10 %, juin 1979, et arrêté relatif à cet emprunt ;

● Modifiant le décret du 27 janvier 1976 relatif au Centre national d'études spatiales.

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le samedi 16 juin à 0 heure et le dimanche 17 juin à 24 heures :

Le courant frais et instable, qui affectera encore la moitié est de notre pays, s'atténuera progressivement. La dépression du nord de l'Italie ne se comblera que lentement. Les hautes pressions du large atlantique envahiront la moitié ouest de la France, qui sera ainsi protégée de la zone active des nouvelles perturbations circulant plus au nord.

Dimanche 17 juin, des Ardennes aux Vosges et aux Alpes, ainsi que sur la Corse, le temps sera encore instable mais les nuages deviendront moins abondants et les averses plus espacées (neige passagère au-dessus de 1 500 mètres), avec des vents modérés ou parfois forts de nord-ouest à nord. Sur le littoral méditerranéen, le mistral, parfois violent, ne s'atténuera que lentement, mais les éclaircies prédomineront. Sur le reste de la France, le temps sera assez souvent ensoleillé malgré quelques passages nuageux, de rares averses pourront se produire sur les versants nord des massifs ; les vents, de secteur nord modérés deviendront faibles près de l'Atlantique.

Les températures minimales baisseront légèrement, mais les maximales augmenteront un peu, cette hausse étant plus sensible dans l'ouest.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 16 juin, à 8 heures, de 1 015,2 millibars, soit 761,5 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 15 juin ; le second, le minimum de la nuit du 15 au 16) : Ajaccio, 23 et 15 degrés ; Biarritz, 15 et 12 ; Bordeaux, 17 et 8 ; Brest, 15 et 8 ; Caen, 16 et 10 ; Cherbourg, 13 et 10 ; Clermont-Ferrand, 18 et 8 ; Dijon, 16 et 9 ; Grenoble, 17 et 9 ; Lille, 14 et 8 ; Lyon, 16 et 9 ; Marseille, 21 et 13 ; Nancy, 15 et 7 ; Nantes, 18 et 8 ; Nice, 26 et 14 ; Paris-Le Bourget, 16 et 10 ; Pau, 15 et 10 ; Perpignan, 21 et 13 ; Rennes, 15 et 8 ; Strasbourg, 16 et 6 ; Tours, 16 et 8 ; Toulouse, 16 et 10 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 23 et 16 degrés ; Amsterdam, 13 et 6 ; Athènes, 30 et 21 ; Berlin, 19 et 12 ; Bonn, 17 et 6 ; Bruxelles, 13 et 8 ; Le Caire, 34 et 20 ; îles Canaries, 23 et 17 ; Copenhague, 16 et 6 ; Genève, 15 et 7 ; Lisbonne, 26 et 16 ; Londres, 16 et 10 ; Madrid, 29 et 14 ; Moscou, 30 et 18 ; New-York, 30 et 22 ; Palma-de-Majorque, 26 et 16 ; Rome, 25 et 20 ; Stockholm, 20 et 12.

MÉDECINE

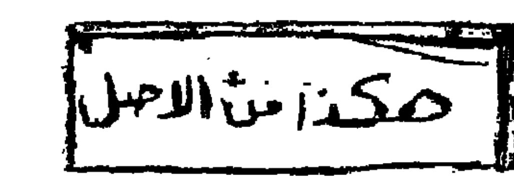
Un projet pour surmonter la dépression nerveuse

Créée en 1978 par quelques personnes ayant souffert de dépression nerveuse, l'association Revivre (1) se propose comme objectif l'« *aide à la réadaptation des personnes ayant été atteintes par la dépression nerveuse ; aide intervenant dans le prolongement du traitement médical, après la réinsertion dans la vie quotidienne* ». Sur son initiative, un colloque a récemment réuni à Paris, dans les locaux du Comité de liaison pour la réadaptation des handicapés, les représentants de diverses organisations et associations, ainsi que des personnalités médicales autour d'un projet, dont l'un des principaux objectifs est la création au cœur de la région parisienne d'une organisation mixte de détente et d'activités manuelles et culturelles diversifiées, ouverte aux « ex-malades », aussi bien en semaine (après-midi et soirée) que pendant les week-ends.

Une quinzaine d'associations (2) étaient représentées à ce colloque et certaines d'entre elles ont *accepté de participer au conseil* d'administration de Revivre.

(1) Revivre, 3, rue de la Ferme-de-l'Hôpital, 78350 Les Loges-en-Josas.

(2) Aurore, Amila, Comité français de liaison pour la réadaptation des handicapés, Comité français d'éducation pour la santé, l'Elan retrouvé, Etincelle, Ligue d'hygiène mentale, Office chrétien des handicapés, Orée, la Porte ouverte, Secours catholique, Société parisienne d'aide à la santé mentale - Société de Croix-Marine, S.O.S. Amitié Paris, Unafam Paris.



Le Monde

économie

AFFAIRES

Les coopératives de consommation durcissent leur attitude à l'égard des pouvoirs publics

Pour son cinquante-sixième congrès national, la Fédération nationale des coopératives de consommateurs (F.N.C.C.), avait choisi de se réunir en conclave, au Palais des papes, en Avignon, du 13 au 15 juin. Congrès de prise de conscience de la situation réelle du mouvement coopératif, qui devra, a déclaré le président de la F.N.C.C., M. Roger Kérinec, « s'adapter ou connaître la décadence », dans un monde qui, avec la crise de l'énergie, est entré dans une ère de guerre économique.

Le regard que jettent sur eux-mêmes les coopérateurs est sans indulgence. Les résultats commerciaux des coopératives sont loin d'être aussi satisfaisants qu'ils le pourraient ; les relations avec leurs salariés sont entachées d'incompréhension ; les actions en faveur des consommateurs sont parfois contestées (tant il est difficile d'assumer le double rôle de groupe industriel et commercial puissant et d'association de consommateurs) ; l'originalité profonde du mouvement est souvent mal perçue, à l'intérim comme à l'extérieur des coopératives ; le mouvement manque d'une dynamique militante et sans doute d'une idéologie rénovée et exaltante ; l'action envers les pays les plus pauvres du tiers-monde, lancée par l'Alliance cooopérative internationale (que préside également M. Kérinec), ne parvient pas à galvaniser les énergies et les cœurs...

Pourtant, des actions sont entreprises : les coopératives de consommateurs se sont rapprochées de la Garantie mutuelle des fonctionnaires (G.M.F.) pour créer une nouvelle banque, la Banque centrale coopérative et mutualiste ; des pourparlers sont en cours pour rapprocher la Sauvegarde (compagnie d'assurances du mouvement) de la même G.M.F. Un « Salon consommateurs » se tiendra en janvier prochain au Forum des Halles, avec le concours des organisations de consommateurs qui le souhaiteront. Le secteur « loisirs » du mouvement se développe...

Le congrès qui a dressé le bilan des heures claires et des heures grises a permis de noter un durcissement du mouvement vis-à-vis des pouvoirs publics. Le secteur commercial de la F.N.C.C. s'est ému de ce que, en trois ans, l'ouverture de onze supermarchés successifs avait été refusée par la commission nationale d'urbanisme commercial. M. Kérinec a publiquement regretté que le VIIIe Plan « ne se présente que comme une addition de bonnes intentions et non comme un certain nombre de mesures cohérentes et suffisamment contraignantes capables de résorber le chômage et l'inflation, et de donner au pays les armes dont il a besoin pour gagner la guerre économique dans laquelle il est engagé ».

Il a également condamné le retour à la liberté des prix sans règles du jeu clairement énoncées, une politique du crédit à la consommation trop laxiste. Enfin, M. François Custot, directeur du Laboratoire coopératif, et vice-président de l'Institut national de la consommation (I.N.C.), a souligné que depuis l'arrivée de M. Fauchon à la direction de l'I.N.C., et depuis que sa nouvelle mission avait été définie par M. Monory, l'Institut semblait davantage chargé de faire la politique du gouvernement que de servir d'outil technique au service des consommateurs. Relevant le risque que comporte la participation à de telles instances il a déclaré : « Il n'y a pas loin de la potiche à la caution. »

Le Mouvement coopératif des consommateurs est une institution plus que centenaire. Né de la très grande pauvreté des villes ouvrières du siècle dernier, il a été une tentative de consommateurs d'assurer eux-mêmes, sans profit, leur propre distribution. Ainsi est né un groupe industriel et commercial qui reste la propriété de trois millions de coopérateurs, qui touchent annuellement, au prorata de leurs achats, une ristourne ou un trop-perçu.

Les 21 sociétés régionales (6 700 magasins Coop) et les 2 sociétés d'exploitation de grandes surfaces (35 hyper marchés Rond-Point) ont réalisé en 1978 un chiffre d'affaires de 15,8 milliards de francs, en progression de 10,1 % (en valeur) par rapport à 1977. Les concurrents les plus directs des Coop, les magasins à succursales, ont vu, eux, leur chiffre d'affaires progresser de 13,8 %. Cette comparaison, qui a été largement approfondie par les Coop, par catégories de produits, par types de magasins, donne à réfléchir. Pis encore, la fièvre d'investissements de ces dernières années se traduit par des difficultés accrues pour certaines sociétés, à commencer par la première d'entre elles, la Société des coopérateurs de Lorraine (plus de 2 milliards de francs de chiffre d'affaires), qui, à peu de chose près, n'a pas équilibré ses comptes en 1978. Les banquiers traditionnels des Coops — les banques coopératives — se sont faites réticentes...

Pour redresser la barre, des outils ont été mis en place, la Société coopérative de gestion et l'Association de révision et de contrôle des coopératives, tandis que la Caisse de garantie devenait une sorte d'IDI apportant aux sociétés des capitaux propres.

Enquête autocritique

Concurrence encore dans le domaine de la consommation. Association de consommateurs reconnue comme telle depuis le début, la F.N.C.C., bien qu'elle ait créé, et qu'elle finance, le Laboratoire coopératif — le plus beau fleuron de son action en faveur des consommateurs — vit mal, en raison de son double caractère, la concurrence avec les autres associations de consommateurs, qui se font un malin plaisir de souligner ses faiblesses en la matière. La F.N.C.C. n'a pas réussi à convaincre ses sociétés adhérentes de se lancer à corps perdu dans le consumérisme.

Concurrence toujours dans le domaine des prix, même si les Coop contestent les relevés pratiqués ici ou là, sans même parler de l'« indice des économies » de Carrefour. Quelle qu'en soit la raison, il n'est pas du tout évident, pour le consommateur moyen qui entre dans un magasin Coop, que la comparaison des prix soit en faveur de ce secteur non capitaliste. Concurrence enfin dans le domaine social. Quand on emploie 44 000 personnes (4 % des salariés du commerce de détail), il est difficile de faire admettre aux syndicats de salariés que l'on n'est pas « un patron comme les autres », même si la convention collective des Coop est plus avantageuse (échelle mobile, cinquième semaine de congés payés, etc.) que dans les autres formes de distribution. Certains grands groupes commerciaux, en raison de leurs profits, pratiquent un intéressement du personnel aux bénéfices qui peut paraître séduisant, et il ne faut guère s'attendre que les syndicats de salariés tiennent compte des difficultés que traverse telle société coopérative, dont ils ne se sentent aucunement responsables... On est loin de cette « harmonie sociale » que vit l'Allemagne et que Roger Kerinec évoque avec envie.

Cela se ressent sur le « front de vente ». Les vendeurs, n'étant pas eux-mêmes coopérateurs mais simples salariés des coopérateurs, n'ont aucune motivation — aucune formation ?... — pour informer les clients du magasin de l'originalité profonde des magasins Coop et du mouvement coopératif.

Il serait abusif d'attribuer à cette lacune de l'organisation coopérative la stagnation du militantisme et le vieillissement des sociétaires (les plus de cinquante ans y sont légèrement plus nombreux que dans la population active). Une enquête menée depuis un an par la F.N.C.C. révèle chez les militants (les sociétaires les plus actifs) un attachement très grand aux avantages économiques des Coop et un manque de goût pour le prosélytisme. Lorsqu'on devient sociétaire, par l'achat d'une action, c'est sans référence à l'idéal coopératif, mais d'abord pour la ristourne (82 % des personnes interrogées) et le recours au Crédit ménager (35 % des cas), moins cher que les taux habituels du marché (12,97 % d'intérêt au lieu de 17,3 %). L'idéologie coopérative est de moins en moins présente dans la clientèle jeune.

Dans ce climat, la baisse de la ristourne (qui n'est guère que de 2 % environ du montant des achats) est ressentie comme une preuve de l'insuffisance de l'efficacité commerciale du mouvement.

Il était courageux de la part des coopératives d'entreprendre publiquement cette analyse de leurs faiblesses. Débouchera-t-elle sur un redressement de leur politique commerciale et sur une régénérescence de leur sociétariat ? Le fort intéressant rapport de M. Jean Lacroix, vice-président de la F.N.C.C., sur le « choix coopératif » offre quelques pistes pour que l'adhésion coopérative ne soit pas une simple « fidélisation de clientèle » mais un engagement de soutien à un système plus juste et plus démocratique de gestion de la société. Nées de la révolte ouvrière du siècle dernier, les coopératives ont à faire la preuve qu'elles sont aussi adaptées à l'ère post-industrielle. C'est une lourde tâche.

JOSÉE DOYÈRE.

L'ingénierie française inquiète de son avenir

Les deux cent vingt-neuf entreprises d'ingénierie et de conseils, représentées au sein du Syndicat des sociétés d'études et de conseils (SYNTEC) ont tenu leurs assises le 14 juin à Paris. Bien qu'elle ait relativement bien traversé la crise (9 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1978), l'ingénierie s'inquiète quelque peu de son avenir. C'est ce qui ressort à la fois des débats et de l'enquête réalisée pour ces assises par la SOFRES.

« Faire preuve d'un optimisme modéré pour les cinq prochaines années, c'est encore trop optimiste. » A entendre ce participant, spécialiste de l'ingénierie du bâtiment, il n'y a aucun doute : l'ingénierie française est inquiète... Tout le monde ou presque s'accorde sur un point : compte tenu du ralentissement général des investissements, il y a actuellement une surcapacité de matière grise par rapport à la demande mondiale. Pour survivre; mieux, pour se développer, les sociétés françaises d'ingénierie et de conseils doivent se réformer, se redéployer.

Dans un premier temps, le SYNTEC va, en y associant le ministère de l'industrie, créer un office de qualification des entreprises de conseil et d'organisation. Des efforts seront faits pour améliorer les structures financières souvent trop légères des firmes d'ingénierie. A l'intérieur du pays, le marché des petites et moyennes entreprises jusque-là, peu utilisatrices, sera prospecté, comme l'a conseillé M. Gadonneix, représentant le ministre de l'industrie à ces assises. Des efforts doivent également être faits pour renforcer la concertation, à la fois entre les firmes privées, et aussi avec les services techniques de l'Etat, « qui nous concurrencent encore trop souvent », comme l'a souligné un intervenant.

A l'exportation (3 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1978, auxquels s'ajoutent d'importantes exportations induites), les problèmes sont plus complexes. « Notre profession ne doit plus se contenter de répondre aux appels d'offres internationaux », a plaidé M. Michel Malherbe, directeur du service de l'ingénierie au ministère de l'industrie. « Nous devons nous-mêmes démarcher et apporter les idées aux clients potentiels ».

Ce travail en amont, que certains effectuent déjà depuis quelque temps, ne suffira pas. « Nos prix ont la réputation d'être trop élevés, proposons donc des contrats « clés-en-main ». La concurrence y est moins vive », affirment certains. Malheureusement, la vente de ce type de projet a déjà tendance à fléchir. Les pays-clients en voie de développement préfèrent réaliser eux-mêmes — lorsqu'ils le peuvent — une partie des travaux, ou faire appel à plusieurs firmes pour un même projet. D'autre part, s'il est vrai que les Américains ne sont guère friands de ces contrats clés-en-main, qui impliquent de lourdes responsabilités, les nouveaux concurrents de la profession n'ont pas les mêmes exigences.

Comment lutter contre les firmes japonaises, coréennes, pakistanaises ou indiennes qui se sont fortement développées ces dernières années (grâce en partie à la réussite des transferts de technologies), et dont les faibles charges sociales permettent de proposer des prix défiant toute concurrence ? Pour les ingénieristes français, il n'existe que deux solutions : soit proposer des services d'une qualité supérieure — mais cela devient de plus en plus difficile, certains clients ayant la fâcheuse tendance de rechercher d'abord le plus bas prix — soit, intégrer ces services dans les travaux, ce que beaucoup d'entreprises sont déjà contraintes de faire pour abaisser les prix de revient et remporter les contrats.

PATRICE CLAUDE.

ÉNERGIE

M. Giscard d'Estaing a préparé le prochain « sommet » de Tokyo avec le secrétaire américain au Trésor

La troisième réunion préparatoire du « sommet » de Tokyo des 28 et 29 juin s'est tenue à Paris les 15 et 16 juin. Les participants y ont été les représentants des chefs d'Etat et de gouvernement — M. Bernard Clappier, gouverneur de la Banque de France, pour M. Valéry Giscard d'Estaing — et un haut fonctionnaire des finances et des affaires étrangères pour chaque pays (Etats-Unis, France, R.F.A., Grande-Bretagne, Italie, Japon, Canada). Les discussions ont été consacrées à la rédaction d'un projet de communiqué dont plusieurs passages sont laissés « entre crochets », pour tenir compte des résultats qu'aura la conférence de Tokyo.

Il y a lieu de penser que le problème de l'énergie éclipsera tous les autres, ce sujet ayant fait l'objet des entretiens que MM. Barre et Giscard d'Estaing ont eus, successivement vendredi après-midi avec le secrétaire américain au Trésor, M. Michael Blumenthal, qu'accompagnait M. James Owen, ambassadeur américain chargé de la préparation du « sommet ».

M. Blumenthal a insisté, à sa sortie de l'Elysée, sur « la large convergence de vues » entre la France et les Etats-Unis. « Il n'y a pas de différence essentielle entre nous. Le président de la République voit le problème à peu près de la même façon que le président Carter. »

M. Giscard d'Estaing a également reçu vendredi à déjeuner M. Van Agt, premier ministre des Pays-Bas. Les problèmes énergétiques, et surtout le cas du marché libre de Rotterdam (1), ont été au centre des discussions. M. Giscard d'Estaing a vraisemblablement repris pour son interlocuteur les arguments contenus dans le mémorandum sur les questions énergétiques que la France a remis le 14 juin à ses partenaires européens, en vue du conseil des ministres de l'énergie de la C.E.E. du 18 juin (le Monde du 16 juin). Ce programme comporte des actions à trois niveaux :

● L'amélioration du fonctionnement des marchés libres, où, pour offrir un minimum de garanties, il faudrait recourir aux règles en vigueur pour les marchés des valeurs ;

● Un engagement de contrôle des prix à l'importation : les pays industrialisés surveilleraient les valeurs déclarées en douane des pétroles et des produits importés et pourraient bloquer, si nécessaire, les importations effectuées à des prix supérieurs à une limite fixée en fonction des prix officiels affichés par les Etats producteurs ;

● Chaque pays prendrait des engagements précis et chiffrés de limitation, non seulement de sa consommation, mais aussi de ses importations de pétrole pour les années 1980-1981-1982. Parallèlement, le redéploiement énergétique des pays industrialisés, qui passe par une relance des programmes nucléaires et l'utilisation accrue du charbon, serait accéléré.

D'ores et déjà, le Japon vient d'adopter le 15 juin une série de mesures pour économiser l'énergie, qui s'ajoutent à celles arrêtées il y a quelque temps et qui visaient déjà à économiser 5 % de la consommation énergétique. Le nouveau programme prévoit notamment l'arrêt des émissions tardives de la télévision, le maintien de la fermeture de presque toutes les stations d'essence les dimanches et jours fériés, le conseil à toutes les entreprises industrielles d'adopter la semaine de cinq jours et de faire prendre à leurs employés leurs congés d'été au même moment, la réduction des éclairages publics.

(1) Les experts de la C.E.E. ne sont pas d'accord entre eux. Certains ont chiffré la part du marché mondial détenue par Rotterdam à 8 % (le Monde du 15 juin) ; d'autres la situent à moins de 5 %... et en nette régression.

DÉSIGNATION D'UN ADMINISTRATEUR PROVISOIRE A LA S.D.F. (groupe Néogravure).

Le tribunal de commerce de Paris a désigné, jeudi 14 juin, Me Pesson comme administrateur provisoire à la Société de développement financier (S.D.F.), qui est la société-mère des différentes sociétés industrielles exploitant les unités d'imprimerie Néogravure. Dans le communiqué rendant publique cette nomination, la S.D.F. précise également que cette mesure a été sollicitée par le président du conseil d'administration de la S.D.F., M. Liotier, à la suite d'une décision unanime de son conseil d'administration réuni le 12 juin dernier. Cette mesure, selon la S.D.F., « a pour objet, compte tenu de la démission de leurs fonctions d'administrateurs des représentants de deux des trois groupes actionnaires — Hachette, Beghin-Say et Société générale commerciale et financière du groupe Paribas — de permettre la poursuite des pourparlers actuellement en cours avec les pouvoirs publics et les actionnaires. »

Le premier ministre néerlandais propose une concertation entre Occidentaux sur le prix du pétrole

Trois thèmes principaux ont été abordés au cours de l'entretien qu'a eu vendredi 15 juin le premier ministre néerlandais, M. Van Agt, avec M. Giscard d'Estaing, qui l'a reçu à déjeuner.

● « L'AMELIORATION DES RELATIONS DEJA EXCELLENTES » entre les deux pays, selon les termes du premier ministre.

● LA POLLUTION DU RHIN. — « J'ai parlé, a dit M. Van Agt après l'entretien, de notre désir de voir ratifié dès que possible par l'Assemblée nationale française le traité conclu en décembre 1976 entre l'Allemagne de l'Ouest, la France, le Luxembourg et la Suisse sur la pollution des eaux du Rhin. Tous les pays signataires, sauf la France, ont ratifié ce traité, qui revêt une importance vitale pour l'opinion publique aux Pays-Bas. »

● L'ENERGIE. — « Nous en avons parlé longuement, a précisé M. Van Agt, et abordé, naturellement, la question du marché libre de Rotterdam. » Le gouvernement néerlandais propose d'abord à tous les pays de « restreindre leur consommation d'énergie », car, a dit M. Van Agt, « si la demande devait s'accroître indéfiniment, nous nous trouverions à long terme devant des problèmes insolubles » Le premier ministre a ajouté : « Nous devons trouver une solution au problème des prix. C'est une question qui devrait être abordée non seulement par les pays européens, car elle n'est pas limitée à l'Europe, mais examinée en commun par l'Europe, les Etats-Unis, le Japon et peut-être également par l'Australie et la Nouvelle-Zélande (...). La surchauffe du marché de Rotterdam, qui n'est pas le seul marché libre pétrolier dans le monde, est la conséquence de la tension qui existe entre l'offre et la demande, mais ce n'est pas la cause de la crise du pétrole. Nous, aux Pays-Bas, nous avons trouvé un système qui permet de faire pression sur les prix. Il s'agit d'un gentlemen agreement selon lequel les compagnies pétrolières s'engagent, dans la vente de leur essence et de leurs produits pétroliers sur le marché néerlandais, à ne pas dépasser les prix convenus entre elles et notre ministère des affaires économiques. »

● Le P.S. refuse la politique du « tout-nucléaire »

● Le P.C. dénonce la baisse de la production de charbon

Le parti socialiste refuse une politique de l'énergie « qui sacrifie tout au nucléaire », a déclaré vendredi 15 juin sur A 2 M. Paul Quilès, secrétaire national du P.S. Cette intervention, ainsi que celle de M. Philippe Herzog, membre du bureau politique du parti communiste, se situaient dans le cadre du « droit de réponse » à M. André Giraud, ministre de l'industrie, qui avait fait une communication sur l'énergie nucléaire, mercredi 13 juin, sur Antenne 2.

Pour le P.S., il faut « diversifier de façon importante les sources d'approvisionnement » en énergie et avoir une politique « active d'économies d'énergie » en développant notamment les transports collectifs dans les villes et en incitant les industriels à économiser de l'énergie. M. Quilès a également reproché au gouvernement de ne pas avoir consacré un débat au Parlement sur la politique énergétique.

Le P.S. avait donné vendredi une partie de son temps d'antenne au Groupement scientifique pour l'information sur l'énergie nucléaire (G.S.I.E.N.), dont la représentante a dénoncé l'« information diffusée en France » sur le nucléaire. « Un accident du genre de celui d'Harrisburg, a-t-elle précisé, aurait été beaucoup plus grave en France. »

Pour M. Philippe Herzog, la « véritable menace » est celle que « font peser sur nos approvisionnements les sociétés multinationales en détournant le pétrole pour faire monter les prix ». M. Herzog s'est élevé contre la « baisse scandaleuse » de la production de charbon en France et a affirmé que « le programme électronucléaire du gouvernement serait loin de combler nos insuffisances ». Ce programme doit être « rectifié pour répondre réellement aux besoins des Français ». M. Herzog a notamment insisté sur les risques d'irradiation encourus par le personnel des centrales. Mais la sécurité, a-t-il poursuivi, n'est guère prise en compte par les multinationales, car elle « s'oppose à la loi du profit ».

LE PRÉSIDENT D'EXXON PLAIDE A PARIS POUR LE DÉVELOPPEMENT DES ÉCONOMIES

Dans le petit salon d'un grand hôtel parisien, M. Clifton Garvin, premier « pétrolier » du monde, président du groupe Exxon (2,76 milliards de dollars de bénéfices en 1978 et 955 millions pour le premier trimestre de cette année), a expliqué, vendredi 15 juin, aux Français qu'il fallait faire des économies. « Nous devons prouver à l'OPEP que nous nous efforçons de mettre fin au gaspillage et que nous cherchons d'autres sources d'énergie. »

Qu'attendent donc les Américains pour donner l'exemple ? « Nous avons déjà fait beaucoup en ce domaine. Pour les cinq premiers mois de 1979, notre consommation a baissé de 1 %. A ceux qui soulignent la faiblesse de cet effort, M. Garvin, ses épaules larges calées dans le fauteuil Louis XV, répond calmement : « Aucun gouvernement américain ne résisterait à une augmentation massive des taxes. » Et puis, « il n'y a pas de raison de céder à la panique ».

Certes, par rapport à la demande mondiale, le monde libre souffre actuellement d'un déficit de 3 à 4 %, mais « cette pénurie, à laquelle il faudra s'adapter, est équitablement répartie ». La surprime de 5 dollars par baril, décidée par le président Carter pour permettre aux compagnies de s'approvisionner plus facilement sur le marché « spot » de Rotterdam, est « une mauvaise chose ; pis, elle est inutile ». Selon M. Garvin, cette décision a provoqué « beaucoup de bruit pour rien, le marché en question ne représentant qu'environ 1 % de la consommation quotidienne mondiale ». Puisqu'il est impossible de le réguler, pourquoi ne pas le supprimer ? « Il repousserait ailleurs, estime M. Garvin, car son existence est inéluctable en période de pénurie. » En tout cas, ce n'est pas à Rotterdam que les compagnies réalisent leurs meilleurs profits.

« Toutes les compagnies profitent de la hausse internationale des prix », admet le président d'Exxon, mais cela n'a rien « d'exagéré ni de choquant. » « J'ai encore beaucoup de mal à emprunter pour financer en Europe des raffineries qui rapportent du 4 à 5 %. » Heureusement, aux Etats-Unis, le rendement est plus élevé (10 à 11 %), mais « l'exploitation et la recherche coûtent cher ». Depuis dix ans, « Exxon a investi deux fois plus d'argent qu'il n'en a gagné », et « sur un litre d'essence vendu chez vous, notre bénéfice n'excède pas 3 centimes par litre ».

SOCIAL

Le syndicat C.F.D.T. de la métallurgie dunkerquoise a dissous la section d'Usinor

Le conflit interne qui a éclaté au grand jour, depuis la fin du mois de mars, à la section C.F.D.T. d'Usinor-Dunkerque, continue à susciter des remous (voir *le Monde* des 6 et 11 avril et du 10 mai). M. Claude Bernard, secrétaire de cette section, suspendu en avril avec une douzaine de ses amis par le syndicat C.F.D.T. de la métallurgie dunkerquoise, qui regroupe les militants de ce secteur industriel, vient d'être exclu. La section d'Usinor-Dunkerque a été dissoute, après une assemblée générale des militants de l'entreprise sidérurgique convoquée par le syndicat les 29 et 30 mai.

Lors d'une conférence de presse tenue à Paris le 12 juin, M. Bernard s'est élevé contre ces mesures, qui résultent, selon lui, de rivalités intestines. Il est sanctionné, dit-il, pour avoir participé à la « marche du 23 mars » organisée à Paris par la C.G.T. et pour avoir pris position contre les négociations menées par la C.F.D.T. dans la crise de la sidérurgie. Quant aux malversations financières qui lui sont reprochées, M. Bernard assure que, si sa comptabilité laissait à désirer, il n'y a pas eu de détournement.

Les dirigeants C.F.D.T. affirment, au contraire, catégoriquement que l'orientation syndicale de M. Bernard ne lui est nullement reprochée. Ce dernier, a déclaré M. Lesire-Ogrel, membre *de la commission exécutive de la* C.F.D.T., répondant le 14 juin à un journaliste, s'efforce de « *masquer* » sous une querelle politico-syndicale « *ses abus de pouvoir et ses malversations financières* ».

De son côté, le syndicat des métallos C.F.D.T. dunkerquois précise dans un tract que le rapport établi par un expert comptable constate un certain nombre d'irrégularités commises par M. Bernard. Pour les contester, ce dernier et ses amis ont perturbé l'assemblée générale convoquée fin mai, qui, en deux séances, n'a réuni que cent dix participants sur huit cents adhérents. Le conseil syndical a donc estimé cette assemblée non représentative et n'a pas dépouillé les votes.

Pour reconstituer l'organisation C.F.D.T. d'Usinor-Dunkerque, un conseil de section de trente membres va être désigné, parmi les candidatures qui sont déjà parvenues et qui parviendront. Enfin, des poursuites judiciaires, ajoute le syndicat dunkerquois, « *ne seront engagées qu'après le dépôt d'un second rapport d'expert, pour exiger le remboursement des sommes détournées* ».

A l'Élysée

MM. BERGERON ET CHÉRÈQUE RÉCLAMENT LA RÉDUCTION DE LA DURÉE DU TRAVAIL

A quelques jours du « sommet » européen qui se tiendra à Strasbourg les 21 et 22 juin, le président de la République a reçu, le 15 juin, une délégation de la C.E.S. (Confédération européenne *des syndicats*). *M. Mathias Hinterscheid*, secrétaire général, était notamment accompagné de MM. André Bergeron (F.O.) et Jacques Chérèque, tous deux membres du bureau.

Les représentants de la C.E.S. ont insisté pour que « *quelque chose soit fait* » en matière de réduction du temps de travail. M. Giscard d'Estaing, a dit ensuite M. Chérèque, a repris l'idée « *qu'il était urgent de prendre des décisions concrètes, même si elles n'étaient pas globales* ». M. Bergeron a estimé que la C.E.S. devrait, à l'automne, décider d'un mot d'ordre pour montrer l'attachement des travailleurs européens à la réduction du temps de travail.

D'autre part, les récents propos du secrétaire général de F.O., selon lesquels « *l'instauration de la cinquième semaine de congé est maintenant une question de mois* » ont été vertement relevés par son homologue C.F.D.T., à Clermont-Ferrand. M. Maire a déclaré : « *Nous ne voulons pas d'un accord au rabais avec le C.N.P.F. ; le problème numéro un est l'emploi et la semaine de trente-cinq heures.* »

LES FORCES DE POLICE INTERVIENNENT DANS LES ARSENAUX

Les forces de police sont intervenues, vendredi 15 juin, comme elles l'avaient déjà fait la veille, en provoquant de violents affrontements, dans plusieurs arsenaux occupés par les grévistes. A Brest, par exemple, gardes-mobiles et C.R.S. stationnaient aux abords de l'arsenal. A Clermont-Ferrand, six *cents grévistes, qui occupaient les* **locaux de l'atelier industriel aéronautique, sont sortis sans incidents quand les forces de l'ordre se sont présentées.**

Les syndicats ont renforcé **leurs consignes de grève pour le mardi 19 juin, date à laquelle le ministre doit recevoir les représentants des ouvriers, pour la première fois depuis le début des arrêts de travail, le 15 mai.**

● *Contre le projet de loi sur le statut des immigrés.* — A Marseille, M. Henri Noguères, président de la Ligue des droits de l'homme, a dénoncé, lors d'un meeting tenu par un collectif de 27 organisations, le comportement du gouvernement, « *qui se veut libéral et avancé* », mais n'est que « *xénophobe et raciste* ».

AGRICULTURE

La Grande-Bretagne demande une nouvelle dévaluation de la « livre verte »

De notre correspondant

Londres. — M. Peter Walker, ministre de l'agriculture, a annoncé, vendredi 15 juin, aux Communes, qu'il demanderait à la réunion des ministres de l'agriculture de la Communauté, prévue pour lundi prochain à Luxembourg, une dévaluation de 5 % de la « livre verte » concernant tous les produits agricoles ainsi qu'une dévaluation supplémentaire de 5 % pour la viande de porc. Cette dernière industrie est particulièrement affectée par les importations subventionnées d'autres pays de la Communauté, notamment *le Danemark et l'Irlande*.

M. Walker a admis que la dévaluation de la « livre verte » augmenterait la plupart des prix alimentaires, mais que l'augmentation globale s'établirait à 1 % correspondant à 0, 25 % de l'indice des prix de détail. Mais, le gouvernement britannique a considéré en priorité les intérêts à *long terme des agriculteurs de* préférence à ceux à court terme des consommateurs.

L'organisation syndicale des agriculteurs (N.F.U.) se plaignait depuis longtemps du système de la « livre verte » pénalisant — disait-elle, — les paysans britanniques aux dépens des producteurs du continent vendant leurs produits sur le marché britannique à un prix bas compensé par les subventions du budget communautaire.

Dans les milieux officiels, on s'attend à une vive résistance de la part des Danois, des Hollandais, des Français et des Allemands, qui ne manqueront pas de souligner que la Grande-Bretagne peut difficilement demander une dévaluation de la livre verte et s'opposer en même temps à toute augmentation des prix agricoles communautaires.

M. Silkin, ancien ministre de l'agriculture travailliste, a déclaré que l'initiative britannique était malheureuse, étant donné que les agriculteurs avaient déjà obtenu une dévaluation de 5 % de la « livre verte » il y a trois mois, et *d'autre part, parce que, du fait* de la remontée de la livre sterling, l'écart de compétitivité entre les producteurs britanniques et étrangers s'était réduit. — H. P.

● *Les prix à la consommation britanniques* ont augmenté de 0,8 % en mai contre 1,7 % en avril. En un an, par rapport à mai 1978, la hausse a été de 10,3 %. C'est le septième mois de suite que le rythme de l'augmentation annuelle progresse (il avait dépassé les 10 % en avril, *pour la première fois depuis* décembre 1977). La production industrielle britannique s'est accrue de son côté, en avril, de 2,2 % par rapport à mars, et de 3,5 % par rapport à avril 1978. De février à avril, elle a augmenté de 4,1 % par rapport aux trois mois précédents. Dans l'industrie manufacturière seule, la hausse a été de 6 %. Il s'agit surtout d'une reprise, après les grèves et le mauvais temps de l'hiver.

● VIIIe PLAN. — Le projet de *loi portant approbation du rapport* sur les principales options de ce plan (*le Monde* du 16 juin) a été adopté au scrutin public par 267 voix contre 201. Treize députés *se sont abstenus volontairement* : MM. Bord, Chirac, Debré, Devaquet, Falala, Godfrain, Gorse, Guermeur, Charles Haby, Julia, Labbé, Lauriol (R.P.R.) et Zeller (U.D.F.).

LA SEMAINE FINANCIÈRE

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

Net glissement du dollar - Forte hausse de la livre

Déjà discuté à la fin de la semaine précédente, le DOLLAR a glissé nettement cette semaine sur les marchés des changes, tombant en dessous de 4,40 F à Paris. La LIVRE STERLING a fortement monté après le relèvement massif du taux d'escompte britannique, tandis que le FRANC *BELGE se redressait légèrement* à la suite de l'augmentation du taux d'escompte à Bruxelles et que la COURONNE DANOISE restait faible, malgré l'augmentation du taux officiel à Copenhague. Le FRANC FRANÇAIS est resté stable. Quant à la LIVRE TURQUE, elle a été dévaluée de 43,6 %.

Selon toutes apparences, les facteurs défavorables au DOLLAR sont en train de l'emporter sur les facteurs favorables, le cours de la monnaie américaine revenant à moins de 4,39 F à Paris et *tombant en dessous de 1,90 DM* à Francfort. A l'heure actuelle, les milieux financiers internationaux estiment que l'augmentation du prix du pétrole, après avoir provoqué des achats de DOLLARS en vue des règlements à effectuer, va aggraver le déficit de la balance commerciale des États-Unis. En outre, la baisse du taux d'intérêt outre-Atlantique, contrebalancée par la hausse des taux en Europe (*voir ci-dessous*), provoque des transferts de capitaux nuisibles au DOLLAR.

Ces transferts, en revanche, s'effectuent au profit de la LIVRE STERLING, en raison du relèvement massif du taux d'intérêt en Grande-Bretagne, qui séduit les opérateurs internationaux : on a même observé une véritable ruée sur la monnaie britannique, comme au début de 1976, de sorte que le cours de cette dernière s'est élevé à *2,10 dollars* et à près *de 9.24 F.*

En Europe continentale, le FRANC BELGE a décollé légèrement de son cours-plancher par rapport au DM à la veille du week-end, sans doute à la suite du troisième relèvement du taux d'escompte officiel. En revanche, la COURONNE DANOISE reste collée audit plancher, en dépit d'un relèvement de même nature. *Le FRANC FRANÇAIS*, dans cette agitation, s'est à peu près maintenu.

La LIVRE TURQUE a été dévaluée de 43,6 %, après accord avec le *Fonds monétaire international*. Il faudra payer désormais 10,6 livres turques pour 1 franc français au lieu de 5,9 livres, et 47,1 livres pour 1 dollar au lieu de 26,5. Un taux préférentiel de 35 livres pour *1* dollar sera appliqué pour les importations « vitales » telles que le pétrole et les engrais chimiques, de même que pour les exportations agricoles.

Sur le marché de l'or, le cours de l'once, après avoir dépassé lundi 283 dollars, record absolu, puis être revenu à 277 dollars, est remonté en fin de semaine un peu *en dessous* de 280 dollars.

F. R.

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	$ U.S.	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres...	—	2,1020	9,2236	3,5976	3,9818	63,9808	4,3931	1785,96
	—	2,0705	9,1619	3,5788	3,9536	63,5333	4,3294	1767,58
New-York.	2,1020	—	22,7894	58,4283	52,7899	3,2894	47,8469	0,1177
	2,0705	—	22,5989	57,8536	52,3697	3,2589	47,8240	0,1171
Paris.....	9,2236	4,3880	—	256,38	231,64	14,43	209,95	5,1645
	9,1619	4,4250	—	256,00	231,73	14,4207	211,62	5,1833
Zurich....	3,5976	171,15	39,0041	—	90,3500	5,6300	81,8899	2,0143
	3,5788	172,85	39,0621	—	90,5211	5,6330	82,6638	2,0247
Francfort..	3,9818	189,43	43,1700	110,6807	—	6,2312	90,6363	2,2295
	3,9536	190,95	43,1525	110,4715	—	6,2229	91,3199	2,2367
Bruxelles.	63,9008	30,4000	6,9280	17,7622	16,0481	—	14,5454	3,5779
	63,5333	30,6850	6,9344	17,7524	16,0696	—	14,6748	3,5943
Amsterdam	4,3931	209,00	47,6299	122,1151	110,3310	6,8750	—	2,4481
	4,3294	209,10	47,2542	120,9719	109.5[illegible]1	6,8144	—	2,4493
Milan.....	1785,96	849,65	193,6303	496,4259	448,5298	27,9490	406,53	—
	1767,58	853,70	192,9265	493,8964	447,0804	27,8214	408,27	—

Nous reproduisons dans ce tableau les cours pratiqués sur les marchés officiels des changes. En conséquence, à Paris, les prix indiqués représentent la contre-valeur en francs de 1 dollar, de 1 livre, de *100* deutschemarks, de 100 florins, de 100 francs belges et de 1 000 lires.

MATIÈRES PREMIÈRES

Nouvelle hausse du plomb, du café et du blé

METAUX. — *Nouvelle avance des cours du plomb à Londres qui dépassent à nouveau 700 livres la tonne. Les achats pour compte de l'Europe orientale sont toujours aussi pressants. La position statistique du métal devient de plus en plus serrée avec l'amenuisement persistant des stocks. Quant à la consommation mondiale, elle s'est accrue de 7 % durant le premier trimestre de l'année, alors que la hausse de la production n'a atteint que 1,4 %, selon les statistiques établies par le groupe international d'études du plomb et du zinc.*

La reprise ne s'est pas confirmée sur les cours du cuivre au Metal Exchange de Londres. Les stocks britanniques de métal sont revenus à 309 575 tonnes (— 9 225 tonnes).

Le repli s'est poursuivi sur les cours de l'argent à Londres. La production mondiale de métal est évaluée à 350,85 millions d'onces contre 332,72 millions d'onces en 1978. Elle devrait passer à 394 millions l'once en 1982.

TEXTILES. — *Progression des cours de la laine sur les divers marchés à terme. Pour la saison 1979-1980, les exportations australiennes de laine devraient atteindre 710 millions de kilos contre 695 millions de kilos en 1978-1979.*

Les cours du jute ont été soutenus à Londres. Affectée par la sécheresse, la prochaine récolte du Bangla-Desh serait inférieure de 40 % à la précédente. Un relèvement moyen des prix de 8 % s'est produit sur les différentes variétés.

DENREES. — *La hausse continue à un rythme rapide sur les cours du café qui atteignent leur niveau le plus élevé depuis juillet 1977. Les négociants redoutent un nouveau refroidissement de la température au Brésil. La production mondiale de café augmentera de 4 % en dépit des dégâts occasionnés aux plantations au Brésil pour atteindre 78,3 millions de sacs, estime le département américain de l'agriculture. L'impact du gel sera plus marqué pour la récolte 1980-1981. D'ailleurs la perte de production est évaluée entre 5 millions de sacs par le négoce et à 8 millions de sacs par l'Institut brésilien du café.*

CEREALES. — *Vive hausse des cours du blé, qui progresse de plus de 10 % sur le marché aux grains de Chicago. La perspective d'une faible récolte en U.R.S.S. laisse prévoir d'importants achats sur le marché mondial pour le compte de ce pays.*

Cours des principaux marchés du 15 juin 1979

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

METAUX. — Londres (en sterling par tonne) : cuivre (Wirebars) comptant, 899 (901), à trois mois, 909,5 (912) ; étain, comptant, 7 500 (7 450), à trois mois, 7 110 (7 460) ; plomb, 703 (691) ; zinc, 360,50 (371) ; *argent (en pence par once)* : 403,10 (410).

— New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 83,50 (82,20) ; aluminium (lingots), inch. (60,50) ; *ferraille, cours moyen* (en dollars par tonne), inch. (106,83) ; mercure (par bouteille de 76 lbs), inch. (330-350).

— Penang (en dollars des Détroits par picul de 22 lbs) : 1 995 (1 980).

TEXTILES. — New-York (en cents par livre) : coton, juil., 68,60 (63,60), oct., 66,95 (64,20).

— Londres (en nouveaux pence par kilo) : laine (peignée à sec), juil., 228 (220) ; jute (en dollars par tonne), Pakistan, White grade C, inch. (506).

— Roubaix (en francs par kilo) : laine, juin, 24,30 (24).

CAOUTCHOUC. — Londres (en nouveaux pence par kilo) : R.S.S. comptant 65-66,80 (68-69) ; Penang en cents des Détroits par kilo) : 299,50-300 (317-318).

DENREES. — New-York (en cents par lb) : cacao, juill. : 147,85 (153,75) ; sept. : 152 (157) ; sucre, juill. : 8,32 (8,15) ; sept. : 8,73 (8,56) ; café, juill., 198,70 (187,50) ; sept. : 200,50 (189).

— Londres (en livres par tonne) : sucre, août : 107,40 (107,80) ; oct. : 112 (111,50) ; café, juill. : 2 031 (1 905) ; sept. : 2 020 (1 895) ; cacao, juill. : *1 661 (1 708) ; sept.* : 1 687 (1 738).

— Paris (en francs par quintal) : cacao, sept. : 1 657 (1 595) ; déc. : 1 594 (1 625) ; café, sept. : 1 863 (1 750) ; nov. : *1 865 (1 758)* ; sucre (en francs par tonne), août : 975 (976) ; oct. : 1 016 (1 010).

CEREALES. — Chicago (en cents par boisseau) : blé, juill. : 433 1/2 (384 1/2) ; sept. : 440 (389) ; maïs, juill. : 284 (271) ; sept. : 290 3/4 ((275 1/2).

Indices. — Moody's : 1 095 (1 069,5). Reuter : 1 645,1 (1 611,14).

LE MARCHÉ MONÉTAIRE

Mouvement de bascule États-Unis - Europe

Sur le front des taux d'intérêt, l'agitation a repris, avec l'accentuation du mouvement de bascule entre une Europe en hausse et une Amérique en baisse. De ce côté-ci de l'Atlantique, c'est d'abord la Grande-Bretagne qui s'est orientée brusquement à la hausse, *le gouvernement britannique* ayant annoncé, par surprise, un relèvement de deux points du taux d'escompte de la Banque d'Angleterre, porté de 12 % à 14 % après avoir été ramené de 13 % à 12 % le 5 avril dernier. Cette mesure est destinée à freiner l'accroissement de la masse monétaire, jugé trop rapide, et à éviter une inflation de crédit. Première conséquence : attirés par ce haut taux de rémunération, les capitaux ont afflué dans la City. Pour en éponger une partie, mais aussi pour financer le déficit budgétaire, le gouvernement a annoncé vendredi l'émission de deux emprunts pour un montant de 1,8 milliard de livres.

De son côté la Banque nationale de Belgique décida *mercredi* de porter son taux d'escompte de 8 % à 9 % à partir du jeudi 14 juin, le relevant ainsi pour la troisième fois depuis le 3 mai dernier, avec une augmentation totale de 2 %. Comme précédemment, le motif de cette décision a été la défense du franc belge, toujours au plancher par rapport au D.M. dans le système monétaire européen. *Jeudi, enfin*, la Banque nationale du Danemark relevait son taux d'escompte de 8 % à 9 %, également pour défendre la couronne danoise, très faible depuis quelque *temps*. *Tous* ces relèvements en chaîne ressemblent fort à une escalade, d'autant que la Bundesbank avait elle-même majoré son taux « Lombard » (avance sur titres — au début de juin).

Aux États-Unis, en revanche, une décrue s'est amorcée avec la baisse du taux de base (primo rate) des grandes banques ramené de 11 3/4 % à 11 *1/2* % en raison de la détente observée sur le marché financier ces derniers temps. Le signal en a été donné par la Morgan, suivie par les autres établissements, et, à la veille du week-end, par la Citibank. *Certains se demandent*, néanmoins, si cette baisse pourra être maintenue, à la suite de la progression record de la masse monétaire au 6 juin, qui pourrait contraindre la Réserve fédérale à durcir à nouveau sa politique après l'assouplissement de ces dernières semaines.

A Paris, le calme a régné sur le marché *de l'argent à court* terme maintenu aux environs de 8 %, et à moyen terme, sans grand changement. A long terme, en revanche, une augmentation générale de 1/8 % a été relevée sur le marché hypothécaire, où l'on cote 10 % à trois ans. Cette tension a été provoquée par le relèvement du taux nominal du deuxième emprunt d'État de l'année (4 *milliards de francs*), émis à 10 % contre 9 % pour le premier début avril. L'ampleur de ce relèvement a quelque peu surpris : le Trésor n'avait-il pas suspendu l'émission d'obligations nouvelles à partir du 28 mai pour, précisément, essayer d'atténuer une hausse rendue inévitable par celle du court terme, provoquée sciemment, à l'initiative de la Banque de France, pour défendre le franc ?

Apparemment, on s'est fait une raison en haut lieu, avalisant ainsi le renchérissement du loyer de l'argent. Lorsque le « portillon » de nouvelles émissions sera rouvert, en principe à partir du 25 juin prochain, le taux nominal des emprunts de première catégorie devrait être porté de 9,70 % à 10,50 % ou probablement davantage.

FRANÇOIS RENARD.

LA REVUE DES VALEURS

Valeurs à revenu fixe ou indexées

L'événement de la semaine a été l'annonce du taux de 10 % (contre 9 % précédemment) retenu pour le deuxième emprunt d'Etat de 1979 (voir en rubrique Marché monétaire), qui laisse présager une nette augmentation du taux nominal pour les obligations.

Après avoir fléchi en dessous de 1 000 F, la rente 4 1/2 % 1973

	15 juin	Diff.
4 1/2 1973	998	— 7
7 % 1973	5 110	+ 52
10,30 % 1975	98,70	— 0,90
10 % 1976	100,15	— 0,25
P.M.E. 10,6 % 1976	99,50	— 0,60
P.M.E. 11 % 1977	101,60	— 0,20
8,80 % 1977	110,90	+ 0,90
10 % 1978	99,90	— 1,10
9,80 % 1978	98,25	— 1,75
9,45 % 1978	96,30	— 2,15
8,80 % 1978	94,65	— 1,35
9 % 1979	93,60	— 3,40
C.N.E. 3 %	3 668	inchangé

s'est rétablie à ce niveau, tandis que l'emprunt 7 % 1973 consolidait le cours de 5 000 F en s'élevant un peu au-dessus, mais bien en dessous de son record antérieur (5 570 F).

Banques, assurances, sociétés d'investissement

Les résultats de 1979 devraient être favorables, estime le président de Locafrance.

	15 juin	Diff.
Bail Equipement	248	+ 3,90
B.C.T.	123	— 1
Cetelem	231,50	— 8,50
Cie Bancaire	393	+ 9,80
Cie du Nord	28,90	— 0,20
C.C.F.	153	+ 2,50
C.F.F.	470,50	— 3,50
C.F.I.	184	+ 1,50
Crédit du Nord	57,50	— 0,50
Financ. Paris	206	+ 1,70
Locafrance	223	— 5
Locindus (1)	462	+ 13,50
Prétabail (2)	524	— 2,80
U.C.B.	218	inchangé
Eurafrance	351	+ 26
Cie du Midi	665	+ 7
Pricel	293,50	+ 11,50
Schneider	171	+ 1,50
Suez	279,80	— 0,80

(1) Compte tenu d'un coupon de 30,50 F.

(2) Compte tenu d'un coupon de 38,20 F.

(3) Compte tenu d'un coupon de 18 F.

Filatures, textiles, magasins

La Redoute a enregistré pour l'exercice écoulé, clos le 28 février dernier, un plafonnement de ses résultats avec un bénéfice net de 44,5 millions de francs (— 0,6 %). taux de croissance de 15 à 18 % des ventes est escompté pour l'exercice entier. En septembre, les *actionnaires* recevront une action gratuite pour cinq.

Les *Nouvelles Galeries* tablent pour 1979 sur une augmentation de leurs ventes légèrement supérieure à 10 %.

Le bénéfice net consolidé revenant à la société s'établit pour sa part à *39 millions de francs, soit* à 4,1 % au-dessous de son niveau précédent. Le dividende total reste inchangé à *30 F*.

Damart Serviposte escompte de bons résultats pour 1979. A fin mai, le chiffre d'affaires du groupe avait déjà progressé de 33 %. Cependant, compte tenu du caractère cyclique de l'activité, un

	15 juin	Diff.
Dollfus-Mieg	63,50	+ 4
Sommer-Allibert	346	+ 15
Agache-Willot	455	— 49
Lainière Roubaix	48	+ 1,20
Roudière	340	+ 40
Saint Frères	82	+ 3,30
S.C.O.A.	44,50	— 2
C.F.A.O.	304	+ 14
B.H.V.	124	— 2,50
Darty	500	+ 3
Gal. Lafayette	106,50	+ 1,70
Prénatal	31,80	+ 0,80
Printemps	111	+ 2,70
La Redoute	472	— 13,90

Alimentation

Le sort de *Goulet-Turpin*, société rémoise de magasins succursalistes en proie à de graves difficultés, sera connu le 19 juin. Deux candidats sont sur les rangs pour racheter 70 % de sa filiale, *la société d'exploitation Goulet-Turpin* : le groupe *Promodes*, qui exploite les hypermarchés Continent et plusieurs chaînes de magasins à côté d'un important réseau grossiste ; et *Félix-Potin*, déjà propriétaire de 17 % du capital du holding *Goulet-Turpin*.

	15 juin	Diff.
Beghin-Say	124	+ 2
B.S.N.-G.-Danone	625	+ 33
Carrefour	1 740	+ 45
Casino	1 290	+ 10
Gén. Occidentale	260,50	+ 7,50
Guyenne et Gasc.	329	+ 11
Moët-Hennessy	456	+ 2
Mumm	398	+ 6
Olida-Caby	182	+ 1,90
Pernod-Ricard (1)	287	+ 17,50
Radar	485	+ 8
Raff. Saint-Louis	111,50	+ 1,50
Saupiquet	190	+ 1
Veuve Clicquot	662	+ 2
Viniprix	405	+ 16
Nestlé	9 020	+ 190

(1) Compte tenu d'un coupon de 6 F.

Bâtiment et travaux publics

Hausse quasi générale du compartiment, sur l'espoir de mesures de relance sélectives, que M. Raymond Barre a laissé pressentir : l'action *Bouygues* a été la plus recherchée.

Ducatel Holding maintient à 7,50 F son coupon global pour 1958.

	15 juin	Diff.
Auxil. d'Entreprise	437	+ 12
Bouygues (1)	913	+ 50
Chim. et Routière	139,80	+ 0,50
Ciments Français	155,50	+ 3
Dumez	678	— 1
Ent. J. Lefebvre	332	+ 12
Gén. d'Entreprise	192	+ 5
Gds Travx Marseille	453	+ 17
Lafarge	244	+ 9
Maisons Phénix	551	+ 11
Poliet et Chausson	180	+ 5,20

(1) Compte tenu d'un coupon de 42 F.

Matériel électrique, services publics

La C.G.E. ne fera pas d'étincelles en 1979. Le président Ambroise Roux a indiqué, avec les réserves d'usage, que le chiffre d'affaires progresserait de 10 % seulement pour les sociétés contrôlées comme pour celles affiliées. *Autrement dit les ventes du groupe augmenteront à la même*

	15 juin	Diff.
Alsthom-Atlant.	68,90	— 0,40
C.E.M.	51,90	— 2,90
C.I.T.-Alcatel	1 012	+ 12
C.G.E.	385	inchangé
C.S.F.	370	+ 13
Legrand	1 555	+ 40
Leroy-Somer	690	+ 3
Mach. Bull	57,10	— 0,50
Matra	5 960	— 30
Moulinex	87	— 1,30
P.M. Labinal	203	+ 11
Radiotechnique	369	+ 23
Signaux	422	+ 16
Thomson-Brandt	218	+ 15,20
I.B.M.	1 329	— 60
I.T.T.	128	+ 1,20
Schlumberger	330,90	+ 4,60
Siemens	565	+ 14
Gén. des Eaux	446	+ 16
Lyonn. des Eaux	392	— 2

vitesse que le taux de l'inflation. En outre, M. Roux a précisé que la tendance actuelle, si elle se confirme, permettra au groupe de maintenir au niveau de 1978 ses résultats consolidés.

Le groupe britannique Thorn Electrical (26 % du marché de la télévision couleur outre-Manche), prend le contrôle de la société française *Locatel*, filiale à 36 % du groupe *Lazard* et à 14 % d'*Elf-Gabon*, spécialisée dans la location de téléviseurs (numéro un en France). L'opération, dont la réalisation reste subordonnée à l'accord des autorités françaises et britanniques, doit s'effectuer au prix de 450 F par action pour un cours coté de 265,50 F, ce qui explique le désengagement des actionnaires de la société. La cotation de l'action *Locatel* a été suspendue le 11 juin jusqu'à nouvel avis.

Métallurgie, contructions mécaniques

Pour *Creusot-Loire*, « l'exercice 1979 devrait marquer une transition vers une situation meilleure,

	15 juin	Diff.
Chiers-Châtillon	13,40	— 0,60
Creusot-Loire	56	— 0,80
Denain-Nord-Est	27,40	— 1
Marine-Wendel	36,60	+ 0,10
Mét.-Nav. Dunk.-N.	56,50	+ 0,30
Pompey	76,50	+ 0,75
Sacilor	18	+ 1,10
Saulnes	42	— 0,50
Usinor	11,20	+ 0,35
Vallourec	110	+ 13,50
Alspi	93	+ 4
Babcock-Fives	124,10	+ 9,10
Gén. de Fonderie	225	— 7
Poclain	188	+ 13
Sagem	781	+ 31
Saunier-Duval	220	+ 8
Penhoët	383	+ 3,90
Peugeot-Citroën	323	— 0,80
Ferodo (1)	354,30	+ 26

(1) Compte tenu d'un coupon de 20,70 F.

et nous ne sommes pas loin de penser que *1980* verra *le retour* à l'équilibre », a déclaré le président, M. Forgeot, à l'assemblée générale. Pour *Manurhin*, l'exercice 1979 se présente « favorablement », et permet d'escompter de nouveaux progrès, a annoncé le président, M. Spengler : le chiffre d'affaires des cinq premiers mois de 1979 est en hausse de 24,65 %, à 337 millions de francs.

Pétroles

Nouvelle hausse des pétroles français, lié semble-t-il, à la

	15 juin	Diff.
Aquitaine	710	+ 39
Esso	141	+ 2,50
Franç. des Pétroles	191	+ 8,30
Pétroles BP	75,20	+ 6,65
Primagaz	168	+ 1
Raffinage	136	+ 2,50
Sogerap	151	— 1,90
Exxon (1)	222,50	— 10
Petrofina	657	— 13
Royal Dutch	305,90	+ 0,60

(1) Compte tenu d'un coupon de 3,38 F.

et le carnet de commandes à fin mai (1,03 milliard de francs) est, à 73 %, orienté vers *l'exportation*. perspective d'une nouvelle et forte majoration du brut que les pays de l'OPEP, prochainement réunis à Genève, pourraient décider.

La *Française B.P.* a tenu la vedette avec une hausse de 9,7 %. Elle a été suivie par la *C.F.P.* (+ 4,5 %), *Elf Aquitaine* (+ 4,3 %) qui a dépassé le cours de 700 F pour la première fois et beaucoup plus loin par *Esso* (+ 1,8 %).

Le groupe *Suez* détenant désormais 97 % de *La Mure*, les actions de la société seront prochainement radiées de la cote officielle de la Bourse de Paris.

BOURSE DE PARIS

SEMAINE DU 11 AU 15 JUIN

Hausse de séduction

IL faut se rendre à l'évidence : la Bourse de Paris a décidé — à moins qu'on ait décidé pour elle (?) — *de faire l'impasse totale sur les points noirs de l'économie*. Désormais, à moins d'une imprévisible catastrophe, il est pratiquement acquis, pour les professionnels de la corbeille, que les cours des actions françaises monteront en 1979.

Le phénomène a d'ailleurs commencé récemment et, à la hausse de 2,5 % à 3 % enregistrée la semaine dernière, vient de succéder une nouvelle progression hebdomadaire d'environ 2 %.

Parfaitement indifférent aux résultats des élections européennes, *le marché s'est d'abord contenté, lundi, de reproduire à peu près son niveau précédent*. La seule vedette de la *séance*, ce jour-là, fut le métal jaune, le lingot s'adjugeant 610 francs à 42 290 francs. Mardi, la « fièvre jaune » retomba, laissant la place aux actions, et singulièrement aux grandes vedettes traditionnelles (Rhône-Poulenc et P.U.K.) qui tirèrent littéralement le marché en avant (+ 0,9 % à l'indicateur instantané). La belle mécanique parfaitement huilée par quelques investisseurs institutionnels pouvait repartir. Mercredi, une nouvelle et forte hausse des cours fut donc enregistrée (+ 1,3 % environ), les valeurs de bâtiment conduisant la hausse de la *cote après que l'on eut laissé entendre que ce secteur* allait bénéficier d'un soutien gouvernemental. « Le plein est fait, la hausse hebdomadaire est suffisante », entendit-on jeudi dans les travées. De fait, à l'issue d'une séance encore plus calme que les précédentes pour ce qui concerne l'*activité, les indices étaient restés à peu près immobiles*. Il en fut bien évidemment de même à la veille du week-end.

Va-t-on encore très longtemps forcer à boire un âne qui n'a pas soif ? « Non, ce ne sera bientôt plus nécessaire. » Les spécialistes du marché sont formels : d'ici quelques semaines la « petite épargne » viendra relayer les grands investisseurs qui commencent à en avoir un peu assez de soutenir le marché pratiquement à bout de bras. Un conjoncturiste de banque, M. Patrick Leguil, a calculé qu'entre juillet et décembre prochains, environ 8 milliards de francs d'argent frais seront investis au palais Brongniart. Cette somme colossale (environ 20 % du chiffre d'affaires *total réalisé en actions françaises en 1978*) proviendra à la fois des dividendes payés par les entreprises, et réinvestis en partie par les actionnaires, et des SICAV-Monory dont la clientèle ne devrait plus tarder à revenir en masse profiter de l'avantage fiscal offert par le ministre du même nom.

« Mécaniquement, la Bourse ne peut plus baisser de façon significative. » A-t-elle d'ailleurs *reculé* depuis le début de l'année ? Non, si l'on en croit les indices. A aucun moment, donc, l'avenir plus ou moins sombre que promettent les économistes de tous bords, a été pris en compte par le marché. Les experts du château de la Muette *(O.C.D.E.) peuvent réviser en baisse leurs prévisions* de croissance, le chômage peut progresser paisiblement en France, l'OPEP peut augmenter ses prix, l'Etat peut accroître ses dépenses et financer une partie de son déficit avec l'épargne publique, la Bourse de Paris n'en a cure. « Faux », rétorquent déjà certains analystes financiers, faisant valoir que les cours auraient probablement progressé beaucoup plus en l'*absence de tous ces phénomènes de crise. « Après tout*, ajouteront-ils, les résultats des entreprises seront encore excellents pour le premier semestre de cette année et il est logique que le marché en tienne compte. »

Certes. Et puis un expert en la matière, M. Edouard *Matteï, ne vient-il pas d'écrire dans la revue « Banque »* : « Dans l'art de conduire les placements, un préjugé précoce est plus risqué qu'un jugement tardif » ? Reste à savoir si ce raisonnement vaut aussi pour le particulier, seul face aux forces du marché...

PATRICE CLAUDE.

Produits chimiques

Résultat bénéficiaire record en 1978 pour *Dart Industries* avec 126,6 millions de dollars de profits nets contre 109,2 millions pour l'exercice précédent.

Malgré une conjoncture plus

	15 juin	Diff.
C.M.-Industries	288	+ 8
Cotelle et Foucher	110	— 7,50
Institut Mérieux	350	— 18
Laboratoire Bellon	257	inchangé
Nobel-Bozel	40,50	+ 0,50
Pierrefitte-Auby	97,50	— 1,40
Rhône-Poulenc	130,40	+ 7,30
Roussel-Uclaf (1)	288,50	+ 4
B.A.S.F.	315	+ 9
Bayer	311,50	+ 3,50
Hoechst	292	+ 6
Norsk-Hydro	363	— 5

(1) Compte tenu d'un coupon de 9,50 F.

difficile, les dirigeants du groupe tablent pour 1979 *sur* une nouvelle progression des bénéfices.

Mines, caoutchouc, outre-mer

Dernier, comme à l'accoutumée, des grands groupes industriels français à fournir ses résultats consolidés, *Michelin* annonce pour 1978 un bénéfice de 686 millions de francs (+ 1,8 %) pour un chiffre d'affaires excédant pour la première fois 20 milliards de francs à 20,7 milliards (+ 14,8 %).

Imétal a enregistré pour 1978 une perte nette consolidée de 242 millions de francs contre un bénéfice de *82 millions* pour l'exercice précédent. Les action-

	15 juin	Diff.
Imetal	75	— 1,50
Penarroya	60	— 4,50
Charter	13,70	— 0,80
Inco	88,50	— 1,80
R.T.Z.	28,05	— 0,95
Union Minière	121,50	+ 0,90
Z.C.I.	0,83	— 0,03
Kléber	65,90	+ 4,40
Michelin	963	+ 13

naires encaisseront néanmoins un dividende global de 3 F contre 5,70 F.

En liaison avec la chute des cours du nickel, *Le Nickel S.L.N.*, filiale à 50 % du groupe, a enregistré à elle seule un déficit de 593 millions. La tendance sur le marché des *métaux tend* toutefois à se renverser depuis le début de l'année, notamment pour le plomb, au plus haut, et le nickel, en très vive reprise.

Mines d'or, diamants

De nombreuses mines d'or viennent de déclarer des dividendes intérimaires ou finaux en sensible augmentation. Ce sont : *Blyvooruitzicht* (final de 65 cents *faisant un total de 105 cents* contre 65 cents) ; *East Rand* (intérimaire de 10 cents contre 7,5 cents) ; *East Driefontein* (intérimaire de 55 cents contre 40 cents) ; *West Driefontein* (final de 415 cents contre 250 cents faisant un total de 615 cents contre 385 cents) ; *Buffelsfontein*

	15 juin	Diff.
Amgold	162,30	— 5,70
Anglo-American	31,40	— 1
Buffelsfontein	69,95	— 5,35
Free State	110,70	— 2,40
Goldfields	23	— 0,50
Harmony	32	— 0,95
President Brand	79,70	+ 4
Randfontein	224	— 8,50
Saint-Helena	71,10	— 0,60
Union Corporation	31,70	— 1,80
West Driefontein	214	+ 10
Western Deep	69,30	— 1,05
Western Holding	154,80	+ 4,80
De Beers	32,50	— 0,90

(final de 120 cents contre 110 cents faisant un total de 200 cents contre 170 cents).

Valeurs diverses

Si la conjoncture mondiale ne se détériore pas davantage, M. Martin, président de « Saint-Gobain », espère que le groupe recueillera en 1980 et les années suivantes les fruits de ses efforts.

Pour 1979, il table sur une progression d'environ 10 % du chiffre d'affaires consolidé.

M. Martin a d'autre part confirmé que « Saint-Gobain »

	15 juin	Diff.
A.D.G.	149	— 4
L'Air Liquide	402	+ 13
Bic	569	+ 3
Europe 1	920	+ 15
Gle Ind. Part.	122,50	— 0,50
L'Oréal	660	+ 20
J. Borel	115	+ 2
Club Méditerr. (1)	409	inchangé
Arjomari	149,50	+ 5
Hachette	236	+ 5
Presses de la Cité	288	+ 12,80
P.U.K.	96,50	+ 4,40
St-Gob.-Pt-à-M.	136,30	+ 4,30
Skis Rossignol	1 450	— 50
Chargeurs Réunis	223	+ 1
U.T.A.	179,50	+ 14,50

(1) Compte tenu d'un coupon de 6 F.

étudiait la possibilité de prendre une participation dans le capital de « C.I.I.-Honeywell-Bull ».

Bourses étrangères

NEW-YORK

La hausse se poursuit Chute de I.B.M.

Le mouvement de hausse amorcé la semaine dernière s'est poursuivi à un rythme modéré au cours de la *période sous revue. L'indice Dow* Jones des valeurs industrielles s'est adjugé 8,14 points en cinq séances avant le terminer à 843,29 le 15 juin. Plus significatif sans doute de l'amélioration générale du climat au Big Board, les volumes des transactions se sont établis à des niveaux inconnus depuis plus de six mois. En cinq jours, 184,24 millions d'actions ont changé de mains contre 173,77 millions.

Le ralentissement, anticipé, de la croissance économique se confirme : *en mai, les ventes au détail ont* régressé de 0,2 % par rapport à avril. Pour les opérateurs, c'est l'un des *signes de l'amorce d'une détente* de l'inflation et les taux d'intérêt. Celle-ci a d'ailleurs commencé — du moins pour ce qui concerne les taux — puisque de nombreux établissements bancaires ont décidé, cette semaine, de ramener leur « prime rate » (taux de base) de 11 3/4 % à 11 1/2 %. En dépit de l'annonce, en fin de semaine, d'une forte progression hebdomadaire de la masse monétaire, les boursiers américains estiment cette tendance durable. C'est la raison essentielle *qui les pousse à se porter* acheteurs de valeurs mobilières. Un seul grand titre n'a pas bénéficié de cette *nouvelle politique*, subissant au contraire l'assaut des vendeurs, il s'agit d'I.B.M., dont un représentant a déclaré que, les clients préférant de plus en plus louer le matériel plutôt que l'acquérir, ce phénomène pourrait avoir des conséquences sur les résultats de la firme.

	Cours 8 juin	Cours 15 juin
Alcoa	55 1/4	55 5/8
A.T.T.	57 3/4	58 3/4
Boeing	42	43 1/8
Chase Man. Bank.	36 3/8	36 3/8
Du P de Nemours	127 3/4	129 1/2
Eastman Kodak	56 3/8	57 1/8
Exxon	51 1/2	50 1/2
Ford	43 1/4	43 3/4
General Electric	50	49 1/2
General Foods	29 1/8	30 1/4
General Motors	59 1/8	60 1/8
Goodyear	16 3/8	16 3/8
I.B.M.	77 1/4	74
I.T.T.	28	29 1/2
Kennecott	22 1/4	23 1/4
Mobil Oil	75 1/4	75 3/4
Pfizer	31	32
Schlumberger	73 3/4	74 1/2
Texaco	26 5/8	26 1/2
U.A.L. Inc.	24 1/4	25
Union Carbide	37	37 1/2
U.S. Steel	22 3/8	22 3/4
Westinghouse	18 1/2	18 7/8
Xerox Corp	61 5/8	62

* Titre divisé par 4.

LONDRES

Nouvelle et forte baisse

Les fonds d'Etat et les valeurs industrielles sont tombés à leurs plus bas niveau depuis quatre mois cette semaine au Stock Exchange. L'indice « Financial Times » de ces dernières s'est en effet établi, le 15 juin, à 478,5 contre 503,2 le 8 juin. Celui des fonds d'Etat est revenu de 72,60 à 70,24. Quant aux mines d'or, la retombée de la « fièvre jaune » internationale leur a valu également de subir l'assaut des vendeurs, et leur indice est passé de 201,8 à 179 le 15 juin.

Le premier budget présenté par les conservateurs aux Communes est directement à l'origine de cette relative débâcle. Certes, les restrictions sur les dividendes ont été abolies et les impôts directs réduits. Mais la forte hausse de la T.V.A. et, surtout, les prédictions gouvernementales *concernant l'inflation* (un taux annuel de 17,5 % dès novembre prochain ?) ont aggravé les inquiétudes *de la City. La forte* hausse du taux de l'escompte (voir « marché monétaire », ci-contre) a également été mal accueillie, en dépit de l'afflux de capitaux étrangers qu'elle provoque.

Enfin, British Petroleum a été fortement affecté par les rumeurs de relèvement d'impôts sur le pétrole de la mer du Nord et sur les intentions de l'Etat, exprimées par un député, de vendre une proportion de sa participation dans le capital de cette compagnie.

	Cours 8 juin	Cours 15 juin
Bowater	178	174
Brit. Petroleum	1 244	1 146
Charter	156	146
Courtaulds	100	95
De Beers	457	401
Free State Geduld *	25 1/2	25
Gt Univ Stores	398	364
Imp. Chemical	382	356
Shell	376	360
Vickers	187	173
War Loan	32 1/4	31

* En $, net de prime sur le dollar investissement.

TOKYO

Encore indécis

Le Kabuto-cho ne s'est pas encore réveillé *cette semaine* à Tokyo. L'indice général de la Bourse s'est établi à 442,20, le 15 juin contre 443,05 une semaine plus tôt. Quant au « Nikkei Dow Jones », il est revenu de 6 176,56 à 6 143,94.

	Cours 8 juin	Cours 15 juin
Canon	527	341
Fuji Bank	227	550
Honda Motors	535	559
Matsushita Electric	684	706
Mitsubishi Heavy	145	145
Sony Corp	2 100	2 140
Toyota Motors	895	932

FRANCFORT

Redressement

Le marché est resté calme et sans entrain cette semaine à Francfort, mais, en l'absence de pressions à la vente, les cours ont pu remonter quelque peu, et l'indice « Commerzbank » s'est établi à 740,9, le 15 juin, contre 728,9 le vendredi précédent.

A *noter également que* les *deux* emprunts émis récemment par le gouvernement fédéral se sont facilement écoulés.

	Cours 8 juin	Cours 15 juin
A.E.G.	45,10	52,30
B.A.S.F.	133,20	136
Bayer	133,30	134,80
Commerzbank	188,30	192,30
Hoechst	125	125,70
Mannesman	147,50	151,20
Siemens	237,40	243,60
Volkswagen	213	212

* Ex-coupon.

VALEURS LES PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES A TERME

	Nbre de titres	Valeur en capitaux
4 1/2 % 1973	84 000	83 856 210
Aquitaine	66 500	46 398 775
Franç. des pétrol.	105 350	19 715 782
Rhône-Poul. (1)	135 200	17 819 910
B.S.N. Gerv.-Dan.	26 300	16 682 925
Norsk Hydro	35 125	12 728 948

(1) Quatre premières séances seulement.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	COURS 8 6	COURS 15 6
Or fin (kilo en barre)	41819	41698
— (kilo en lingot)	41820	41830
Pièce française (20 fr.)	328 30	328 10
Pièce française (10 fr.)	224 50	221
Pièce suisse (20 fr.)	301 50	307
Union latine (20 fr.)	294 30	285 60
● Pièce tunisienne (20 fr.)	244 50	244 50
Souverain	366 80	376 80
● Souverain Elizabeth II	380 70	380 90
● Demi-souverain	420	450
Pièce de 20 dollars	1740 20	1638
— 10 dollars	909	909 20
— 5 dollars	580	585
— 50 pesos	1580	1599
● — 20 marks	360	362
— 10 florins	289 90	285 60
● — 5 roubles	180 90	183

LOCATEL DEVIENT ANGLAIS

La société britannique Thorn Electrical Industries, vaste ensemble qui réalise plus de 1 milliard de livres *sterling de* chiffre d'affaires, couvre, entre autres, 20 % du marché des *téléviseurs outre-Manche*, a lancé une O.P.A. sur la totalité du capital de LOCATEL, premier loueur de téléviseurs français, à 450 F l'action, pour un cours coté, avant suspension, de 265,50 F, soit un montant global de 240 millions de francs. Pour le groupe Lazard et sa filiale, à près de 60 % Eurafrance, qui fonda LOCATEL en 1962 et en détient 36 %, de même que pour SOFIPA, filiale financière d'Elf-Gabon, qui possède 14 %, l'aubaine est *trop forte pour être* refusée, d'autant que l'opération a reçu leur accord dès le départ. *Mais, dira-t-on, pourquoi céder* ainsi une participation dans une société prospère qui tient 85 % du marché français ? L'attrait de la plus-value, sans aucun doute, et peut-être, aussi, le sentiment que la rentabilité de la location de téléviseurs pourrait plafonner...

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

	11 juin	12 juin	13 juin	14 juin	15 juin
Terme	113 500 785	143 701 890	173 371 935	111 646 830	119 843 497
Compt. R. et obl	117 511 102	170 132 422	184 877 094	147 583 693	117 450 857
Actions	57 552 779	63 591 365	67 009 652	63 194 726	73 355 798
Total	288 564 666	377 425 677	425 258 681	322 425 249	310 650 152

INDICES QUOTIDIENS (I.N.S.E.E. base 100, 29 décembre 1978)

	11 juin	12 juin	13 juin	14 juin	15 juin
Franç.	103,8	104,8	105,8	105,6	106,5
Etrang.	125,3	126,4	125,5	125	125,3

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

(base 100, 30 décembre 1978)

	11 juin	12 juin	13 juin	14 juin	15 juin
Tendance	98	100	98	99,7	100,1

(base 100, 29 décembre 1961)

	11 juin	12 juin	13 juin	14 juin	15 juin
Ind. gén.	88,9	89,3	90,4	90,3	90,7

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 16 juin 1979 a été tiré à 574 269 exemplaires.

Au Ghana

Le général Acheampong, ancien chef de l'État a été fusillé

M. Ignatus Acheampong, ancien chef de l'Etat ghanéen, renversé, en juillet 1978, par un coup d'Etat militaire, a été fusillé samedi 16 juin.

Le général Etuka, ancien commandant en chef des troupes ghanéenne, a également été passé par les armes.

Les deux hommes avaient été jugés et condamnés par le tribunal révolutionnaire populaire créé au lendemain du coup d'Etat du 4 juin dernier par le Conseil révolutionnaire des forces armées (C.R.F.A.).

Ce tribunal siège depuis vendredi. Parmi les personnalités arrêtées qui doivent encore passer en jugement se trouve le général Akuffo, renversé le 4 juin. Le général Akuffo avait lui-même renversé le général Acheampong, il y a moins d'un an.

D'autre part, à trois jours des élections générales qui doivent avoir lieu au Ghana, le lundi 18 juin, le Conseil révolutionnaire des forces armées a annoncé, vendredi, la composition du nouveau gouvernement.

Quatre ministres de l'ancien régime ont été confirmés dans leurs fonctions. Il s'agit de Mme Gloria Nikoi, ministre des affaires étrangères ; de M. Kwame Afreh, ministre de l'information et de l'industrie du cacao ; de M. J.L.S. Abbey, ministre des finances, de la planification économique, du commerce et du tourisme, et enfin de M. A.N.E. Amissah, ministre de la justice.

Voici la liste des nouvelles nominations :

— Dr Evans-Anfom (ministre de l'éducation, de la culture et de la santé) ;

— M. G. Benneh (ressources naturelles et énergie) ;

— M. Anthony Woode (travail, affaires sociales et industrie) ;

— M. George Harlley (transports, communications et travaux publics) ;

— M. Abayifa Karbo (agriculture) ;

— M. Kofi Badu (sports et administration locale) ;

— M. Anyetei Kwakuranya (consommation et coopératives).

Le nouveau gouvernement militaire a fixé au 1er octobre la date à laquelle le pays sera à nouveau sous un régime constitutionnel, a annoncé vendredi Radio-Ghana. La radio a précisé que cette date est mentionnée dans un décret publié jeudi par le lieutenant Jerry Rawlings, président du Conseil révolutionnaire des forces armées. — *(A.F.P., Reuter.)*

L'instigateur du coup d'État de 1972

Né il y a quarante-sept ans à Kumasi, capitale de la tribu Ashanti, le général Acheampong était un militaire de carrière formé à l'école militaire d'Aldershot, en Grande-Bretagne, d'où il sortit en 1959. Il devait ensuite compléter sa formation militaire à Fortleavenworth, au Kansas.

A la chute de Nkrumah, le 24 février 1966, il fut nommé président de la commission administrative de la région occidentale du Ghana, poste qu'il occupa pendant deux ans.

En 1969, il fut nommé commandant du 5e bataillon de l'armée avant de devenir, en novembre 1971, commandant de la 1re brigade d'infanterie avec le grade de lieutenant-colonel.

Il fut l'instigateur du coup d'Etat militaire qui renversa, dans la nuit du 12 au 13 janvier 1972, le régime civil dirigé par M. Kofi Busia, alors en voyage à Londres.

Prenant la tête d'un comité de rénovation nationale pour « sauver le Ghana d'un effondrement économique total », le colonel Acheampong constituait un gouvernement militaire bien accueilli par la population.

Désigné comme chef de l'Etat ghanéen et président du conseil militaire suprême en 1975, le colonel Acheampong était promu général le 7 mars 1976.

Le 1er juillet 1977, il avait, sous la pression d'un mécontentement croissant et à la suite de nombreuses grèves, promis le retour à un régime civil avant le 1er juillet 1979.

C'est sur les conditions de ce retour des civils au pouvoir que des tensions devaient se manifester au sein du conseil militaire suprême et entraîner la « démission », le 5 juillet 1978, du général Acheampong. Celui-ci quittait l'armée et était remplacé à la tête de l'Etat par le général Akuffo jusqu'alors chef d'état-major.

Placé en résidence surveillée avec son épouse et ses enfants sur une île du fleuve Volta à proximité d'Akosombo, au nord-est d'Accra, le général Acheampong devait être libéré le 2 mai dernier. Depuis cette date, il était assigné à résidence dans son village à 300 kilomètres au nord d'Accra.

APRÈS AVOIR ACHETÉ DES AVIONS FALCON-20

Les garde-côtes américains commandent quatre-vingt-dix hélicoptères Dauphin conçus par la SNIAS

Washington *(A.F.P.)*. — Le service américain des garde-côtes vient de passer commande à la société aérospatiale Helicopter Corporation de Grand-Prairie (Texas) de quatre-vingt-dix hélicoptères de surveillance et de sauvetage. La commande est d'un montant de 215 millions de dollars (environ 970 millions de francs).

Le département des transports, qui annonce cette transaction, précise que le premier appareil sera livré au début de 1982.

La commande remportée par la filiale américaine de la Société nationale industrielle aérospatiale porte sur des hélicoptères biturbines du type Dauphin-2. Le contrat prévoit que ces appareils toutes missions seront équipés de turbines fournies par la division Lycoming de la société AVCO de Stratford (Connecticut). Leur matériel, ultra-moderne de communication, de navigation et de recherches tout temps sera fourni par la société Rockwell-Collins de Cedar-Rapids (Iowa).

Les quatre-vingt-dix hélicoptères, précise le département des transports, seront utilisés par les garde-côtes américains pour la surveillance, le respect des lois et traités, la protection de l'environnement et les recherches scientifiques en mer. Ils remplaceront progressivement des hélicoptères américains Seaguard, en service depuis seize ans.

L'Aérospatiale Helicopter Corporation a remporté la commande devant des concurrents comme les firmes américaines Bell et Sykorski, indique-t-on dans les milieux spécialisés, où l'on ajoute que le Dauphin-2 était le seul des appareils en compétition répondant aux normes strictes qui avaient été définies. Les hélicoptères recherchés par l'administration des garde-côtes doivent en effet être en mesure d'opérer à la limite des zones économiques (200 miles) et pouvoir être embarqués sur des brise-glace opérant dans l'Arctique et l'Antarctique.

Les garde-côtes des Etats-Unis ont déjà passé commande de quarante et un avions de surveillance Falcon 20-G fabriqués par la société Dassault-Breguet.

« C'est un événement particulièrement significatif et c'est une première qui devra faire école, y compris au plan national » a déclaré, vendredi 15 juin, au Bourget, le général Mitterrand, P.-D.G. de la SNIAS, qui fabrique cet hélicoptère.

« Cette très bonne affaire », selon les termes du général Mitterrand, est placée sous la responsabilité de American Helicopter Company (A.H.C.), filiale à 100 % de l'Aérospatiale aux Etats-Unis. Installée à Grand-Prairie (Texas), cette filiale emploie trois cents personnes et a réalisé pour les six premiers mois de l'année un chiffre d'affaires de 70 millions de dollars (315 millions de francs). Elle espère vendre sur l'ensemble de l'année cent vingt-cinq appareils; elle en avait vendu soixante-dix en 1978 pour un montant de 45 millions de dollars (202 millions de francs).

A.H.C., qui détient 25 % du marché américain des hélicoptères civils, assure aux Etats-Unis le service après-vente de quatre cents hélicoptères français. Le premier vol du Dauphin-2 est prévu pour août 1980.

Une brochure du « Monde » sur les élections européennes

A l'occasion des premières élections au suffrage universel de l'Assemblée européenne, le Monde *diffusera la semaine prochaine une brochure de 120 pages comportant les résultats complets et commentés du scrutin, une présentation de quatre cent dix députés, des reportages sur la campagne dans chacun des pays de la Communauté et les programmes des listes en présence en France.*

Ce dossier est complété par une analyse du fonctionnement des différentes institutions européennes mises en place depuis trente ans (de la Communauté européenne charbon-acier au système monétaire européen) et une série d'enquêtes sur la situation économique et sociale de l'Europe aujourd'hui et les perspectives ouvertes par l'élargissement de la C.E.E. à la Grèce, à l'Espagne et au Portugal.

Cette brochure sera mise en vente chez les marchands de journaux et au Monde, au prix de 18 francs.

LE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION DE LOMÉ

La négociation des Neuf et des pays associés va reprendre

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — La négociation en vue du renouvellement de la Convention de Lomé, qui lie la Communauté à cinquante-sept pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (A.C.P.), reprendra les 24 et 25 juin à Bruxelles. Le ministre du plan du Gabon, M. Anchouey, actuel président du groupe A.C.P., vient de donner son accord à ce sujet aux gouvernements membres.

La négociation avait été interrompue le 26 mai, parce que les A.C.P. trouvaient insuffisant le montant de l'aide financière — 5,1 milliards d'unités de compte (29,6 milliards de francs) — que la Communauté était prête à mettre à leur disposition pour la période d'application de la nouvelle convention. Le 13 juin, après que les Neuf eurent examiné ce qui pourrait être fait pour débloquer l'affaire (*le Monde* du 14 juin), M. François-Poncet, qui préside actuellement le conseil des ministres de la C.E.E., avait fait connaître à M. Anchouey la volonté de la Communauté. Il ne lui avait pas toutefois caché qu'en raison notamment de la position très restrictive prise par les Britanniques dans cette affaire — à l'égard desquels les Français, au moins en privé, tiennent des propos extrêmement sévères, — les concessions supplémentaires susceptibles d'être faites par la Communauté ne pourraient être que limitées.

Le désir de ne pas prendre le risque de laisser « pourrir » la situation qui anime la majorité du groupe A.C.P. a donc apparemment prévalu. Le président Senghor, en visite officielle à Bruxelles, s'est d'ailleurs exprimé très clairement, vendredi 15 juin, dans ce sens. Après avoir souligné les mérites de l'association eurafricaine, il a déclaré : *« Nous pensons, nous, Sénégalais, qu'il faut reprendre la négociation et la mener jusqu'à son terme... Je suis convaincu qu'en faisant preuve de volonté politique nous parviendrons tous ensemble à élaborer un « compromis dynamique », que je vois autour de 6 milliards d'unités de compte. »* Le président du Sénégal s'est également déclaré favorable au projet triangulaire (Europe, Afrique, pays arabes) évoqué à Kigali par M. Giscard d'Estaing. — Ph. L.

Réunis en congrès mondial à Varsovie

Les producteurs d'électricité de l'Est et de l'Ouest dénoncent le retard des programmes nucléaires

De notre envoyé spécial

Varsovie. — Il n'y a pas d'autre alternative au pétrole que le nucléaire et le charbon, et ces deux sources ne peuvent être utilisées qu'après transformation en électricité (voir notre rubrique « Energie » page 21). Tel est le sentiment des membres de l'Union internationale des producteurs et distributeurs d'énergie électrique (UNIPED) — les électriciens de l'Europe de l'Ouest, mais aussi de Pologne, de Hongrie, de Yougoslavie, — qui se sont réunis en congrès à Varsovie du 11 au 15 juin.

Le charbon, ces pays s'y convertissent lentement. E.D.F. a ainsi transformé toutes ces centrales mixtes. Et au Danemark, la part du charbon dans l'alimentation des centrales thermiques classiques est passée de 20 % en 1973 à 60 % en 1979. L'amortissement de la conversion du fuel au charbon dans ce pays ne dépasse pas trois ans et demi. Mais l'espoir suprême des électriciens, c'est, bien sûr, le nucléaire.

Malgré Three-Mile-Island

Dans une motion votée à l'unanimitée — alors que sont représentés des pays peu favorables à l'atome civil, comme l'Autriche, le Danemark, la Norvège — l'UNIPED a appelé *« solennellement l'attention des autorités concernées ainsi que l'opinion publique sur la gravité des conséquences pour les économies européennes des retards subis par leur programme d'équipement et sur l'urgence qui s'attache à instaurer des procédures qui, tout en assurant les garanties nécessaires, évitent tous ces retards préjudiciables ».*

Cinq ans après la première crise pétrolière, ce retard est en moyenne de cinq ans. Alors que la puissance installée dans les pays membres de l'organisation devait être de deux cents gigawatts en 1985, elle ne sera que de cent. Le ralentissement des commandes de centrales dans le monde industrialisé — y compris les Etats-Unis — est d'ailleurs très net : 53 GW en 1974, 32 en 1975, 11 en 1976 et 13,5 en 1977. La France, dont le programme nucléaire n'est en retard que d'un an, disposera ainsi en 1985 — avec 40 à 43 GW — de plus de la moitié de la puissance installée dans la C.E.E. et de plus de 40 % de celle des pays de l'UNIPED.

En dépit de ce qui s'est produit à Three-Mile-Island, que l'on juge à Varsovie comme un *incident technique* » et non comme un « *accident* », les électriciens continuent de croire dans le nucléaire. Cette expérience de deux-cent quinze centrales exploitées, qui représentent mille six cents années-réacteurs, n'est entachée, disent-ils, « *d'aucun accident mortel, ni d'aucun incident avec des conséquences graves pour les individus et l'environnement...* »

D'ici à l'an 2000, la part de l'électricité dans la consommation énergétique ne va cesser de croître (40 % à la fin du siècle) et la part du nucléaire dans la fourniture de l'électricité s'élargira fortement. Selon une estimation grossière, il ne faudra pas moins de 700 milliards de dollars (valeur 1979) pour développer de telles capacités d'ici à la fin du siècle. Aussi, les électriciens sont-ils soucieux que les tarifs *« recouvrent les coûts des entreprises et participent convenablement au financement des nouveaux investissements »*. Tel n'est pas le cas, par exemple, en France, puisque E.D.F., qui avait déjà emprunté 9 milliards de francs sur les marchés financiers national et international l'an passé, devra faire appel à ces marchés pour 20 milliards de francs en 1979, les prêts du F.D.E.S., comme les dotations à capital, devenant pratiquement inexistants. Le président d'E.D.F. n'a d'ailleurs pas caché, après le congrès, son inquiétude pour le milieu des années 80, époque à laquelle le remboursement de ces emprunts s'élèvera à près de 5 milliards de francs par an, contre 1 milliard en 1978.

Créée en 1925 pour permettre l'étude en commun des nombreux problèmes posés par l'industrie électrique, l'UNIPED s'est aussi penchée, à Varsovie, sur l'interconnexion des réseaux, cette véritable *« Internationale de l'électricité »* : en 1960, 11 170 gigawatts/heure avaient fait l'objet d'échanges. En 1977, 56 592 ont changé de pays, et cette tendance devrait se poursuivre, puisque, de 1978 à 1985, la capacité de transport des liaisons électriques en Europe (de la Finlande à la Grèce) passera de 55 000 à 76 000 mégavolts-ampères ; un accroissement qu'il faut préparer, certains pays envisageant déjà d'adopter des lignes à très haute tension de 800 kilovolts.

BRUNO DETHOMAS.

Le 17 juin dans les villes de province

SEIZE RENCONTRES DE L'A.C.I. AUTOUR DE TROIS THÈMES : POUVOIR - ARGENT - TRAVAIL

La régionalisation continue à être à l'ordre du jour dans les Eglises. Plutôt que des assemblées nationales trop nombreuses où il est difficile de travailler et de dialoguer, les mouvements chrétiens préfèrent des réunions concomitantes en province. Ainsi l'Action catholique indépendante (A.C.I.), qui a choisi d'organiser, le 17 juin, seize rencontres dans les villes suivantes : Reims, Lille, Créteil, Versailles, Lorient, Angers, Caen, Orléans, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Lyon, Annecy, Aix-en-Provence, Toulouse, Nancy, Mulhouse. Ces rassemblements concernent une quinzaine de milliers de personnes, dont les trois quarts sont des femmes ; la tendance est à l'augmentation du nombre d'hommes et à l'abaissement de l'âge moyen de l'ensemble des participants (20 % de vingt-cinq à quarante ans).

Trois thèmes-clefs ont été retenus : le pouvoir, l'argent et le travail. Cette trilogie rappelle d'une manière inattendue — mais somme toute cohérente puisqu'il s'agit dans les deux cas de chrétiens qui cherchent à vivre l'Evangile — celle du mouvement des prêtres contestataires Echanges et Dialogue, créé en 1968 : avoir, pouvoir, savoir. Mais le contexte, on s'en doute, est assez différent, ne serait-ce qu'en raison du milieu sociologique de l'A.C.I. soit aristocratie, bourgeoisie, bourgeoisie de promotion, classes moyennes (dans l'ordre alphabétique établi par le mouvement lui-même).

Pouvoir dans les associations et dans la famille, maîtrise de l'argent, de la propriété privée, de l'héritage, secteur public et secteur privé, chômage, licenciements, etc., tels sont quelques-uns des problèmes soulevés, le tout à la lumière de la foi chrétienne s'exprimant dans un langage renouvelé et en tenant compte du pluralisme nécessaire. L'A.C.I. tient à mettre en évidence le caractère complémentaire des certitudes et la nécessité de confronter les points de vue.

A noter l'aspect international de l'A.C.I. (mille cinq cents de ses membres vivent à l'étranger), qui est partie prenante du mouvement international d'apostolat des milieux sociaux indépendants. — H. F.

NOUVELLES BRÈVES

● *Des ouvriers de l'usine Renault-SAVIEM à Caen-Blainville* demandent la reprise du travail dans des conditions normales. Ils seraient quatre mille (sur six mille deux cents) à faire cette démarche, sous forme de lettre ouverte à la direction.

● *Une cérémonie en souvenir de Jean Moulin* est organisée dimanche 17 juin à 10 h. 30 au Panthéon à Paris. Il y a trente-six ans Jean Moulin fut torturé par les Allemands après son arrestation, près de Lyon. Cette cérémonie se déroulera sous la double présidence de MM. Jacques Chirac, maire de Paris, et Georges Lemoine, maire de Chartres.

● *Un pylône* de la ligne à haute tension en construction reliant la centrale de Saint-Vulbas à la centrale de Malville, non loin de Courtenay (Isère), a été détruit par une explosion, le jeudi 14 juin, peu avant minuit.